

# REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois

SOUS LA DIRECTION DE

GABRIEL MONOD ET CHARLES BÉMONT.

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.*

*Cicéron, de Orat., II, 15.*

TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE.

---

TOME CENT NEUVIÈME

Janvier-Avril 1912.

---

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1912

2982.12.

77174

~~H  
R3282  
x.109~~

D

1

.R6

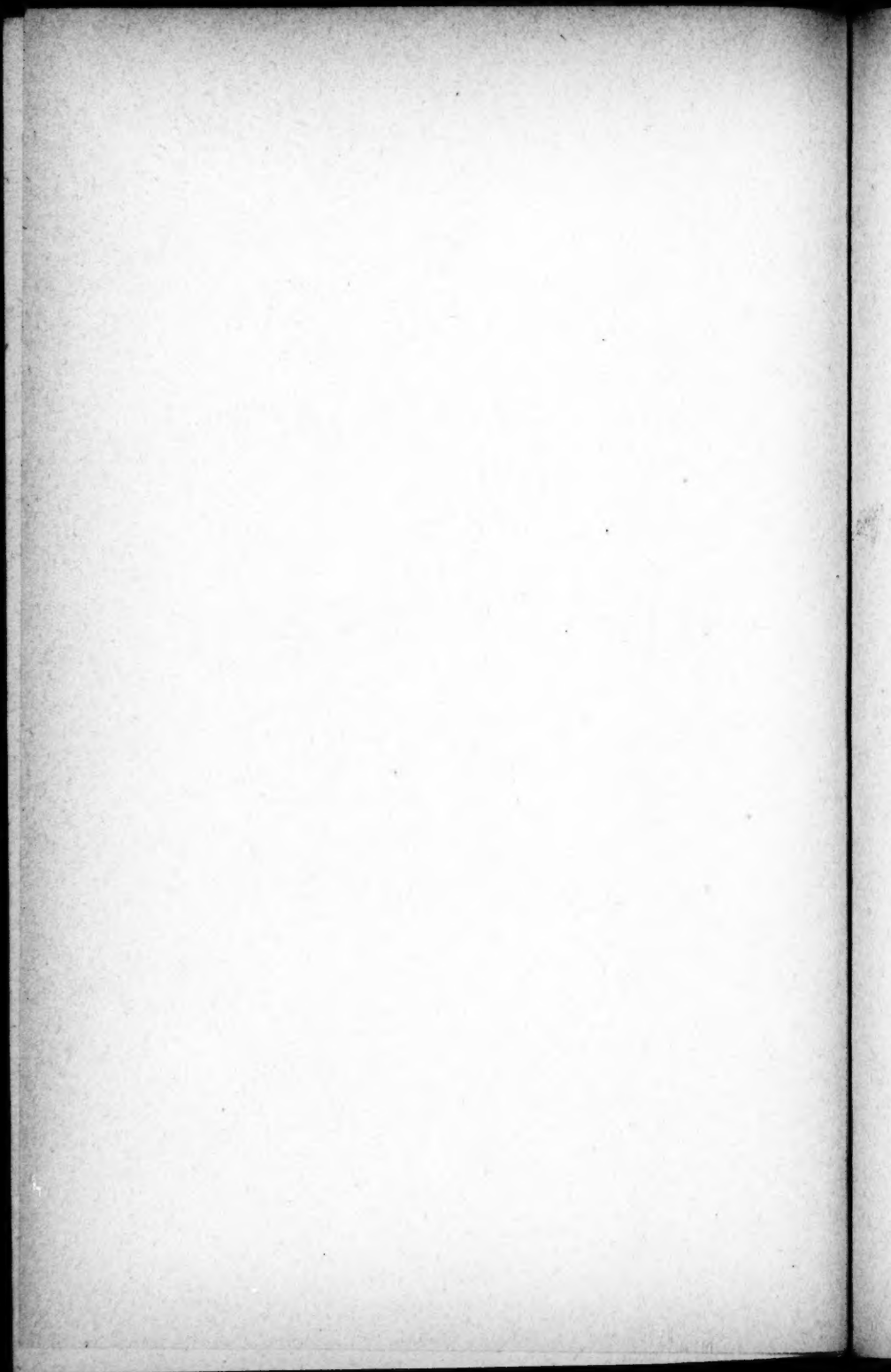
t. 109

1912



**REVUE**  
**HISTORIQUE**

✓



LES

## MARCHANDS ANGLAIS EN RUSSIE

AU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE.

---

I.

En 1553, une Compagnie s'était formée en Angleterre qui se donnait pour but de découvrir de nouvelles routes vers des pays éloignés dans la direction du nord-est; son rêve semble avoir été d'atteindre la Chine. Après avoir pris conseil du célèbre explorateur Sébastien Cabot, elle équipa trois bateaux et choisit comme chef principal de l'expédition Sir Hugh Willoughby et comme pilote général Richard Chancellor. La petite flotte quitta l'Angleterre le 11 mai et, après avoir été longtemps retenue par des vents contraires, elle atteignit le 2 août l'île de Helgoland, mais, une rafale survenant, elle fut dispersée. Deux des bateaux, emportés dans la mer Blanche, entourés bientôt de glace, furent immobilisés et tout leur équipage, y compris le chef, Willoughby, périt successivement de froid et de faim. Le troisième bateau, *Édouard-Bonaventure*, conduit par le pilote Chancellor, fut plus heureux et trouva refuge, le 24 août, à l'embouchure de la Dvina, où les Anglais apprirent par des pêcheurs qu'ils se trouvaient dans les domaines du tsar moscovite. Ce dernier, ayant appris la nouvelle de leur arrivée, donna ordre de les escorter jusqu'à Moscou. C'est ainsi qu'un caprice des vents fit découvrir un pays nouveau, le vaste empire du tsar russe, la Russie.

Chancellor reçut un accueil empressé auprès d'Ivan le Terrible, qui lui fit envisager la possibilité d'un commerce régulier et fort avantageux dans ses domaines. Ce moment marque le point de départ des relations anglo-russes et de l'activité de la Société des Marchands-Aventuriers en Russie. Elle reçut sa

charte<sup>1</sup>, le 6 février 1555, du roi Philippe et de la reine Marie et, sous le titre de *Merchant Adventurers of England for the discoverie of Lands, Territories, Isles, Dominions and Seignories unknowen, and not before that late enterprise by sea or navigation commonly frequented*, obtint le droit de poursuivre ses relations avec la Russie ainsi qu'avec les autres pays qu'elle pourrait arriver à découvrir, situés au nord, nord-est et nord-ouest de l'Angleterre. Si d'autres Anglais essayaient de lui faire concurrence, ils devaient être punis par la confiscation de leurs bateaux et de leurs biens, dont une moitié serait attribuée au roi et l'autre à la nouvelle Compagnie. La charte de 1555 nous fait connaître son organisation.

Son administration est formée d'un ou deux *gouverneurs*<sup>2</sup>, de quatre *consuls* et de vingt-quatre *assistants*, annuellement nommés par la Société. Les décisions de ce conseil étaient prises dans des séances (*courts of assistants*) où devaient figurer quinze membres au minimum. C'est à cette administration qu'incombait le droit de promulguer les statuts de la Société et d'en élaborer les règles, ainsi que de veiller à ce qu'ils fussent exécutés, de recevoir les nouveaux membres et de prononcer les punitions. L'exécution des arrêts de ce conseil était confiée à des *sergeants* qui recueillaient les amendes, procédaient aux confiscations des biens et à l'arrestation des coupables. Outre les cours d'assistants, la Compagnie tenait encore annuellement, au printemps, une cour générale (*general court*) où s'assemblaient tous les membres et où avaient lieu les élections. Nous savons, par exemple, que les premiers agents envoyés en Russie reçurent leurs pouvoirs du gouverneur, des consuls, des assistants et de toute la Société assemblée en séance publique le 1<sup>er</sup> mai 1555<sup>3</sup>. Un document mentionne une autre cour générale de la Compagnie, tenue le 12 juin 1584, qui assigna le paiement d'une somme de 100 livres à l'un des ambassadeurs anglais en Russie, Sir Jérôme Bowes, à son retour en

1. Les archives anglaises ont conservé deux copies de cette charte : l'une dans le fonds Cotton, E. III, fol. 49-50; l'autre dans le fonds Lansdowne 141, fol. 263-272; la seconde est la mieux conservée. Voir aussi Hakluyt, nouv. éd., t. II, p. 304-316.

2. En 1555, Sébastien Cabot fut nommé gouverneur jusqu'à sa mort; après lui, la Compagnie eut toujours, au xvi<sup>e</sup> siècle, deux gouverneurs simultanés.

3. Hakluyt, t. II, p. 281.

Angleterre<sup>1</sup>. Enfin la Société reçut un sceau particulier et le droit d'estimer en justice, ainsi que d'acquérir des biens immobiliers dont le revenu annuel ne devait pas dépasser 66 livres 13 sh. 4 den. ou 100 marcs.

Cette organisation ressemble d'assez près à l'organisation d'autres sociétés, comme, par exemple, de la grande Compagnie des Marchands-Aventuriers qui commerçaient en Flandre et dont l'administration était formée d'un gouverneur et de vingt-quatre assistants<sup>2</sup>.

Dans les documents concernant la Compagnie Moscovite, comme nous l'appellerons dorénavant pour plus de brièveté, il n'y a pas trace, semble-t-il, de cours d'assistants; cependant, il nous paraît incontestable que, contrairement à ce qui se passait dans la Compagnie de Flandre, où, comme l'a démontré Lingelbach<sup>3</sup>, l'administration siégeait, non en Angleterre, mais sur le continent, les cours de la Compagnie Moscovite ne se sont jamais tenues en Russie, et que, vu les difficultés d'un voyage périlleux et d'un séjour dans un pays peu civilisé, les administrateurs n'ont jamais cessé de résider en Angleterre. Le premier gouverneur de la Compagnie, Sébastien Cabot, mourut sans avoir vu la Russie, et il en fut de même de la plupart des autres gouverneurs, consuls et assistants de la Société.

Toutes les fonctions importantes, la conduite des affaires commerciales en Russie, la défense des intérêts de la Compagnie devant les tsars, la direction des serviteurs et apprentis envoyés en Russie, étaient confiées à des *agents*. Ils étaient nommés par deux ou trois à la fois, l'un d'eux étant appelé agent principal, et envoyés dans les principaux centres commerciaux de la Russie (Moscou, Vologda, plus tard Narva), avec des instructions détaillées. N'étant que les serviteurs de la Compagnie et payés par elle, ils devaient obéir strictement à ses ordres. Mais comme les communications entre les deux pays étaient rares et difficiles, les liens entre l'administration et ses agents se relâchaient facilement, d'autant plus que ceux qui restaient en Angle-

1. *State Papers Russia*, t. I.

2. Wheeler, *A Treatise of Commerce*, p. 25; Schanz, *Englische Handelspolitik*, t. II, p. 550; Lingelbach, *The internal organisation of the Merchant Adventurers of England*, dans les *Transactions de la Roy. hist. Soc.*, nouv. ser., t. XVI, p. 42.

3. Lingelbach, *art. cité*, p. 51.

terre, bien que censés envoyer leurs ordres en Russie et en recevoir des comptes détaillés, ignoraient en réalité profondément les conditions de la vie et du commerce de ce pays. Tous ces faits, en exigeant des agents beaucoup d'énergie, d'esprit d'initiative et de finesse, leur donnaient par contre une importance primordiale dans l'organisation des affaires et une indépendance dont ils devaient être facilement tentés d'abuser. De temps à autre, ils recevaient les ordres de la Société sous forme de lettres signées par les gouverneurs et quelquefois aussi par les consuls, et ces lettres, envoyées généralement de Londres, nous sont une preuve de plus que l'administration restait en Angleterre. Elles prescrivaient aux agents d'élaborer des règles concernant les conditions du commerce et la conduite des serviteurs et de veiller à ce qu'elles fussent envoyées dans toutes les villes russes où séjournaient les Anglais<sup>1</sup>, de punir les coupables sur place ou de les renvoyer en Angleterre<sup>2</sup>, de se préparer des remplaçants en les choisissant parmi les serviteurs les plus capables de la Société<sup>3</sup>.

Un secrétaire était adjoint à l'agent principal; il s'occupait de la comptabilité et semble avoir été un personnage assez considérable; en 1566, du moins, c'est un membre très actif de la Société, Thomas Nicolls, qui remplit cette fonction<sup>4</sup>.

Quant aux serviteurs de la Compagnie, ils étaient placés sous l'étroite surveillance des agents et devaient, en outre, se conformer aux dispositions que la Société avait prises à leur intention. On connaît suffisamment les règles sévères auxquelles étaient astreints les apprentis dans la guilde médiévale. La Compagnie marchande du xvi<sup>e</sup> siècle, qui lui avait emprunté en grande partie ses institutions et ses statuts, avait conservé aussi cette réglementation sévère de la vie des apprentis. On trouve, par exemple, dans la Compagnie des Marchands-Aventuriers de Newcastle-sur-Tyne la défense formelle faite aux apprentis de porter des habits riches, de laisser pousser leurs cheveux, de

1. Brit. Mus., Cotton, Nero B. XI, fol. 321-328, § 73.

2. Ibid., § 36.

3. Ibid., § 37.

4. Hakluyt, t. III, p. 44-46. Il est mentionné comme membre de la Compagnie déjà en 1555; Lands., t. 141, fol. 263-272; en 1567, son nom figure dans la liste des membres qui reçurent le privilège du Chah de Perse; Hakluyt, t. III, p. 64-72. Dans la Compagnie des Marchands-Aventuriers de Flandre, les fonctions de secrétaire et de trésorier étaient remplies par le même personnage.



jouer aux cartes, de danser, de visiter des maisons de plaisir<sup>1</sup>. Les apprentis de la Société Moscovite étaient soumis aux mêmes interdictions; il leur était défendu de quitter la maison sans permission de l'agent, et l'on proscrivait toute conversation inconvenante, jeux de cartes, blasphèmes, disputes et intrigues<sup>2</sup>; un document curieux nous fait faire connaissance avec l'uniforme de l'apprenti anglais en Russie, en donnant le prix de chaque pièce de vêtement<sup>3</sup>.

La Compagnie distinguait parmi ses serviteurs des apprentis (*apprentices*) et des *stipendaries*. Les premiers étaient payés à raison de 10 roubles<sup>4</sup> par an, mais, vers 1584, leurs gages furent augmentés jusqu'à 15 roubles<sup>5</sup>. Quant aux seconds, ils jouissaient de certains privilèges importants; en cas de mauvaise conduite, ils ne pouvaient être punis par les agents, comme les apprentis, mais devaient être renvoyés en Angleterre; c'est parmi eux aussi que les agents devaient choisir leurs futurs remplaçants; il faut donc supposer que c'est dans cette catégorie de *stipendaries*, ayant fait un stage en Russie et y ayant acquis la connaissance des affaires, que la Société recrutait ses agents.

Sur quel principe était fondé le commerce de la Société? L'histoire commerciale anglaise distingue pour le XVI<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle, comme on le sait, deux types de compagnies marchandes; la *regulated companie* et la *joint stock companie*. Dans la première, chacun des membres, moyennant le paiement d'un droit d'entrée et en se conformant aux règles élaborées par la Société, conduisait ses affaires avec son capital particulier, à ses propres risques et périls, et ne partageait avec personne ses bénéfices. Dans la seconde, qui se rapprochait de la Société moderne par actions, tous les capitaux étaient mis en commun et les bénéfices partagés entre les membres en proportion de

1. *Records of the Merchant Adventurers of Newcastle upon Tyne*, t. I, p. 6.

2. Règles élaborées en 1553, en vue de la première expédition (Hakluit, t. II, p. 195-208), et règles de 1555 (*Ibid.*, t. II, p. 281-289).

3. *Brit. Mus., Cotton, Nero B. XI*, fol. 329. « The note and stinte of one yeaeres apparell for an apprentice in Russia or Persia. »

4. On sait que le rouble russe correspond actuellement à deux shillings à peu près. Au XVI<sup>e</sup> siècle, la valeur du rouble était à peu près de 60 roubles actuels.

5. *Brit. Mus., Cotton, Nero B. XI*, fol. 360-361.

leurs capitaux. Il a été généralement admis que toutes les sociétés du xvi<sup>e</sup> siècle étaient basées sur le premier principe et que c'est en 1612 seulement, quand se transforma la Compagnie des Indes orientales, que triompha le principe du capital commun<sup>1</sup>.

La Compagnie Moscovite est donc envisagée, ainsi que toutes les autres compagnies du xvi<sup>e</sup> siècle, comme une *Regulated Company*; cependant, Cunningham reconnaît qu'à la fin de ce siècle elle avait changé de caractère et était devenue un monopole. Les documents ne donnant malheureusement aucun renseignement direct sur son caractère commercial, nous allons essayer d'accumuler les indications indirectes qui peuvent nous apporter quelque lumière sur la question.

Clément Adams raconte<sup>2</sup> qu'en 1553, pour couvrir les frais de la première expédition, on rassembla la somme de 6,000 livres, chacun ayant donné 25 livres au moins. Quelques historiens ont conclu de ce récit que la Société s'était formée de 240 membres qui avaient donné chacun 25 livres<sup>3</sup>. Mais, le nombre de membres n'est pas mentionné par Adams, qui ne dit pas en outre que chacun donnât la même somme, ce qui aurait pu être envisagé comme un droit d'entrée d'une *Regulated Company*. Dans son récit, les 25 livres apparaissent plutôt comme une somme minimum qu'on pourrait peut-être envisager comme une unité, une sorte d'action; les riches, nombreux dans la Société, pouvaient sans doute en acquérir plusieurs. Car il semble improbable que la Compagnie ait compté déjà 240 membres à ce moment, où les résultats de son entreprise étaient encore fort problématiques; plus tard en effet, en 1555, lorsqu'elle reçut sa charte et se trouvait déjà placée en face de la découverte d'un nouveau pays d'exploitation, elle n'avait encore réuni que 191 membres. La charte de 1555 ne nous apprend rien sur l'organisation commerciale de la Compagnie; mais, douze ans après, en 1567, nous nous trouvons en présence d'un acte du Parlement<sup>4</sup> qui abrège le nom officiel de la Société en *Compagnie*

1. Cunningham, *Growth of Eng. ind. and com.*, p. 255; Rogers, *The ind. and com. Hist. of Eng.*, p. 118; Ehrenberg, *Hamburg und England*, p. 15.

2. Clemens Adamus, *Anglorum navigatio ad Moscovitas* (Rer. Mosc. auct. var., éd. 1600, p. 142-147).

3. Anderson, *Annals of Commerce*, t. II, p. 114; Hewins, *English Trade and Finance*, p. 32.

4. Hakluyt, t. III, p. 83-91.



of *English Merchants for the Discoverie of new Trades* et déclare, en outre, que les marchands de certaines villes anglaises seraient admis à y entrer jusqu'au 25 décembre de cette année, s'ils se conformaient à ses statuts et ordonnances et si, jusqu'à cette époque ils apportaient au fonds commun de la dite Compagnie des sommes d'argent égales à celle donnée par tout membre qui avait contribué à ce nouveau commerce à partir de 1552, s'ils fournissaient enfin jusqu'au 25 décembre 1567 une part ordinaire complète et entière de portion (ou action<sup>1</sup>). Retenons cette mention de capital commun et de portions ou actions dans la Compagnie en 1567.

En 1568, la reine Élisabeth, en écrivant au tsar Ivan<sup>2</sup>, donne un aperçu intéressant de la formation de la Société : « C'est le Parlement qui statua sur le commerce de Moscovie, dit-elle, et qui décida qu'il serait conduit par une Société célèbre, formée non seulement de marchands, mais aussi d'autres personnages, n'excluant aucun Anglais qui voudrait travailler sous certaines conditions et en ayant égard à certaines règles. Il est tout naturel que dans ce commerce toutes les pertes, dépenses et bénéfices soient en commun ; les membres de la Société doivent poursuivre leur commerce non chacun pour soi, mais en commun pour tous ; rien ne doit être employé comme bénéfice particulier, mais tout doit servir à l'avantage de tous. » Ceci ne concorde pas avec la définition que donnent les historiens de la conduite des affaires dans les *Regulated Companies*.

En 1595, enfin, un des directeurs de la Compagnie, François Cherry, dans une lettre à Robert Cecil<sup>3</sup>, écrit que la Compagnie Moscovite était formée auparavant de 80 membres, et parfois plus, qui faisaient le commerce, en disposant d'un seul capital commun et indivisible (*one entire and common stock*).

Le rapprochement de ces textes permet d'infirmar l'opinion, généralement admise, que toutes les sociétés commerciales du XVI<sup>e</sup> siècle étaient des *Regulated Companies* et d'avancer que la

1. Share.

2. Tolstol, *The first forty years of intercourse between England and Russia*, p. 53-54 (texte latin). Ce livre est un recueil fort instructif de textes concernant les relations russo-anglaises de 1553 à 1593. Publié en 1875 à Saint-Petersbourg en deux langues, russe et anglais, il contient des spécimens intéressants de la correspondance d'Élisabeth avec les tsars.

3. *Cal. of the mss. of the Marq. of Salisbury*, part V, p. 462-463.

Compagnie Moscovite se rapprochait déjà du type de la Société par actions ou du moins de la Société en commandite.

Quel était le nombre de membres dans la Compagnie Moscovite? On a déjà vu qu'en 1555 il était de 191<sup>1</sup>; mais dans les dix premières années ce nombre avait doublé, puisqu'en 1565 la Société comptait déjà jusqu'à 400 membres<sup>2</sup>. L'époque qui va de 1560 à 1580 à peu près semble avoir été celle de sa prospérité, et c'est pendant ces années que le nombre de ses membres a été le plus considérable. Mais ensuite il baisse rapidement et, en 1595, Cherry compte pour les années précédentes seulement 80 membres<sup>3</sup>. Ce chiffre n'est cependant pas exact. D'autres données font supposer qu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle la Compagnie comptait 160 membres et, plus tard, ce nombre tomba à 55<sup>4</sup>.

L'organisation de la Compagnie semble avoir subi un sérieux changement à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. En 1595, trois directeurs<sup>5</sup> recrutés surtout parmi les jeunes Anglais<sup>6</sup>, probablement les *stipendaries*, qui avaient acquis leurs connaissances sur place, prirent sur eux la conduite des affaires, ce qui aboutit à de sérieux mécontentements au bout de quelques années, car la Société était devenue un monopole<sup>7</sup>. Ce changement était assez naturel puisqu'on a vu que, d'une part, la Compagnie avait accepté depuis longtemps déjà le principe du « joint-stock » et que, d'autre part, son administration qui restait en Angleterre ne pouvait se tenir au courant des affaires et était forcée de se décharger de ses pouvoirs sur ses agents.

Quant à savoir quelles étaient les classes de la Société anglaise dont sortaient les membres de la Compagnie, il faut tout d'abord relever parmi eux les noms assez fréquents des membres de la grande noblesse, des lords et premiers conseillers

1. Voir les deux originaux de la charte. Hakluyt ne donne que les noms des lords. Hewins semble avoir mal compté, car il donne le chiffre de 207 membres.

2. Brit. Mus., Cotton, Nero B. XI, fol. 327, § 64. Hamel (*Anglitshane v Rositi*) donne le même chiffre pour 1566. Voir aussi *Lansd.*, t. CXII, n° 41, document sans date, qui donne le nombre comme étant supérieur à 400.

3. *Cal. of the mss. of the Marg. of Salisb.*, part V, p. 462-463.

4. Hewins, p. 34.

5. Voir le privilège de 1598 donné à la Compagnie par le tsar Boris au nom de ses treize directeurs (*St. Pap. Russ.*, t. I, fol. 66-67).

6. *Cal. of the mss. of the Marg. of Salisb.*, part VI, p. 511.

7. En 1604, plainte fut portée à la Chambre des Communes des abus commis par les directeurs.

du royaume; ainsi la charte de 1555 nomme le Lord Trésorier, le Lord Sénéchal, le Lord Gardien du sceau privé, le Lord Grand Amiral et bien d'autres. Suivent de près les chevaliers (*knights*), parmi lesquels nous relevons le nom de William Cecyll, le futur Lord Burghley; puis les marchands, parmi lesquels le célèbre fondateur de la Bourse londonienne, Sir Thomas Gresham et son frère John. Des gens de spécialités différentes se retrouvent parmi les membres de la Société: docteurs en droit, notaires, orfèvres, drapiers et même quelques femmes veuves<sup>1</sup>. Presque tous ceux qui occupèrent le poste de gouverneur de la Compagnie au XVI<sup>e</sup> siècle sont déjà mentionnés parmi ses membres en 1555<sup>2</sup>. La plus grande partie sont des habitants de Londres<sup>3</sup>, mais on retrouve aussi quelques provinciaux<sup>4</sup>. Après 1567, lorsque, comme on l'a vu, le Parlement donna l'autorisation aux marchands de certaines autres villes<sup>5</sup> d'entrer dans la Société, le nombre de non-londoniens dut s'accroître.

Telle était l'organisation de la Société et tels furent les éléments dont elle s'était formée en Angleterre; voyons maintenant sa vie et son activité sur le sol de la Russie.

## II.

Pour conduire leurs affaires commerciales en Russie, les Anglais avaient tout d'abord besoin de la protection des tsars. Dès son incorporation, la Société chercha donc à se procurer des garanties d'Ivan le Terrible. Elle y réussit facilement et c'est de 1556 que date le premier privilège accordé par le tsar russe à la Compagnie anglaise<sup>6</sup>, lui octroyant la libre circulation

1. Il est intéressant de constater que beaucoup de membres de la Compagnie Moscovite faisaient partie de la grande Compagnie des « Merchant Adventurers of England » qui commerçaient en Flandre. Dans une liste donnée par Lingelbach pour 1564 (*The Merchant Adventurers of England*, p. 230-231), nous retrouvons, sur 49 membres des « Merchant Adventurers », 22 appartenant incontestablement aussi à la Compagnie Moscovite.

2. Par exemple, William Gerrard (1561-1571), Thomas Lodge (1561-?), William Chester (1563-1571?), Rowland Haydward (1580-1584), George Barne (mentionné en 1580) et d'autres.

3. Dans une lettre de la reine Marie, du 2 juillet 1558, nous lisons : « ... The Society of Merchants of London, who trade with Russia have complained » (*Hist. mss. com.*, 13 rep., p. 10).

4. Par exemple, de Bristol, de Hamkhurst (Kent).

5. York, Newcastle-sur-Tyne, Hull et Boston.

6. Ce privilège, envoyé en Angleterre par le premier ambassadeur Nepea, fut

et le droit de commerce exempt d'impôts dans tout le pays; c'est vers cette époque aussi que les Anglais reçurent du tsar le premier don immobilier, une maison à Moscou<sup>1</sup>.

Ivan le Terrible avait toutes sortes de raisons pour être aimable avec les Anglais; isolé du côté de la mer Baltique par la Pologne et le Danemark, éprouvant le besoin de se procurer des munitions de guerre et des artisans habiles, il devait considérer comme une heureuse aubaine la découverte par les Anglais de la route du Nord vers la Russie. Mais le tsar avait en outre de plus vastes projets; inquiet et méfiant, voyant partout des dangers pour sa personne, se défiant de la fidélité de son peuple même et surtout des « boïars » qu'il traitait en tyran, il cherchait à l'extérieur un ami sûr et crut le trouver en la reine Élisabeth. La correspondance qui s'engagea entre les deux souverains est fort remarquable et mériterait d'être étudiée plus à fond. Des motifs très différents poussaient les deux correspondants l'un vers l'autre. Élisabeth ne voyait dans la Russie qu'un terrain commercial utile à exploiter et soutenait loyalement les intérêts de la Compagnie à laquelle elle avait octroyé sa charte. Le tsar, au contraire, s'intéressait médiocrement aux intérêts des « moujiks commerciaux », comme il appelait dans ses lettres<sup>2</sup> les lords qui prenaient part aux affaires de la Compagnie, mais ce qu'il cherchait avant tout c'était la formation d'une alliance politique entre lui et la reine, le droit d'envisager l'Angleterre comme un lieu de refuge amical pour sa personne en cas de complication en Russie et, plus tard, vers la fin de son règne, une alliance matrimoniale avec une Anglaise du sang royal. Il y avait donc des causes de conflit entre les deux pays; mais, grâce à l'habileté diplomatique d'Élisabeth et au désir du tsar de ménager les Anglais qui lui fournissaient des munitions de guerre et des artisans, les relations n'aboutirent pas à une catastrophe; cependant, à plusieurs moments, le tsar montra son mécontentement, dont pâtit la Compagnie. Les privilèges

englouti par la mer au moment du naufrage qui emporta tous les bagages de l'ambassadeur et dont lui-même échappa à grand'peine. L'original a donc disparu pour toujours. Hakluit et Hamel donnent de cet acte des copies très différentes, sur la valeur desquelles il est difficile de se prononcer définitivement. Voir Hakluit, t. II, p. 297-303, et Hamel, p. 253.

1. Hamel, p. 254-255.

2. Tolstoï, n° 28, lettre du 24 oct. 1570.

que lui octroyait le despote ne donnaient que peu de garanties à la Société. Celle-ci vivait constamment dans la crainte de confiscation; courant toujours les premiers risques en cas de différend entre les deux souverains, elle s'attribuait un rôle prépondérant dans leurs relations diplomatiques, dictait à la reine sa ligne de conduite<sup>1</sup>, choisissait les ambassadeurs et les payait de sa poche<sup>2</sup>.

En 1557, elle avait envoyé en Russie le célèbre explorateur Jenkinson, qui avait su s'attirer les sympathies du tsar et avait entrepris des voyages périlleux par la Volga et la mer Caspienne, les poussant jusqu'au Turkestan et à la Perse. Le résultat de ses voyages fut un nouveau privilège accordé le 22 septembre 1567 par le tsar à la Compagnie<sup>3</sup>; il lui octroyait le droit de commercer à Kasan et Astrakan, dans les villes nouvellement acquises de la côte baltique, Narva et Dorpat, et le passage libre par la Russie pour aller commercer en Perse, le Chah en ayant donné l'autorisation aux Anglais.

Mais le privilège le plus important accordé à la Compagnie par le tsar est sans conteste celui de 1569<sup>4</sup>. Il fut obtenu, grâce à l'habileté de l'ambassadeur anglais Randolph, après une période où le tsar avait été fort irrité contre les Anglais, mécontentement qui avait coûté fort cher à la Compagnie. Cet acte, non

1. Les archives anglaises ont conservé une série de documents attestant cette immixtion de la Compagnie dans les relations diplomatiques de la reine avec les tsars. Voir *St. Pap. Russ.*, t. I, fol. 21, 44, 48, 132, 187 (*Lansd. Burgh. Pap.*, 16, n° 58, fol. 132). Dans un document curieux (*Lansd.*, t. CXII, n° 41), nous trouvons cette phrase caractérisant l'action commune de la reine et de la Compagnie : « The two merchaunts of England, as namelye Thomas Bannester and Geffrye Duckett beinge sent in comysion bye the Queenes Ma<sup>tie</sup> und also by the famous Companie of Merchaunts to treate with thye Ma<sup>tie</sup> for divers causes... »

2. L'envoi en Russie, à la fin du règne du tsar Ivan, de l'ambassadeur anglais Bowes coûta 1,882 roubles à la Compagnie, sans compter les 552 roubles qu'il emprunta chez elle (*St. Pap. Russ.*, I; A note of mony paid unto Sir Jer. Bowes by the Company of Russia). Voir aussi dans la même liasse plusieurs documents de 1584 se rapportant à la question des relations de Bowes avec la Compagnie. L'ambassadeur Richard Lee, envoyé en Russie en 1600, coûta à la Compagnie la somme de 2,057 l. 18 s. 9 den. (*St. Pap. Russ.*, t. I, fol. 107.)

3. Hakluyt, t. III, p. 92-97; *Lansd.*, t. CXLI; *Caes. Pap.*, Treaties, fol. 273-278, et *Cal. St. Pap., Dom.*, t. 1547-1580, p. 299.

4. Hakluyt, t. III, p. 108-118; Tanner 50, fol. 144-145; *Lansd.*, 141; Treaties, fol. 278-284, et t. XI; *Burgh. Pap.*, n° 16. Voir aussi Hamel, p. 89-91, et Kostomarov, *Otcherk torgovli*, p. 20-21.



seulement énumère longuement les privilèges économiques accordés à la Société, mais, ce qui est extrêmement important, essaie de préciser sa situation juridique en Russie. Les nouveaux avantages économiques accordés sont les suivants : permission d'exploiter les mines de fer sur le fleuve de Vitcheгда (dans le nord, § 11) et de construire de nouvelles maisons (§ 8); don d'un terrain dans la ville de Vologda (§ 10); autorisation de battre monnaie anglaise en Russie (§ 25), de se servir des chevaux de poste (§ 26) et d'employer des ouvriers russes (§ 24).

Quant à la situation juridique de la Société, elle se présente sous les traits suivants : la Compagnie est autorisée à vivre partout en Russie d'après sa loi (§ 34); le principal chef de tous les Anglais venus en Russie est son agent, qui a le droit de juger tout Anglais, de le punir ou de le renvoyer (§ 19), les fonctionnaires russes étant obligés de l'aider (§ 31) et de lui remettre les Anglais qu'ils arrêteraient pour dettes (§ 21). C'est seulement en cas de conflit avec les Russes ou d'autres étrangers que les Anglais sont soumis à la juridiction russe. En ce cas, ils doivent relever directement du tribunal de l'*Opritchina*, qui était sous la dépendance directe du tsar (§ 9) et ne sont jugés qu'à Moscou (§ 14). Cette dernière ordonnance semble vouloir les garantir contre les abus des fonctionnaires russes, peu enclins à la sympathie envers les étrangers; car il n'y a pas à douter qu'en Russie Ivan le Terrible fut leur plus grand ami. En outre, le tsar prend sur lui la défense des Anglais contre les pirates sur mer et les brigands sur terre (§§ 22 et 23) et leur donne même quelques garanties contre la malhonnêteté possible de ses sujets en affaires commerciales (§§ 6, 7 et 20).

Comme compensation de tous ces privilèges, il s'octroie le droit d'acheter pour son palais ce qui lui conviendrait parmi les marchandises anglaises (§ 2), ainsi que le fer produit par les Anglais en Russie (§ 12); les ouvriers anglais venus d'Angleterre pour l'exploitation des mines devront enseigner leur métier aux Russes (§ 11). En dernier lieu, le tsar garde le droit d'autoriser les autres étrangers, qui étaient tous exclus de la route du Nord, réservée aux Anglais, à faire le commerce à Narva et dans les autres villes de la Livonie (§ 34); par contre, les Anglais n'appartenant pas à la Compagnie ne seront admis à commercer nulle part en Russie.

Ce privilège marque assurément l'apogée de la prospérité

de la Compagnie en Russie. Il s'en faut, néanmoins, qu'elle ait jamais joui librement de la plénitude de tous les droits qui lui étaient accordés, car, sous un gouvernement despotique, les promesses même formelles ne valent pas grand'chose. Mais tant que vécut le tsar Ivan, appelé ironiquement à sa mort par un de ses conseillers, Tchelkalov, « le tsar anglais », la Compagnie se sentit protégée par lui, malgré tous les caprices de son humeur et malgré les confiscations et demandes d'argent injustes par lesquelles il l'accablait dans ses moments de fureur; il ne se gênait pas, par exemple, pour écrire à la reine Élisabeth qu'elle régnait dans son royaume non en reine, mais « en vraie fille »<sup>1</sup>. Car Ivan le Terrible tenait sérieusement aux relations anglo-russes et après chaque révolte revenait plus âprement à ses amitiés anglaises.

Mais, à partir de sa mort, en 1584, la Compagnie ne retrouva plus jamais la situation qu'elle avait obtenue de son vivant. Il est vrai que, grâce aux sympathies du régent Boris Godounov pour les étrangers, le tsar Fédor, qui était sous sa tutelle morale, octroya, en 1586, un nouveau privilège à la Compagnie<sup>2</sup>, mais il était beaucoup moins avantageux que celui de 1569, car il ne contenait plus certains droits très appréciés, comme celui du commerce en Perse et de l'exploitation des mines de fer, et ne garantissait plus à la Compagnie le droit exclusif du commerce avec la Russie par la route du Nord, où d'autres étrangers, des Hollandais surtout, avaient suivi les Anglais. D'autre part, il contenait des interdictions nuisibles à la bonne conduite des affaires, comme, par exemple, celle de sortir de la Russie sans passeport. Mais ce qui excitait surtout le mécontentement de la Compagnie, c'était l'ordre donné aux fonctionnaires d'inscrire dorénavant toutes les marchandises anglaises apportées en Russie, car les Anglais craignaient qu'à l'occasion on ne profitât de ces inscriptions pour exiger d'eux le paiement d'impôts sur les marchandises apportées. Ces craintes étaient en partie justifiées, car si, sous le règne d'Ivan, leur commerce avait été exempt de tout impôt, sous ceux de Fédor et de Boris ils furent à plusieurs reprises forcés à payer le demi-impôt, c'est-à-dire la moitié de ce que payaient les autres étrangers.

1. Tolstoï, n° 28.

2. Hakluit, t. III, p. 439-445; *St. Pap. Russ.*, I.

Le privilège du tsar Féodor, que la Compagnie trouvait désavantageux pour elle<sup>1</sup>, avait été certainement donné sous l'influence de Boris Godounov et, à la mort de Féodor, lorsque Godounov, élu à sa place, octroya aux Anglais, en 1598, sous le nom de tsar Boris, un nouveau privilège<sup>2</sup>, celui-ci ressembla sur tous les points essentiels à celui de Féodor. Le titre de « Protecteur des Anglais » dont les historiens ont gratifié Boris n'est donc pas tout à fait exact, il a été plutôt le protecteur de tous les étrangers en Russie<sup>3</sup>. Rêvant de pousser le pays dans la voie de la civilisation occidentale et de multiplier ses relations européennes, il ne devait pas voir d'un bon œil les prétentions de la Compagnie anglaise à des privilèges exclusifs. Sous son règne, les Anglais durent partager leur influence en Russie avec d'autres étrangers, parmi lesquels ils trouvèrent des concurrents sérieux dans les Hollandais<sup>4</sup> qui au XVII<sup>e</sup> siècle les évincèrent systématiquement.

Mais, indépendamment de la politique des tsars et de la concurrence des étrangers, la Société rencontrait en Russie d'autres difficultés, nées des Anglais eux-mêmes et qui exercèrent une influence funeste sur son activité. Nous voulons parler de la malhonnêteté de certains de ses agents et serviteurs. Les difficultés et les dangers de l'existence en Russie et le grand éloignement de l'Angleterre étaient probablement cause que la Compagnie avait de la peine à trouver des agents et des serviteurs capables et honnêtes<sup>5</sup>. D'autre part, la vie en Russie, large et indépen-

1. La comparaison des deux privilèges, de 1569 et de 1586, a été faite par les Anglais mêmes, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, lorsqu'ils envoyèrent un ambassadeur pour demander des privilèges du nouveau tsar Boris. Voir *St. Pap. Russ.*, I, fol. 137. « A Comparison of the twoe priveledges graunted to the compagnie of Muscovia, the one obteyned by M<sup>r</sup> Randall [Randolf 1569] her Ma<sup>ty</sup> Ambassador, the other brought over by M<sup>r</sup> Hieronym Horsey, wherein they doe agree and wherin they differ. »

2. *St. Pap. Russ.*, I, fol. 66-67. « A copie of a moste gracious priveledge given to the Englishes Merchaunts S<sup>r</sup> John Harte and his Company by the King Lord and Great Duke of all Russia, the only upholder theirow. »

3. Lubimenko, *Un précurseur de Pierre le Grand, Boris Godounov* (Rev. du mois, févr. 1909, p. 211).

4. Les Hollandais apparurent en Russie en 1565. Ils passaient par la même route du nord que les Anglais et avaient des maisons à Moscou, Novgorod, Kolmogori et autres villes. Voir la plainte des Anglais contre leur concurrence, Tolstoï, n<sup>o</sup> 48.

5. En 1572, un des serviteurs écrivait à son frère qu'il était plus facile de s'enrôler dans le service de la Compagnie que d'en sortir (Wright, *Queen Elizabeth and her Times*, t. I, p. 420).



dante, semble avoir eu une influence funeste sur les mœurs des Anglais qui y séjournaient. Un d'eux, par exemple, écrivait à Walsingham qu'il le remerciait du bon conseil que ce dernier lui avait donné, lors d'une conversation qui semble avoir eu pour sujet l'influence démoralisante du sol russe, de veiller à son honneur pendant son séjour en Russie, et lui annonçait que la Russie n'avait ni accru sa richesse, ni terni sa bonne réputation<sup>1</sup>. En 1565, les gouverneurs écrivaient de Londres à leur agent qu'on ne devait pas permettre aux apprentis de ruiner la Société par des dépenses exagérées, de porter des habits de soie et de velours et de se promener à cheval, pendant que leurs maîtres menaient en Angleterre un train de vie bien plus modeste<sup>2</sup>. Contre ses serviteurs, la Compagnie essaya d'organiser un espionnage systématique<sup>3</sup>, mais ce moyen ne semble pas avoir été très efficace.

Ce qui ruinait surtout la Société, c'est que ses agents et serviteurs trouvaient souvent plus de profit à mener un commerce personnel illicite, de sorte que, comme l'a dit un Anglais, les maîtres restaient pauvres, tandis que les serviteurs devenaient riches. Quelquefois, ils s'alliaient à des Anglais n'appartenant pas à la Compagnie qui, malgré les défenses formelles d'Elisabeth, venaient clandestinement faire fortune en Russie. Le commerce par sociétés privilégiées n'a pas été toujours envisagé d'un bon œil en Angleterre, et la quantité d'*Interlopers*, comme étaient appelés les marchands libres, était très grande au xvi<sup>e</sup> siècle. La Société moscovite avait eu à pâtir de leur concurrence à plusieurs reprises. C'est surtout à Narva qu'elle eut de graves ennuis. Cette ville, qui n'appartenait pas à la Russie en 1555, n'avait pas été comprise dans son premier privilège et d'autres Anglais en avaient profité pour y établir un commerce. En 1564, la Compagnie leur intenta un procès auprès du *Privy Council* et, celui-ci lui donnant raison, la ville fut comprise dans son privilège<sup>4</sup>. Cela n'empêcha pas qu'en 1567 une

1. *St. Pap. Russ.*, t. I, fol. 8.

2. Voir aussi la lettre de l'ambassadeur Bowes se plaignant des méfaits de son serviteur George Roper, *St. Pap. Russ.*, t. I.

3. *Brit. Mus.*, Cotton, *Nero B. XI*, fol. 360-361; lettre du 12 août 1584, par un des serviteurs infidèles de la Compagnie à ses amis, accusant les agents d'espionnage systématique.

4. *Acts of the Privy Council*, t. VII, p. 178, 14 déc. 1564, et *Nero B. VIII*, fol. 10-14. Les concurrents de la Compagnie sont appelés dans ces documents William Bond, George Bond, John Foxall et leur compagnie.

nouvelle Compagnie d'*Interlopers*, formée de 46 membres au moins et ayant à sa tête quelques serviteurs infidèles de la Société (Rutter, Bennet, Glover et Chappel<sup>1</sup>), se reforma dans la ville et causa de graves déboires à la Compagnie, car elle sut se mettre sous la protection directe du tsar et ne se gêna pas pour accabler ses adversaires de calomnies qui les mirent en grand danger<sup>2</sup>. Sur d'autres points de la Russie, on voit surgir aussi des compagnies illicites formées pour la plupart d'anciens serviteurs de la Société, telle la Compagnie de Richard Ralf qui semble avoir été active sur la Volga vers 1584<sup>3</sup> et celle de Richard Barne qui, parti en Flandre et s'étant réuni à d'autres *Interlopers*, organisa un commerce régulier avec la Russie vers 1590<sup>4</sup>. Pour susciter des difficultés aux Marchands-Aventuriers, leurs concurrents intriguèrent contre eux-mêmes auprès des puissances étrangères. En 1576, par exemple, ils essayèrent de persuader au roi du Danemark d'empêcher le commerce de la Compagnie<sup>5</sup>. Les Danois, ainsi que les Polonais, voyaient depuis longtemps d'un mauvais œil les relations de l'Angleterre avec la Russie qu'ils auraient préféré voir isolée, immobilisée dans son état barbare. Ce qui inquiétait surtout les nations voisines de la Russie, c'est que les Anglais apportaient dans le pays des armes et des munitions de guerre<sup>6</sup>. L'empereur Ferdinand ayant proclamé, après la victoire de la Russie sur l'Ordre teutonique, la défense formelle d'y importer des armes, écrivit à Elisabeth en la sommant d'obéir à cet ordre<sup>7</sup>; les villes de Cologne et de Hambourg arrêterent des bateaux anglais chargés de munitions sous le prétexte qu'ils étaient destinés à la Russie<sup>8</sup>. La reine refusa de reconnaître la culpabilité de ses marchands<sup>9</sup>, mais, le 8 juil-

1. *Lansd.*, t. CXII, n° 41; Tanner 50, fol 148; Tolstoï, n° 20. Les deux derniers documents donnent des listes incomplètes d'*Interlopers*; la première nomme 35 personnes, mais dans la seconde nous trouvons quelques nouveaux noms et, en les y ajoutant, nous arrivons au chiffre de 46; mais il est très probable que tous ne sont pas nommés dans les deux listes.

2. Tolstoï, introduction, p. 20.

3. *Nero B.* XI, fol. 360-361.

4. *St. Pap. Russ.*, I, fol. 133. Ce document montre à quel point la Compagnie craignait son concurrent, un de ses anciens serviteurs, qu'elle voulait à toute force reconquérir à son service.

5. *Cal. St. Pap. Domestic*, t. 1547-1580, p. 522.

6. *Cal. St. Pap. Foreign*, t. 1561-1562, n° 299.

7. *Ibid.*, n° 217, 13 mai 1561.

8. *Ibid.*, n° 112 et 156, 14 avril et 30 avril 1561.

9. *Ibid.*, n° 184, 6 mai 1561, et n° 294, 8 juin 1561.

let, elle fit paraître en Angleterre une défense formelle d'importer des armes en Russie ou en d'autres pays se trouvant en état de guerre<sup>1</sup>.

Telles étaient les difficultés de tout genre que la Compagnie avait rencontrées en Russie. Voyons maintenant quelle y fut son activité.

### III.

Les relations commerciales devaient être utiles aux deux pays, dont chacun avait besoin des produits de l'autre. Parmi les marchandises importées en Russie par les Anglais, il faut nommer en première ligne le drap. En 1555, lorsque les premiers agents de la Compagnie furent envoyés en Russie, un d'eux, Killingworth, devait s'occuper spécialement du commerce des draps. Vers cette époque, précisément, les pelisses de brebis étaient remplacées en Russie par des « caftans » de drap, et dans plusieurs documents russes on trouve des mentions de drap londonien<sup>2</sup>. C'était surtout le drap large *broadcloth* et le créseau *kersey*<sup>3</sup>. Il était envoyé d'Angleterre apprêté et teint, surtout à partir de 1567, lorsque le gouvernement eut strictement défendu à la Compagnie de l'exporter dans d'autres conditions. Les Russes semblent avoir préféré la couleur bleu de ciel. Le chiffre des importations fut de 518 pièces pour 1557<sup>4</sup>; en 1565, 200 pièces furent envoyées à Narva<sup>5</sup>. Plus tard, l'importation semble avoir sensiblement baissé, car, en 1580, elle n'était que de 15 pièces<sup>6</sup>. A partir de 1557, la Compagnie importa aussi des cotonnades<sup>7</sup>. Quant aux autres marchandises importées, elles étaient extrêmement variées, car elles présentaient non seulement des produits anglais, mais aussi ceux d'autres pays. En

1. *Cal. St. Pap. Foreign*, p. 178, 2 juin et 8 juillet 1561.

2. Les Russes l'appelaient drap « Lundish » et les Anglais appelaient plus tard le drap exporté en Russie « Lundish cloth » (Hamel, p. 37).

3. Le *broadcloth* revenait à la Compagnie, dans sa couleur ordinaire, 5 l. 9 shil. la pièce, en rouge, 17 l. 13 sh. 6 d., et le plus fin en violet, 18 l. 6 sh. 6 d.

4. Hamel, p. 38.

5. *Nero B. XI*, fol. 321-328, § 43.

6. Klutchevsky, *Skasania inostrantzev o Rossii*, p. 239.

7. En 1557, l'envoi fut de vingt et une pièces de tissus de coton à 9 l. 10 shil. la pièce.

1574, c'était du sucre et du papier; en 1576, du cuivre pour la somme de 1,082 roubles; en 1580, du plomb pour 267 roubles<sup>1</sup>.

On a vu plus tard quelle importance avait, pour la Russie, l'importation des armes et des produits tels que le plomb, le salpêtre, etc. Il est vrai que les Anglais ont toujours nié devant les autres gouvernements d'avoir fourni à la Russie cette marchandise, mais, d'autre part, ils ne se gênèrent pas pour rappeler à plusieurs reprises aux Russes le service sérieux qu'ils leur avaient rendu par cette importation. Nommons encore comme produits importés les amandes, le raisin sec et les pruneaux, des harnais, des hallebardes dorées, des médicaments, des instruments de musique, de la vaisselle, des perles, du carmin, du sel, etc.<sup>2</sup>. On sait qu'au xvi<sup>e</sup> siècle le gouvernement anglais avait défendu à plusieurs reprises l'exportation du *bullion* (monnaie) d'Angleterre. Cette défense d'exporter la monnaie et les métaux qui s'employaient à sa confection pouvait avoir une influence funeste sur les affaires des compagnies marchandes. La Compagnie Moscovite se procura donc, à plusieurs reprises, des permissions spéciales d'exporter du *bullion* en Russie<sup>3</sup>. En 1597, par exemple, à l'instance de Godounov, elle fut autorisée à importer des cloches et du cuivre<sup>4</sup>.

Voyons maintenant la contre-partie. En 1560, l'administration de la Compagnie reconnaissait comme principaux produits d'exportation en Angleterre le beurre, la graisse, la cire et les fourrures<sup>5</sup>. Ajoutons-y le lin, le chanvre et la viande salée<sup>6</sup>.

1. Klutchevsky, p. 239.

2. L'Italien Barberini, qui voyagea en Russie au xvi<sup>e</sup> siècle, conseillait d'envoyer dans le pays des poules, des dindes, des haricots, des choux-fleurs et des vins, « boni ma non dolci ».

3. *Cal. of the mss. of the Marq. of Salisb.*, t. III, p. 35, 9 juin 1584 : « Warrant under the Privy Signet for the exportation to Russia of 15 hundred pounds weight of bullion ». Voir aussi le t. IV des *Rep. of the mss. Com.*, appendice, p. 222.

4. *Ashm.*, 1729, fol. 23. Lettre originale d'Élisabeth à Burghley, du 7 mai 1597, portant le sceau et la souscription de la reine et donnant ordre de laisser exporter à la Compagnie pour la Russie « bells, bell mettall und copper, amounting to twentie three thousand waight ». Voir aussi *St. Pap. Russ.*, I, fol. 50, mai 1597 : « Warrant from the Queen to Lord Burghley licencing the Companie of Moscovie to export 500 pounds in reals or dollars as payement for 3,000 quarters of grain bought in Russia... », et *Cal. of mss. of the Marq. of Salisb.*, t. VII, p. 206.

5. Hakluyt, t. II, p. 401-407.

6. Klutchevsky, p. 240.

Les fourrures russes, quoique très belles, avaient été reconnues trop chères pour se vendre facilement en Angleterre et, en 1565, les gouverneurs écrivirent aux agents de ne plus en acheter<sup>1</sup>.

Après avoir pris connaissance des conditions de la vie et du commerce en Russie, la Compagnie décida qu'il lui serait plus avantageux, au lieu d'exporter des matières premières, d'en travailler une partie sur place, en envoyant des artisans anglais en Russie. Le tsar Ivan, de son côté, protégeait l'industrie anglaise dans son pays et donnait à la Compagnie de vastes terrains pour la construction de ses fabriques, dans l'espoir que les Russes apprendraient des Anglais leur métier. C'est ainsi que furent organisées des fabriques de câbles à Kolmogori et à Vologda, pour lesquelles la Compagnie fit venir des artisans anglais qu'elle payait de 5 à 9 livres par an<sup>2</sup>. On a vu aussi qu'elle reçut la permission d'exploiter des mines de fer et de bâtir à cette intention une usine sur la Vitchevda<sup>3</sup>. Les produits d'exportation les plus avantageux pour les Anglais semblent avoir été les câbles et la cire.

La flotte anglaise qui se forma sous le gouvernement des Tudors<sup>4</sup> avait besoin d'approvisionnements variés. La Hanse l'avait d'abord fournie de câbles de Dantzig, qui avaient une grande réputation en Angleterre; son rôle passa ensuite à la *Eastland Company* qui avait le monopole du commerce anglais par la Baltique, et c'est avec elle que la Compagnie Moscovite entra en concurrence lorsqu'elle organisa ses fabriques de câbles en Russie. Grâce aux largesses du tsar et au bon marché de la vie russe, elle pouvait arriver facilement à baisser le prix de sa marchandise, encore lui fallait-il en perfectionner la qualité qui, en 1565, était encore bien au-dessous de celle de Dantzig<sup>5</sup>; mais, en 1582 déjà, le trésorier de la flotte, William Borrough, reconnaissait les câbles russes comme les meilleurs de ceux qu'on importait en Angleterre<sup>6</sup>. A ce moment, la Compagnie fournissait déjà la flotte anglaise de ses câbles et autres

1. Hamel, p. 63.

2. Nero B. XI, fol. 321-328, § 7.

3. Gouvernement de Vologda.

4. Oppenheim, *The Royal and Merchant Navy under Elizabeth* (Eng. Hist. Rev., 1891); Round, *The Royal Navy under Elizabeth* (Ibid., 1894).

5. Nero B. XI, fol. 321-328, § 11.

6. Cal. St. Pap. Dom., 1580-1590, p. 74.



matières<sup>1</sup>, et à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle elle s'attribuait une large part du succès remporté sur l'Armada espagnole par les bateaux anglais qu'elle avait fournis « de câbles si bons et si bon marché tels que n'en avait jamais eu aucun souverain »<sup>2</sup>. Mais Élisabeth, qui n'aimait pas à délier les cordons de sa bourse, tout en prenant volontiers les câbles russes, ne les payait pas toujours, et comme les affaires de la Compagnie s'embrouillaient de plus en plus à cette époque, celle-ci se vit forcée, à plusieurs reprises, de rappeler à la reine ses obligations<sup>3</sup>. Pour accroître les bénéfices, ses directeurs avaient, en outre, imaginé d'augmenter de 150 % le prix de leur marchandise et d'arrêter pour trois ans l'importation de nouveaux câbles de Russie. Mais ces procédés excitèrent un vif mécontentement en Angleterre et furent sérieusement critiqués en 1604 à la Chambre des Communes.

Un autre produit important de l'exportation était la cire. La Compagnie semble avoir contracté envers la couronne l'obligation de lui fournir de 4 à 6 mille livres de cire par an<sup>4</sup>. Mais les Russes qui, selon l'opinion des Anglais, étaient un peuple très fin, voyant combien était prisée leur marchandise, en augmentèrent le prix et, lorsque la Compagnie voulut s'abstenir d'en acheter, le gouvernement russe, sous le règne de Féodor, la somma d'acheter au prix exigé si elle voulait continuer ses autres affaires. Élisabeth se plaignit amèrement de cette manœuvre au tsar<sup>5</sup> et obtint de Godounov la promesse formelle qu'elle ne se répéterait plus<sup>6</sup>.

Sur les côtes nord de la Russie, la Compagnie pêchait du poisson et surtout des baleines. En 1577, elle avait obtenu du gouvernement anglais, pour vingt ans, le privilège de la chasse

1. Voir un document très curieux, non daté, attestant les démarches de la Société pour se procurer des commandes du gouvernement (*St. Pap. Russ.*, I, fol. 115). En 1588, le gouvernement commande des câbles en Russie pour la somme de 3,000 liv. (*Cal. St. Pap. Dom.*, 1580-1590, p. 467). En 1594, commande bien plus considérable pour la somme de 13,500 liv. (*Cal. of the Marq. of Salisb.*, t. V, p. 463, et *Ibid.*, p. 399).

2. *St. Pap. Russ.*, I, fol. 21.

3. *Cal. St. Pap.*, 1580-1590, p. 648, 24 févr. 1590; *Cal. of the mss. of the Marq. of Salisb.*, t. V, p. 463, et t. VII, p. 484 et 505; *St. Pap. Russ.*, t. I, fol. 61.

4. *St. Pap. Russ.*, I, plainte déposée par le docteur Jacobi contre la Compagnie; *Cal. St. Pap. Dom.*, 1580-1590, p. 75, 18 nov. 1582.

5. Tolstol, n° 73, août 1590.

6. *Ibid.*, n° 75, juillet 1591.

de la baleine sur toutes les mers et le droit exclusif d'en tirer l'huile, avec défense à tous les autres Anglais de lui faire concurrence, tant qu'elle n'aurait abandonné cette industrie pendant quatre années de paix consécutives<sup>1</sup>. L'année suivante, elle exportait déjà 300 livres d'huile<sup>2</sup>, mais se plaignait que les Hollandais lui fissent concurrence en Laponie.

Pour pousser vigoureusement leurs affaires, les Anglais avaient à vaincre en Russie bien des difficultés. Le voyage par la route du Nord était long et périlleux ; leurs bateaux faisaient souvent naufrage et devaient parfois se battre contre les pirates<sup>3</sup>. L'agent Henri Lane nous assure que c'est en 1560 seulement qu'ils revinrent, pour la première fois, tous sains et saufs de leur expédition. Le voyage se faisait au printemps et on arrivait en Russie généralement fin mai<sup>4</sup>. Le transport des marchandises se faisait sur des bateaux que la Compagnie louait dans cette intention<sup>5</sup> et pour lesquels elle louait aussi à Londres un refuge sur la Tamise<sup>6</sup>.

La place où les bateaux anglais amarraient généralement en Russie était le port de Saint-Nicolas, ainsi nommé d'un monastère russe qui s'y trouvait. Dans une petite île à l'embouchure de la Dvina, appelée par les Anglais « Rose Island », toute fleurie en été de roses rouges et de violettes, ombragée de forêts de pins et de bouleaux, la Compagnie s'était construit une maison. De là, les marchandises étaient transportées, généralement par les fleuves, dans le fond de la Russie ; leur route ordinaire était par Kolmogori et Vologda, où la Compagnie avait des maisons et des comptoirs et, plus tard, des fabriques de câbles. Le voyage de Saint-Nicolas à Vologda pouvait se faire en quatorze jours, de là on allait en deux jours à Jaroslav ; pour descendre ensuite la Volga jusqu'à Astrakan, il fallait compter trente jours. Le voyage de la mer Blanche à la mer Caspienne pouvait donc,

1. *Pat. Roll*, 19 Eliz., p. xii. « A grant of Elizabeth to the Governor Consuls Assistants and Fellowship of Engl. Merch. for disc. of New Trades. »

2. Hakluyt, t. III, p. 208-209.

3. Tolstoy, n° 27.

4. Hakluyt, t. III, p. 306-308.

5. *Cal. St. Pap. Dom.*, 1547-1580, p. 523. Quelques compagnies possédaient au XVI<sup>e</sup> siècle leurs propres bateaux, par exemple la Compagnie de Turquie ; Oppenheim, *The Royal and Merchant Navy under Elizabeth*, p. 473.

6. Guildhall Records, *Book of Remembrances*, t. I, p. 84.

dans de bonnes conditions, être effectué en quarante-six jours<sup>1</sup>. A Moscou, où les Anglais possédaient une maison donnée par le tsar, ils semblent avoir été très nombreux. Une lettre anglaise, racontant le grand incendie de Moscou de 1571<sup>2</sup>, nous apprend qu'à ce moment leur maison était habitée non seulement par les agents et les membres de la Compagnie et leurs serviteurs, mais aussi par leurs amis, leurs femmes et enfants, dont plusieurs furent asphyxiés par la fumée. Les documents mentionnent aussi des maisons de la Compagnie à Narva, Jaroslav, Arkangelsk<sup>3</sup> et quelques autres villes.

Il faut admirer l'énergie des Anglais qui sillonnaient ainsi en diverses directions le vaste pays des tsars malgré les dangers du voyage, le froid en hiver, les routes presque impraticables en été et peu sûres en toute saison, le manque d'auberges, les difficultés de se procurer des provisions, les ennuis que leur occasionnaient les fonctionnaires et les marchands russes fourbes et lents, enfin, l'hostilité du peuple envers les étrangers.

#### IV.

Si, après avoir étudié l'organisation, la vie et l'activité de la Compagnie anglaise en Russie, nous nous posons la question de savoir laquelle des deux nations, la Russie ou l'Angleterre, recueillit le plus grand fruit de ces nouvelles relations, il nous semble que ce ne fut pas l'Angleterre, malgré toute l'activité qu'elle y dépensa, mais la Russie.

Voyons d'abord les profits de la Compagnie anglaise. Dans les premières années, elle vendait ses marchandises en Russie à des prix très élevés. L'agent Hudson, par exemple, vendait le drap à 17 roubles la pièce, ce qui était presque le triple du prix réel de 6 livres<sup>4</sup>. Un autre agent ne voulut pas vendre à 15 roubles

1. Les voyageurs anglais ont laissé des récits fort instructifs sur leurs impressions de voyage en Russie, tels par exemple les écrits de Jenkinson, Randolph, Bowes, et surtout les livres de Horsey et de Fletcher. Voir le recueil de Hakluyt. Randolph raconte que les Anglais avaient construit une barque de 27 tonnes, pour naviguer sur la mer Caspienne, qui ne leur avait coûté que 10 marcs.

2. Hakluyt, t. III, p. 169-170, et *Cal. St. Pap. Dom.*, 1547-1580, p. 586 et 605.

3. Voir le privilège de 1598.

4. Le rouble circulait à 16 shil. 8 p.



le drap qui ne lui coûtait que 5 livres, espérant avoir plus; à Moscou, des marchandises valant 6,608 livres furent vendues pour 13,644 livres<sup>1</sup>. Mais il ne faut pas oublier les dépenses que la Compagnie dut faire pour organiser les premières expéditions, ainsi que la perte de plusieurs bateaux avec leurs marchandises, les premiers frais d'installation et de cadeaux aux Russes. Une fois établie et organisée, la Société dut avoir des dépenses régulières assez médiocres, en comparaison d'autres compagnies, car, comme on l'a vu, elle reçut en don des maisons et des terrains; les tsars avaient en outre l'habitude de subvenir aux frais des voyageurs étrangers qui venaient en ambassade dans le pays, et les marchands anglais avaient presque annuellement avec eux quelque ambassadeur venant voir le tsar de la part d'Élisabeth. En outre, la vie en Russie était d'un bon marché qui étonnait les étrangers.

Il est vrai qu'en 1565 déjà la Compagnie se plaignait d'avoir pour 20,000 livres de dettes<sup>2</sup>. Cependant, elle semble jouir encore d'une certaine prospérité à cette époque et l'on a vu que le nombre de ses membres avait doublé dans les dix premières années. En 1574, l'un d'eux, le comte de Leicester, écrivait à son ami le comte de Shrewsbury que, s'il avait eu dans sa bourse 10,000 livres, il les aurait placées jusqu'au dernier penny<sup>3</sup> dans les affaires de la Compagnie. C'étaient les bons jours de la Société, mais il y en eut bientôt de mauvais. La reine Élisabeth n'était certainement pas tout à fait sincère lorsqu'elle écrivait en 1585 au tsar Féodor que les marchands anglais n'avaient éprouvé que des pertes dans son pays<sup>4</sup>; cependant, il faut constater que les affaires de la Compagnie, ainsi que le nombre de ses membres, sont en déclin à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, et les lettres de Cherry, avec des demandes incessantes d'argent adressées à la couronne anglaise qui, comme on l'a vu, était endettée envers la Compagnie, attestent des affaires assez lamentables.

Cet état de choses doit être, en grande partie, imputé aux Anglais eux-mêmes. Les partisans de la liberté commerciale accusaient avant tout le système des Compagnies privilégiées,

1. Klutchevsky, p. 243-244.

2. Brit. Mus., Nero B. XI, fol. 321-328.

3. Burgon, *op. cit.*, p. 48.

4. Tolstoï, n° 55.

mais on peut se demander si, au xvi<sup>e</sup> siècle, des marchands isolés eussent pu mener à bien une entreprise de ce genre ; les pratiques des *Interlopers* prouvent plutôt le contraire. Cependant, l'opinion anglaise devenait de plus en plus hostile aux Compagnies ; on a vu combien les *Interlopers* avaient augmenté les difficultés de la Compagnie en Russie et quelle influence démoralisante ils avaient eue sur ses agents et serviteurs. Il est certain d'autre part que les Anglais avaient des raisons sérieuses d'être mécontents des pratiques des sociétés marchandes, qui tendaient à s'ériger en monopoles, à diminuer le nombre des membres pour augmenter les bénéfices de chacun, ce qui finissait par rétrécir les affaires, diminuer les capitaux de l'entreprise et ruiner le commerce anglais au profit des concurrents étrangers. C'est précisément ce qui arriva à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle en Russie, et nous possédons une lettre curieuse, écrite, semble-t-il, par les marchands de la *Eastland Company*, accusant sérieusement la Compagnie Moscovite de ruiner le commerce anglais en Russie au profit des Hollandais<sup>1</sup>.

N'oublions cependant pas toutes les difficultés que les marchands de la Compagnie rencontrèrent en Russie de la part des Russes même. Les confiscations, les demandes d'argent injustes pleuvaient sur elle à chaque mécontentement du tsar ; en outre, il fallait payer les fonctionnaires russes en mille occasions et donner des cadeaux de tous les côtés. La Société s'est plainte à plusieurs reprises que les Hollandais achetassent la protection des conseillers du tsar en leur payant annuellement de grosses sommes. Les tsars, ayant le droit de choisir pour leurs besoins les marchandises anglaises qui leur plairaient, les payaient rarement, et les grands boyars s'endettaient à leur tour. Lorsqu'éclatèrent les exécutions d'Ivan le Terrible, la Compagnie éprouva de graves pertes, car, parmi ceux qui furent exécutés et dont les biens furent confisqués, il y avait beaucoup de ses débiteurs. Les petits commerçants s'endettaient à leur tour et trichaient tant qu'ils pouvaient. Lorsque la Compagnie s'en plaignit au tsar Ivan, celui-ci lui répondit qu'il ne tenait pas à ce qu'elle fit crédit à son peuple. Mais était-il possible aux Anglais de vendre sans faire crédit ? En 1589, la Société évaluait à 60,000 roubles<sup>2</sup> la somme totale des pertes que les Russes lui

1. *St. Pap. Russ.*, t. I, fol. 136.

2. Tolstol, n° 63.

avaient fait éprouver sous le règne d'Ivan le Terrible, ce qui équivalait à peu près en valeur actuelle à la somme très considérable de trois millions de roubles.

Il est donc probable que, tous calculs faits, il ne restait pas de bien gros avantages aux Anglais de l'entreprise audacieuse dans laquelle plus d'un de leurs marchands aventuriers avaient trouvé la mort.

La Russie était dans de tout autres conditions, et ce n'est pas seulement des profits matériels, mais un bénéfice général encore bien plus considérable qu'elle tira de son rapprochement avec un peuple occidental et sa civilisation. Les historiens russes sont généralement d'avis que les étrangers n'eurent pas d'influence sérieuse et durable sur la Russie du XVI<sup>e</sup> siècle. Il faudrait, cependant, s'entendre. Sans doute on ne peut admettre une influence directe des Anglais sur le peuple russe; les différences de mœurs et de religions étaient trop grandes et l'hostilité du peuple à l'égard des étrangers était trop violente. Cependant, le service que l'Angleterre rendit à la Russie nous semble incontestable. Les Anglais furent les premiers parmi les peuples occidentaux qui entrèrent en relations suivies avec la Moscovie, que ses voisins de la Baltique s'efforçaient d'enfermer dans l'isolement. Ils importèrent dans le pays des armes et des munitions de guerre. Ils apportèrent au tsar et aux boyars des marchandises précieuses pour eux : draps, vaisselle, médicaments, jusqu'à des instruments de musique qu'on n'avait jamais auparavant vus dans le pays, et aux moments de famine ils apportèrent du pain au peuple. Mais les marchandises ne venaient pas seules, elles étaient bientôt suivies par des artisans, et parmi eux, outre ceux qui servaient les intérêts de la Compagnie, il y avait des Anglais de toute espèce : médecins, apothicaires, ingénieurs, architectes et bien d'autres qui, par l'intermédiaire de la Société des Marchands-Aventuriers, entrèrent au service des tsars<sup>1</sup>. C'était la civilisation qui s'infiltrait peu à peu dans le pays, et les voisins de la Russie, hostiles à ses progrès de crainte d'être écrasés par le colosse, l'ont admirablement compris.

Citons pour finir quelques fragments de lettres du roi de

1. Tolstoï, n<sup>o</sup> 11 et 51; Hamel, p. 98 et 116; *Cal. of the mss. of the Marq. of Salisbury*, t. IX, p. 151. Sur la condition de ces étrangers à la cour, voir Wright, *op. cit.*, p. 416-422.

Pologne Sigismond qui écrivait à Élisabeth en 1566<sup>1</sup> : « L'ennemi apprend par ce passage [des Anglais en Russie] à se servir des armes dont il n'avait pas l'habitude dans son pays barbare ; mais le plus grave c'est qu'il est instruit par les artisans... » Et, deux ans plus tard<sup>2</sup> : « Nous voyons que, grâce à ces expéditions, le Moscovite, non seulement notre ennemi actuel, mais aussi l'ennemi héréditaire de tous les peuples libres, a fait de grands progrès en armement et en culture... » En 1569 enfin<sup>3</sup> : « Nous savons et sommes fermement persuadés que l'ennemi de toute liberté sous les cieux, le Moscovite, devient plus fort tous les jours, grâce à l'importation à Narva de différents objets, car il reçoit par cette route non seulement des marchandises, mais aussi des armements qui lui étaient inconnus, ainsi que des artisans et des architectes... Ce n'est que grâce à son ignorance en arts et en politique que nous avons été vainqueurs de lui jusqu'ici ; mais si ces expéditions à Narva continuent, que lui restera-t-il à apprendre ? »

On voit par ces lettres l'appréciation donnée par les contemporains sur les premières expéditions anglaises. Ivan le Terrible qui, malgré ses violences, était un esprit puissant avait certainement compté sur les grands services que les Anglais pourraient lui rendre lorsqu'il avait reçu Chancelor à bras ouverts et comblé la Société de dons et de privilèges.

INNA LUBIMENKO.

1. Tolstoï, n° 9<sup>a</sup>.

2. Ibid., n° 9<sup>b</sup>.

3. Ibid., n° 9<sup>c</sup>.

## LA CRISE GALLICANE DE 1551

(Suite et fin<sup>1</sup>.)

La position n'était plus tenable à Rome pour les représentants du roi. A la fin de juin et au début de juillet, les cardinaux de Ferrare et de Tournon, les prélats français et Jean de Monluc<sup>2</sup>, ambassadeur extraordinaire de Henri II, demandèrent congé au pape. M. de Termes, ambassadeur ordinaire, était déjà parti. Le 6 juillet, Jules III remit à Monluc sa réponse définitive aux propositions d'accord qui lui avaient été faites : dans cette *Informatione*, il exposait les raisons pour lesquelles il croyait ne pas devoir céder devant la rébellion du duc de Parme et il remémorait toutes les offenses faites au Saint-Siège par les Strozzi et les Farnèse. Il déclarait, en terminant, que s'il renonçait à empêcher les prélats français de quitter Rome, c'était pour laisser « s'éventer Sa Majesté jusqu'à ce que Dieu l'inspire et l'éclaire »<sup>3</sup>. Le même jour, le pontife adressait au cardinal de Lorraine un bref le priant d'user de son influence sur le roi, afin d'empêcher que la guerre n'eût des conséquences trop désastreuses<sup>4</sup>. Le cardinal de Tournon se retira à Venise et le cardinal d'Este à Ferrare; Jean de Monluc rentra en France. Quant à M. de Termes, il avait pris la direction des armes françaises dans le Parmesan et la Romagne<sup>5</sup> : c'était lui qui allait provoquer la

1. Voir *Rev. hist.*, t. CVIII, p. 225.

2. Monluc avait eu des audiences du pape, en outre de celle que nous avons racontée, les 4 et 7 juin. Jules III à Dandino, 1551, 8 juin, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 465, fol. 56-58, reg. original).

3. *Informatione data à Monsignore di Monluc per lo Re Christianissimo*, 1551, 6 juillet, Rome (*Papiers de Granvelle*, t. III, p. 559).

4. Arch. vaticanes, arm. 41, t. 61, fol. 57-58, minutes. Il est aussi question, dans ce bref, de l'archevêché de Bordeaux, dont J. de Monluc était élu. Cf. bref de Jules III au card. du Bellay, à la même date (*ibid.*).

5. Marillac au roi, 1551, 16 juillet, Augusta (*Mémoires-journaux du duc de Guise*, p. 47). Dans l'édition Michaud et Poujoulat, cette lettre est datée 16 juin, mais il faut lire sûrement 16 juillet.

rupture décisive entre le pape et le roi. De même, le cardinal Alexandre Farnèse demandait à Jules III l'autorisation de séjourner loin de Rome, et, le 14 juillet, il se réfugiait à Florence<sup>1</sup>.

Les relations diplomatiques étaient comme rompues. Avant de partir, M. de Termes avait réfuté une dernière fois, en consistoire secret, l'accusation de schisme lancée contre son maître<sup>2</sup>.

Cependant, le nonce Trivulzio restait à la cour de France. Le 19 juillet, Jules III lui annonçait le départ des représentants du roi : « D'ici partirent les cardinaux de Tournon et de Ferrare et les prélats français, suivant l'ordre qu'ils ont reçu du Roi, et Nous n'avons pas voulu les retenir. De votre demeure [en France], Nous ne savons que vous dire. Vous pourrez entendre de Sa Majesté s'il lui plaît que vous restiez ou que vous partiez et vous résoudre suivant ce qu'elle dira, et, au cas où vous devriez partir, vous pourrez, jusqu'à ce que passent les chaleurs et que les chemins s'élargissent, aller à votre église de Toulon<sup>3</sup>. »

Durant tout le mois de juillet, Jules III se montra très arrogant. En effet, les troupes françaises subissaient alors quelques échecs autour de Parme<sup>4</sup>. D'Andelot, neveu de Montmorency, Sipierre et d'autres jeunes gentilshommes du roi étaient tombés aux mains des Impériaux le 17 juillet<sup>5</sup>. De même, les avances de la diplomatie royale étaient repoussées par les républiques maritimes. A l'occasion d'une mission de Luigi Alamanni à Gênes, mission qui avait échoué, le pape prenait en pitié le *povero Re di Francia*. « Nous ne pouvons rien dire d'autre », écrivait-il le 24 juillet à Dandino, « sinon qu'on déplore la mauvaise voie prise par lui et qu'il apparaît clairement *quod descen-*

1. Bref de Jules III au card. Farnèse, 1551, 1<sup>er</sup> juillet (Arch. vaticanes, Brev. Jules III. arm. 41, t. 61, fol. 18, minute). Le 14 juillet, de Castel-Durante, le card. Farnèse annonçait à Jules III son départ pour Florence (Arch. vaticanes, Principi, 20, fol. 171, original). — Dès le 22 juin, Camaiani écrivait à Jules III, au sujet des sentiments du cardinal Farnèse, qu'il avait rencontré à Castel-Durante (Arch. vaticanes, Nunziatura di Germania, LXII, fol. 1-3, original). Le cardinal émettait alors le projet de se réfugier d'abord à Venise ou dans le Frioul, puis à Avignon, dont il était légat. Voir G. Kupke, *Nuntiatursberichte*, t. XII, p. 32.

2. Le Plat, *Histoire du concile de Trente*, t. IV, p. 224.

3. Jules III au nonce de France, 1551, 19 juillet, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 465, fol. 131, reg. original).

4. G. de Leva, *la Guerra di Parma* (*Rivista storica italiana*, t. I, p. 661).

5. Jules III au card. de Carpi, 1551, 22 juillet, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 465, fol. 137, reg. original).



*dit in profundum malorum et quod dedit eum Deus in reprobum sensum*<sup>1</sup>. » Quelques jours après, le 27, Jules III adressait à Charles-Quint un bref pour implorer son secours. En termes d'une extraordinaire « grandiloquence », il jetait l'anathème sur Octave Farnèse et sur le roi de France et conviait l'empereur à exprimer publiquement son indignation<sup>2</sup>.

Cependant, la mesure était comble. Henri II, après les accusations lancées contre lui par le pape dans le consistoire du 6 avril, avait affecté de distinguer, au cours des négociations, la question de Parme et la question religieuse, et ses agents n'avaient cessé de proclamer le respect de la France à l'égard du Saint-Siège. Mais le roi commençait à s'impatienter des injures et des malédictions qu'on lui décernait. On pouvait prévoir que le jour où sa colère éclaterait elle l'entraînerait loin, et déjà il apparaissait que l'influence de Montmorency et celle du cardinal de Lorraine ne la contiendraient plus longtemps. L'ordre que le souverain avait donné à ses représentants de quitter Rome était un premier signe de son irritation, bientôt confirmé par le désir qu'il manifesta de se rendre lui-même en Italie pour soutenir la guerre<sup>3</sup>. Un fait minime vint encore accroître l'indignation du roi : par un bref simple, Jules III ayant nommé le lieutenant impérial Don Ferrante de Gonzague chef et général de la guerre de Parme, le bruit courut à la cour de France que Don Ferrante avait été créé gonfalonier de l'Eglise au lieu d'Octave Farnèse<sup>4</sup>. Dans ces circonstances, le moindre incident devait provoquer un éclat.

Au début du mois d'août, Henri II se rendait à Orléans, où il allait faire une entrée solennelle, lorsqu'un courrier lui apporta une lettre qui venait de Rome : c'était un bref de Jules III, daté du 21 juillet 1551. Ce bref ne portait aucun titre ni aucune des formules de salutations accoutumées. Le pape y reprochait violemment au roi les déprédations qu'avaient commises ses troupes en Romagne sous la conduite de l'ambassadeur de Termes, redevenu capitaine. Une phrase menaçante ter-

1. Jules III à H. Dandino, évêque d'Imola, 1551, 24 juillet, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 465, fol. 139-140, reg. original).

2. Bref publié dans *Annales Raynaldi*, 1551.

3. A. Desjardins, *Négociations de la France avec la Toscane*, t. III, p. 280.

4. H. Dandino au duc de Ferrare, 1551, 6 septembre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, fol. 5-6).

minait la lettre : « De toutes ces dévastations et de tous ces dommages et de ceux qui, depuis, ont été commis par l'armée ecclésiastique autour de La Mirandole, où elle a été tirée par les cheveux pour défendre le pays de Bologne, nous demandons réparation et amendement à Votre Majesté *devant Dieu*<sup>1</sup>. » Henri II comprit qu'on le citait devant le tribunal de Dieu.

C'est à ce moment aussi que le roi eut connaissance d'une lettre adressée par Jules III, le 19 juillet, au nonce Trivulzio : le pontife y déclarait que si jusqu'alors il avait gardé à Sa Majesté quelque obligation du pontificat, désormais il lui porterait peu de reconnaissance, sachant que les Français, au conclave, n'avaient voté pour lui qu'à bout d'expédients ; il ajoutait qu'il maudirait et excommunierait le roi, qu'il provoquerait la révolte de ses peuples contre lui, enfin qu'il lui ôterait la couronne. L'irascible pontife, pour terminer, invoquait contre son adversaire les saints de Dieu et du diable, en assurant que si le malheureux appelait le Turc à son secours, les forces réunies du Saint-Siège et de l'Empire suffiraient à l'anéantir<sup>2</sup>.

Le 4 août, Henri II fit son entrée à Orléans. Le soir du même jour, sa colère éclata. Il souffrait alors de douleurs d'estomac<sup>3</sup>. Ayant fait appeler le nonce Trivulzio, il lui ordonna de quitter la cour. « Je suis un pécheur comme les autres hommes, et plus que les autres hommes », dit le roi, « j'aurai à rendre compte à Dieu de beaucoup de péchés, mais le plus grand, et celui dont je me sens le plus chargé, c'est d'avoir fait un tel homme pape. » Puis il épancha en termes acerbes toute sa haine contre Jules III. Relevant la citation devant le tribunal de Dieu, il dit qu'il espérait bien aller en la présence de Dieu, mais qu'il croyait qu'il n'y rencontrerait pas le pape, qu'en tous cas celui-ci aurait à rendre compte d'avoir mis tout en œuvre pour déchaîner la guerre entre les princes chrétiens, que lui, roi, ne se souciait guère des malédictions et des excommunications

1. Jules III à Henri II, 1551, 21 juillet, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 435, fol. 134 v°). Cf. G. Kupke, *Nuntiaturberrichte aus Deutschland*, t. XII, p. 58. — Les courses des troupes royales en Romagne se faisaient du plein gré de Henri II, et M. de Termes, dès le 10 juillet, se vantait de ses exploits auprès de son maître. Voir *Mémoires-journaux du duc de Guise*, p. 61-62.

2. Jules III à Trivulzio, 1551, 19 juillet, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 435, fol. 130 v°, reg. original).

3. H. Dandino au card. de Médicis, 1551, 10 août (Arch. vaticanes, Principi, 146 D, fol. 20).



injustes d'un pontife, qui était le plus méchant et le plus ingrat des hommes, qu'il ne craignait pas davantage une révolte de ses peuples; enfin, Henri II se moqua de la menace qu'on lui faisait de lui ôter sa couronne, s'écriant que par cette proposition le pape montrait son ignorance des affaires d'État et qu'il méritait qu'on lui enlevât la tiare à lui pontife indigne qui implorait les secours du diable et de l'empereur. Il termina en déclarant que, sans l'aide du Turc, il saurait mettre ses adversaires à la raison. La rupture était complète. Le nonce Trivulzio se retira vers Paris, avec le dessein de gagner bientôt son évêché de Toulon ou l'Italie<sup>1</sup>.

1. Montemerlo au duc de Parme, 1551, 6 août, Paris : « Ill<sup>mo</sup> et ecc<sup>mo</sup> padrone. Dopo ch' io scrissi, per le alligate mie de IIII a V. Ecc<sup>a</sup>, quello che ella havra veduto, il giorno medesimo il Re fece la sua entrata in Orluens, e la sira istessa dete licentia al Nuntio et con parole molte aspre, dicendoli che si era mosso a far questo per quello che il Papa haveva scritto à S. M<sup>te</sup> per l'ultime lettere che furono de XXI del passato, per le quale ommessa ogni salutatione et i titoli soliti et dovuti la riprende gravissimamente della protettione et defencione ch' ella ha presa di V. Ecc<sup>a</sup> facendole ne conscientia; di poi la cita dinanzi à Dio nel di del giuditio a rendere conto del danno per ben 300 M. Scudi che le sue genti hano fatto sul Bolognese; ha scritto di più che si bene fin qui ha detto haver obligo del Papato à S. M<sup>te</sup>, ch' el ha detto per creanza, ma che sa bene che fu fatto Papa quando i Francesi furono chiari che non si era possuto fare niun' altro e che percio se gli sente poco obligato; ha havuto a dire che maladirà et scomuniccherà il Re, che farà in modo che tutti questi popoli se rivolteranno contra, et in ultimo che farà tanto che li leverà la corona, et che sarà ajutato da Santi da Dio et dal Diabolo, e se S. M<sup>te</sup> si ajuterà del Turco, S. B<sup>te</sup> si ajuterà et le basterà bene del suo Imperatore, di maniera che questa lettera, col di più che N. S<sup>re</sup> ha usato dire, ha infiammato in modo l'animo del Re che si è risoluto di entrare nella guerra di presente et da vero, e ha risposto a tutte le parte severissamente et ordinato al Nuntio che referisca il tutto a S. S<sup>re</sup>. E prima quanto a riprenderlo che defenda V. Ecc<sup>a</sup>, che se il Papa havesse quella prudentia et quello animo che harebbe ad havere chi si truova in quel luogo et nel stato che si truova esso, non solo non ne lo riprenderebbe ma le restarebbe obligato, atteso che difendendoli Parma li defende tutto il stato ecclesiastico, et che quanto al farsene conscientia non sente havere a farsi conscientia di altro che dello ajuto che ha dato a farlo Papa; quanto al citarlo al cospetto di Dio per rendere conto del danno fatto sul Bolognese, ha risposto che spera bene andare al cospetto di Dio, ma che non crede già haver a trovarli lui, il quale havrà ben a rendere conto di haver fatto e di fare ogni opra per mettere l'arme in mano à i principi christiani, e che Dio sa che S. M<sup>te</sup> voleva astenersene e più tosto anda tollerando qualche cosa con carico suo, essendo l'armata Turchesca ne i nostri paesi; ma che S. B<sup>te</sup> l'ha provocato et provoca tanto et con fatti et con le parole che non vede poter havere più pacientia, e che non si meraviglia che dica di esserli poco obligato per conto del papato, havendo assai chiaramente monstrato e monstrando à tutto il mondo che gli è il più ingrato huomo che nascesse mai; che si cura poco delle sue maledit-

Aussitôt, les défenses les plus sévères furent édictées afin d'empêcher quiconque d'envoyer à Rome aucun denier pour les

tioni o scomuniche sapendo benissimo che sendo ingiustissime non s' hanno da temere, e che non dubita che i popoli suoi sieno per voltarsegli contra, come deve dubitar esso trattando i suoi così male come se intende che fa, e quanto al levarli la corona che conosce bene che S. S.<sup>ta</sup> ha poca pratica delle cose delli stati e del mondo, e che quello che sarebbe impossibile à fare à essa, sarà ben molto agevole a fare a S. M.<sup>ta</sup>, la quale si sforzerà bene con ogni suo potere di levarla a S. B.<sup>ta</sup> la quale mostra con l'invocare l'ajuto del Diavolo quanto ella ne sia indegna, e che si vaglia pur del suo Imperatore quanto potrà, che non per questo li farà paura, e che pensa di essere bastante per ambe due senza l'ajuto del Turco; di maniera che le cose sono nella maggior rottura che le possono essere. Si è fatto prohibitione sotto gravissime pene che nessuno ardisca mandar piu un soldo à Roma per conto di speditioni; ma che voglión bene che tutti i benefecii si proponghino in concistorio come si è fatto fin qui, e che si il Papa vorrà che si spedischino senza dinari si spediranno, quando non voglia si mostrerà che gli è un Papa che si move solo per il danaro, il quale non è lecito che si paghi non si convertendo i danari delle annate in quel uso al quale furono ordinati, ma tutto il contrario, per che dove si haveriano a spendere contra li infideli si spendano contra i christiani e christianissimi. Mons.<sup>re</sup> di Monluc ha detto al Re haver detto al Papa in simili propositi che la Sorbona di Parigi teneva che il Re ne la chiesa gallicana fusse obligate à obbedire al Papa, ma si bene à riconoscerlo per capo et honorarlo quando volesse venire in questo regno a visitare lo Chiese, et in così fatte cose, e che S. S.<sup>ta</sup> proroppe in tanta collera che disse che quando questo fosse si getterebbe dalle fenestre. Pochi di fa si tenne consiglio inanzi al Re, e fu chi disse che sarebbe bene levare l'obbedienza in tutto al Papa, e fare un Patriarca nella chiesa gallicana il quale havesse l'omnimoda potestà, e che voltandosi il Re al cardinale di Loreno li domandò quello che le ne pareva, e chel cardinale con le lachrime alli occhi guardando il Re fisso rispose: « Sire, Io ne demando la conscientia di V. M.<sup>ta</sup>, con laquale vogliò ch' ella si consigli et non con « altri », e che il Re allora disse che non fosse mai più chi tenesse simili propositi, e che era risoluto voler castigare Papa Giulio con l'armi temporali, ma che non voleva alterare l'armi spirituale se non in quanto non poteva far altro non li parendo honesto mandare dinari di questo regno ad un suo nimico palese; ma si può dubitar che cominciandosi a gustare il tenere, possedere et godere i benefittii senza spendere a Roma nelle speditioni, la cosa non piaccia tanto che non solo la non se ne vada poi in lungo, ma che la se tiri a dreto anche delle altre e che col tempo si faccia una scissura inrisarcibile. Il Re ha risoluto di mandare à Trento, prima che si faccia la sessione, questo settembre prossimo, a protestare che non mandava i suoi Prelati non per non volere stare et perseverare in quella unione con la chiesa romana, nella quale erano stati sempre li suoi predecessori, li quali come si sapeva benissimo havevano sempre preso la spada per la diffensione di essa, ma che non li mandava per che si poteva ben conoscere chel Papa non voleva che si facesse concilio, havendo operato non solo che i Principi christiani pigliassero l'armi in mano, ma havendole prese esso ancora tanto ingiustamente, e che si appellava ad un futuro et vero concilio, al quale egli non mancherebbe mai, e con questo si voleva dolere de tutti i cardinali e de suoi in particolare che havessero messo il coltello in

expéditions de bénéfices : le pape, s'il refusait de les expédier gratis, montrerait ainsi qu'il n'agissait qu'en vue de l'argent<sup>1</sup>.

Déjà, quelque temps auparavant, la Sorbonne avait émis cette proposition, à savoir que le roi ni l'Eglise gallicane ne devaient obéissance au pape, mais que tout leur devoir se bornait à reconnaître le souverain pontife pour chef et à l'honorer quand il venait visiter les églises du royaume. Cette théorie ayant été rapportée à Jules III par Jean de Monluc, le pape avait déclaré que, si cela était vrai, il se jetterait par la fenêtre<sup>2</sup>.

Henri II allait être tenté de réaliser la proposition sorbonnique. Le 4 ou le 5 août, le roi très chrétien réunit son conseil privé. Les circonstances étaient singulièrement graves : par suite du renvoi du nonce, toutes les relations diplomatiques avec le Saint-Siège se trouvaient rompues. Alors, un des conseillers, peut-être Monluc<sup>3</sup>, soumit à son maître le projet de soustraire complètement l'Eglise gallicane à l'obédience du pape et de créer en France un patriarche qui serait investi de la toute-puissance spirituelle. Henri II s'étant adressé au cardinal de Lorraine, qui était son conseiller religieux, lui demanda ce qu'il en pensait. A ce moment décisif, Charles de Guise se prit à pleurer, puis, regardant son souverain fixement, il prononça ces

mano d'un furioso. In conclusione il Re è risolutissimo di dar drento, e per quello chel cardinale di Loreno ha detto al Pero che scriva al cardinale di Ferrara, S. M<sup>te</sup>, oltre x. m. soldati veterani et boni che ha tra il Piemonte et in Francia, farà callare altri Guasconi, Svizeri, Grisoni et un munero de lanzchues, et sarà un sforzo si grande come non si è stato fatto mai in Italia d'altro Re, et che non si andrà con altro intento che per liberar Italia et castigar i preti che lo meritavano... Da Parigi, alli vi d'agosto 1551. Obligatis<sup>is</sup> Montemerlo. » *Au dos* : « Allo Ill<sup>mo</sup> Duca di Piacenza » (*Archivio di stato di Parma, Carleggio, Francia*; original). — Luigi Capponi à Cristiano Pagni, 1551, 7 août, Orléans (A. Desjardins, *Négociations avec la Toscane*, t. III, p. 282-283).

1. Lettre citée plus haut.

2. Ibid.

3. Bien que Jean de Monluc ne fit pas partie du conseil du roi, il y fut cependant appelé plusieurs fois, durant cette crise, pour éclairer le souverain sur les résultats de son ambassade. Par son éloquence et son esprit, il dut exercer une grande action sur les conseillers. Si l'on considère les opinions assez audacieuses de ce diplomate en matière de religion, et si, d'autre part, l'on remarque que ce fut lui qui répandit les bruits les plus fâcheux sur Jules III, à cette époque (voir lettre de Jules III à Henri II, 1551, 4 septembre, citée plus loin), il paraît vraisemblable qu'il ait été, avec les légistes, comme Jean du Tillet, greffier en chef du Parlement, dont l'historien de Thou note le rôle important, l'instigateur de la tentative de schisme.

paroles : « Sire, j'en appelle à la conscience de Votre Majesté ; c'est d'elle seule qu'elle doit prendre conseil et non des autres. » Ces simples mots firent tomber l'audace du roi. Il déclara qu'il ne voulait plus entendre parler de semblables projets, qu'il était résolu à châtier le pape Jules avec les armes temporelles, sans recourir aux armes spirituelles, à moins qu'il ne pût faire autrement. Néanmoins, il maintint qu'il lui paraissait malséant de laisser le trésor de son ennemi public s'alimenter des deniers du royaume. L'agent Montemerlo écrivait de Paris à Octave Farnèse, le 6 août : « On peut craindre que, commençant à goûter de la possession et de la jouissance des bénéfices, sans rien dépenser à Rome pour les expéditions, la chose ne plaise tant, que non seulement elle dure longtemps, mais que de là on s'étende à d'autres mesures et qu'avec le temps ne se fasse une scission irréparable<sup>1</sup>. »

Vers cette même époque aussi, Henri II résolut de déléguer un ambassadeur à Trente, à l'ouverture de la session du concile général, au mois de septembre, pour déclarer que s'il n'y envoyait pas les prélats de son royaume, c'était non qu'il voulût se détacher de l'Église romaine, à laquelle avaient toujours appartenu ses ancêtres et dont ils avaient été les défenseurs, mais parce que le pape, en prenant lui-même les armes et en poussant les princes chrétiens à la guerre, empêchait la réunion d'une assemblée vraiment œcuménique. Et le roi en appelait à un « futur et vrai concile ». Remémorant les phases de l'élection de Jules III, il se plaignait de « tous les cardinaux, et en particulier des siens, qui avaient mis le couteau aux mains d'un furieux »<sup>2</sup>. En même temps, il mobilisait ses troupes, dix mille vétérans, des Gascons, des Suisses, des Grisons, des lansquenets, et les dirigeait sur le Piémont avec le dessein de « libérer l'Italie et de châtier les prêtres qui le méritaient ». Le connétable de Montmorency travaillait à gagner du temps et à modérer l'ardeur de son maître : le premier « ministre » voulait diriger vers le nord et l'est la politique royale<sup>3</sup>.

1. Lettre citée plus haut.

2. Lettre citée plus haut.

3. Luigi Capponi à Cosme I<sup>er</sup>, 1551, 13 août, ap. Desjardins, *Négociations avec la Toscane*, t. III, p. 284. — Le 20 août, le roi décida que la « rupture » de la paix serait étendue au Piémont. Voir instructions à M. de Contay, 1551, 20 août (Bibl. nationale, coll. Clairambault, 344, fol. 213, copie).

Mais, quels que fussent désormais les efforts belliqueux de Henri II, le point vraiment dangereux de la crise était passé : mis en face du schisme, le roi très chrétien avait reculé.

Il convient de rechercher quelles furent les influences profondes qui écartèrent le royaume, à ce moment, d'une destinée religieuse pareille à celle de l'Angleterre. Nous croyons qu'il faut attribuer le recul de Henri II à la force des idées d'unité religieuse, défendues depuis peu avec ténacité et subtilité par les champions de la Contre-Réforme, les membres de la Compagnie de Jésus. En effet, la résistance de Montmorency au schisme fut une résistance toute politique, née de son aversion pour les entreprises italiennes. Cette résistance ne pouvait tenir longtemps devant les procédés violents du pape, d'autant que le connétable était lui-même d'esprit très gallican. Les documents montrent que les seules influences qui eurent une efficacité réelle furent celles de deux personnages inféodés étroitement à la Compagnie de Jésus, le cardinal de Lorraine et le duc de Ferrare, Hercule d'Este. Les Farnèse même, au profit de qui Henri II menait la lutte contre le pape et l'empereur, étaient liés à la fameuse Société, et l'on sait que le cardinal Alexandre se montra toujours leur protecteur attitré.

Les Jésuites avaient éprouvé beaucoup de difficultés durant l'année 1549 pour s'établir définitivement à Paris. Ne pouvant acquérir aucuns biens s'ils ne possédaient auparavant le privilège de *naturalité*, ils avaient multiplié les démarches aux mois de mai et juin 1549 pour se créer des relations puissantes<sup>1</sup>. Leurs premiers avocats auprès du roi furent le cardinal d'Armagnac et le cardinal Farnèse. Mais Ignace de Loyola se rendit compte bientôt que la première influence à conquérir était celle du cardinal de Lorraine, qui remplissait la fonction d'une sorte de ministre des affaires ecclésiastiques. L'alliance étroite de Charles de Guise avec la Compagnie de Jésus date précisément du conclave qui élut Jules III.

Les Jésuites s'agitèrent beaucoup durant ce conclave<sup>2</sup>. A l'ar-

1. Voir lettre et supplique de l'évêque de Ceneda au cardinal Farnèse, 1549, 13 mai (Arch. di Stato di Parma, Carteggio Farnesiano, *Francia*, à la date, originaux). Cf. *Monumenta Ignatiana*, ser. I, t. II, p. 398 et 407, et Polanco, *Chronicon* (*Monumenta Societatis Jesu*, t. I, p. 418).

2. Supplique de la Compagnie de Jésus au collège des cardinaux, 1550, 29 janvier (Arch. vaticanes, Principi, 16, fol. 172, original).



rivée des cardinaux français à Rome, Ignace s'était rendu auprès du cardinal de Lorraine pour lui recommander les affaires de l'ordre. On peut croire que le fondateur sut plaider très habilement la cause de sa « religion » : en effet, le cardinal de Lorraine visita lui-même, accompagné de trois autres cardinaux français, la maison des Jésuites de Rome, et, après avoir exprimé ses sentiments amicaux au P. Ignace, il le pria de vouloir bien le choisir comme protecteur de sa Compagnie en France, à l'exclusion de tout autre personnage<sup>1</sup>. Ainsi, Charles de Guise devint le défenseur le plus actif de la Compagnie de Jésus, et le chroniqueur Polanco écrit de lui : « Sese ut murum pro domo Dei posuit. » Sans le secours de son influence auprès du roi, il est probable que les Jésuites eussent succombé dans la lutte qu'ils soutinrent contre le Parlement de Paris<sup>2</sup>. Nous avons vu qu'après avoir employé de longs efforts à prévenir la crise gallicane, il avait su, au moment décisif, trouver les paroles nécessaires pour sauvegarder l'unité catholique.

Aussi zélée, sinon plus efficace, fut l'influence pacificatrice d'Hercule II d'Este, duc de Ferrare. Il était parmi les plus anciens et les plus dévoués protecteurs de la Compagnie en Italie. Ignace de Loyola lui avait voué une reconnaissance particulière<sup>3</sup>. Il convient de remarquer l'activité extraordinaire que ce prince déploya, d'abord pour empêcher le conflit entre Henri II et Jules III, puis pour réconcilier les deux ennemis.

Hercule d'Este était intervenu dès les premiers incidents de la querelle. Au début de juillet, il envoyait un courrier en toute hâte à la cour de France pour ramener le roi à des sentiments pacifiques : il avait d'ailleurs conserver peu d'espoir de succès<sup>4</sup>. Durant tout ce même mois de juillet, il s'entremet avec une inlassable constance en suppliant le roi de ne pas causer de scandale dans la chrétienté et le conjurant surtout de renoncer à l'alliance turque. « Dieu sait l'office que j'ai fait en quelque

1. Polanco, *Chronicon*, t. II, p. 89.

2. *Ibid.*, p. 292. Sur la lutte des Jésuites avec le Parlement et le rôle du card. de Lorraine, voir *op. cit.*, p. 293 et 597, et *Monumenta Ignatiana*, ser. 1, t. III, p. 252 et 253; t. IV, p. 437; t. V, p. 47.

3. Ignace de Loyola au P. Claudio Jajo, 1547, août, Rome (*Monumenta historica Societatis Jesu, Monumenta Ignatiana*, ser. I, *Epistolae et Instructiones*, t. I, p. 569-570).

4. Le duc de Ferrare à H. Dándino, évêque d'Imola, 1551, 3 juillet, Ferrare (Arch. vaticanes, Principi, 17, fol. 155, original).



lieu à bon propos », écrivait-il le 29 juillet, « afin que les chrétiens ne s'allient pas avec les Turcs, en remontrant par les exemples passés qu'ils en avaient retiré plus d'infamie que de service<sup>1</sup>. » Quelques jours plus tard, lorsque les relations diplomatiques eurent été rompues, il dépêcha encore un courrier au roi pour l'exhorter à la concorde « avec beaucoup d'efficacité et avec des raisons infinies » et pour lui représenter les dangers auxquels il s'exposait<sup>2</sup>. En même temps, il écrivait au duc de Florence et le priait de joindre son entremise à la sienne<sup>3</sup>. Ces conseils du duc de Ferrare exercèrent une réelle influence. Vers le 10 août, en effet, Henri II faisait répondre à Hercule que, « lorsque Sa Sainteté voudrait se contenter de partis honnêtes, lui-même donnerait à connaître qu'il ne désirait pas la ruine du monde »<sup>4</sup>. Le duc remplissait d'ailleurs le même office de pacificateur auprès du souverain pontife, à qui il représentait le trouble que ces querelles produisaient dans la chrétienté, le grand tort qu'elles faisaient à la religion, enfin le risque qu'elles offraient de provoquer un schisme de la France<sup>5</sup>. C'est de la part du pape que ces démarches conciliatrices rencontrèrent le moins d'agrément. Jules III allait jusqu'à suspecter la sincérité du duc et l'accusait d'agir dans son propre intérêt<sup>6</sup>.

Le pontife, en effet, continuait de lancer à tous les échos ses apostrophes enflammées. Durant le mois d'août, il parut surtout préoccupé de l'alliance du roi avec le Turc. Au moment de rentrer en lutte avec Charles-Quint, Henri II avait renouvelé l'alliance conclue autrefois par François I<sup>er</sup> avec Soliman, et, désireux de ne pas effrayer les protestants en jetant les Turcs sur la Hongrie, il demandait que les secours du sultan se déployassent principalement sur mer, dans la Méditerranée, pour écraser

1. Le duc de Ferrare à H. Dandino, 1551, 29 juillet, Ferrare (Arch. vaticanes, Principi, 17, fol. 167, original). Cf. les lettres du card. de Ferrare au pape (Arch. vaticanes, Principi, 20, fol. 184, 185, 188, 189, 190, originaux).

2. Hier. Dandino à Jules III, 1551, 19 août, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 D, fol. 33).

3. Hier. Dandino à Jules III, 1551, 19 août, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 D, fol. 44).

4. Hier. Dandino à Jules III, 1551, 19 août, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 D, fol. 33).

5. Montepulciano à Fano, 1551, 29 août, Rome (G. Kupke, *Nuntiatursberichte aus Deutschland*, t. XII, p. 59).

6. Hier. Dandino à Jules III, 1551, 2 septembre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 D, fol. 37-38).

André Doria et couper les communications de l'Espagne avec l'Italie. Aussi l'alliance turque inquiétait-elle d'autant plus le pape que les flottes de Sinan Pacha et du corsaire Dragut croisaient sur les côtes de la rivière Ligure et de l'État pontifical. Un coup de main pouvait livrer Rome et la curie à la fureur des Turcs.

Dans ces circonstances, Jules III résolut de prêcher une croisade contre le roi de France. Il ignorait encore le renvoi du nonce, et les tentatives pacifiques du duc de Ferrare exaspéraient sa colère : persuadé que Henri II était rempli de crainte, il se disposait à l'accabler. « Si nous avions à négocier avec des statues », écrivait-il le 16 août, « nous croyons que nos démonstrations eussent tiré au moins une parole, bonne ou mauvaise. Nous pensons que ce mauvais vouloir et cette obstination sont tout fondés dans l'alliance avec le Turc<sup>1</sup>. » Et le même jour il découvrait ses desseins les plus énergiques : « Nous avons résolu de prendre une croix sur l'épaule et d'aller criant par tous les pays de la Chrétienté, comme un ermite au sac, et, au cas où notre vieillesse et notre goutte nous empêcheraient de partir Nous même, Nous enverrions d'autres prêcheurs pour invoquer la colère de Dieu sur les chrétiens qui refuseraient de prendre les armes contre ce Roi, qui, *nullo Marte coactus*, et sans aucune nécessité, reçoit dans son État et dans le ventre de la Chrétienté une flotte infidèle, après qu'elle a pillé les îles et les terres des chrétiens, martyrisé d'innombrables innocents et enchaîné des milliers d'âmes, sans parler de l'aide que donne ce Roi Très Chrétien aux Luthériens d'Allemagne et de son alliance avec les Anglais. Nous attendrons les résultats et Nous recommanderons à Dieu l'Église et la Foi fondée avec son sang ; quant à Nous, Nous ne faillirons pas avec cent exils, s'il est nécessaire, et cent morts et cent supplices d'accomplir le devoir de son vicaire<sup>2</sup>. » Exprimés dans une lettre privée, en dehors du style de la chancellerie apostolique, ces sentiments montrent, chez le pontife, une singulière fureur.

Le 19 août, arriva à Rome la nouvelle du renvoi du nonce de la cour de France. La lettre d'Antonio Trivulzio qui annonçait

1. Jules III à l'év. d'Imola, 1551, 16 août (Arch. vaticanes, Borghèse II, 465, fol. 159, reg. original).

2. Jules III à l'év. d'Imola, 1551, 16 août, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 465, fol. 159, reg. original).

cet événement était datée du 5 août, lendemain même du jour où Henri II avait prononcé les graves paroles que nous avons rapportées plus haut. Jules III affecta de ne pas attacher d'importance à cet incident. Toute son indignation était alors occupée par la nouvelle de l'arrivée prochaine de la flotte turque à Toulon. « Si le Roi la reçoit », écrivait-il, « Nous lui montrerons ce que saura faire un pauvre pape, infirme et vieux, qui a souci de l'honneur de Dieu et de la sauvegarde du peuple chrétien<sup>1</sup>. »

Bien qu'à cette même époque l'ambassadeur du duc de Ferrare en France annonçât que le roi, emporté par la colère, allait passer lui-même en Italie pour secourir Parme et La Mirandole assiégées<sup>2</sup>, Jules III ne montrait pas trop d'inquiétude. Les nouvelles apprenaient en effet qu'au Conseil royal les avis étaient divers et que le connétable de Montmorency soutenait le parti de la paix. De plus, l'interdiction que le roi avait faite, dès le début du mois d'août, de ne transporter aucuns deniers à Rome pour l'expédition des bénéfices n'avait pas encore eu de contre-coup à la Curie<sup>3</sup>.

Mais la confiance du pape dans l'action modératrice de Montmorency fut bientôt ébranlée. Au cours d'un voyage que fit Dandino de Bologne à Ferrare, vers le 18 août, le secrétaire de Jules III rencontra au palais de Belreguardo le cardinal de Ferrare, Hippolyte d'Este, protecteur des affaires de France, qui avait quitté Rome, nous l'avons vu, dès le début de juillet. Le cardinal, après avoir exprimé le déplaisir qu'il ressentait de la tournure fâcheuse prise par les événements, assura Dandino qu'à l'encontre de ce que croyait le pape, Montmorency et l'ambassadeur d'Urfé avaient été les vrais instigateurs de la politique royale à l'égard du Saint-Siège. Hippolyte d'Este ajouta que, pour améliorer les relations, un bon moyen eût été de procurer la libération d'Andelot, neveu du connétable, fait prisonnier quelque temps auparavant, d'autant que ce jeune homme était le frère du cardinal de Châtillon<sup>4</sup>.

1. Jules III à l'év. d'Imola, 1551, 19 août, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 465, fol. 161, reg. original).

2. Hier. Dandino à Jules III, 1551, 19 août, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 D, fol. 39-42).

3. Hier. Dandino à Jules III, 1551, 19 août, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 D, fol. 39-42).

4. Hier. Dandino à Jules III, 1551, 19 août, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 D, fol. 37-38).

A la fin du mois d'août, l'esprit versatile de Jules III revint à une attitude plus modérée. Dans l'instruction remise le 27 à Monsignor Achille de Grassis, qui se rendait à Venise, après une longue justification de sa politique et une condamnation de l'alliance turque, le pape déclarait : « Si le Roi veut faire la paix, *jungamus dextras, cantando Te Deum laudamus*<sup>1</sup>. » A la réflexion, Jules III s'inquiétait de la rupture des relations diplomatiques : il envoyait à Charles-Quint une copie de ce bref du 21 juillet qui avait provoqué la colère du roi, afin que l'Empereur pût juger « combien était frivole la cause de cette colère royale et maigre l'excuse de ne pas faire la paix »<sup>2</sup>.

Sur ces entrefaites, les bruits de la crise gallicane eurent un écho retentissant à l'ouverture de la session du concile général à Trente, le 1<sup>er</sup> septembre.

Nous avons vu qu'à la suite du renvoi du nonce le roi avait décidé de faire présenter par un ambassadeur une protestation solennelle à l'ouverture du concile. Le cardinal de Tournon, qui s'était retiré à Venise après les événements de juillet, fut chargé d'envoyer de Venise à Trente un de ses agents pour remplir cette mission. Le cardinal choisit Jacques Amyot, abbé de Bellozanne. Amyot partit de Venise le 26 août, accompagné de deux notaires et du sieur de Saint-Laurens, qu'il prit à Padoue.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1551, Amyot se présenta à l'assemblée et demanda qu'on lût publiquement les lettres de Henri II, dont il était porteur. La protestation du roi, datée du 13 août, exposait les raisons qui l'avaient empêché d'envoyer ses évêques au concile assemblé par Jules III. Mais, dès qu'on eût commencé de lire à haute voix l'adresse, où se trouvait, au lieu du mot *concilium*, celui de *conventus*, — chapitre ou congrégation, — les prélats impérialistes se levèrent, protestant qu'on ne devait pas ouvrir des lettres qui ne s'adressaient pas au *concile légitime et œcuménique* réuni à Trente. En définitive, après de longues discussions, Amyot ne put même obtenir qu'on lui donnât acte de sa mission<sup>3</sup>.

1. Instruction donnée à Mgr Achille de Grassis se rendant à Venise, 1551, 27 août, Rome (*Papiers de Granvelle*, t. III, p. 579 et suiv.). — Au sujet de la mission de A. de Grassis à Venise, Montepulciano à Fano, 1551, 29 août, Rome (G. Kupke, *Nuntiaturlberichte aus Deutschland*, t. XII, p. 61).

2. Montepulciano à Fano, 1551, 29 août, Rome (G. Kupke, *Nuntiaturlberichte aus Deutschland*, t. XII, p. 58-59).

3. De Selve au roi et au connétable, 1551, 18 décembre (Ribier, *Lettres et*

Henri II, poussé par les légistes, après avoir entraîné le connétable de Montmorency et mis sa conscience à l'abri de toute velléité de schisme, s'excitait à la guerre contre le « furieux » assis sur le siège de saint Pierre. Ce fut le 3 septembre que parut la « Déclaration du Roi portant défense de porter de l'argent à Rome pour l'expédition des bénéfices »<sup>1</sup>. Cette déclaration, dont la forme avait été arrêtée, nous l'avons vu, au début du mois d'août, était non le résultat d'un coup de tête du roi, mais l'aboutissant de tendances qu'avait manifestées Henri II dès le début de son règne : la déclaration, enregistrée le 7 septembre 1551, apparaît comme une mise en pratique des revendications exposées dès le 12 août 1547 dans les instructions données à l'ambassadeur d'Urfé. Beaucoup plus audacieux et décisif était l'acte publié le 4 octobre : « Ordre à Monsieur le Garde des Sceaux de pourvoir aux moyens d'obvier aux censures et interdits du Pape. » Cette pièce marquait en fait une véritable déclaration de révolte contre l'autorité du Saint-Siège : elle correspondait précisément à la tradition gallicane qui accordait au roi l'immunité vis-à-vis des censures pontificales<sup>2</sup>.

A ce moment, un incident d'une gravité particulière jeta le scandale dans le monde chrétien et vint comme pour justifier les accusations d'irréligion lancées contre la politique française.

Le corsaire Dragut, commandant la flotte turque, qui, de concert avec les galères du roi, faisait la guerre dans la Méditerranée à l'illustre Génois André Doria, avait attaqué, durant l'été de 1551, l'île de Malte, occupé la petite île de Gozzo, puis emmené ses forces mettre le siège devant Tripoli, que détenaient

*Mémoires d'Etat*, t. II, p. 354-355; Paolo Sarpi, *Histoire du concile de Trente*, Amsterdam, 1736, in-4°, t. I, p. 587; Pallavicini, l. XI, ch. xv à xviii; D. Maynier, *Étude sur le concile de Trente*, t. I, p. 606 et suiv.; G. Bagnenault de Puchesse, *Jean de Morvillier*, p. 66-67). — Ce fait a été rapporté si souvent que nous avons jugé inutile d'y insister.

1. De Thou rapporte que l'instigateur de cette « déclaration » fut Jean du Tillet, greffier en chef du Parlement de Paris (Ribier, *Lettres et Mémoires d'Etat*, t. II, p. 543-546). — Il est à noter qu'à ce moment, comme pendant tout son règne, le roi mène parallèlement une action contre la cour de Rome et une autre contre l'hérésie. Aussi l'édit du 3 septembre, qui interdisait le port de tous deniers à Rome, fut-il envoyé aux parlements des provinces en même temps que l'édit du 27 juin de la même année qui prescrivait des mesures sévères contre les « faulces et réprouvées doctrines » de l'hérésie (Arch. de la Seine-Inférieure, parlement de Rouen, reg. secr. 1549-1556, fol. 112).

2. Ribier, *Lettres et Mémoires d'Etat*, p. 546.



les chevaliers de Malte<sup>1</sup>. L'ambassadeur de Henri II à Constantinople, Gabriel de Luitz, baron d'Aramon, rejoignit la flotte de Dragut pendant le siège avec deux galères et une galiotte. Au bout de neuf jours, d'Aramon fit appeler hors de la ville le gouverneur de Tripoli, qui était Français, et lui conseilla de rendre la place pour avoir la vie sauve. En effet, le 4 août, le gouverneur signa une capitulation qui sauvegardait la vie et la liberté de deux cents assiégés, laissant les autres esclaves aux mains des Turcs. Quand la nouvelle parvint en Europe, elle y produisit une émotion considérable. On accusa le roi de France de s'être allié aux Turcs contre les chevaliers de Saint-Jean et d'avoir sacrifié des âmes chrétiennes au profit de sa politique malhonnête<sup>2</sup>. Le pape et l'empereur protestèrent avec indignation. Aussitôt Henri II s'efforça d'arrêter les bruits fâcheux. A une demande d'explications, le baron d'Aramon lui répondit, le 26 août, par une longue lettre où il prétendait démontrer qu'il avait agi dans l'intérêt des chevaliers et de l'humanité en général. Les imputations lancées contre lui devenant trop dangereuses, le roi écrivit, le 30 septembre, au grand maître et aux chevaliers de Malte pour les prier de démentir publiquement les faits dont on accusait son ambassadeur. En effet, le 16 novembre, le grand maître et le conseil de l'Ordre répondirent qu'après information prise, ils croyaient pouvoir louer entièrement la conduite d'Aramon<sup>3</sup>.

Il est assez difficile d'éclaircir cette affaire. Les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, bien que leur activité s'employât seulement contre les infidèles, n'étaient pas moins liés étroitement à Charles-Quint, qui leur avait fait don de l'île de Malte et de Tripoli même. En signe d'hommage, ils offraient chaque année un faucon à l'empereur. Déjà, sous le règne de François I<sup>er</sup>, en combattant contre le Turc, ils avaient eu occasion de rencontrer devant eux les galères royales<sup>4</sup>. Si l'on tient compte de ces antécédents, il est aisé de supposer que, de sa propre initiative sans doute, Aramon voulut procurer

1. *Bulletin du Comité des travaux historiques*, 1901, p. 165.

2. *Papiers d'État de Granvelle*, t. III, p. 455. — On trouvera la version française de l'incident de Tripoli dans G. Paradin, *Continuation de l'histoire de nostre temps*, p. 137-149.

3. Ribier, *Lettres et Mémoires d'Etat*, t. II, p. 308-310; Charrière, *Négociations de la France dans le Levant*, t. II, p. 161-163.

4. Alberi, *Relazioni degli ambasciatori veneti*, ser. 1<sup>a</sup>, t. III, p. 319.



une facile victoire au Turc, victoire qui endommagerait fort la situation de l'empereur dans la Méditerranée. Cette hypothèse est pleinement confirmée si l'on remarque la complaisance avec laquelle l'ambassadeur, tout en protestant qu'il n'avait pas aidé les Turcs, faisait valoir les avantages que pouvait retirer de la prise de Tripoli la politique royale. Dans la lettre même de justification qu'il adressa au roi, le 26 août 1551, Aramon écrivait ces mots significatifs : « Quant à l'importance de la place [de Tripoli], ... vous sçavez assez de combien elle peut estre dommageable à l'Empereur et profitable au Grand Seigneur, ... et pour le moins ne peut-elle servir que d'un continuel travail tant à la Sicile, au royaume de Naples qu'au reste de l'Italie, s'y faisant un nid de corsaires, comme il faut présupposer qu'il s'y fera, n'ayant autre lieu en toute la Barbarie plus commode, ... car pour le moins le port y est capable pour recevoir la plus grande armée que le Grand Seigneur sçauroit faire<sup>1</sup>. »

Le scandale dura longtemps. Henri II adressait encore, le 23 décembre 1551, au sieur Boucher, son agent à Rome en l'absence d'ambassadeur ordinaire, une apologie contre les calomnieux discours de l'empereur sur la descente du Turc en la chrétienté<sup>2</sup>. En Turquie même, la tradition était, en 1553, que la prise de Tripoli n'avait pu s'accomplir que grâce à l'intervention des Français<sup>3</sup>.

\*  
\* \*

Le bruit de cette affaire, dont la nouvelle, quelques semaines auparavant, eût déchaîné la plus grande colère du pape, parvint à Rome dans les premiers jours de septembre, à un moment où Jules III commençait à se lasser des anathèmes qu'il lançait, depuis plusieurs mois, sans mesure. La prise de Tripoli et la protestation présentée par Amyot à l'ouverture du concile de Trente, dont la nouvelle lui arriva vers la même époque, provoquèrent en lui plus de dépit que d'indignation. Ces incidents mettaient de nouveaux obstacles à la paix que Jules III désirait vivement depuis quelques jours<sup>4</sup>.

1. Aramon au roi, 1551, 26 août, Malte (Ribier, *Lettres et Mémoires d'Etat*, t. II, p. 307-308).

2. Ribier, *op. supr. cit.*, t. II, p. 358-359.

3. Relation de B. Navagero, 1553 (Alberi, *Relazioni...*, ser. 3<sup>e</sup>, t. I, p. 82).

4. Les 7-8 septembre, Jules III écrivait à H. Dandino, sur ce sujet, une

Cette lutte, longue et violente, fatiguait le pontife, dont le rêve avait toujours été de tranquillité et de mollesse. D'ailleurs, de tous côtés, les intermédiaires s'offraient à rétablir la concorde. Parmi ces influences pacificatrices, il faut citer celle du très religieux cardinal de Tournon qui, retiré à Venise, y entretenait des négociations avec le nonce accrédité auprès de la République<sup>1</sup>.

Le 4 septembre, Jules III résolut de faire une démarche décisive en faveur de la paix : il adressa des excuses à Henri II. Déjà, dans les premiers jours de ce mois, le pape avait déclaré à l'abbé Rossetto qu'« il abhorrait la guerre et que, pour regagner la bonne amitié du Roi, il serait heureux de venir à quelque accommodement honnête, sans regarder ni aux dépenses faites ni aux injures reçues »<sup>2</sup>, à la condition toutefois que l'empereur voulût bien permettre cette réconciliation.

Le bref que Jules III adressa au roi très chrétien, le 4 septembre 1551, est l'un des documents les plus curieux qu'on puisse trouver dans l'histoire des démêlés du pouvoir civil avec le pouvoir spirituel.

Ce bref revêtait la forme personnelle : le pontife y parlait à la première personne du singulier et s'adressait à son partenaire à la deuxième personne du pluriel. Après les titres et salutations, que cette fois il n'avait eu garde d'oublier, le pape commençait par cette phrase : « Malgré toutes les offenses et tous les dommages que vous m'avez faits, je ne puis pas ne pas vous souhaiter succès et prospérité<sup>3</sup>. » Puis, en termes calmes, Jules III tentait une justification modérée de sa politique dans l'affaire de Parme. « Si vous ne vouliez pas vous contenir, vous ne deviez pas néanmoins répondre à mon nonce avec des paroles injurieuses, ni publier en même temps l'édit du concile national, ni vous précipiter à une alliance avec Octave [Farnèse], mais marcher avec un peu plus de retenue et chercher à obtenir mon consen-

lettre où l'on trouve plus d'amertume que d'emportement (G. Kupke, *Nuntiaturberrichte aus Deutschland*, t. XII, p. 79).

1. Achille de Grassis à Jules III, 1551, 5 septembre, Venise (Arch. vaticanes, Principi, 19, fol. 99-102).

2. Hier. Dandino au card. de Mantoue, 1551, 4 septembre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 D, fol. 49).

3. Jules III au roi de France, 1551, 4 septembre, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 465, fol. 174 v°-179 v°, reg. original, et bibl. Vaticane, Capponi, 239, fol. 98-103, copie du xvi<sup>e</sup> siècle).

tement et à me persuader avec raison comme on fait entre amis. Quelle cause de défiance vous avais-je donnée qui vous permit de préférer l'amitié d'Octave à la mienne? Vous m'accusez d'ingratitude parce que, ayant comme feudataires le duc de Ferrare, le duc d'Urbin, la famille Colonna, la famille Savella et une centaine d'autres petits seigneurs, je n'ai pas voulu que, suivant l'exemple d'Octave, pernicieux à jamais pour ce Saint-Siège, le moindre d'entre eux pût venir donner des doigts dans les yeux à moi et à mes successeurs toutes les fois qu'il trouverait la protection d'un prince séculier. Puisque, de l'ordre de la providence divine, vous m'avez aidé à monter sur ce trône, comme vous me le jetez à la face, — et je ne l'ai jamais nié, — vous devez vouloir me maintenir honoré et non pas vilipendé. Je pourrai bien vous appeler du nom qui convient à un roi, lequel, après avoir fait tout son possible pour donner la tiare à l'un de ses amis, fait aussitôt tout ce qu'il peut pour l'opprimer, le déshonorer, l'abaisser et le rendre esclave d'autres. Comparez un peu vos procédés à mon égard et mes procédés envers vous jusqu'aujourd'hui. » Le pape rappelait ses prétendues tentatives de conciliation, puis : « Moi, à toutes heures, j'ai dit et je dis à qui veut l'entendre que, pour l'amour de vous, je veux capituler avec un mien sujet et faire la paix à mon désavantage, afin que vous en ayez l'honneur, et vous, en paroles et en actions, vous faites le pis qu'il vous est possible pour me déshonorer. Vous avez éloigné de Rome votre ambassadeur, vous avez écarté les cardinaux et les prélats, lesquels je pouvais retenir légitimement, vous avez renvoyé mon nonce, chose que ne fit jamais votre père de glorieuse mémoire, ni à l'égard du pape Léon qui lui enleva l'état de Milan, dont il était pacifique possesseur, ni à l'égard du pape Adrien qui suscita une ligue contre lui... Vous menacez de m'enlever l'obédience de votre royaume, et vous croyez vous excuser devant Dieu et devant les hommes en déclarant que vous garderez l'amitié avec le siège apostolique. Je ne sais si vous entendez parler du siège de bois ou de la personne qui est assise dessus. Quelle nécessité vous oblige à faire une telle nouveauté? Quelle grâce m'a jamais été demandée en votre nom que je n'aie accordée aussitôt? Vous concédez les bénéfices électifs, chose que je ne fais pas, et bien que, dans les concordats, soient réservés les bénéfices vacants en cette cour, néanmoins, par le moyen des brefs particuliers, vous arrivez à

concéder ceux-là aussi, vous chargez vos églises de décimes à votre plaisir, vous commandez aux cardinaux et aux évêques ce qu'il vous plaît, aucune cause matrimoniale, bénéficiale ni spirituelle ne vient jamais dans cette cour; finalement, vous êtes plus que pape dans votre royaume, vous êtes aimé, honoré et respecté par moi et vous le serez toujours, si vous le voulez : je ne sais à quel propos vous voulez devenir schismatique... » Jules III, faisant ensuite allusion à la fameuse lettre du 21 juillet qui avait déchaîné la colère du roi, s'étonnait de cette colère : « On a appris votre grand ressentiment de la lettre que je vous écrivis... Je ne sais quel mot était dans cette lettre qui vous pût offenser. Vous ne devez pas vous irriter ainsi des paroles que vous adresse un pape par exhortation de votre conscience et de la sienne. Si vous relisez les histoires de France, vous trouverez que les papes, pour des causes beaucoup plus légères et plus excusables, ont parlé plus sévèrement aux rois et procédé plus avant. » Enfin, le pontife terminait par cette adjuration : « S'il était besoin que je me rendisse auprès de l'empereur ou que j'allasse vers vous, pour mettre paix entre vous deux, je ne reculerais devant aucune fatigue ni aucun danger de ma personne, pourvu que je visse pouvoir obtenir quelque bon effet. L'êlu de Bordeaux, [Monluc], a dit à mon nonce que vous m'appeliez *inconstant*, parce qu'il paraît que je parle d'une manière et que j'agis d'une autre. D'aucune chose en ce monde je ne fais moins profession que d'inconstance, et je ne crois pas mériter ce nom. Je vous demande la paix avec toute l'instance et avec toute la soumission que je puis... Et si votre confesseur ou quiconque d'autre vous persuade d'autre chose, c'est qu'il n'aime pas votre honneur et n'a pas le souci du salut de votre âme. Je ferai fin en priant Dieu qu'il vous inspire de prendre une résolution digne de vous-même et correspondant aux preuves que vous avez données naguère au monde de votre piété et de votre religion. »

Cette lettre de Jules III est très belle : elle fait le plus grand honneur à sa réflexion et montre que, sous l'agitation d'un tempérament impulsif et violent, le fond restait bon et généreux.

Le revirement pacifique du pape était dû presque uniquement à l'influence du duc de Ferrare. En effet, le cardinal de Lorraine, qui avait empêché le roi d'aller au schisme, s'était rallié,

une fois le danger spirituel passé, à la politique belliqueuse, et s'était rangé, au Conseil, parmi les défenseurs des Farnèse et les instigateurs de l'entreprise de Parme<sup>1</sup>.

Dans le consistoire tenu le matin du 8 septembre, Jules III créa deux légats extraordinaires; tandis que le cardinal de Carpi se rendrait auprès de l'empereur, le cardinal Verallo irait à la cour de France pour négocier un accord avec Henri II<sup>2</sup>.

La création d'un légat extraordinaire pour la France était une marque particulière de déférence. Ainsi se manifestait le désir du pape de rétablir les relations diplomatiques rompues depuis plus d'un mois.

Girolamo Verallo, le nouveau légat de France, avait été créé cardinal, le 8 avril 1549, par Paul III, du titre des saints Silvestre et Martin. Durant les nonciatures qu'il avait remplies à Venise, puis à Vienne, il s'était rangé parmi les défenseurs les plus zélés de l'unité catholique. Grand ami et défenseur des Jésuites, il les avait disculpés à plusieurs reprises d'accusations portées contre eux; à Vienne, il avait employé ses efforts à enflammer le zèle de Ferdinand I<sup>er</sup> et de Charles-Quint pour la défense de la foi<sup>3</sup>.

Jules III espérait que sa lettre du 4 septembre adoucissait la colère du roi. Néanmoins, l'envoi du légat demeura conditionnel, jusqu'à ce qu'on sût si Henri II était disposé à l'accueillir<sup>4</sup>. On craignait, à la Curie, qu'étant donné le caractère du roi, une fois les préparatifs de la guerre accomplis et les hostilités engagées, il ne voulût plus reculer. Cependant, comme la guerre avait été déclarée en Piémont, on put croire que l'activité du souverain serait entraînée de ce côté, au profit de la paix avec le pape<sup>5</sup>.

Dès le 12 septembre, Jules III écrivait à Henri II pour lui annoncer la création et le départ prochain du légat Verallo<sup>6</sup>.

1. Jules III à l'év. d'Imola, 1551, 7 septembre, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 465, fol. 162).

2. Jules III à Don Diego de Mendoza, 1551, 8 septembre, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 465, fol. 185 v<sup>o</sup>-186).

3. Moroni, XCIII, 226-227.

4. Hier. Dandino au card. Crescentio, 1551, 26 septembre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, fol. 44 v<sup>o</sup>).

5. Hier. Dandino au duc de Ferrare, 1551, 9 septembre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, fol. 30).

6. Jules III à Henri II, 1551, 12 septembre, Rome (Drüffel, *Beitrag*, t. I, p. 736).



Les dispositions du pape demeuraient très pacifiques, et son unique désir était de trouver chez l'autre partie « un peu de correspondance »<sup>1</sup>.

Le duc de Ferrare continuait ses bons offices et travaillait à maintenir les premiers résultats acquis. Il est curieux de constater que Jules III ne lui en manifestait aucune reconnaissance. La défiance du pape s'explique sans doute par la rancune qu'il éprouvait contre le frère du duc, Hippolyte d'Este, cardinal de Ferrare, protecteur des affaires de France, qui s'employait en Romagne pour le service du roi. A ce moment même, Dandino avertissait le cardinal d'Este « que si, par son conseil ou moyen, il advenait quelque dommage à l'État ecclésiastique, cela lui serait rappelé en temps et lieu »<sup>2</sup>.

Vers le 25 septembre, le cardinal Verallo dépêcha un courrier en France au connétable de Montmorency, pour savoir si le roi agréait sa légation. Ce courrier, qui avait été envoyé du consentement de Jules III, devait revenir immédiatement avec une réponse, selon laquelle le cardinal fixerait sa ligne de conduite<sup>3</sup>.

Verallo partit de Rome avant le retour du courrier. Le 13 octobre au soir, il arrivait à Bologne, où il s'arrêta quelques jours en attendant les instructions et le bref de créance de Jules III. D'ailleurs, il ne devait pas quitter Bologne avant d'avoir des nouvelles précises au sujet des sentiments du roi. Dandino, qui se trouvait en Romagne depuis plusieurs mois, écrivait, le 14 octobre, au cardinal de Mantoue : « Verallo ne sait rien, sinon la générale bonne volonté du pape de se réconcilier avec le Roi<sup>4</sup>. »

Des bruits assez pessimistes arrivaient de France par une voie indirecte. On disait que le roi soulèverait des difficultés particulièrement à propos du siège de La Mirandole, et que, quant aux déclarations de paix, Henri II n'en parlait qu'en termes très généraux<sup>5</sup>. Le 16 octobre, Verallo perdit patience et résolut de

1. Hier. Dandino au duc de Ferrare, 1551, 18 septembre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, fol. 2).

2. Hier. Dandino à Jules III, 1551, 19 septembre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, fol. 8).

3. Hier. Dandino au card. de Médicis, 1551, 28 septembre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, fol. 7-8).

4. Hier. Dandino au card. de Mantoue, 1551, 14 octobre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, fol. 24).

5. Hier. Dandino au nonce à Venise, 1551, 14 octobre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, fol. 23 v°).



s'avancer aussi loin que possible, sous la protection des troupes impériales. Il demanda à cet effet un sauf-conduit à Don Ferrante de Gonzague pour aller jusqu'à Asti, où se trouvait précisément le lieutenant de Charles-Quint, avec qui il se proposait de conférer<sup>1</sup>.

Avant que Verallo eût quitté Bologne, arriva, le 17 octobre, une lettre de Jules III, datée du 13, avec les instructions et les brefs destinés au légat. On n'avait encore aucune réponse du courrier de France. Le cardinal décida de partir néanmoins le 19, par la route de Modène et de Reggio. L'inquiétude était grande dans le camp du pape, et l'on espérait peu de la mission de Verallo. Le 17 octobre, Hieronimo Dandino écrivait à Jean-Baptiste del Monte : « Le cardinal Verallo partira après-demain, mais avec peu d'espérance de bien, la fureur des Français étant encore en ébullition, avec l'espoir qu'ils ont de pouvoir faire quelque coup dans l'État ecclésiastique<sup>2</sup>. »

Bien qu'il n'eût reçu aucune réponse de la cour de France, Jules III n'hésitait pas à faire partir Verallo. Le pape se débattait dans la plus grande détresse financière. Par la déclaration du 7 septembre, Henri II avait coupé ses revenus, et le pontife était obligé de recourir à la bourse de l'empereur et à celle des Romains. Les agents français en Italie, qui voyaient l'effet de la rupture, poussaient le roi à des mesures plus restrictives, et les légistes de l'entourage royal soutenaient ces propositions. Fourquevaux écrivait à M. de Beauregard qu'il fallait révoquer, pour cause d'ingratitude, les donations faites au Saint-Siège par Pépin et Charlemagne. Il était naturel, dans ces circonstances, que le pape fût pressé d'arriver à un accommodement<sup>3</sup>.

Le 1<sup>er</sup> octobre, Jules III avait adressé un bref à Catherine de Médicis pour lui annoncer le départ du cardinal Verallo et la prier de ramener le roi à de meilleurs sentiments<sup>4</sup>. Le même jour, démarche singulière, le pape envoyait un autre bref à la maîtresse de Henri II, Diane de Poitiers, *dilectae in Christo filiae nobili mulieri Dianae ducissae Valentiniensi* : après

1. Hier. Dandino au card. de Médicis, 1551, 16 octobre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, fol. 32).

2. Hier. Dandino à G.-Baptista del Monte, 1551, 17 octobre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, fol. 34).

3. Le s<sup>r</sup> de Fourquevaux à M. de Beauregard, 1551, 7 octobre, La Mirandole (Ribier, *Lettres et Mémoires d'Etat*, t. II, p. 350-351).

4. *Annales Raynaldi*, 1551, à la date.

avoir loué la sagesse, la piété et la vertu *multiplex* de la favorite, Jules III lui recommandait le légat, en annonçant qu'il avait charge de tout lui communiquer, et la suppliait de travailler à l'œuvre de la paix<sup>1</sup>.

Bien qu'il eût fait tenir ses instructions à Verallo seulement le 13 octobre, Jules III les avait dictées dès le 3 de ce même mois. Il y déclarait au cardinal : « Nous vous avons envoyé non seulement pour traiter de la restauration d'une bonne amitié, mais aussi pour montrer au monde combien nous désirons la paix<sup>2</sup>. » Dans la lettre qui accompagnait ces instructions, le pape recommandait à son légat de ne pas se laisser braver et de s'en retourner à la première incartade<sup>3</sup>. Et, le 17 octobre, affermissant le zèle de Verallo, il le mettait en garde contre « le bruit, la violence, le bouillonnement et les bravades de la cour du roi »<sup>4</sup>. Il n'est pas sans intérêt de noter que le légat, outre sa mission pontificale, avait été chargé d'intervenir auprès du roi et du cardinal de Lorraine en faveur de la Compagnie de Jésus<sup>5</sup>.

Le texte de l'édit de Châteaubriant, rendu le 2 septembre 1551 contre les personnes suspectes d'hérésie, parvint à la cour de Rome vers le 20 octobre. Cet édit contenait des articles qui déplurent à Jules III. Aussi celui-ci renouvela-t-il à Verallo l'ordre d'attendre, avant de s'aventurer plus loin, le retour du courrier de France, de peur que, « avec l'intention de bien faire, on ne donnât occasion à ceux que l'on voit qui n'ont que le désir de multiplier les affronts et les injures à Sa Sainteté et au siège apostolique »<sup>6</sup>. Quel accueil Henri II allait-il faire aux avances pacifiques du pape?

Avec le bref, daté du 1<sup>er</sup> octobre<sup>7</sup>, qui lui annonçait l'envoi du légat Verallo, le roi reçut une lettre du cardinal de Tournon.

1. Ce bref a été publié par B. Fontana, *Renata di Francia*, t. II, p. 524-525.

2. Instructions de Jules III à Verallo, 1551, 3 octobre (Druffel, *Beitrage*, t. I, p. 757-759). Cf. Pieper, *Die päpstlichen Legaten...*, t. I, p. 145-146.

3. Jules III à Verallo, 1551, 12 octobre, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 465, fol. 206, reg. original).

4. Jules III à Verallo, 1551, 17 octobre, Rome (Arch. vaticanes, Borghèse II, 465, fol. 208 v°, reg. original).

5. Ign. de Loyola au P. J.-B. Viola, 1551, 17 octobre (*Monumenta Ignatiana*, ser. 1, t. III, p. 697).

6. Hier. Dandino à Martinengo, 1551, 26 octobre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, fol. 13). — Hier. Dandino à Jules III, 1551, 14 octobre, Bologne (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, fol. 26).

7. Ribier, *Lettres et Mémoires d'Etat*, t. II, p. 347.

« Sire », écrivait celui-ci, « il me semble que ce vous est un grand honneur et réputation que le pape vous recherche de la paix et vous envoie un légat expressément pour cest effect<sup>1</sup>. » Et il ajoutait une exhortation à la paix.

Henri II, tout en maintenant que sa cause était juste et soutenant la guerre temporelle, reculait sur le terrain spirituel. Il s'efforçait de démentir les accusations de schisme lancées contre lui, niant qu'il eût jamais été question, dans son royaume, de créer un patriarche et même d'assembler un concile national : « Pure imposture », écrivait-il le 12 septembre, « et calomnie controuvée pour noircir ma réputation<sup>2</sup>. »

Les brefs que lui avait adressés Jules III, les 4 et 12 septembre, avaient amélioré ses dispositions. Bien qu'il les jugeât composés « d'aigreurs et de douceurs, d'ostentations et soumissions », il les avait pris de bonne part<sup>3</sup>. Le 5 octobre, il se décida à répondre au pape. Il déclarait, dans sa lettre, qu'il recevrait le légat Verallio avec « honneur et révérence » et négocierait comme un fils qui veut recouvrer la bonne grâce de son père. Puis, après une discrète apologie de ses actes, le roi très chrétien protestait de son « humilité, obéissance et dévouement filial ». Cette lettre était datée d'Anet, résidence de la favorite que Jules III avait priée d'intervenir en faveur de la paix<sup>4</sup>. Le même jour, 5 octobre, le connétable de Montmorency écrivait également au pape pour l'assurer qu'il s'efforçait d'amener le roi à un accord, « estimant, quant aux choses passées, qu'elles sont intervenues plus par quelque malheur ou disgrâce que par la volonté et l'opinion de l'ung ni de l'autre, qui ne désirez sinon de vous veoir réconciliez en paix, union et amitié, comme auparavant »<sup>5</sup>. Le lendemain, 6 octobre, Henri II adressait au cardinal de Ferrare, au sujet de la question des bénéfices, une lettre pleine de modération<sup>6</sup>.

1. Le card. de Tournon au roi, 1551, octobre (Ribier, *op. cit.*, t. II, p. 346-347).

2. Henri II au card. de Ferrare, 1551, 12 septembre (Ribier, *op. cit.*, t. II, p. 347-348).

3. Henri II au card. de Ferrare, 1551, 6 octobre (Ribier, *op. cit.*, t. II, p. 349-350).

4. Henri II à Jules III, 1551, 5 octobre, Anet (Druffel, *Beitrage*, t. I, p. 770-772). La traduction italienne de cette lettre se trouve à la bibl. Vaticane, Capponi, 239, fol. 103-105.

5. Druffel, *Beitrage*, t. I, p. 772.

6. Ribier, *Lettres et Mémoires d'Etat*, t. II, p. 349-350.

Deux partis tiraient alors la politique royale en des sens différents. Certains agents, Fourquevaux et Étienne Boucher, abbé de Saint-Ferme, poussaient le roi aux mesures extrêmes et se réjouissaient des difficultés financières contre lesquelles se débattait le pape. « S'il plaist à Sa Majesté tenir bon trois mois et faire observer lesdites deffences », écrivait Boucher, « les Romains et officiers et tout le peuple criront allarme, et est à craindre qu'ilz ne luy facent comme fut faict au pape Adrian<sup>1</sup>. » Jules III justifiait dans une certaine mesure la défiance persistante des Français : au mois de novembre, en effet, quelque pacifiques que fussent ses protestations, il créa quatorze cardinaux, tous favorables à l'empereur<sup>2</sup>.

Mais, d'autre part, les agents du cardinal de Tournon pressaient le roi de rétablir les relations diplomatiques. Dès le 22 novembre 1551, Claude de La Guiche, évêque de Mirepoix, adressait de Rome à Montmorency un rapport qui s'opposait entièrement à celui qu'avait envoyé, deux jours auparavant, l'abbé de Saint-Ferme. « Et pour autant », écrivait La Guiche, « que j'ay cogneu, depuys le partement de monseigneur le cardinal de Tournon, combien sa présence icy eust esté à propoz pour le service de Sa Majesté et seroit encore plus pour le faict de ceste réconciliation, pour maintenir en vigueur Sa Sainteté à l'encontre de tant de tentations et grandes parolles que les Impériaux luy donnent, et aussi affin de tenir ceste pratique en pied et à la longue jusques à ce qu'on puisse mieulx veoir ce qui en pourra réuscir, semble à quelques-uns que meilleure occasion ne se pourroit offrir pour faire venir ledict cardinal par deçà que à présent<sup>3</sup>. » Jules III, non content d'avoir envoyé un légat à la cour de France pour traiter de la paix, demandait encore le retour à Rome du cardinal de Tournon. Au pape qui faisait amende honorable et priait qu'on rétablît les relations diplomatiques, Henri II ne pouvait résister.

Verallio était arrivé le 13 décembre à Fontainebleau ; aussitôt,

1. Boucher à Montmorency, 1551, 20 novembre, Rome (Druffel, *Beitrag*, t. I, p. 814).

2. Boucher et La Croix à Montmorency, 1551, 20 et 24 novembre, Rome (Ribier, *Lettres et Mémoires d'Etat*, t. II, p. 356-358). — Rapprochez une lettre de Du Thier au duc de Guise, 1551, 17 juillet, Ingrande (*Mémoires-journaux du duc de Guise*, p. 66).

3. Bibl. nationale, ms. fr. 3138, fol. 59, original chiffré. Un extrait de cette lettre a été publié par M. René Sturel, *Jacques Amyot* (Paris, 1909, petit in-8°), p. 72.

Tournon reçut du roi l'ordre de retourner à Rome. Le cardinal français écrivit à Jules III pour lui demander un sauf-conduit. Le pape s'empessa de lui manifester de grandes amitiés, montrant le désir de le recevoir avec des honneurs particuliers, de le loger dans son palais et de le combler d'infinies prévenances<sup>1</sup>. De Blois, le 23 décembre, le roi envoya au cardinal de Tournon des instructions officielles pour accorder une réconciliation avec le pontife. Ces instructions étaient inspirées directement de la lettre de Claude de La Guiche citée plus haut<sup>2</sup>.

Cependant, le cardinal Verallo avait été reçu en audience du roi à Fontainebleau. Puis, il fit son entrée à Paris avec les cérémonies ordinaires. Ses bulles, revêtues de lettres patentes, furent présentées au Parlement, qui les enregistra à condition que le légat ne pourrait conférer aucune dignité, ni créer de nouveaux chanoines dans les cathédrales ou collégiales<sup>3</sup>.

La crise touchait au terme : les négociations de paix s'engagèrent en France et à Rome simultanément. A dire vrai, les démarches de Verallo furent assez vaines, et il quitta le royaume au début de février 1552, sans avoir rien conclu<sup>4</sup>.

Le cardinal de Tournon jouait à Rome le rôle le plus important. Quelques difficultés surgirent au cours des mois de janvier et de février qui rendirent sa tâche plus malaisée : les luthériens excusaient leur absence du concile de Trente par le prétexte que, la France n'y étant pas représentée, cette assemblée ne pouvait être considérée comme œcuménique<sup>5</sup>; de plus, le pape contenait mal son tempérament irascible, et, un jour que Tournon lui représentait la puissance et les succès de Henri II, Jules III se laissa entraîner à dire « qu'il supporterait avec courage et constance tout ce qui plairait à Dieu, mais que la peur, qu'il n'avait jamais connue, ne le ferait pas consentir à chose indigne de lui-même ou contraire à l'amitié qui l'unissait à l'empereur »<sup>6</sup>. Mais le pape ne pouvait plus continuer la lutte : il

1. Hier. Dandino au card. Verallo, 1551, 26 décembre, Rome (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, à la date).

2. Ribier, *op. cit.*, t. II, p. 360-362. Cf. G. Kupke, *Nuntiaturnberichte aus Deutschland*, t. XII, p. 143-149.

3. De Thou, l. VIII.

4. Ribier, *op. cit.*, t. II, p. 363 et suiv.

5. G. Kupke, *Nuntiaturnberichte aus Deutschland*, t. XII, p. 159-160.

6. Del Monte à Camaiani, 1552, 20 février, Rome (G. Kupke, *Nuntiaturnberichte*, t. XII, p. 198).



souffrait de graves difficultés financières, et les conseils de paix lui venaient à ce moment de la cour impériale même<sup>1</sup>.

Aussi, quand le printemps de 1552 commença, les rapports entre le Saint-Siège, le roi et ses ministres prirent une chaleur de bon augure<sup>2</sup>. Le 29 avril 1552, fut signée entre Jules III et le cardinal de Tournon, représentant du roi de France, une suspension d'armes pour deux ans, qui devait être soumise à la ratification de l'empereur. On lisait dans cet acte, entre autres articles : « Sa Majesté Très Chrétienne sera bon et obéissant fils de Sa Sainteté et du siège apostolique et laissera venir les expéditions des bénéfices comme avant la guerre, en levant les défenses<sup>3</sup>. » Par compensation, — et ceci explique en partie le zèle pacifique de Montmorency, — le pape promettait d'obtenir la libération de d'Andelot, neveu du connétable, prisonnier des Impériaux depuis le mois de juillet<sup>4</sup>. De plus, il était convenu qu'Octave Farnèse resterait possesseur de Parme et que son frère, Horace, recouvrerait le duché de Castro. Enfin, on publiait que les censures, sentences, peines, exécutions et toutes les mesures prises contre les personnes et les biens des Strozzi, des Orsini, des Fregosi et des autres serviteurs du roi seraient suspendues pendant deux ans et que tous les biens confisqués seraient restitués<sup>5</sup>. Le 26 mai 1552, Jules III rappelait de Ferrare à Rome le cardinal Hippolyte d'Este, protecteur des affaires de France<sup>6</sup>.

Cet accord marquait une grande victoire, politique et morale, pour le roi de France. La dure leçon infligée au pape porta ses fruits : Jules III, désormais, se consacra tout entier à l'œuvre de la paix universelle.

1. Camaiani à Jules III, 1552, 22 février, Innsbruck (*Ibid.*, t. XII, p. 199). — Sur les difficultés financières du pape, voir *Ibid.*, p. 195 et 219.

2. Lettres de cette époque, adressées au roi, au connétable, aux card. de Lorraine, de Ferrare et de Tournon, par Hier. Dandino (Arch. vaticanes, Principi, 146 E, *passim*).

3. Ruscelli, *Lettere dei principi*, t. III, p. 123-124.

4. *Ibid.*

5. Arch. di Stato di Parma, mazzo : *Guerra di Parma*, à la date, originaux. Cf. G. Coggiola, *I Farnesi e il ducato di Parma e Piacenza*, p. 9-14. — Le 26 avril 1554, une prolongation de cette suspension d'armes entre Jules III et Henri II fut signée. Cette prolongation avait été négociée, au nom du roi, par le cardinal du Bellay et par Lanssac.

6. Bref publié par B. Fontana, *Renata di Francia*, t. II, p. 532-533. — Dès le 24 avril 1552, de Ferrare, Hippolyte d'Este écrivait à Jules III une lettre de félicitation (Arch. vaticanes, Principi, 20, fol. 191, original).



Sans doute, si l'on eût écouté la voix des légistes, un schisme se fût-il produit. Mais en France, à cette époque, les idées d'unité religieuse avaient des avocats trop puissants pour qu'il fût possible d'arriver à cette extrémité.

Le pape avait subi une défaite morale, mais les légistes gallicans ne purent triompher de leur victoire. Celui qui avait défendu les droits du roi en matière de bénéfices, dans un commentaire qui arrachait à Montmorency cette exclamation : « Sire, ce que Votre Majesté n'a pu faire avec trente mille hommes, ce petit homme l'a achevé avec un petit livre »<sup>1</sup>, Charles Du Moulin, fut bientôt poursuivi. Si Jules III était vaincu, la papauté néanmoins sortait victorieuse d'une des épreuves les plus dangereuses que lui eût fait subir sa « fille aînée ». Le 27 septembre 1552, le nonce Prospero di Santa Croce, qui avait pris en France la place laissée vacante par Antonio Trivulzio, chassé naguère avec violence, pouvait envoyer au pape cet agréable message : « Le livre de Du Moulin a été condamné comme hérétique et lui-même a été déclaré hérétique et il s'est enfui en Suisse<sup>2</sup>. »

LUCIEN ROMIER.

1. *Commentarius ad edictum Henrici secundi contra parvas datas et abusum curiae romanae*. Lyon, Bâle et Berne, 1552.

2. Le nonce Santa Croce à Del Monte, 1552, 7 septembre : « Con S. E. (le connétable) toccai un motto sopra il negotio de libri poco catholici, et in specie di quel del Molineo, et in conclusione restò che ci si fariano provisioni gagliarde. » Le 27 septembre : « Il libro del Molineo è stato condannato come heretico et lui proclamato, et se n'è fugito in Svizzera » (Arch. vaticanes, *Nunziature Francia*, t. III, fol. 15 et 24, originaux). — Le 3 septembre 1554, le nonce Gualterio à Del Monte : « Mi dolsi che per la corte si vedessero quei libri del Molineo *contra parvas datas*, il che dispiacque per il vero molto à S. M<sup>a</sup>, et ne commesse subito la provisione » (Arch. vaticanes, *Varia Politic.*, t. 125, fol. 130, copie).

LE  
MOUVEMENT CONSTITUTIONNEL  
EN PRUSSE  
DE 1840 A 1847

FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV ET LES DIÈTES PROVINCIALES

(Suite<sup>1</sup>.)

---

III.

L'OPINION PUBLIQUE AVANT LA PUBLICATION DES ORDONNANCES  
DE 1847.

*Le problème social. — L'agitation religieuse.  
L'opposition politique.*

A vrai dire, il y avait bien eu, — pendant les dernières années du règne précédent, — une opinion publique; mais, pour en découvrir les humbles manifestations, il fallait fouiller, d'un esprit exercé à saisir les plus fines allusions, les ouvrages littéraires du temps. Rien dans la rue, rien dans les journaux ne pouvait témoigner des dispositions, bonnes ou mauvaises, du pays. Avec Frédéric-Guillaume IV, le régime despotique se relâchant quelque peu, l'esprit public se réveilla; dès les premiers mois du règne, l'alerte de 1840 rappela quelques vieilles idées oubliées depuis 1815. Puis vint la liberté presque complète de la presse pendant l'année 1842 et la multiplication des gazettes, au moment même où une politique inconséquente prêtait si bien aux critiques de tout ordre. C'est ainsi qu'on discuta

1. Voir *Rev. hist.*, t. CVIII, p. 1 et 251.

ouvertement sur le renvoi de Schön ou la valeur des délégations.

Sans doute, l'on ne s'entendait pas encore sur ce qui était désirable; l'éducation politique manquait à la plupart; mais, désormais, il existait une conscience nationale que l'état de choses actuel, en général, ne satisfaisait pas. Rapidement, — nos envoyés nous en apportent le témoignage, — l'opinion publique devenait une puissance, et cette puissance était naturellement acquise à l'opposition. C'est en 1845 qu'on en eut la révélation. L'année qui vit les dernières diètes provinciales de la monarchie ouvre en effet une ère d'agitation latente. Ceux qui ont connu l'ancienne Prusse, docile et calme, se demandent quelle fièvre a saisi le pays. Partout éclatent les signes du mécontentement général; ici, un procès qui passionne la foule; là, des manifestations en plein air, des acclamations enthousiastes en faveur d'une victime du gouvernement, des huées à l'adresse des ministres; là, des grèves, des émeutes, des complots...

Ces formes de protestations proches de la violence, si étrangères jusque-là au pays, ne viennent le plus souvent que de l'impossibilité de s'exprimer en toute liberté. Bien que moins surveillés, les livres et la presse sont encore soumis à la censure et l'on se sent toujours à la merci d'une bureaucratie et d'une police tracassières.

Cette contrainte invite les mécontents à mêler la politique à des questions qui y paraissent étrangères. Rechercher les manifestations de l'opinion publique dans le domaine littéraire serait un travail long et délicat qui n'a pas ici sa place. Mais un bref examen des questions sociale et religieuse, en même temps qu'il nous fera connaître qu'elles étaient alors les premières préoccupations de la Prusse, nous instruira, avant d'en venir à l'opposition politique elle-même, sur les dispositions de l'esprit public.

A côté des trois ordres, — nobles, villes, campagnes, — représentés aux états provinciaux, il y avait en Prusse un « quatrième état » dont on commençait à s'inquiéter.

Depuis la réforme de Stein qui avait fait disparaître, pour développer la petite propriété libre, les anciennes tenures féodales, beaucoup d'anciens tenanciers, trop pauvres pour racheter

leur terre, en avaient été réduits à une situation des plus précaires; garçons de ferme ou manœuvres, ils allaient de domaine en domaine, se louant à terme, incertains du lendemain. Mais ce prolétariat agricole, malgré sa situation malheureuse, n'attirait pas l'attention; les manœuvres vivaient isolés; la détresse était moins grande et surtout moins frappante aux champs qu'à la ville.

En ce temps de grande prospérité industrielle, les fabriques se fondaient un peu partout; tandis que la bourgeoisie s'enrichissait et devenait plus puissante, une forme nouvelle et grave du problème social naissait avec l'augmentation de la population ouvrière. Le nombre des ouvriers était particulièrement considérable dans la province rhénane et en Westphalie; mais déjà il augmentait à Königsberg, qui comptait en 1845 plusieurs fabriques, à Dantzig, à Stettin où s'organisaient des chantiers de constructions, à Breslau, etc... Ce prolétariat urbain n'était presque rien encore, à le comparer aux mineurs de la Haute-Silésie, de la Ruhr, de la Sarre, aux tisserands du Riesengebirge qui tissaient chez eux pour le compte de grands entrepreneurs, à tous les terrassiers, enfin, qui venaient, dans toutes les provinces du royaume, travailler à la construction des voies ferrées. Berlin s'entourait d'une ceinture de faubourgs populeux, qui modifiait son ancienne physionomie de ville paisible et propre; dans ces milieux ouvriers se glissaient des gens sans aveu<sup>1</sup>.

La situation de tout ce prolétariat était généralement misérable. Plus d'une fois elle causa des révoltes. En avril 1843, il y eut à Dantzig une émeute « suscitée par des ouvriers qui demandaient une augmentation de gages. Plusieurs personnes ont été blessées et la troupe a été attaquée à coups de pierres »<sup>2</sup>. En juin 1844, cinq mille tisserands de Peterswaldau et Langenbielau, en Silésie, à bout de misère<sup>3</sup>, cessèrent le travail; pour

1. Cf. Humann (10 sept. 1843). « Il est certain que la foule ne ressemble plus à celle, si paisible et si respectueuse, que j'ai trouvée ici sous le feu roi, il y a douze ans. Elle s'est fort émancipée et les crimes et délits ont augmenté dans une proportion inquiétante... » On a souvent soutenu que la révolution de mars 1848 a été en grande partie l'œuvre d'étrangers : Polonais, Français, etc... On trouvera en appendice le récit d'une émeute à Berlin en juin 1845, d'où l'on peut raisonnablement conclure qu'il y avait dans la capitale assez d'éléments indigènes pour faire cette besogne.

2. Bresson, 8 avril 1843.

3. Cf. Adler, *Sozial-und politische Bewegungen in Preussen*. Il y avait des

détruire les livres où leurs dettes étaient inscrites, ils envahirent les boutiques de leurs fournisseurs, puis les maisons des industriels ; ils mirent tout en pièces. On envoya des troupes ; il y eut bataille, des ouvriers furent tués ; quatre-vingt-trois furent arrêtés et condamnés au fouet et à la prison. A la nouvelle des troubles de Peterswaldau, les ouvriers de Breslau se révoltèrent ; il y eut des bagarres dans les rues ; quelques charges de cavalerie vinrent à bout de l'émeute. Il y eut également quelque agitation à Berlin.

Les misères révélées par la révolte des tisserands provoquèrent dans la Prusse un grand mouvement de pitié. Bettina von Arnim écrivit au roi une lettre touchante, implorant sa bonté en faveur de ces malheureux<sup>1</sup>. Un professeur de l'Université de Berlin, Huber, d'opinions conservatrices, invita le gouvernement à veiller lui-même à la situation des travailleurs ; la reconnaissance du peuple, disait-il, serait si grande que l'on pourrait faire bon marché de l'opposition libérale. Mais ce fut la grande bourgeoisie elle-même qui se montra le plus empressée à venir en aide à la classe pauvre ; les bourgeois d'esprit élevé et cultivé, les Harkort, les Hanseemann, n'étaient pas rares en Prusse. Le 8 octobre 1844, au banquet de clôture de l'exposition industrielle de Berlin, un appel chaleureux fut lancé pour la formation d'une société destinée à améliorer le sort des travailleurs ; vingt-deux industriels en signèrent sur-le-champ le programme ; de grands usiniers rhénans, Mevissen, Deergardt, Croon, Boddinhaus, de hauts fonctionnaires, Roenne, Bornemann, envoyèrent leur adhésion. Frédéric-Guillaume fit don spontanément de 15,000 thalers (environ 50,000 fr.) et assura la société de sa protection<sup>2</sup>. Sur le modèle de cette association, de nombreuses sociétés dites d'éducation populaire se formèrent, surtout dans l'ouest de la Prusse.

tisserands qui ne recevaient pour se nourrir, eux et leur famille, que quatorze groschen (environ 6 fr.) par semaine. Ils mangeaient des pommes de terre assaisonnées de sel. On connaît la poésie de Heine, où se trouvait ce vers à l'adresse de Frédéric-Guillaume :

« Malédiction pour le roi des riches!... »

« Que n'a pu réveiller notre misère... »

1. Cf. L. Geiger. D'ailleurs, Frédéric-Guillaume et la reine firent preuve tous les deux d'une inépuisable charité.

2. Cf. H. Salomon, *Die deutschen Parteiprogramme*.

A côté de ce mouvement philanthropique se développait peu à peu en Prusse une école de théoriciens socialistes. Ceux-là parlaient aux travailleurs de leurs droits, les incitaient à s'associer et à présenter eux-mêmes leurs revendications. Ces idées venaient de France. L'ancêtre du socialisme allemand, W. Weitling, s'était inspiré, pendant son séjour à Paris, de 1837 à 1841, des doctrines saint-simonienne et fouriériste. Ame simple et pieuse, il avait mélangé les maximes communistes et les préceptes de l'Évangile<sup>1</sup>. Son influence avait toujours été médiocre; mais le jour où on le condamna comme coupable d'avoir voulu détruire l'ordre établi (1843), il devint un martyr. En 1844, parut en Prusse toute une série d'ouvrages à tendances socialistes; des pamphlets comme *la Sainte-Famille ou Critique de la critique critique*, de K. Marx et Engel, des ouvrages de fond comme la *Philosophie de l'action* et *Communisme et socialisme*, de Moses Hess. On traduisit l'*Histoire de dix ans*, de Louis Blanc, et la *Propriété*, de Proudhon. Deux gazettes, la *Gazette de Trèves* et le *Weserdampfböte*, — cette dernière plus modérée, — propagèrent les théories nouvelles. A partir de 1845, le mouvement s'accrut. A côté de la *Gazette de Trèves*, de plus en plus intransigeante sous la direction de K. Grün, une foule de journaux socialistes plus ou moins éphémères furent fondés, surtout dans l'ouest. Les plus importants étaient le *Gesellschaftsspiegel* de Moses Hess, et le *Volksspiegel* de Behrend qui paraissait à Breslau et avait plus de mille abonnés dans la seule Silésie<sup>2</sup>. On continuait à traduire les ouvrages de Louis Blanc, de Proudhon, de Cabet. Engel publiait en 1845 son célèbre ouvrage sur la *Situation des travailleurs en Angleterre*. Grün étudiait le *Mouvement social en France et en Belgique*. Grieb, Froebel, Max Stirner<sup>3</sup> se faisaient les vulgarisateurs des différents systèmes socialistes. Heine, Frei-

1. Cf. Weitling, *Das Evangelium eines armen Sünders*.

2. Parmi les feuilles socialistes : l'*Allgemeine Volksblatt* (Cologne), la *Westphälische Warte* (Arnsberg), le *Westphälische Dampfböte* (ex-*Weserdampfböte*). Certaines revues, les *Rheinische Jahrbücher*, le *Deutsche Bürgerbuch* passaient pour favorables aux socialistes (cf. Biedermann, t. I, p. 1-53 et suiv.; Adler, *op. cit.*).

3. *Organisation der Arbeit* (1846); *Jetztzeit und Zukunft* (1846); *Populäre Gesellschafts Oekonomie* (1847), de Ferd. Grieb. — *System der sozialen Politik* (1847), de Froebel. — *Der Einzige und sein Eigenthum*, de Max Stirner. — Le manifeste communiste de K. Marx est de 1847.



ligrath, Jordan s'en inspiraient plus ou moins dans leurs poésies. Leur propagande, commencée dans les milieux cultivés, journalistes, étudiants, etc..., finit par atteindre les ouvriers eux-mêmes : des associations ouvrières naquirent un peu partout. Il y eut dès 1844 un « Gesellenverein » à Berlin ; d'autres à Magdebourg, à Breslau. Le gouvernement ne s'inquiéta guère d'abord de ce mouvement des basses classes. Mais les troubles communistes de Pologne et de Silésie furent pour lui un sérieux avertissement.

Un maître ébéniste de Hirschberg en Silésie, Wurm, s'avisa, en 1844, de réunir en société secrète les tisserands qui gardaient rancune au gouvernement de sa répression brutale. Le but poursuivi n'était guère précis ; on parlait vaguement de transformations nécessaires dans le régime social actuel. Il n'y avait rien de bien dangereux dans ces conciliabules. Mais le gouvernement prit peur ; Wurm, dénoncé, fut condamné à mort en 1846 ; ses complices furent emprisonnés<sup>1</sup>. Dès ce moment, la police vit partout des menées communistes. La plupart des sociétés ouvrières furent dissoutes ; on ne toléra plus que quelques sociétés d'instruction populaire et des chorales étroitement surveillées. La « Société pour l'amélioration du sort des travailleurs » dut suspendre ses réunions ; on la soupçonnait de songer moins au bonheur des ouvriers qu'au recrutement des troupes libérales.

Ces mesures de répression et cette politique de défiance à l'endroit de toute tentative d'organisation et d'émancipation de la classe ouvrière ne firent que consacrer l'alliance de la bourgeoisie libérale et du prolétariat ; le gouvernement ne manqua pas de se faire un ennemi de plus de ce quatrième état qui prenait à peine conscience de lui-même. La question sociale devint pour l'opposition un excellent terrain de combat : on s'en aperçut au temps de l'affaire Schlöffel.

Schlöffel était un riche fabricant de Silésie ; il passait pour libéral et la police le surveillait. Au début de 1845, il vint faire à Hirschberg une conférence sur le paupérisme et sur la mauvaise répartition des impôts qui aggravait le mal au lieu de le réduire ; aussitôt il fut accusé d'excitation à la révolte. Arrêté, puis relâché, il aggrava son cas en envoyant en mars à la diète

1. Wurm fut gracié et libéré avec ses co-détenus en 1848.

de Breslau un mémoire où il protestait contre les arrestations arbitraires. La police se vengea en le faisant impliquer dans le procès qu'on instruisait alors contre Wurm; cette fois, on l'accusa d'être le chef du parti communiste. Il fut mis en prison sur ordre direct du ministre de l'Intérieur, Arnim; mais le président de la province de Silésie, Merckel, le fit relâcher. Arnim, furieux, le fit arrêter de nouveau et conduire à Berlin. Enfermé dans une prison infecte, il eut à répondre du crime de haute trahison. Malgré le zèle des juges, il fallut bien l'acquitter. Le procès avait fait dans toute l'Allemagne un bruit énorme et soulevé partout des protestations indignées. La *Mannheimer Zeitung* et la *Gazette de Cologne* menèrent contre Arnim une campagne violente que la censure n'osa arrêter et qui contribua à sa retraite. Quant à Frédéric-Guillaume, il était si aveuglé qu'en 1847 il voyait encore en Schlöffel un « Robespierre en herbe »<sup>1</sup>. Comme si la maladresse d'Arnim n'avait pas suffi, le roi s'en prit à Merckel et le releva de ses fonctions. Merckel publia une défense fort habile (1845) et donna aux libéraux une occasion nouvelle de protester contre un régime d'arbitraire aussi détestable.

\*  
\* \*

Bien qu'en Prusse les discussions religieuses eussent toujours été vives, jamais elles ne passionnèrent autant le pays qu'aux environs de 1845.

C'est qu'au travers des questions de dogme il y avait dans ces discussions comme un écho des luttes politiques. Plus d'une ressemblance s'accusait entre les partis religieux et les partis politiques; en fait, ceux-là ne furent pas sans influence sur ceux-ci; souvent l'on put deviner dans les synodes comme une ébauche des futurs Landtage.

La Prusse comptait en 1845 neuf millions et demi de protestants et cinq millions de catholiques. A l'exception de la Saxe prussienne, les dernières acquisitions, Silésie, Pologne, Prusse rhénane, avaient apporté à la Prusse des sujets catholiques. Depuis 1817 jusqu'en 1840, le souverain et la majorité protestante avaient traité les catholiques sans bienveillance; la résistance de quelques évêques avait amené à la fin du règne un con-

1. Lettre à Bunsen (8 déc. 1847).

flit fort aigu entre Rome et Berlin. Frédéric-Guillaume IV se montra plus tolérant. Il rêvait à une entente entre catholiques et protestants; il correspondait avec Diepenbrock, archevêque de Breslau; son ami le plus cher, Radowitz, était un catholique ardent. L'affaire de Cologne<sup>1</sup>, encore pendante à son avènement, fut réglée à la satisfaction du Saint-Siège. En 1841, le roi créa une direction des affaires catholiques au ministère des Cultes et permit aux prélats de correspondre directement avec le pape : ce fut une nouveauté en Allemagne. En 1842, il vint inaugurer la nouvelle cathédrale de Cologne; en 1846, à la requête de Rome, il ordonna des poursuites contre les catholiques dissidents.

La bienveillance du roi permit à la minorité catholique de s'organiser. L'influence des prêtres sur les fidèles était considérable<sup>2</sup>; mais il y avait toujours eu des discussions entre prélats. Quelques-uns d'entre eux, Geissel, Arnoldi, Diepenbrock, réussirent à discipliner le clergé et formèrent, en face de la majorité protestante profondément divisée, un parti puissant par sa cohésion. La diète rhénane, où dominait l'élément catholique, osa réclamer en 1843, en 1845, l'accomplissement d'une promesse faite en 1823, de doter l'Église romaine de manière à lui assurer l'indépendance vis-à-vis du gouvernement; elle protesta contre les pénalités exclusivement réservées aux catholiques dans le nouveau code criminel et contre la partialité confessionnelle de certains censeurs. Des manifestations grandioses, celle de Cologne en 1842 et surtout le pèlerinage de Trèves en 1844, signalèrent le réveil et la croissance rapide du catholicisme prussien. L'animosité des protestants s'en accrut; en 1844, quelques-uns accusaient le roi de s'être converti au catholicisme<sup>3</sup>; pour rassurer l'opinion protestante, Frédéric-Guillaume dut accepter le patronage des associations dites « de Gustave-Adolphe », qui furent

1. Provoquée en 1838 par une querelle d'investiture au sujet de l'archevêché de Cologne, l'intransigeance de Bunsen, alors envoyé prussien à Rome, et l'opiniâtreté de l'archevêque non reconnu par Berlin avaient envenimé l'affaire qui, longtemps en suspens, fut réglée à l'amiable par le choix d'un prélat agréable aux deux parties.

2. Un curé d'une grosse paroisse de Silésie fut assez influent pour persuader à ses fidèles de renoncer à l'usage de l'alcool qui décimait la population. Cet acte, louable en soi, excita pourtant la colère de certains fonctionnaires protestants qui parlèrent de tyrannie (Bresson, 17 oct. 1843).

3. Cf. Varnhagen, lettre à Humboldt (nov. 1844).

bruyamment fondées en 1845 pour la défense des intérêts protestants en pays catholiques. Eichhorn, ministre des Cultes, fit payer aux catholiques par des vexations nombreuses et des injustices flagrantes leur puissance nouvelle<sup>1</sup>. L'affaire des néo-catholiques, qui passionna la Prusse de 1844 à 1846, donna la mesure de cette inimitié latente entre les fidèles des deux confessions<sup>2</sup>.

Malgré le bon vouloir du roi, toujours par la faute de serviteurs malavisés, le catholicisme devint un parti d'opposition; les réclamations des prélats contre un gouvernement partial s'ajoutèrent dans les diètes aux revendications libérales; les provinces les plus avancées en politique, — la vieille Prusse exceptée, — étaient des provinces catholiques. Plusieurs des chefs du parti libéral, notamment Vincke, étaient des catholiques: grâce au clergé, les chefs pouvaient compter sur l'appui de troupes disciplinées. Pour certains conservateurs protestants, libéralisme et catholicisme étaient devenus synonymes; les plus violents accusaient les catholiques prussiens, non seulement les Polonais, mais encore les habitants des provinces rhénanes, d'être tous des traîtres à la patrie.

Le protestantisme, à la différence du catholicisme, était profondément divisé.

Les radicaux formaient l'extrême gauche protestante; les plus

1. Cf. Dalmatie, 4 déc. 1845.

2. L'exposition de la Sainte-Tunique à la cathédrale de Trèves avait provoqué une affluente considérable. Plus d'un million de pèlerins, paraît-il, se rendirent à Trèves (qui n'était encore relié à aucune voie ferrée) en l'espace de deux mois (mai-juin). Cette « cohue » n'excita pas seulement les moqueries des milieux protestants, mais l'indignation publique d'un prêtre de Silésie, Ronge. Les efforts du haut clergé pour discipliner l'Eglise avaient causé certains mécontentements qui n'attendaient que l'occasion de s'exprimer. Ronge fut excommunié. Il fonda aussitôt une secte, dite des catholiques allemands, qui ne reconnut ni l'autorité des évêques ni celle du pape; un prêtre de Posnanie, Czarski, qui s'était élevé contre le célibat des prêtres et avait été excommunié, se joignit à Ronge. La nouvelle église eut peu de fidèles. En 1845, elle tint un concile à Leipzig; mais des divisions irréparables éclatèrent entre les fondateurs. Czarski voulait le mariage des prêtres, mais prétendait rester fidèle à Rome. Ronge, de son côté, tournait au radicalisme pur de Bruno Bauer. Le gouvernement, qui avait jusqu'alors donné ses faveurs à la nouvelle secte, inquiet de la voir se transformer en une école révolutionnaire, lui retira son appui; même il la poursuivit. Gervinus, qui l'avait encouragée au nom de l'idée nationale, se retira. En 1846, les catholiques allemands ne jouaient plus qu'un rôle effacé dans les querelles religieuses. Cf. S.-René Taillandier, *Études sur la révolution en Allemagne*, t. II, p. 285.

illustres étaient Strauss, Feuerbach, Bruno Bauer, Arnold Ruge. L'école de Strauss s'était d'abord limitée à l'étude critique des textes (Strauss, *la Vie de Jésus*, 1835); puis, nourrie des idées hégéliennes, elle en était arrivée, en fin de compte, à soutenir une doctrine tout juste opposée à celle que professait Hegel. Les radicaux les plus avancés non seulement niaient l'existence d'un dogme et d'une orthodoxie, mais mettaient en doute la vérité de toute religion. Ils revenaient aux traditions de l'Aufklärung. En politique, les radicaux étaient libéraux et, de plus, fidèles en cela à l'hégélianisme, ardemment patriotes. Les radicaux avaient montré d'abord de l'enthousiasme pour Frédéric-Guillaume IV, pensant qu'il allait, en 1840, se mettre à la tête de l'Allemagne dans la lutte contre la France. Puis, quand leurs espérances furent déçues, quand le roi se fut montré le partisan zélé des piétistes, leurs ennemis, quand il eut frappé Bruno Bauer, supprimé les *Hallische Jahrbücher* de Ruge (1842), ils entrèrent dans l'opposition. Strauss écrivit en 1847 son livre sur Julien l'Apostat, pamphlet habile contre le roi<sup>1</sup>. Les radicaux fondèrent, pour combattre le piétisme envahissant, la Société des Amis de la lumière (1845), où l'on critiquait publiquement le gouvernement. Mais, malgré leur talent, les radicaux n'eurent dans le pays qu'une médiocre influence; trop hardis, mal disciplinés, ils n'étaient pas faits pour conquérir les foules allemandes<sup>2</sup>.

Les piétistes formaient l'extrême droite protestante. Le piétisme du XIX<sup>e</sup> siècle était tout l'opposé de celui de Spener. Les théoriciens du piétisme moderne formulaient leur doctrine à peu près en ces termes : « L'Église n'est pas un idéal,

1. *Der Romantiker auf dem Thron der Caesaren oder Julian der Abtrünnige* (1847). Cf. S.-René Taillandier, *Études sur la révolution en Allemagne*, t. I, p. 407.

2. Le cas de Ruge, qui fit profession de cosmopolitisme humanitaire après 1842 dans son exil à Paris et à Londres, est presque unique. Le patriotisme des radicaux était au contraire agressif et vite exaspéré. Parce que la Prusse n'a pas réalisé ses espérances d'unité allemande, Br. Bauer lui jette l'anathème et cherche à l'exciter par l'exemple de la Russie (*Rheinland und Germanenthum*, 1847). Strauss sacrifiera ses idées libérales à son patriotisme. Lui qui, en 1848, raillait Menzel pour son chauvinisme exagéré n'aura pas assez de louanges pour Bismarck en 1871. Voici les principaux ouvrages radicaux publiés de 1840 à 1847 : Strauss, *Dogmatique* (1840), Feuerbach, *Das Wesen des Christentums* (1841), *Grundsätze der Philosophie der Zukunft* (1843), *Das Wesen der Religion* (1845).



elle est un fait; la religion n'est pas un sentiment et une direction de vie, elle est un dogme<sup>1</sup>. » Chez les piétistes, l'importance attribuée au dogme donnait un rôle capital aux pasteurs chargés de l'expliquer; ils songeaient à établir dans le protestantisme une hiérarchie épiscopale semblable à celle de l'Eglise catholique. Peu à peu, le piétisme en arriva au pur ritualisme, plus exigeant à mesure qu'il se vidait de sens; rigorisme étroit, soupçonneux, tel il était dans l'esprit des Voss, des Gerlach qui suivaient la doctrine des Hengstenberg et des Stahl. De pareilles dispositions rapprochaient le piétisme religieux du conservatisme politique : les deux doctrines s'étayèrent bien vite l'une l'autre; Stahl fut le dernier défenseur de la monarchie absolue<sup>2</sup>. Dans son *Monarchisches Prinzip* (1846), il veut prouver le droit divin de la monarchie et la nécessité du sacre; il condamne les révolutions comme sacrilèges. Il demande que la police, régie d'après les principes chrétiens, exerce une action sévère sur la moralité publique. Nombreux à la cour, que l'amitié du roi ou l'intrigue leur avait ouverte, les piétistes n'avaient pas beaucoup de partisans; mais leur action sur le gouvernement les rendaient très puissants<sup>3</sup>.

Entre les deux extrêmes se trouvait la grande majorité des protestants. Sans parler des masses indifférentes aux questions de doctrines et dociles aux seules exhortations des pasteurs, la

1. Lichtenberger, *Histoire des idées religieuses en Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle*, t. III, p. 151. Les raisons profondes du piétisme moderne s'expliquaient par l'effort d'un petit groupe pour ressusciter l'esprit religieux qui se perdait depuis le commencement du siècle : en face du rationalisme envahissant, on proclamait l'autorité, la valeur absolue du dogme. Au contraire, Spener s'était proposé de réveiller le sens de l'esprit étouffé par la superstition de la lettre; il voulait « moins de théologie et moins de formules, plus de religion et de vraie piété » (Lévy-Bruhl, *l'Allemagne depuis Leibnitz*).

2. « Ce qui frappe d'abord, c'est la solidarité compromettante qui s'est établie entre les intérêts politiques et les intérêts ecclésiastiques au sein du parti conservateur, l'alliance étroite entre le pastorat luthérien et le parti féodal pour défendre les deux institutions divines, le trône et l'autel, également menacées par la démocratie et pour combattre à outrance l'anarchie des idées et les progrès du parlementarisme. Devant la marée montante des idées démocratiques importées de France, en présence du danger d'une révolution politique et sociale, le parti conservateur songea à tirer parti des ressources que mettait à sa disposition l'Eglise, de même que celle-ci, menacée par le développement des idées philosophiques et le progrès de la critique publique, chercha un refuge dans les bras de l'Etat. » Lichtenberger, *op. cit.*, t. III, p. 150.

3. Principaux ouvrages piétistes : Stahl, *Das Monarchische Prinzip* (1846), *Fundamente einer christlichen Philosophie* (1846), Lohé, *Drei Bücher von der Kirche* (1845).



plus grande partie de ces derniers restait fidèle à l'esprit assez large de l'Église officielle de 1817<sup>1</sup>. Celle-ci avait ses défenseurs : les disciples de Schleiermacher, Tholuck, Rothe, Bunsen, penchaient vers le piétisme par leurs tendances mystiques et leur haine des radicaux ; Hase, Rückert, Schwartz, l'école dite de Berlin, les fondateurs des « Protestantenvereine », par haine des piétistes, penchaient plutôt vers le radicalisme ; mais tous étaient des modérés.

Le synode général de Brandebourg mit aux prises les extrêmes et le centre. Les piétistes présentèrent leur programme qui pouvait se résumer ainsi : contrôle permanent et rigoureux des pasteurs sur les fidèles et des pasteurs les uns sur les autres<sup>2</sup> ; ils avaient l'appui ostensible du gouvernement, mais la majorité rejeta leurs propositions. Elle n'écoula pas davantage les radicaux qui demandaient pour le clergé protestant prussien une organisation semblable à celle des presbytériens d'Écosse. « L'Assemblée s'appliqua à suivre une ligne droite entre les deux extrêmes<sup>3</sup>. » C'était bien là le sentiment général en Prusse. Le gouvernement semblait ne pas s'en rendre compte ou n'en avoir cure ; car, sur ce point encore, ce fut lui-même qui provoqua l'opposition par son alliance étroite avec le parti piétiste.

Frédéric-Guillaume IV n'était pas personnellement piétiste. Il appartenait à cette fraction modérée que représentaient Rothe, Tholuck et Bunsen, son ami. Ce qu'il y avait en lui de libéralisme répugnait aux conclusions excessives des Stahl et des Hengstenberg. « Esprit profondément religieux, il savait que la religion est une vie intérieure et ne se laisse ni régler ni commander<sup>4</sup>. » Mais il rêvait de constituer une Église nationale allemande dont il aurait été le chef, comme chez eux le tsar son beau-frère ou la reine d'Angleterre<sup>5</sup>. La constitution de l'Église anglicane l'avait vivement intéressé

1. Frédéric-Guillaume III avait réalisé l'union entre luthériens et réformés de 1817 à 1825. Il n'y avait donc en Prusse sous Frédéric-Guillaume IV qu'une seule confession protestante officielle (Église évangélique). Les vieux luthériens qui n'avaient pas accepté l'Union de 1817 avaient été persécutés et avaient émigré en Amérique : il n'en restait que 8,000 en Prusse en 1840.

2. Cf. Dalmatie, 25 déc. 1844. On trouvera dans cette dépêche un résumé très clair du programme piétiste. Cf. S.-René Taillandier, *Études sur la révolution en Allemagne*.

3. Dalmatie, 25 déc. 1844.

4. Kaufmann, *op. cit.*, p. 276.

5. Cf. lettres à Bunsen (édit. Nippold).

lors de son voyage à Londres en 1842; il en parlait volontiers avec Bunsen qui écrivit à son intention sa *Constitution de l'église de l'avenir* (1845). De plus, Frédéric-Guillaume, esprit mystique, avait la haine des radicaux. Aussi, bien qu'il blâmât leurs excès, ne ménageait-il pas son appui aux piétistes qui l'entouraient. Le général Léopold de Gerlach<sup>1</sup> était le type de ces piétistes de cour<sup>2</sup>. Sincèrement religieux, quelque peu dévot, il exagérait ses sentiments par fanfaronade. Les questions de doctrines l'intéressaient peu; esprit étroit, sectaire, entêté, plus amoureux de la force que du droit, loyal serviteur au demeurant, mais naïvement maladroit, il avait sur le roi une autorité qu'autorisait une très vieille amitié. Il était, par contre, très impopulaire, comme tous ses amis.

C'était à Berlin même que de tout temps le parti piétiste avait trouvé la plus ferme résistance. Quand Frédéric-Guillaume fit jouer *Athalie* pour la première fois, le public siffla; c'est qu'on avait cru voir dans le choix de cette pièce une intention de propagande religieuse.

En novembre 1842, le roi, qui « voyait dans la famille la base des états » et « songeait à aider à l'éducation chrétienne de son peuple par des lois sur le mariage »<sup>3</sup>, trouvant que le divorce était trop facile en Prusse, ordonna au grand jurisconsulte Savigny de « préparer une loi qui le rendît plus malaisé à obtenir ». On cria aussitôt à l'invasion du piétisme. L'agitation se poursuivit tout l'hiver. « L'impopularité de la loi sur le divorce est plus bruyante et se fait jour de toutes parts. Le piétisme a été trop peu mesuré dans ses premières tentatives, il s'est cru au début du règne trop sûr de son fait<sup>4</sup>. » En août 1843, la loi fut soumise au Conseil d'État, qui la modifia complètement; devant l'opposition croissante, le gouvernement n'osa la promulguer; elle fut reprise en 1846, mais n'était pas encore en vigueur en 1847.

1. Il y avait quatre frères Gerlach. Wilhelm mourut en 1834. Otto fut prédicateur à la cour et mourut en 1849. Les deux plus connus sont Louis, jurisconsulte de l'école de Savigny, piétiste enragé, et Léopold, ami d'enfance du roi, tenu à l'écart par Frédéric-Guillaume III, qui se défiait de lui, et en pleine faveur à l'avènement du nouveau roi. Cf. Bismarck, *Gedanken und Erinnerungen*, t. I, p. 65.

2. Les principaux étaient : Stolberg, Thile, Gröben, Röder et les frères Gerlach.

3. Natzmer, t. III, p. 83.

4. Bresson, 18 mars 1843.

En 1845, l'agitation religieuse avait gagné toute la Prusse ; les querelles entre les catholiques et les partisans de Ronge, entre les piétistes et la secte radicale des « Amis de la lumière » troublaient profondément le pays. Dans ces discussions, le gouvernement, intolérant, toujours partial en faveur de l'entourage royal, compromettait de plus en plus son autorité. En septembre 1845, les conseillers de la ville de Berlin eurent l'audace d'adresser directement au roi une lettre « dans laquelle ils appelaient la sollicitude royale sur l'état de l'Église en Prusse et attaquaient ouvertement le parti piétiste et particulièrement les ministres Thiele et Eichhorn »<sup>1</sup>. Le roi fut très irrité, mais Berlin applaudit ses conseillers. En octobre 1845, la municipalité de Koenigsberg envoya à son tour des remontrances au souverain : « L'attaque dirigée contre le parti piétiste est violente et passionnée », écrit notre envoyé, et il ajoute : « Si les questions religieuses sont tellement agitées de nos jours par les masses, c'est que leur désir d'obtenir une participation à la vie publique n'a pas été rempli<sup>2</sup>. »

Ainsi, dans cette agitation religieuse, se retrouvait toujours au fond la lutte entre conservateurs et libéraux, entre le gouvernement réactionnaire et l'opposition grandissante. S'il faut en croire notre envoyé, le moment était véritablement critique à la fin de cette année 1845 : « La situation s'envenime en Prusse... L'opposition calme des provinces rhénanes, ... les écarts fougueux et désordonnés de Koenigsberg, l'anarchie morale et administrative des populations silésiennes, les émeutes partielles de Posen, Halberstadt, Magdebourg ... apparaissent successivement comme les symptômes d'une décomposition grave et profonde....<sup>3</sup>. »

\*  
\* \*

On se rendait bien compte à la cour, comme à la ville, de l'« état de fièvre » où se trouvait la Prusse. Le roi et ses amis en rendaient responsables l'esprit révolutionnaire, destructeur de tout respect et de toute autorité, dont il n'était que temps

1. Humann, 30 sept. 1845.

2. Humann, 30 sept. 1845. Le marquis de Dalmatie ajoutait le 25 novembre 1845 : « Le gouvernement voit l'anarchie politique venir à la suite de l'anarchie religieuse... »

3. Dalmatie, 25 nov. 1845.

d'arrêter les effrayants progrès<sup>1</sup>. Les libéraux voyaient avec plus de clairvoyance la cause du mal dans le régime imposé à la nation et de moins en moins en harmonie avec son état économique et intellectuel : il fallait que le régime changeât. « Quand un peuple en est arrivé à ce point de maturité vigoureuse, les libres institutions que réclame ce peuple peuvent bien ne pas lui être accordées sans délai, mais il les obtiendra bientôt et nécessairement<sup>2</sup>. » Mais comment les obtenir d'un gouvernement de plus en plus entêté dans sa résistance? L'opinion était maintenant puissante, organisée<sup>3</sup>; mais il lui manquait toujours de pouvoir s'exprimer librement.

Les revendications de plus en plus nombreuses des cinq dernières années ne doivent pas faire illusion sur la persistance des procédés despotiques du gouvernement. La bureaucratie ne s'inspirait guère des velléités libérales du roi. En dépit des ordonnances de 1842, la censure et la police étaient toujours, comme au temps des Burschenschaften, les vrais premiers ministres de la monarchie. Sans autre forme de procès, l'on renvoyait des universités les professeurs suspects de libéralisme. Ne pas partager, ne pas défendre les idées du gouvernement était considéré comme la plus grave faute professionnelle. Les défenseurs des idées nouvelles couraient le risque de la prison, comme Jacoby, ou de l'exil, comme Ruge. Aussi bien fallait-il quelque courage pour oser braver le plus humble représentant de cette redoutable bureaucratie. En 1843, quelques braves bourgeois de Halle, dans la Saxe prussienne, se mirent en tête d'adresser à la diète de Mersebourg une pétition demandant l'octroi d'une constitution; dans cette ville, pourtant universitaire, c'est à peine si l'on put recueillir soixante-dix signatures. Natzmer, le confident du prince Guillaume, était alors à Halle. Il fit croire à une dizaine de ces imprudents qu'ils venaient de

1. Cf. les lettres de Frédéric-Guillaume à Bunsen de 1844 à 1848 (édit. Ranke et édit. Nippold). On y verra combien la crainte de la révolution, les progrès de cet esprit « infernal » hantaient le roi et ses amis.

2. S.-René Taillandier : *Études sur la révolution en Allemagne*, t. II, p. 331.

3. Cf. Ibid. « Le parti constitutionnel en Prusse est désormais une puissance redoutable. La vie politique avec ses mouvements et ses inquiétudes existe enfin dans ce pays et peut-être est-il permis de répéter, à propos de libertés nouvelles, ce que M. Mignet a dit de la convocation des États-Généraux de 1789 : « Quand le ministère public déclarera que la Prusse est un pays constitutionnel, il ne fera que décréter une révolution déjà faite » (écrit pour la *Revue des Deux Mondes* en novembre 1845).

se rendre coupables du crime de haute trahison ; les malheureux, se croyant déjà dans les cachots de Thorn ou de Glogau, de courir à Mersebourg par « extrapost » pour faire rayer leurs noms de la feuille compromettante. Le député de Halle l'avait déjà entre les mains. La panique des signataires le gagna ; il oublia de présenter la pétition à la diète ; aux réclamations de ses concitoyens, il répondit qu'il n'était nullement obligé de la remettre. « Dès qu'un fonctionnaire leur faisait obstacle », ajoute Ruge<sup>1</sup>, « les pétitions s'envolaient comme des pigeons en fuite devant un faucon. »

Sous un pareil régime, l'opposition se faisait insaisissable, elle se manifestait sous toutes les formes possibles, dans tous les endroits, salons, salles populaires, chantiers, usines, dans la rue même et jusque dans les antichambres ministérielles ; elle s'emparait de tous les sujets, religion, finances<sup>2</sup>, enseignement<sup>3</sup>. Il y avait jusqu'aux formes muettes de désapprobation, comme le silence sur le parcours du roi<sup>4</sup> ; il y avait l'opposition du prêche et celle de la chaire universitaire ; Strauss savait à merveille railler et critiquer le gouvernement de Frédéric-Guillaume, sans parler d'autre chose, en apparence, que du Bas-Empire romain. Partout où Eichhorn avait placé des piétistes, dans les universités, dans les églises, les universités et les églises étaient désertées<sup>5</sup>.

L'ardeur que l'on apportait à discuter les questions politiques avait fini par diversifier et préciser les vagues aspirations des

1. A. Ruge, *Briefe*, t. I, p. 160.

2. Les finances prussiennes étaient bien administrées ; mais il y avait, de ce côté encore, plus d'un abus. Bresson signale qu'il y a trois ministres ou ex-ministres des Affaires étrangères émergeant au budget en même temps : Werther, Maltzan, Bülow ; en 1844, trois ministres de la Justice se trouvèrent dans le même cas (Kamptz, Savigny, Mülher). En 1846, le roi fit remettre gracieusement à Bötticher, un de ses amis, successeur de Schön à Königsberg, obligé de quitter son gouvernement où il était haï, 3,000 thalers de consolation.

3. Les instituteurs recevaient des traitements misérables et étaient surchargés de besogne. Cf. Kaufmann, *op. cit.*

4. Dalmatie, 26 nov. 1845.

5. L'histoire de la société populaire de Königsberg donne une idée de cette lutte sans répit entre le gouvernement et l'opposition. A l'exemple des sociétés de Berlin, quelques bourgeois de Königsberg, Heinrich, Jacoby, Crelinger, décidèrent de former une association pour l'éducation du peuple. Ainsi naquit, le 20 décembre 1844, la « Königsberger Bürgergesellschaft » ; en dix jours, 1,200 membres se firent inscrire. La société tint pendant l'hiver de 1844-1845 de nombreuses réunions où l'on discutait librement sur toutes sortes de sujets, sciences, littérature, histoire, etc... En principe, on n'y parlait pas politique ;



premiers moments de règne. L'on est toujours au demeurant pour ou contre le gouvernement, libéral ou conservateur. Mais il semble que la constitution sera dans un temps proche ou consentie ou conquise, et l'on envisage déjà les questions qui seront posées devant le parlement futur : des partis se dessinent. Il ne faut pas entendre ici le mot « parti » avec l'idée d'organisation qu'on y implique sous un régime parlementaire ; il n'y a dans la Prusse de 1845 que des ébauches de partis, des programmes imprécis, des chefs sans grande expérience, des troupes encore mal disciplinées ; mais les tendances diverses sont assez accusées déjà pour laisser deviner les partis de demain.

Tous les libéraux sont d'accord pour combattre le régime actuel et demander une représentation véritable du pays :

I. — Les socialistes se divisent en deux groupes ; de rares intransigeants, préoccupés par la seule question sociale, refusent toute entente avec la bourgeoisie capitaliste et se désintéressent de la politique ; la grande majorité estime que ses idées n'ont de chances de se réaliser que sous un régime parlementaire et se fait l'alliée des libéraux.

en réalité, on n'y venait que pour cela. Arnim ordonna à l'association de se dissoudre le 28 avril 1845 : « ... des sociétés, dont le but et l'occupation étaient d'ébranler la tranquillité et l'ordre public, ne pouvant être souffertes... »

Après de vaines tentatives pour faire revenir le ministre sur sa décision, Heinrich et Jacoby invitèrent leurs concitoyens à venir se promener le 5 mai dans un lieu proche de la ville, Böttchersböfchen. En présence d'une foule considérable, des discours furent prononcés, peu favorables au gouvernement. Tous les lundis, pendant l'été de 1845, les réunions-promenades se poursuivirent. La police, impuissante à les prévenir légalement, se bornait à mêler ses agents à cette foule de bourgeois, ouvriers, matelots, dont le nombre dépassait quelquefois 6,000 personnes ; mais l'assistance aussi bien que les orateurs se gardaient de donner le moindre prétexte à une intervention policière : tout se passait dans le plus grand calme. Pourtant, quand arriva, le 14 juillet, la nouvelle du renvoi brutal d'Itzstein et de Hecker, il y eut quelque bruit. Le préfet de police en profita pour prévenir Jacoby et vingt-huit autres habitués de Böttchersböfchen que chaque réunion coûterait désormais à chacun d'eux amende et prison. Les réunions continuèrent. Jacoby, arrêté, protesta de façon retentissante. De Berlin vint l'ordre d'interdire toute réunion : une loi spéciale fut promulguée à cet effet (31 décembre 1845).

Ce ne fut pas fini. Chaque semaine, dans les plus grandes salles de la ville, quelques riches bourgeois invitèrent nombre de médecins, avocats, commerçants à des réunions privées : on causait, discutait sans entraves ; dans l'anti-chambre, les policiers, impuissants à troubler une réunion d'invités, ne pouvaient qu'interroger les domestiques. Le gouvernement dut céder et permettre la constitution d'une société qui, sous le couvert de réformes sociales et d'économie politique, ne s'occupa, mais avec mesure, que d'organiser l'opposition à Kœnigsberg. Cf. Falkson, *op. cit.*



II. — Les radicaux sont les plus avancés parmi les libéraux ; partisans, en général, du suffrage universel, quelques-uns rêvent d'une république démocratique. Il y a des radicaux humanitaires qui, suivant l'inspiration de quelques représentants de la Jeune-Allemagne, Heine, Ruge, voudraient une république pacifique et amie de la France : c'est la minorité ; la majorité désire l'unité de l'Allemagne sous l'hégémonie prussienne et se montre chauvine et en toute occasion ennemie des Français. Socialistes et radicaux ont une clientèle populaire qui s'accroît chaque jour de tous les mécontents.

III. — Les libéraux proprement dits sont de beaucoup le parti de gauche le plus fort et le mieux organisé. Ses chefs sont de riches industriels, Harkort, Mevissen, Hanseemann, Camp-hausen, des juristes, des avocats, des médecins, H. Simon, Jacoby, etc... C'est le parti de la grande bourgeoisie des provinces rhénanes, des grandes villes, Koenigsberg, Breslau, Berlin, c'est le parti de nombreux catholiques dirigés par Vincke, le parti de la banque et de la grande librairie. Le programme des libéraux, Hanseemann le définissait dès 1830 dans son *Preussisches und deutsches Verfassungswerk*. Avant tout, liberté de la presse. Suppression de tout ce qui reste encore de privilèges perpétuant l'ancien régime féodal ; égalité de tous devant la loi ; liberté de conscience. Au lieu d'états provinciaux, une assemblée centrale représentant non des classes séparées, mais la nation dans son unité. Régime parlementaire avec responsabilité des ministres.

En général, les libéraux sont partisans d'un suffrage censitaire<sup>1</sup> qui enlèverait à la noblesse sa toute-puissance, sans la donner à la classe populaire.

La *Kölnische Zeitung*, les *Sächsische Vaterlandsblätter* sont les principaux organes libéraux.

IV. — Les nationaux libéraux<sup>2</sup> mettent en tête du programme libéral la constitution d'une Allemagne unie sous l'hégémonie prussienne. Dahlmann, né hors de Prusse, est alors leur plus illustre représentant.

V. — En dehors de la bourgeoisie, il existe une minorité de nobles libéraux, élèves de Schön et presque tous comme lui ori-

1. Plutôt à l'imitation de l'Angleterre qu'à l'imitation de la France. Le nombre des électeurs aurait été trop restreint d'après le cens français. Cf. les articles de Hanseemann dans l'*Aachener Zeitung* (1845-1846).

2. Biedermann, Pfizer, etc.

ginaires de la Prusse orientale. Dans l'intérêt du pays, ils réclament la réforme du régime bureaucratique et consentent à sacrifier leurs privilèges politiques pour acquérir une plus grande indépendance vis-à-vis du gouvernement<sup>1</sup>. La figure originale de Bülow-Cümmerow sert de lien entre ces nobles « réformistes » et les plus avancés des conservateurs.

Les conservateurs ont aussi leurs modérés et leurs violents. Les modérés ne sont pas satisfaits par le régime absolutiste. Leurs revendications les rapprochent des libéraux ; mais ils se montrent plus respectueux de l'autorité royale. Lancizolle, Ranke demandent des États-Généraux que le roi devrait consulter sur toutes les questions financières ; toutefois, la décision resterait au roi et à ses ministres et le système des trois classes serait conservé.

La grande masse du parti conservateur est faite de ceux qui n'ont aucun désir. Le régime actuel leur plaît ; leur programme est tout entier dans ces paroles optimistes de Rochow au synode de Brandebourg (9 février 1845) : « Il faut nous en remettre au roi. Depuis quatre cents ans, notre dynastie nous a gouvernés avec sagesse, courage et amour... Son noble sang ne peut dégénérer... »

Les violents forment l'extrême droite réactionnaire. Junkers ou piétistes, partisans zélés du régime absolutiste, ils voudraient revenir sur les quelques réformes de Frédéric-Guillaume IV. Les réactionnaires ont leurs théoriciens, Jarke, Stahl, leurs journaux, *la Gazette évangélique*, *le Journal de la noblesse*, *le Janus*. Ils ont avec eux l'héritier de la couronne, le prince Guillaume de Prusse.

Malgré les progrès de l'opposition, les conservateurs forment encore en 1845 un parti puissant, fort de l'adhésion des nobles et de la petite bourgeoisie<sup>2</sup>, fort surtout de l'appui du gouvernement et de toute la machine administrative. C'est lui qui aide à la longue résistance du pouvoir royal. Ce sera lui qui plus tard fera échec à la Révolution.

P. DEVINAT.

(Sera continué.)

1. Lettres de Below à Saucken (1845-1846).

2. Les sentiments de la petite bourgeoisie nous sont connus grâce à K. Marx (manifeste de 1847). Il voit en elle le plus grave obstacle à la réussite des idées libérales.

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### UN RÉCIT CATHOLIQUE

DES TROIS PREMIÈRES GUERRES DE RELIGION

LES ACTA TUMULTUUM GALLICANORUM.

(Suite et fin<sup>1</sup>.)

---

Au mois de mars, la paix faite, ils partirent en guerre vers la Flandre, mais de telle façon que cependant il n'y eut ni repos ni tranquillité et qu'un hôte, pendant ces mois où l'on semblait être en paix, ne pouvait être sûr de son hôte. Mais, par le secours de Dieu et l'habileté du duc d'Albe, la victoire fut pour les nôtres. On se battit plusieurs fois et en plusieurs lieux, surtout à Groningue, en Frise, où plus de 7,000 hérétiques furent tués. Au mois de mai, deux des principaux nobles flamands, les comtes d'Egmont et de Horn, furent décapités à Bruxelles, et le même supplice, en trois jours, fut infligé à soixante grands personnages; la même sévérité règne encore aujourd'hui et elle frappe de mort jusqu'aux simples suspects. Cependant, de nombreuses villes rebelles ont été prises par le fer et le canon, beaucoup de superbes monuments détruits, enfin tous les gens dangereux expulsés par la force. Ensuite, comme l'armée des séditeux tournait ses enseignes de la Flandre vers la France, commencèrent les troisièmes troubles, plus terribles encore que les autres pour la France. Les précédents avaient tout renversé et détruit; ces derniers anéantirent jusqu'aux espérances qui restaient aux champs ou aux villes. Il serait long d'énumérer les bourgs et les provinces qui furent démolis presque de fond en comble. Trois armées, parfois quatre, campèrent en France tout un hiver; tout fut ruiné, la France devint comme vide... Personne ne pourrait dire les vols des Allemands<sup>2</sup>, les sacrilèges des Français, les fourberies des Anglais, les pillages des Flamands; à les réunir ensemble, la France pourrait sembler le but

1. Voir *Revue historique*, t. CVIII, p. 59 et 294.

2. Haton, p. 547, constate impartialement que les reîtres et lansquenets des deux armées « estoient aussi larrons les uns que les autres; et par ainsi fut la France pleine d'étrangers pour la desoler et quasi rendre deserte ».

vers lequel les pires scélérats du monde ont lancé les traits de leur scélératesse.

Cependant, on trouva plus de 700,000 hommes qui ne fléchirent point le genou devant Baal, mais qui, rendus plus forts par la tribulation, n'hésitèrent pas à sacrifier leurs biens, leurs richesses, leur corps et jusqu'à leur vie. S'opposant aux ennemis le fer à la main, ils se couvrirent de gloire à Toulouse...

Mais, comme plusieurs parties du royaume étaient en même temps dévastées par les rebelles, le roi, obligé de diviser ses forces, en livra une partie à son frère Henri de Valois, une autre au duc d'Aumale, gardant avec lui la troisième comme réserve. Il y eut partout des escarmouches, mais enfin Henri arrêta les ennemis et les força de subir le digne châtiment de leur impiété. Cruel combat, plus cruelle issue, car beaucoup s'étaient rendus dans l'espoir de conserver la vie, et cependant aucun n'obtint la vie sauve ni par prière ni par rançon. Jean de Losses fut chargé d'annoncer la victoire; il apporta la lettre au roi après neuf heures du soir, aussitôt le roi avec tous les siens se rendit à l'église pour remercier Dieu<sup>1</sup>. Des actions de grâces furent ordonnées par tout le royaume et des feux de joie allumés. Dans cette bataille tomba et fut écrasée la tête du serpent, Louis de Condé, avec trente des principaux chefs des rebelles et un nombre incertain d'hommes du commun. Si une même fortune avait supprimé trois têtes, encore survivantes, la France serait redevenue paisible, au lieu d'être épuisée et réduite à l'extrême misère<sup>2</sup>. Le bruit courait qu'Andelot était mort. De notre côté, Brissac, homme qu'il faut pleurer éternellement, tomba en combattant bravement; comme il mourait, la citadelle et la ville furent prises et mises à feu et à sang. Wolfgang, duc de Deux-Ponts, qui avait ruiné et brûlé la France, expira subitement, délivrant le royaume d'une grande terreur. En outre, un grand nombre de têtes distinguées moururent presque en même temps; si bien qu'il ne manque pas de personnes pour croire que, par crainte de pires supplices, voyant tout perdu, ils ont hâté leur mort par le poison. Ce qui est certain, c'est que le duc Wolfgang est mort en vingt-quatre heures, après avoir bien diné. Que ce fût de la peste ou de quelque autre maladie subite, c'est l'œuvre du Seigneur des armées.

Ensuite le roi leva une grande armée, dans l'intention suivante : il ne voulait à aucun prix, par aucun traité, se réconcilier avec ceux qui avaient été ou qui étaient les fauteurs de ces troubles, pas même si parmi ces ennemis s'était trouvé son propre frère. Aussi, par un édit, il

1. Voy. la lettre de Henri au roi dans duc d'Aumale, t. II, p. 398, et celle au duc d'Urbin (*Lettres de Catherine*, p. 230 b, n. 2).

2. La Noue : « La mort [de Condé] apporta... beaucoup de resjouissance à plusieurs de ses confrères, lesquels estimoient devoir bientôt dissiper le corps duquel ils avoient tranché un si digne chef ». On notera l'analogie de cette métaphore avec le *caput serpentis*. — *Corresp. Granvelle*, t. III, p. 528 : « C'est dommaige que les Chastillons soient eschappez... »

ordonna la confiscation de tous les biens meubles et immeubles, etc... On donna un éclat particulier à la proscription et condamnation de Gaspard de Coligny, amiral de France, proclamée à Paris le 13 septembre : cet instigateur et promoteur de tous nos malheurs, après avoir été dépouillé de ses honneurs et dignités et de tous ses biens, fut mis hors la loi du consentement de tous les ordres, pendu en effigie, ses armes furent partout détruites et ses enfants et tous ses descendants privés à tout jamais de leurs honneurs et dignités et même des prérogatives de la noblesse. Vers le même temps, fut fait prisonnier un noble écossais, qui subit le supplice, parce qu'après avoir, à Paris, tué sur l'ordre de Condé le président Minart, il avait également tenté d'assassiner la reine-mère.

Ainsi donc, il n'est impiété que ces rebelles n'aient commise, pour-suivant jusqu'au bout ce qu'avaient entrepris leur scélératesse et leur perfidie. Et, certes, pour la reine-mère, elle courut un péril plus qu'humain. D'où il suit avec évidence que ces esprits à plusieurs faces ne sont jamais assurés de la paix, même de la part de ceux qu'ils ont d'ailleurs aidés plus d'une fois par dissimulation et par complaisance. Il est clair que Condé et ses alliés avaient toujours mis en la reine beaucoup d'espoir et comptaient sur son assistance, bien plus inscrivait en tête des motifs de leur révolte la volonté de cette reine, dont ils souhaitaient cependant le meurtre et la disparition ; en sorte qu'instruite par l'expérience, elle comprendra peut-être enfin les desseins de ces criminels. Le vulgaire l'accuse d'avoir toujours ruiné le royaume par désir de régner<sup>1</sup> et il ne manque pas de gens pour affirmer qu'elle faisait passer des avis aux adversaires, qu'elle leur fournissait des subsides. L'a-t-elle fait jadis ? On en peut douter. Mais, ce qui est certain, c'est qu'elle est maintenant devenue, à ses dépens, plus rusée. Beaucoup, et des premiers de l'État, se plaignent que cette femme étrangère, dont le mariage était pour le roi une mésalliance et qu'imposa la seule faveur d'un neveu du pape Clément, ait été revêtue de tant de dignités, comblée de tant de dons, qu'on lui ait confié le gouvernement du royaume et que, lorsqu'elle pouvait écarter du royaume ces malheurs, lorsque Philippe d'Autriche, roi d'Espagne, et d'autres princes catholiques lui offraient leur aide, elle ait cependant, sous l'inspiration de je ne sais quels conseillers, négligé de le faire<sup>2</sup>. Bien plus, elle sembla d'abord bien moins favorable à la paisible race des Français catholiques qu'aux esprits séditionnaires des hérétiques, de ces hommes qui furent bientôt ouvertement soulevés et armés contre la maison de Valois et ses fidèles serviteurs. La postérité saura quelle foi chacun doit accorder à ces bruits, car elle connaîtra mieux,

1. Le texte, en ce passage, est certainement altéré.

2. La *Correspondance de Granvelle* est comme un commentaire de cette diatribe contre Catherine. — Voy. les offres contenues dans une lettre de la reine catholique à sa mère, octobre (?) 1561, dans *Lettres de Catherine*, t. I, p. 600 b, n. 1.

peut-être, les ruses des adversaires, qui se sont, pour leur plus grand avantage, faussement vantés de la faveur de la reine. Pour nous, nous ne voulons ni l'accuser ni la défendre. C'est à elle de voir comment, devant ce terrible tribunal du jugement dernier, où seront visibles toutes les pensées de tous, elle défendra ses desseins devant Dieu le souverain juge. Et ici que ceux que Dieu a mis au pinacle pour gouverner son peuple considèrent combien sont dangereux pour l'État un jugement irrésolu, un cœur indécis, des desseins couverts...

Après qu'on eut enlevé aux rebelles Condé, cet illustre chef, et qu'on eut, pour ainsi parler, décapité leur commandement, alors seulement apparut clairement la secrète organisation de leurs fraudes et de toute la conspiration : à savoir que c'était l'amiral dont les conseils et les auspices avaient présidé à ces atroces entreprises ; Condé n'y prêtait que son nom et l'autorité qu'il tenait de l'éclat de sa race<sup>1</sup>. Lui disparu, la direction suprême est dévolue à l'amiral, et cet homme qui avait jusqu'alors agi subtilement sous le couvert du nom d'un autre se saisit dès lors de tout, ouvertement et sans hésiter. La France connut ainsi son ennemi ; il semblait que ce fût pour elle chose plus indigne de souffrir tant de maux d'un homme qui auparavant n'était pas illustre, et cependant elle n'a encore pu voir ni même espérer le terme de ces douleurs. Les forces des ennemis du royaume avaient été violemment entamées par le dernier combat et les affaires des conjurés survivants paraissaient tellement compromises qu'ensuite la destruction des reliques du mal semblait une petite affaire, surtout grâce à la terreur qu'inspirait l'ardente constance du roi à poursuivre et à punir par tous moyens les rebelles ; cependant, la semence de Satan se rassembla, la troupe de perdition se groupa autour des étendards de l'amiral, en sorte qu'il eut de quoi faire une armée. Les forces de cavalerie et d'infanterie que le duc de Deux-Ponts avait amenées en France s'y joignirent et il semblait que cette armée n'eût rien perdu, que rien ne lui manquât pour oser nous disputer la victoire définitive. Le roi se trouva de nouveau obligé à la guerre, nouvelle source de soucis et de veilles pour son frère Henri et pour les grands, si bien que tous étaient d'accord sur ce point : n'attendre aucune paix des ennemis en armes ; ne l'accepter, si on l'offrait, sous aucun prétexte, mais détruire d'un coup les chefs de la rébellion et leur armée ; et pour cela ne laisser perdre aucune occasion favorable de bataille.

Cette occasion se produisit en octobre 1569. Les ennemis, suivant une habitude fréquente à ceux qui sont perdus sans ressources, faisaient montre d'une grande audace, ne parlaient que de batailles, de meurtres et autres rodomontades ; mais, quand ils furent harcelés et forcés au combat, vous ne les auriez plus trouvés si courageux. L'iniquité de leur cause étouffait leur fierté et leur ardeur, ce qui prouve

1. Sorbin, *Vie de Charles IX* (Cimber, t. VIII, p. 278) : « Où M. le prince de Condé fut tué, plus trompé par la malice et cautèle de ceux qui l'avoient acheminé à cela que par autre moyen... »



bien qu'ils avaient mené cette armée non à la bataille, mais au pillage et à l'incendie de la patrie. En effet, nulle part ils ne cherchèrent la pointe des épées ennemies, nulle part, même pris sur le coup, ils ne tinrent tête; mais, errant en pillards et en brigands, ils n'osèrent soutenir la majesté des étendards royaux, jusqu'au moment où l'armée royale, les poursuivant ou plutôt s'attachant à eux, les traina, même malgré eux, au combat.

A ce moment, Poitiers souffrait vivement d'un siège. Il était assiégé depuis six semaines et ses murs, battus maintes et maintes fois par le canon, semblaient lui refuser désormais toute protection. Mais, à l'intérieur, la ville était bien défendue par le très généreux duc de Guise, entouré de plusieurs autres gentilshommes<sup>1</sup>. Mais, en raison de la longueur du siège et des cruelles attaques des ennemis, les assiégés avaient beaucoup à souffrir, si bien que tout semblait perdu et désespéré. Ils étaient obligés de se nourrir de viande d'âne et de cheval, car ils ne pouvaient ni pour or ni pour argent ni à n'importe quel prix se procurer des subsistances; et quoiqu'il y eût du blé dans la ville, il y manquait les moyens de le moudre. Aussi les royaux, pieusement animés du désir de délivrer tant d'illustres personnages et pour attirer les forces ennemies qui menaçaient si dangereusement la ville, assiégèrent vivement<sup>2</sup> le bourg de Châtellerault, sur la Vienne. Par ce moyen, pour aller au secours de leurs compagnons, les ennemis abandonnèrent pendant quelques jours Poitiers. Pendant ce temps Guise se ravitailla, relève les forces et le cœur des siens et, lorsque les ennemis reviennent, il fait une sortie qui les disperse, leur tue 2,000 hommes, non cependant sans perdre du monde; car dans cette rencontre périrent quatorze des plus vaillants chefs du parti royal. Le duc de Guise fut glorifié pour son courage, pour avoir sagement défendu la ville au-dedans et bravement écrasé l'ennemi; on voyait éclore chez le fils les germes de la vertu paternelle.

L'ennemi devenu plus voisin, les royaux l'observent avec plus de soin, puis le poursuivent sur-le-champ, et ils attaquent le dos des fuyards, puisqu'ils n'arrivent pas à voir leurs visages. Donc, le 29 septembre, près de Moncontour, ils assaillent les ennemis pour les forcer au combat. Mais les huguenots, passée la rivière Masville, détruisent le pont et refusent la bataille, après avoir perdu six enseignes de cavalerie et deux d'infanterie<sup>3</sup>. Le 1<sup>er</sup> et le 2 octobre, ils refusent de la

1. Voy., en dehors du récit de Liberge (qui a été lu par Haton), celui de La Noue : « M. de Guise et M. du Maine, son frère, acquirent grand renom d'avoir gardé une si mauvaise place. »

2. La Noue : « Enfin l'armée de Monseigneur fit beaucoup d'honneur aux huguenots, quand elle vint assaillir Châtellerault : car ce leur fut une légitime occasion de lever le siège. »

3. Sur ces faits, voy. S.-C. Gigon, *la Troisième guerre de religion*, p. 308 et suiv., combat de Saint-Clair. Faut-il, au lieu de « la rivière Masville », lire « la Dives, rivière de Mazeuil » ?

même façon le combat, si ce n'est que 300 de leurs cavaliers qui avaient osé faire une attaque furent écrasés par les cheval-légers royaux.

Mais le 3 octobre apprit à la France le crime et la perfidie des siens; ce fut le jour qui rendit au magistrat légitime le glaive qu'on lui avait presque arraché, et qui châtia l'impiété. Car, bien que les ennemis gagnassent d'une fuite perpétuelle leurs repaires et leurs retranchements, et que particulièrement en ce jour ils fussent protégés par les avantages de la position, — car ils étaient fortifiés tout autour par les marais et les cours d'eau et l'on ne pouvait les attaquer que d'un côté, — cependant, les troupes légères de l'armée royale les forcèrent à combattre, ils furent enfin contraints d'en venir aux mains, si bien que tous ne purent pas se servir de leurs pieds pour se sauver.

Il est une plaine très propre à une action de ce genre, de quatre lieues de France, entre Saint-Jovin, Moncontour et Ervaux<sup>1</sup>, où les ennemis s'avançaient en bataille, protégés en arrière par leur artillerie, qu'ils avaient installée sur une colline bien située. Il fallait les en déloger avant de trouver une occasion favorable d'engager le combat. C'est ce qui fut fait habilement en envoyant de l'artillerie adverse. Quand donc les ennemis virent que la position des lieux et la volonté du destin les forçaient à se battre, ils ne s'abandonnèrent pas et se livrèrent à des escarmouches du matin jusqu'à une heure de l'après-midi, heure où la fortune accepta le sacrifice que lui offraient ensemble ces deux armées acharnées l'une contre l'autre. Le soir du premier jour étaient arrivés au camp les fils du roi de Navarre et de Condé avec des canons et quelques soldats; l'amiral avait chargé d'armes jusqu'à ces enfants. Le prince d'Orange, avec son frère Louis<sup>2</sup>, s'était trois jours avant embarqué pour l'Angleterre, réservé peut-être à un pire destin.

L'ordre de bataille avait été très soigneusement établi par l'amiral, qui cependant, avec son vieil esprit de ruse, se mit à l'abri des suites de l'événement; il abandonna l'armée et s'enfuit à La Rochelle, où le suivirent plus tard les survivants du combat. Les reîtres, mêlés à des gens d'armes français, occupaient la première ligne, sous le comte Wolrad de Mansfeld. Les lansquenets, que le duc de Deux-Ponts avait amenés aux rebelles, sous la conduite de chefs éprouvés, Geroldseck et Granviller, avaient pour compagnons les cavaliers gascons de l'amiral. Ainsi les ennemis n'étaient inférieurs ni en nombre ni en talent. Une grande partie d'entre eux, surtout les cavaliers, marchaient au combat couverts de casaques blanches, dans un dessein auquel l'événement ne devait guère correspondre. Car ils avaient l'ambition de n'épargner personne parmi les royaux, et pour le cas où, dans l'ardeur du combat, ils auraient perdu leurs signes distinctifs, ces casaques devaient les empêcher d'égarer leur fureur, et ils traiteraient en ennemi quiconque ne serait pas vêtu de cette couleur<sup>3</sup>. Mais ce dessein eut

1. Airvault. Voy. Gigon, *op. cit.*, p. 319 et suiv.

2. Il y a là une erreur. Ludovic de Nassau était à Moncontour.

3. La Noue : « Le jour suyvant, nous fusmes à cheval au point du jour,

pour ses misérables auteurs les plus funestes conséquences, particulièrement pour les Allemands : peut-être que la pitié de leurs compatriotes et un certain respect de la discipline militaire auraient, lorsque leurs lignes commencèrent à fléchir, pu les sauver, mais on les prit pour des hérétiques, on cria : « Tous ces blancs sont des huguenots et des rebelles », si bien que nul d'entre eux ne fut épargné<sup>1</sup>.

Les troupes royales, sous les auspices de Henri, étaient commandées par des chefs très sages et très vaillants. Le comte Pierre-Ernest de Mansfeld couvrait l'aile droite. Il avait sous ses ordres dix-sept escadrons de reîtres, commandés par le landgrave de Hesse, les deux rhingraves, le comte de Westerbourg et M. de Betstein (ou de Basompierre). La défense de l'aile gauche avait été assumée par le duc de Guise, aidé du maréchal de Cossé, de Villequier, Carnavalet, Lavignau et d'une grande part de la noblesse de France avec ses gens d'armes. Au centre était l'infanterie : trente-huit compagnies de Suisses, les premiers rangs commandés par Clary et Pfyffer, et qui avaient les canons. Puis les Bourguignons et les soldats du pape, sous d'illustres chefs, MM. de la Valette, de Chavigny, de Thoré, de Montpensier, et d'autres avec les gens d'armes pontificaux et quelques enseignes de cheval-légers. Henri, frère du roi, avait, pour le garder, avec un corps d'élite de cavaliers français et allemands, les ducs d'Aumale, de Martigues, le margrave Philibert de Bade, le maréchal de Biron, Tavannes, le comte de Santa-Fiore et les maîtres les meilleurs et les plus distingués.

On se battit des deux parts avec la dernière violence, si bien qu'en ce jour il n'est personne qui n'ait eu l'occasion de déployer son courage. Les reîtres et huguenots attaquèrent d'abord les gens d'armes et les arquebusiers français avec tant de force que ceux-ci durent reculer, mais cependant la valeur de leurs chefs les ramena deux fois au combat. Puis ces troupes éprouvées furent secourues des deux côtés par les reîtres royaux, de sorte que des Allemands attaquèrent des Allemands, commandés de part et d'autre par des Mansfeld; mais, contraires de foi et d'armes, ils assouvissaient leur colère et leur rage dans les entrailles de leurs proches. On ne peut croire avec quelle ardeur et quelle fureur ils combattirent : souvent le frère heurtait le frère, l'ami un ami d'autrefois devenu maintenant son ennemi, et chacun son compatriote.

Il est lamentable de voir les Allemands prostituer ainsi l'antique gloire de leur courage, sans regarder la cause pour laquelle ils vont combattre, sans épargner leur propre nation; mais, comme des brutes, ils ne pensent qu'au salaire qu'on leur propose, ils offrent d'eux-

pour aller droit à Ervaux, ayans tous chemises blanches, pour nous mieux reconnoître s'il falloit combattre. »

1. Haton, p. 581 : « Les Suisses, lesquels ne pardonnèrent à ung seul de leur nation germanique. »

mêmes, pour toute occasion de se battre, fût-ce la plus injuste, une vie et un sang à vendre, pourvu que les éblouisse l'espoir du butin et du gain<sup>1</sup>.

Dans les siècles passés, cette race a fait la terreur des autres nations du monde, à la fois à cause de son courage invincible et de son amour pour la fidélité et la justice. Mais maintenant il n'est personne, pour ainsi dire, qui ne puisse acheter leurs services pourvu qu'il ait de l'argent. Car l'argent est, pour les Allemands, la mesure de la cause qu'ils servent, et ils n'ont pas honte de combattre tour à tour dans des camps opposés; légèreté, à tout le moins, bien différente de la gravité et de la fidélité des vieux Allemands, pour ne rien dire de plus sévère.

Pendant que les Allemands se déchirent ainsi les uns les autres et que les lances françaises des rebelles abandonnent leurs alliés en plein combat, les reîtres aussi se mettent à fuir lâchement, précédés par l'amiral, jusqu'à ce qu'à la faveur de leur course et de la nuit, ils échappent à la poursuite des royaux et respirent enfin à l'aise. Cependant, les cheval-légers français et les fantassins, avec les auxiliaires pontificaux et bourguignons<sup>2</sup>, attaquent l'infanterie huguenote et les cavaliers gascons de l'amiral et en font un tel carnage qu'on n'en vit guère un pareil de mémoire de chrétien. On voit venir à cetteoucherie les vingt-six compagnies de lansquenets, sous leurs vieux chefs Geroldseck et Granviller, qui étaient entrées en France sous les infortunés auspices du duc de Deux-Ponts; et de ce désastre, on pense qu'il n'a pas même survécu un homme pour aller en porter la nouvelle à leurs compagnons. Avec eux tombèrent les cavaliers gascons, coupés de leurs alliés en fuite.

Il faudrait déplorer ce jeu de la fortune, — un seul jour, presque une seule mort enlevant tant de braves, noble et brillante fleur des armées allemandes, — si leur propre témérité et une cruauté inouïe chez cette nation ne nous faisaient leur refuser toute sympathie et toute pitié. Car aucune obligation, aucune juste cause ne les avaient fait sortir de leur patrie, et ils se proposaient de renverser ce royaume, dont ils n'avaient jamais éprouvé le moindre tort, mais qui avait été pour eux riche d'avantages et de bienfaits. D'ailleurs, la France gémit longtemps sur l'impiété de ces soldats; elle a subi cette rage plus que bestiale, cette passion de pillage pire que celle des Turcs, une cruauté envers les hommes de toute classe, surtout envers les clercs, telle qu'on aurait à peine à craindre la pareille des plus monstrueux barbares, des Scythes ou des Tartares. Les Allemands ont donc expié de leur sang leurs fureurs envers la France, exemple qu'ils

1. Le luthérien Cyriaque Spangenberg (*Notwendige Warnunge, an alle ehrliebende Deutsche...* Eisleben, 1569) est d'accord avec notre texte pour dire que le pire péché des Allemands, c'est de faire la guerre pour de l'argent, — mais il ajoute : « ... contre des gens qui ne leur ont fait aucun mal et se sont seulement séparés de l'antéchrist romain. »

2. C'est-à-dire espagnols.

transmettront peut-être à leurs descendants et dont ils s'inspireront à l'avenir quand ils s'occuperont des affaires d'autrui.

Les reîtres huguenots n'eurent pas tant de morts, mais après la fuite des lances françaises eux aussi battirent en retraite et gagnèrent La Rochelle avec leur fuyard d'amiral. Ils perdirent cependant 400 des leurs, mais les pertes totales des rebelles dépassèrent 10,000, plus la foule des goujats qui servit aussi de matière à la fureur du carnage<sup>1</sup>; même les chiens abandonnés avec les bagages de la cavalerie n'eurent pas la vie sauve, et le sort n'en laissa pas échapper un seul *mingentem ad parietem*.

On fit prisonniers, avec MM. d'Assieres et de La Noue, quelques personnages considérables; en petit nombre, parce que tous étaient tombés sur leurs ennemis les plus acharnés, les Allemands rebelles sur les Français royaux, les Français rebelles sur les Allemands royaux, et que leurs casques blancs les avaient facilement trahis. Ils perdirent tous leurs canons, dont ils avaient pris les plus grands, peu auparavant, à Lusignan. Il y en avait un d'une taille énorme, sur lequel ils avaient inscrit en leur langue ce nom nouveau : *chasse-messe*. Les soldats royaux l'appelèrent *chasse-prêche*. Les voitures et les bagages furent pris et détruits, surtout ceux des reîtres, où l'on trouva les trésors de bien des provinces, de bien des villes, de bien des églises. Mais les royaux non plus n'obtinent pas la victoire sans perdre du monde, surtout des gens de qualité. Cependant ces pertes furent minimes, car de toute l'armée royale on n'eut pas à regretter plus de 500 soldats de tout ordre<sup>2</sup>. Mais on vit tomber en combattant bravement le margrave Philibert de Bade et le landgrave de Hesse, le troisième de ses frères, de même le duc de Longueville. Assurément, le margrave fut très vivement regretté par les Français catholiques; il combattit ce jour-là avec une vigueur et un courage que l'on n'a jamais vus chez un homme de ce rang, jusqu'à ce qu'une balle d'arquebuse, lui traversant la gorge, l'arrachât à la fois à la bataille et à la vie; mort prématurée, car la gloire qu'il avait conquise à la guerre semblait le destiner à devenir un jour un chef de premier ordre. Le comte de Mansfeld, qui eut grande part à cette victoire, le duc de Guise, l'ainé des rhingraves, le rittmeister Schonenberg, M. de Basompierre revinrent du combat blessés; et le frère du roi, Henri, jeté à bas de son cheval en combattant vaillamment, fut relevé par le marquis de Villars, amiral catholique de France, et le maître des écu-

1. Haton dit 15 à 16,000 (dont 9 à 10,000 Allemands). La *Vera et brevis descriptio* dit 14,000. M. H. Monod (*Bull. de la Soc. de l'hist. du Protestantisme français*, p. 511) fait remarquer que de Thou dit seulement : de 4,000 lansquenets, il n'en reste que 200; en outre, il y eut parmi les morts 2,000 fantassins français et environ 300 cavaliers : « Ceux qui veulent compter les valets, les goujats et tous ceux de cette espèce... font le nombre des morts bien plus grand. »

2. Haton évalue à 1,300 le nombre des morts catholiques.



ries Vivre, et retourna à la bataille. Parmi ceux qui eurent une belle conduite, on cite encore MM. de la Hierges, de Beaurain, Blandeau, Libersart, chefs des enfants perdus.

Voilà la mémorable victoire par laquelle la France a triomphé de ses crimes, mais plutôt sur le sang étranger que sur le sien propre. Victoire qui rendait au roi son royaume et qui pouvait en ces lieux rendre aussi à l'église sa tranquillité. Si cette dernière a été consolidée par la paix qui, au mois d'août suivant, fut signée pour la troisième fois entre le roi et ses sujets rebelles, Dieu le sait, lui qui sonde les cœurs et les secrets, et la postérité le verra, elle qui pourra mieux juger les desseins et les événements d'aujourd'hui.

Voilà, magnifiques seigneurs, ce que j'ai vu de mes yeux et ce que j'ai appris des écrits ou des relations de témoins dignes de foi sur ces funestes troubles, sans exemple depuis la fondation du royaume; troubles par lesquels nous avons vu en ces temps agiter la France, qui a été réduite par la dévastation à une condition misérable, et cela pour la même cause qui l'avait, dans les siècles anciens, élevée au faite suprême de la gloire et de l'honneur. Car c'était la religion, ce précieux fleuron qui ornait la couronne des rois de France; et c'est maintenant la religion qui menace leur couronne et leur vie.

Mais la victoire n'est pas douteuse si le roi continue à montrer cette foi et cette constance qu'il a héritées de ses ancêtres en même temps que la couronne. Pour y réussir, il ne manque pas d'hommes aux conseils et à la fidélité de qui il peut confier sa personne et son État. Car au milieu de cette violente révolution, tous n'ont pas faibli, tous ne sont pas devenus incapables de défendre l'honneur de l'Église et du roi. Mais un grand nombre de nobles provinces, de villes, de familles ont prouvé leur constante fidélité à Dieu et à leur roi, au péril non seulement de leurs biens, mais de leurs vies et de leur sang. La maison de Guise et les Toulousains<sup>1</sup>, par leurs exploits, ont conquis une renommée immortelle. Les nobles d'Auvergne, de Bourgogne, de Brie, de Champagne, de Touraine ont aussi laissé d'illustres exemples de leur courage et de leur piété.

Henri HAUSER.

---

1. Cf. E. Auger, *Sucre spirituel pour adoucir l'amertume des aigres malheurs de ce temps*. Lyon, 1570 (lettre écrite aux Toulousains en 1569, Somervogel, t. I, p. 637). La Croix du Maine cite aussi Jean de Cardonne, *Remonstrance aux catholiques de prendre les armes en l'armée de la croisade instituée en la ville de Tholose contre les calvinistes, huguenots, traitres et rebelles*. Toulouse, 1568 (au lieu de 1558).



## TROIS LETTRES INÉDITES DE JULES FERRY.

La publication du livre de M. Hanotaux a attiré l'attention des historiens sur les débuts de la troisième République. Cet ouvrage a amené des discussions<sup>1</sup>, notamment sur l'attitude respective des divers chefs du parti républicain. Les trois lettres que nous avons trouvées dans les papiers de Jules Simon et que nous publions, avec l'autorisation de M<sup>me</sup> Jules Ferry, de MM. Gustave Simon et Émile Delorme, nous donnent à ce sujet des renseignements intéressants.

Le gouvernement du 24 mai ayant révoqué systématiquement les préfets suspects d'être républicains, la gauche, en arrivant au pouvoir, se trouvait obligée de former une administration nouvelle, soutenant ses principes et sa doctrine. C'est ce qu'avaient déjà fait Ricard et M. de Marcère, ministres de l'Intérieur dans le Cabinet Dufaure; c'est ce que Jules Ferry demandait à Jules Simon dans la lettre qui suit :

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Versailles, le 30 décembre 1876.

Mon cher ami,

Je vous sou mets une petite liste de proscription. Elle se compose des préfets les plus décriés de la majorité de la Chambre. Ce sont les survivants tout à fait incorrigibles du ministère de combat. Vous ne pouvez faire moins en un moment où vous pouvez tout. Plus vous tarderez, plus les gens deviendront exigeants. Ricard et Marcère se sont fait arracher, morceau par morceau, trente-quatre préfets, et cela n'a produit aucun effet, parce qu'ils avaient fait trop attendre.

Vous avez raison de dire que c'est de la petite politique. Mais pour les élus du scrutin d'arrondissement, l'horizon n'est pas plus étendu. Vous maintiendrez votre majorité. Vous réduirez à cinquante membres les adhérents de Gambetta avec des sous-préfectures et des justices de paix.

De cœur votre.

Jules FERRY.

Après le Seize Mai et la dissolution de la Chambre, les républi-

1. *Revue de synthèse historique*, août 1910; Henry Salomon, *De quelques livres d'histoire contemporaine*.

cains, rejetés dans l'opposition, durent soutenir une lutte terrible. Jules Ferry, avec son admirable clarté, résume la situation :

Vichy, 17 juillet [1877<sup>1</sup>].

Mon cher ami,

Je crois que c'est une grande vérité de dire que les gens qui nous gouvernent se méprennent absolument sur la cause profonde des succès électoraux du second Empire. Ces succès proviennent avant tout de ce que le paysan était impérialiste. La défaite de la candidature officielle mac-mahonienne est dès à présent assurée, parce qu'il n'y a pas de mac-mahoniens. Je sais bien que cette thèse se rencontre avec celle des bonapartistes, mais les constitutionnels de l'école du *Moniteur* sont les seuls qui puissent se plaindre. Quant à nous, il ne peut nous déplaire d'entendre dire que le suffrage universel ne peut enfanter que deux choses : République ou Empire.

Jules FERRY.

Les relations continuèrent entre Jules Ferry et Jules Simon. Même, au moment de l'article 7, le fondateur de l'école laïque écrivait à son antagoniste :

CABINET DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE  
ET DES BEAUX-ARTS.

[1880<sup>2</sup>].

Mon cher ami,

Vous allez donc m'étrangler de vos mains parricides ! Tout le monde le dit et je le crains fort.

Je suis, en attendant le fer de Calchas, votre affectionné.

Jules FERRY.

On voit quelle cordialité régnait entre les deux adversaires.

Paul RAPHAEL.

1. Il s'agit évidemment des élections faites par le ministère du Seize Mai, car dans le passage de la lettre que nous ne citons pas, il est question de « la règle des 363 ».

2. Jules Ferry fut ministre de l'Instruction publique dans le Cabinet Freycinet depuis le 22 décembre 1879 jusqu'au 23 septembre 1880, date à laquelle il ajouta à son titre celui de président du Conseil. S'il avait été question dans cette lettre de dissentiments à propos des devoirs envers Dieu, la lettre aurait eu pour en-tête « cabinet du président du Conseil ». Il s'agit donc bien de l'article 7.

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### HISTOIRE DE FRANCE.

#### ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

Il est utile certes à la constitution de l'histoire contemporaine de publier des documents. Mais il était bien inutile, comme le fait M. A. KELLER<sup>1</sup>, de publier à nouveau des morceaux de la *Correspondance de Napoléon*, en les encadrant d'explications qui n'ont aucune valeur historique, n'étant appuyées sur aucune documentation, non pas même sur des connaissances élémentaires. Ainsi l'on nous dit que par le coup d'État la France passa de la plus lâche oppression à la liberté; que la Convention, la paix rétablie (*sic*), personnifia sa dictature dans le Comité de Salut public (p. 15); que l'Assemblée nationale déclara ses membres inéligibles à la Constituante (p. 17). En un mot, une cinquantaine de pages de la *Correspondance*; de nombreux emprunts aux *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous le règne de Napoléon I<sup>er</sup>*, édition de 1830; quelques citations de Bourrienne, de Franck-Brentano (*sic*); un peu du *Mémorial de Sainte-Hélène*, et le livre est fait, et il est une suite, et, hélas! il aura une suite.

M. le baron DE MÉNEVAL<sup>2</sup> a composé son histoire de l'*Impératrice Joséphine* avec quelques lettres de la reine Hortense à l'abbé Bertrand, son ancien aumônier, de l'empereur Napoléon III au même, avec Aubenas, *Histoire de l'impératrice Joséphine*, avec les *Mémoires* de la duchesse d'Abrantès, de Bausset, de M<sup>me</sup> Duerest. En somme, il a convoqué surtout les témoins à décharge. Il importait peut-être de refaire cette histoire pour réhabiliter une femme qui, avec de grands défauts de légèreté et de prodigalité, fut une épouse aimante et une mère excellente; c'est ici en effet une biographie soucieuse d'éviter et de taire tous scandales, et, en

1. A. Keller, *Correspondance, bulletins et ordres du jour de Napoléon : Bonaparte et le coup d'État*. Paris, Méricant, s. d., in-12, 319 p.

2. Baron de Méneval, *L'Impératrice Joséphine, d'après le témoignage de ses principaux historiens*. Paris, C. Lévy, s. d., in-8°, x-349 p.

somme, de cette dévotion au personnage de Joséphine résulte un portrait plus véridique sans doute que d'autres auxquels M. le baron de Méneval a eu l'évident souci de répondre; en particulier, quelques pages fort belles et émouvantes, sinon très nouvelles, sur le divorce et les dernières années de l'impératrice, déterminent, malgré tout, la sympathie du lecteur.

Joséphine ne perd pas au voisinage de celle qui la remplaça dans le lit de Napoléon. Cependant, malgré son titre é moustillant, le livre que M. Hector FLEISCHMANN<sup>1</sup> consacre à *Marie-Louise libertine* ne renferme rien de bien original, sauf le ton, d'une grande sévérité, où la pitié suffirait. L'ouvrage vaut par ses titres : la *femme de César*, c'est-à-dire le mariage de 1810, une définition du « ventre autrichien », la descente à la trahison ou les scènes du départ de Paris et de la fuite en 1814; — la *femme du borgne*, la rencontre avec le comte de Neipperg en Suisse, le « terrible masle » qu'était Neipperg, les bâtards parmesans, la façon dont la duchesse de Parme observa le deuil de « son illustrissime conjoint » en mettant au monde trois mois plus tard un fils de Neipperg (août 1821); — la *femme du jésuite*, le marquis de Bombelles, où il est surtout question de la mort du duc de Reichstadt, puis de celle de la ci-devant impératrice.

Mais ne sortons pas de la famille impériale. M. André DUBOSQ consacre à *Louis de Hollande*<sup>2</sup> un volume qui est fait surtout de ses lettres, extraites des Archives nationales et complétant l'ouvrage de Rocquain fondé seulement sur la correspondance des deux frères. Le livre comprend d'abord un résumé du règne qui a paru nécessaire pour encadrer les lettres, puis les lettres correspondantes groupées selon le sujet auquel elles se rapportent. Un premier paquet concerne les objets suivants : efforts de Louis pour être vraiment roi de Hollande, appel qu'il fait à des Orangistes pour des emplois importants, éloignement des régiments français, établissement d'une nouvelle noblesse, fondation d'un ordre de décoration, tentatives variées pour être autre qu'un lieutenant de l'Empereur, un connétable de l'Empire, à la façon de Joseph ou de Murat, à Naples et à Madrid, tous embarrassés du sang français qu'ils avaient dans les veines, mais aussi surveillance rigoureuse de Napoléon par le duc de La Rochefoucauld, son représentant à La Haye, mutilation de la Hollande par le traité du 16 mars 1810, enfin rupture et

1. Hector Fleischmann, *Marie-Louise libertine*. Paris, Méricant, s. d., in-12, x-288 p.

2. André Duboscq, *Louis Bonaparte en Hollande, d'après ses lettres, 1806-1810*, avec un portrait en héliogravure. Paris, Émile-Paul, 1911, in-8\*, 405 p.

abdication de Louis; du moins, il avait eu l'affection de quelques Hollandais; il restait pour eux « le bon roi Louis ». Un autre paquet est fait des lettres de Louis à ses fonctionnaires hollandais sur les encouragements à donner à l'agriculture, la culture du mûrier, l'entretien des digues : il y apparaît comme le premier des serviteurs de l'État, appliqué à se bien acquitter de ses devoirs de roi. D'autres lettres sont consacrées à l'affaire de Cassel, en 1806, pendant la campagne contre la Prusse, Louis s'efforçant de négocier avec l'Électeur de Hesse quand il avait l'ordre de le prendre et de le dépouiller; M. Duboscq refuse d'y voir un acte de trahison. D'autres sont réunies sous le titre : *Isolement du roi en Hollande*; il y est beaucoup question de sa santé, de ses relations difficiles avec la reine Hortense, des efforts touchants qu'il fait pour avoir son fils auprès de lui, après la mort de l'ainé. Enfin quelques lettres ont rapport à l'affaire de Walcheren en 1809, elles en précisent quelques circonstances et s'encadrent de réflexions où l'auteur tâche de disculper Louis des reproches qu'on lui a faits. On concevrait une publication plus méthodique, plus scientifique de cette correspondance; c'est pourtant une contribution utile à l'histoire de ce règne manqué, de ce roi manqué.

Les *Souvenirs de Roustam, mamelouck de Napoléon I<sup>er</sup>*, publiés une première fois en 1888 dans la *Revue rétrospective*, sont d'un style naïf, pittoresquement incorrect; ils redisent les origines géorgiennes du mamelouck, son excellent cœur, le soin qu'il avait de faire des économies pour sa mère, ses services chez le cheikh El-Bekri au moment de l'expédition française, les effets du champagne sur son jeune cerveau, son entrée au service de Bonaparte, son arrivée en France, son arrestation, au sortir de Marseille, par des « Arabes français », ce qui veut dire des brigands; puis ce gentil résumé du coup d'État de brumaire : « Le général et M. Duroc sont allés promener alentour de Paris, et on dit qu'ils ont été assassinés tous les deux; quand le général arriva à cheval, tout le monde était bien content; » plus loin, le mariage de Roustam avec la fille de Douville, premier valet de chambre de l'impératrice, dont Napoléon paya le diner 1,341 francs; enfin on y verra comment le mamelouck lâcha Napoléon en 1814, à l'instar de son camarade Constant. Tout cela est amusant à lire; il n'y a pas de notation importante à en retenir au sujet de Napoléon, si ce n'est ce trait de son émotion à la

1. *Souvenirs de Roustam, mamelouck de Napoléon I<sup>er</sup>*, introduction et notes de Paul Cottin, préface de Frédéric Masson. Paris, Ollendorff, s. d., in-12, xxxvii-302 p.

mort de Lannes : « les larmes de l'Empereur tombaient dans sa cuiller. »

Le général ZURLINDEN consacre à *Napoléon et à ses maréchaux*<sup>1</sup> deux volumes d'un médiocre intérêt. Il n'était peut-être pas nécessaire d'écrire un nouveau volume sur Napoléon, et celui-ci n'est pas original; il se réfère à des ouvrages de seconde main ou à ceux de Houssaye, Masson, Sorel, Vandal; à peine le sujet y est-il renouvelé par quelques considérations d'ordre militaire, qui d'ailleurs ne sont pas absolument neuves. Par contre, il y a dans ce premier volume de grosses lacunes sur le Blocus continental, sur la Confédération du Rhin par exemple. A signaler une explication curieuse de l'expédition de Russie : Napoléon l'entreprit pour échapper aux préoccupations inextricables de la guerre d'Espagne.

Quant au second volume, ce n'est pas une série de portraits, c'est une série d'articles comme on en trouve dans les dictionnaires de biographie; il y en a de meilleurs, et surtout de plus scientifiques, dans les encyclopédies. Comment faire connaître en 200 pages, après Kléber et Desaix (pourquoi pas Marceau, Joubert?), Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Lannes, Mortier, Ney, Davout, Bessières, Kellermann et fils, Lefebvre, Pérignon, Sérurier, Victor, Macdonald, Oudinot, Marmont, Suchet, Gouvion-Saint-Cyr, Poniatowsky, Grouchy?

La publication des *Papiers de Murat*, par le prince MURAT, se poursuit avec rapidité et avec un intérêt croissant. Le cinquième volume<sup>2</sup> comprend la période de 1806 à 1808. Les pièces relatives au commandement de Murat en Pologne, lettres à Davout, à Lannes, à Napoléon, sont de première valeur; sans rien révéler d'inattendu sur le caractère de Joachim, elles font connaître avec précision les événements militaires auxquels il a été mêlé et la part qu'il y a prise; il s'agit notamment des opérations autour de Varsovie en décembre 1806; la documentation est moins abondante et moins précieuse pour les journées d'Eylau. Cependant, quelques lettres échangées avec Pauline, Caroline et ses enfants, Lætitia et Achille, montrent un Murat très tendre, bon époux et bon père.

1. Général Zurlinden, *Napoléon et ses maréchaux*. I : *Napoléon*; II : *les Maréchaux*. Paris, Hachette, 1910, 2 vol. in-12, ix-268 et xxxix-244 p.

2. *Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat, 1767-1815*, publiés par Son Altesse le prince Murat, avec une introduction et des notes par Paul Le Brethon; t. V : *Campagne de Pologne (1806-1807). Grand-duché de Berg (1807-1808). Lieutenance de Murat, grand-duc de Berg, en Espagne (1808)*. Paris, Plon, 1911, in-8°, 504 p. — Pour les volumes précédents, voir la *Rev. hist.*, t. C, p. 347; t. CII, p. 129; t. CV, p. 146.



Les papiers qui se rapportent au gouvernement du grand-duché de Berg ne sont pas les plus intéressants; on sait d'ailleurs que le grand-duc avait peu de part au gouvernement des États dont il n'était en somme que le chef nominal; on y lira quelques lettres curieuses de Murat à Godot, qui sont comme le préambule de sa lieutenance en Espagne. Quant à cette lieutenance, quoique beaucoup des pièces qui sont ici reproduites ne soient plus inédites, il y en a assez d'autres pour constituer une source de tout premier ordre; elles permettront de mettre au point à peu près complètement les conditions du rôle joué par Murat à Madrid. Cette vaste publication paraît donc devoir être un monument imposant à la mémoire, sinon à la gloire de Murat, dont en vérité tous les papiers ne méritaient pas l'honneur qui leur est fait; ne nous en plaignons pas pourtant; dans une pareille histoire, il n'y a pas de documents inutiles.

M. Wladyslaw DE FEDOROWICZ entreprend la publication de documents sur la *Campagne de 1809*<sup>1</sup>. Il vient de publier les documents français; il annonce un second volume de documents allemands et un troisième pour les autres langues. Les pièces du premier sont extraites des archives historiques de la Guerre ou de celles du ministère des Affaires étrangères, du moins pour la plupart. Tout n'y est pas inédit; on y retrouve des lettres de la *Correspondance de Napoléon* ou du Supplément de Lecestre, de la *Correspondance de Davout* éditée par M. de Mazade, d'autres lettres publiées par P. Hassel dans son *Histoire de la politique prussienne de 1807 à 1815* ou par Geoffroy de Grandmaison dans la *Correspondance de La Forest*. Mais il y a là pourtant des documents de grand intérêt, où il n'est pas seulement question de la campagne de Pologne, mais des négociations des alliés à l'occasion de cette campagne : des lettres de Poniatowski, ou de Rapp, ou du colonel Saunier, commandant à Varsovie, à Davout sur la situation des armées et sur quelques opérations; des lettres du comte Friedrich-Lothar Stadion, ambassadeur d'Autriche à Munich, au ministre, au comte Philippe Stadion, sur l'état des esprits en Allemagne et notamment sur les sentiments particuliers du prince royal de Bavière; des lettres de Philippe Stadion à Stahremberg, ambassadeur en Angleterre; les instructions du gouvernement autrichien au lieutenant Wagner envoyé à Londres pour obtenir des subsides, organiser une expédition navale combinée, appeler l'An-

1. Wladyslaw de Fedorowicz, *1809, Campagne de Pologne*; vol. 1 : documents et matériaux français. Paris, Plon, 1911, in-8°, iv-447 p.

gleterre à une descente sur les côtes de la Baltique; des instructions pour le baron de Wessenberg à Berlin, sa correspondance avec Stadion, des notes sur la mission de Schwarzenberg à Saint-Pétersbourg, pour faire sortir la Russie de sa réserve diplomatique et militaire : toutes pièces importantes sur la situation diplomatique, du moins pour les premiers mois de 1809. Mais il y a dans les archives françaises bien d'autres documents, plus précieux encore, sur les négociations pendant la campagne, notamment après Essling, sur les conférences d'Altenbourg jusqu'à la paix de Vienne; cette publication demeure extrêmement incomplète pour la France.

La *Correspondance inédite de la reine Marie-Caroline avec le marquis de Gallo*, extraite des archives de la famille ducale de Gallo à Naples et publiée par le commandant Weil et le marquis di Somma-Circello, est précédée d'une remarquable préface de M. Welschinger, d'où ressort en termes définitifs le portrait de cette maîtresse femme qui eût pu être, en d'autres circonstances et sur un autre trône, une grande reine; en particulier, son admiration et sa haine pour Bonaparte, « l'Attila, le fléau de l'Italie », mais aussi « le plus grand homme du siècle »<sup>1</sup>. La Correspondance commence en 1785, Gallo étant alors ministre à Turin; il y a très peu de chose jusqu'à la Révolution, puis quelques vigoureuses lettres au sujet des événements de France et du sort de la famille royale. Gallo passa ensuite à Vienne et fut l'intermédiaire entre sa reine et la cour impériale; ils échangèrent alors des nouvelles de cour, des impressions sur les événements politiques. A partir de 1798, les lettres de la reine se précipitent, décousues, incohérentes, tourmentées par la propagande révolutionnaire, désormais pleines de soucis sur l'avenir de ses enfants. Le second volume s'ouvre par la fuite à Palerme en décembre 1798, avec quelques lettres poignantes sur les circonstances de ce départ, sur le cadavre de son fils Albert, un enfant de six ans, emporté par les convulsions, sur l'organisation de la résistance en Calabre jusqu'à la délivrance par le cardinal Ruffo. On notera, en particulier, les réflexions de la reine sur le progrès des idées démocratiques, sa conviction que

1. *Correspondance inédite de Marie-Caroline, reine de Naples et de Sicile, avec le marquis de Gallo*, publiée et annotée par le commandant M.-H. Weil et le marquis di Somma-Circello; préface de M. H. Welschinger, deux portraits en héliogravure; t. I : 1785-1798; t. II : 1799-1806. Paris, Émile-Paul, 1911, 2 vol. in-8°, CXXII-546 et 678 p. — J'avais publié dans *Napoléon en Italie* des entretiens d'Alquier avec la reine qui indiquaient quelques traits de cette physionomie originale. Voir aussi, dans la *Nouvelle Revue* (15 août-15 sept. 1908), Éd. Driault, *Bonaparte et les Bourbons*.

les temps à venir seront durs pour les rois et qu'il leur faudra sans doute se féliciter de pouvoir mettre quelque argent de côté pour vivre dans une retraite assez confortable. Après Marengo, c'est la colère qui l'emporte contre l'établissement de la domination française en Italie. Les exclamations de la reine donnent un intérêt vivant à la grande lutte où elle se débattait contre la domination étrangère, jusqu'en 1806, c'est-à-dire jusqu'à la catastrophe, où Gallo oublia, en servant Joseph et la France, ce qu'il devait à une souveraine qui lui avait montré tant de confiance.

Le tome troisième et dernier des *Mémoires* du marquis DE BOUILLÉ<sup>1</sup> a trait d'abord à quelques opérations de l'expédition de Naples en 1806, mais intéresse surtout la guerre d'Espagne; on y verra les rapports de Bouillé avec Sébastiani, son divisionnaire, le « mamamouchi du Bourgeois gentilhomme »; on y rencontrera les épisodes les plus remarquables de la carrière militaire du marquis, devenu général de brigade, comte, avec une dotation de 4,000 francs de revenu en Westphalie, puis de 10,000 sur le Brabant hollandais, sans que d'ailleurs il fût encore satisfait. Les dernières pages sont pleines d'amertume; il y dit sa douleur à se sentir devenir aveugle et fait allusion à d'autres causes de chagrin.

Les *Souvenirs* de Lord BROUGHTON<sup>2</sup> sont extrêmement curieux et amusants. Les dieux pour lesquels il eut de la dévotion furent Napoléon et Byron. Il se trouve que Napoléon tient une plus grande place dans le premier volume. Voyageant en Europe à partir de 1809, Lord Broughton passa en Portugal, où il constata l'excessive abondance des moines et la grande popularité de Junot; en Allemagne, où il vit Bernadotte en papillotes. Il assista surtout au retour de l'île d'Elbe, « révolution militaire sans pareille dans l'histoire du monde »; il nota l'enthousiasme excité alors par Napoléon; il le partagea, agitant son chapeau et criant avec la foule : « Vive l'Empereur ! » Il pleura à la vue de « cet homme prodigieux », tandis que, quelques semaines après, le retour des Bourbons lui donnait « l'impression d'une arrivée de forains ou de bateleurs ». Le second volume appartient à Byron; il contient notamment un long chapitre

1. *Souvenirs et fragments pour servir aux mémoires de ma vie et de mon temps*, par le marquis Louis-Joseph-Amour de Bouillé, 1769-1812, publiés pour la Société d'histoire contemporaine par P.-L. de Kermaingant; t. III : *Mars 1806-nov. 1809*. Paris, Alph. Picard, 1911, in-8°, xlv-625 p. — Pour les deux premiers volumes, voir la *Rev. hist.*, t. C, p. 343.

2. Lord Broughton, *Napoléon, Byron et leurs contemporains. Souvenirs d'une longue vie*. Préface de Lord Rosebery, ouvrage traduit de l'anglais par Armand Fournier; t. I : 1809-1816; t. II : 1816-1822. Paris, Juven, s. d., 2 vol. in-8°, xi-377 et 395 p.

sur la séparation de Byron et de sa femme, éloquent et tendre plaidoyer en faveur du poète. Il y a là des pièces importantes pour le jugement à porter sur Byron, qu'on nous montre enveloppé d'intrigues, « de calomnies diaboliques », accusé de dérangement cérébral et d'écarts de conduite.

Le livre de M. GUILLON<sup>1</sup>, *Napoléon et la Suisse (1803-1815)*, ne répond pas tout à fait à son titre, car il le dépasse singulièrement; les premiers chapitres en effet ont pour objet les derniers jours de la Confédération, la République helvétique de 1798 à 1803 et la politique du Directoire en Suisse; on n'arrive à la date de 1803 qu'environ au tiers du volume. A partir de là, grâce à une étude très fidèle des documents du ministère des Affaires étrangères, les chapitres qui sont consacrés au régime napoléonien sont d'un intérêt très nouveau et révèlent la persistante action de la politique impériale sur ce « bastion des Alpes » : il s'agit de l'ambassade du général Vial, de 1803 à 1808, puis de l'ambassade d'Auguste de Talleyrand, de 1808 à 1812, avec les tracasseries nées du blocus continental, puis l'occupation du Tessin par les troupes italiennes. Un chapitre complémentaire traite des régiments suisses au service de la France de 1803 à 1814. Ce petit livre, serré et plein, représente une contribution importante à l'histoire de la politique napoléonienne.

La *Constitution de Bayonne*, de M. Pierre CONARD<sup>2</sup>, est précédée d'une introduction sur Napoléon et la régénération de l'Espagne, où l'on voit que Napoléon ne fut pas, autant qu'il le dit au *Mémorial*, préoccupé de régénérer l'Espagne, qu'il eut avant tout le souci d'en utiliser les ressources pour la guerre contre l'Angleterre, dans un temps où il donnait une attention particulière aux armements maritimes (printemps 1808); il parla de constitution pour gagner les Espagnols, et il en parla d'autant plus que leur insurrection lui paraissait plus grave; d'où la convocation de la junte de Bayonne, dont les membres furent d'ailleurs soigneusement choisis. Nous avons ensuite en ce volume une histoire de la Constitution elle-même : le projet d'abord rédigé par Napoléon et Maret, comme on avait fait en 1802 pour la constitution de la Cisalpine et la Consulte de Lyon, les quelques discussions qui furent permises à la junte et les quelques modifications qui lui furent accordées; en somme, une

1. Édouard Guillon, *Napoléon et la Suisse, 1803-1815*, d'après les documents inédits des Affaires étrangères. Paris, Plon, et Lausanne, Payot, 1910, in-8°, vi-370 p.

2. Pierre Conard, *la Constitution de Bayonne, 1808*, essai d'édition critique (Bibliothèque d'histoire moderne). Paris, Cornély, 1910, in-8°, 182 p.

œuvre vaine, indifférente aux Espagnols et qui n'empêcha rien du mouvement insurrectionnel ; tout cela, comme les décrets improvisés du 4 décembre 1808, devant Madrid, n'ayant que la valeur de manifestes manqués. L'étude de la Constitution elle-même est extrêmement minutieuse ici, au point qu'on puisse se demander si elle méritait un tel effort critique ; pourtant, elle précise les conclusions de l'introduction et consolide la thèse. En conclusion, M. Conard a cru devoir publier la circulaire de Champagny aux ambassadeurs et ministres de France, du 19 juin 1808, pour leur expliquer les raisons du « changement de dynastie » en Espagne, notamment que l'Espagne refusait de servir « la cause du continent » en cessant d'armer sur mer pour armer davantage sur terre, plus dangereuse ainsi à ses alliés qu'à ses amis. Il est possible en effet qu'il y ait là une des raisons principales de la politique napoléonienne en Espagne.

M. AULARD, en publiant *Napoléon I<sup>er</sup> et le monopole universitaire*<sup>1</sup>, avertit les lecteurs que son livre ne s'inspire d'aucune préoccupation politique ; il est certain en effet qu'on peut et qu'on doit étudier l'histoire de Napoléon scientifiquement. Donc, après avoir rappelé le régime de la loi du 3 brumaire an IV, puis celui de la loi du 11 floréal an X, qui préparait l'organisation du monopole en proclamant le droit éminent de l'État en matière d'instruction publique, l'auteur arrive à la fondation de l'Université, par les décrets du 17 mars et du 17 septembre 1808, qui n'instituaient pas le monopole à proprement parler, comme nous l'entendons aujourd'hui, mais qui incorporaient l'enseignement libre dans l'Université, pour le mieux surveiller, l'enseignement primaire restant confié le plus souvent aux frères des écoles chrétiennes. Quant à Fontanes, M. Aulard explique comment il trahit Napoléon : il ne cessa en effet de favoriser les influences cléricales dans l'Université, ce dont plus tard Chateaubriand le félicitait ; il encouragea même l'opposition à l'Empire, comme Talleyrand dans un autre milieu, et contribua ainsi à la chute finale du régime (p. 370). Il semble qu'il y ait de l'exagération dans cette conclusion, car les causes essentielles de la chute de l'Empire sont extérieures.

M. DE LANZAC DE LABORIE continue la remarquable série de ses volumes de *Paris sous Napoléon* par une étude extrêmement intéressante du *Théâtre français*<sup>2</sup> : la salle et l'installation matérielle, la troupe, Talma, la grande rivalité Duchesnois-Georges ; puis le

1. A. Aulard, *Napoléon I<sup>er</sup> et le monopole universitaire, origines et fonctionnement de l'Université impériale*. Paris, Colin, 1911, in-12, ix-385 p.

2. L. de Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon* ; t. VII : *le Théâtre français*. Paris, Plon, 1911, in-8°, iv-334 p.



répertoire, le comité de lecture et la tutelle étroite du gouvernement; les tragédies nouvelles, les *Templiers* de Raynouard ou *Hector* de Luce de Lancival; les spectacles de la cour par « les comédiens ordinaires de l'Empereur »; les déplacements commandés comme celui d'Erfurt. Les dernières pages sont consacrées au théâtre de l'Impératrice, au théâtre Louvois, à l'Odéon. Un autre volume aura pour objet les autres théâtres de la capitale à la même date et ne sera sans doute pas moins curieux.

Le petit livre de M. CUNNINGHAM sur le *Crédit de l'Angleterre dans la guerre contre Napoléon*<sup>1</sup> présente la politique du blocus continental sous un jour tout à fait nouveau et peut-être très juste. Voici la thèse : les Français étaient unanimes à croire le crédit britannique extrêmement fragile; c'était l'avis d'Hauterive dans l'*État de la France*, de Lasalle dans les *Finances de l'Angleterre*, du chevalier de Guer dans l'*État de la situation des finances de l'Angleterre en 1803* : Napoléon connaissait parfaitement ces publications. C'est pourquoi il voulut ruiner le crédit de l'Angleterre et la réduire à la banqueroute en lui retirant tout son numéraire : d'où le blocus pour l'empêcher de vendre et le système des licences pour l'obliger à acheter; ainsi elle eût perdu tout son or sans pouvoir le renouveler; la source où les alliés puisaient leurs subsides eût été tarie : l'Europe et l'Angleterre eussent été définitivement vaincues. L'Angleterre fut en effet réduite, en 1811, à une extrême détresse; un moment, Wellington fut arrêté en Portugal par le manque d'argent, et il s'en fallut de peu que l'Angleterre ne fût décidément vaincue par cette politique financière d'un caractère si remarquablement moderne.

Gaillard, l'*Ami de Fouché*<sup>2</sup>, que M. le baron DESPATYS nous présente sous ce titre, fut un type de confident, et, comme Fouché, en bon héros de tragédie, éprouvait souvent le besoin, nous dit-on, de « se déboutonner »; cet ouvrage contribue à la connaissance de Fouché lui-même; il n'ajoute rien d'essentiel, en vérité, au portrait quasi-définitif qu'en a fait M. Madelin; peut-être pourtant sa physionomie en est-elle atténuée de quelque douceur. L'« ami » n'était pas un assez gros personnage pour remplir tout un volume, et celui-ci est grossi de longues digressions sur le rôle de Roderer au 10 août 1792, ou sur l'enlèvement du pape et la carrière de Miollis,

1. Audrey Cunningham, *British credit in the last Napoleonic war*. Cambridge, University press, 1910, in-12, vi-146 p.

2. Baron Despatys, *Un ami de Fouché*, d'après les *Mémoires* de Gaillard, ancien oratorien, vice-président du Corps législatif, conseiller en cassation. Préface de Louis Madelin. Paris, Plon, 1911, in-8°, xv-480 p.



ou sur Fouché lui-même : l'amitié de Fouché et de Gaillard datait de leur jeunesse ; ils avaient été professeurs ensemble au collège d'Arras. La personnalité de Gaillard apparaît avec quelque relief lors de la fondation de l'Université impériale pour laquelle il prépara des plans, lors de la disgrâce de Fouché, où il s'employa avec zèle au classement des papiers de son ami et à la destruction des plus compromettants, enfin lors des Cent-Jours, où, comme président des assises, il appliqua les conseils de clémence que lui donnait Fouché et particulièrement travailla à sauver M. de Vitrolles. Il se plut à cultiver les sentiments d'humanité qu'il avait toujours excités chez Fouché, dans la pensée de faire oublier quelque chose de son terrible passé. C'était un ami véritable.

M. Camille COCAUD a consacré un volume lyrique au *Retour de l'île d'Elbe*<sup>1</sup>. Il ne s'y rencontre rien de bien nouveau ; le ton surtout est personnel : un ton de sévérité, juste d'ailleurs, pour la conduite scandaleuse des royalistes et des Bourbons pendant cette crise de 1815, pour « l'Internationale contre-révolutionnaire » qui les liait aux ennemis de la France, pour l'antipatriotisme des émigrés qui furent alors de « mauvais Français » ; un ton d'enthousiasme ardent pour Napoléon, « un aigle né de l'œuf révolutionnaire ». Car l'idée du sujet est que Napoléon fut l'homme de la Révolution, l'incarnation vivante de la Révolution, et que c'est par là qu'il excita, notamment en 1815, les fureurs des rois, et il n'y a pas à dire le contraire. Il est certain que les Cent-Jours ont confondu pour longtemps les sentiments bonapartistes et révolutionnaires : le second Empire était au bout de cette confusion.

Les Cent-Jours ont été l'occasion d'un livre autrement important de M. LÉON RADIGUET, *l'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire*<sup>2</sup>. Cet ouvrage, résultat de recherches très complètes aux Archives et à la Bibliothèque nationales et d'une analyse pénétrante des ouvrages de B. Constant, commence par une étude de la *poussée libérale de 1814-1815* où sont les antécédents de l'Acte additionnel. Alors, comme depuis, se manifesta l'opposition entre le libéralisme constitutionnel et la démocratie autoritaire : l'Empereur resta fidèle à sa doctrine plébiscitaire et se débattit dans les liens dont on voulait l'enserrer, mais, comme il ne voulait pas ouvrir la voie à l'anarchie jacobine, à une jacquerie, il s'accorda

1. Camille Cocaud, *le Retour de l'île d'Elbe*. Paris, Société des publications littéraires illustrées, 1910, in-12, 319 p.

2. Léon Radiguet, *l'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire, du 22 avril 1815*; préface de M. Frédéric Masson. Caen, L. Jouan; Paris, Marchal et Godde, 1911, gr. in-8°, xiii-528 p.

tant bien que mal avec la bourgeoisie libérale. Ce sont les caractères fondamentaux de l'Acte additionnel. Les travaux préparatoires en furent d'ailleurs laborieux; il ne fut pas facile de concilier les deux doctrines contradictoires : Carnot, hostile au régime parlementaire, tenait pour la tradition révolutionnaire plébiscitaire. L'Empereur pourtant céda à Benjamin Constant sur les points essentiels. L'étude juridique de l'Acte lui-même est ici du plus grand intérêt et conduite avec une parfaite clarté; M. Radiguet y montre que la nouvelle constitution n'était pas proprement parlementaire et comportait la consultation du peuple lui-même selon la doctrine plébiscitaire. Les derniers chapitres établissent que le pays fit un accueil très froid à l'Acte additionnel; ceux qui avaient applaudi au retour de l'Empereur ne reconnaissaient plus l'empire dans cette copie de la charte; d'ailleurs, l'ouverture des hostilités par l'Europe monarchique préoccupait davantage l'opinion. Mais M. Radiguet se réserve de consacrer d'autres études à l'application de l'Acte; nul doute qu'il n'en tire des résultats du plus grand intérêt.

Le livre de M. Gilbert STENGER, *Grandes dames du XIX<sup>e</sup> siècle, chronique du temps de la Restauration*<sup>1</sup>, est aussi bien une chronique du temps de l'Empire; les portraits qui sont là ne sont pas tous originaux, et M. Stenger nous en prévient d'ailleurs, mais la galerie en est brillante et quelques-uns sont très réussis. Il s'agit de la duchesse d'Angoulême, de la duchesse de Berry, de la marquise de Castries, de la duchesse de Duras (à propos de laquelle on eût pu faire état du livre récent de M. Pailhès, *M<sup>me</sup> de Duras et Chateaubriand*)<sup>2</sup>, de la princesse de La Trémoille, de la duchesse de Raguse (Anne-Marie-Hortense Perrégau), de la marquise de Montcalm, de la princesse de Poix, de M<sup>me</sup> de Saint-Aulaire. Nous avons pris surtout de l'intérêt aux portraits de M<sup>me</sup> de Rémusat, de la duchesse d'Abrantès, de la duchesse de Broglie (Albertine de Staël), de la comtesse du Cayla et de la duchesse de Dino, depuis sa chevauchée en croupe d'un Cosaque à Paris le 31 mars 1814 jusqu'à la retraite de Talleyrand à Valençay<sup>3</sup>.

M. Robert BOUBÉE raconte le voyage de *Camille Jordan*<sup>4</sup> et de Gérard, son Pylade, en Alsace et en Allemagne après le coup

1. Gilbert Stenger, *Grandes dames du XIX<sup>e</sup> siècle, chronique du temps de la Restauration* (ouvrage orné de neuf portraits). Paris, Perrin, 1911, in-8°, 463 p.

2. Cf. la *Rev. hist.*, t. CVI, p. 108.

3. Sur la *Chronique* de la duchesse de Dino, voir la *Rev. hist.*, t. C, p. 355; t. CIII, p. 101-102; t. CVI, p. 109-111.

4. Robert Boubée, *Camille Jordan en Alsace et à Weimar*, d'après des documents inédits. Paris, Plon, 1911, in-12, 263 p.

d'État de fructidor. C'était le moment du plus vif éclat de l'École de Weimar. Les deux amis y rencontrèrent des femmes charmantes, dont les correspondances font les pages les plus aimables de ce livre : celles de M<sup>me</sup> de Schardt sur la mort de Klopstock, sur celle de Schiller, avec des variations sur la nature, sur la vertu mises à la mode par Rousseau, une espèce de « flirt littéraire » et philosophique ; celles d'Amélie d'Imhoff ; celles de M<sup>me</sup> Augustin Périer, beaucoup moins romantiques, pleines de bon sens et de saine raison. On y relèvera ce jugement sur le *Génie du christianisme* : « Beaucoup de choses pour ceux qui croient, presque rien pour ceux qui ne croient pas. »

En faisant presque seulement parler les documents, notamment ceux des archives de la Grave, propriété de Decazes, et d'autres dont la source n'est pas indiquée, M. Ernest DAUDET publie un ouvrage d'une lecture très attachante sur *l'Ambassade de Decazes à Londres*<sup>1</sup>. On y trouvera des notes précieuses sur Londres même, sur le mémorable procès de la reine, de jolies lettres de la jeune duchesse-ambassadrice sur la société anglaise. Mais on y suivra surtout le déclin de l'amitié « paternelle » de Louis XVIII pour Decazes, en proportion de l'influence croissante de M<sup>me</sup> du Cayla ; il s'y rencontre des pages réellement dramatiques à cet égard : sur la fuite de Decazes, le guet-apens préparé par les gardes du corps à son passage à Versailles, plus tard l'ordre qui lui fut donné de quitter Paris dans les huit jours malgré la maladie très grave de sa jeune femme, la défense au duc d'Angoulême de le voir à Bordeaux au retour d'Espagne : l'esprit de parti inspira rarement de pareilles folies et d'aussi ridicules méchancetés. Dans un ordre d'idées moins triste, on notera ce joli trait de Louis XVIII donnant à sa favorite un recueil des Évangiles richement relié et illustré, les feuilles de garde remplacées par des billets de 1,000 francs : « Si jamais vous tombez dans l'adversité, vous trouverez dans ce saint livre un soulagement efficace. » M. Daudet reproduit en appendice une lettre de Decazes au duc d'Angoulême, en date du 2 janvier 1828, sur la situation politique : l'ancien ministre y démontre avec éloquence la nécessité d'une « administration nationale », avertissement très pressant, très clairvoyant et très inutile.

Dans la collection des « Idées claires », M. RIBALLIER publie un 1830<sup>2</sup> qui est en effet un tableau assez clair, mais non pas très

1. Ernest Daudet, *l'Ambassade du duc Decazes en Angleterre, 1820-1821*. Paris, Plon, 1910, in-8°, iv-374 p.

2. Louis Riballier, 1830 (collection des « Idées claires »). Paris, Nouvelle librairie nationale, 1911, in-12, 250 p.

nouveau, de la vie à Paris vers 1830 : la Révolution de juillet, les premières années du règne, la France extérieure<sup>1</sup>; le mouvement littéraire, le lyrisme romantique, le théâtre romantique, le roman en 1830, la critique et l'histoire romantique; l'esprit libéral et bourgeois, la presse, l'Université, le règne politique de la bourgeoisie, le mouvement scientifique, le règne économique de la bourgeoisie, le compagnonnage et la condition des ouvriers; les utopistes et les théosophes, Auguste Comte et le positivisme; les enfants perdus de l'Eglise, Lamennais; l'art, Ingres, Horace Vernet, Daumier, Barye, la vie en France en 1830.

Le livre de M. Robert GASCHET, sur la *Jeunesse de Paul-Louis Courier*<sup>2</sup>, est une étude tout à fait remarquable du « premier Courier », du « Courier d'avant les pamphlets », comme disait Sainte-Beuve. Il y a bien déjà dans ce premier Courier quelque chose du second. Mauvais officier dès les origines de sa carrière, peu soucieux de braver la mort dans les combats, généralement absent dans les affaires délicates comme en Calabre, « obligé » de quitter, non pas de fuir, l'armée à la veille de Wagram, honteux d'ailleurs de son « vil métier », il n'avait de zèle qu'à poursuivre ses études classiques, usant du droit de la guerre pour piller les manuscrits précieux. M. Gaschet nous fait assister à la genèse de ses premiers travaux littéraires, sa traduction des *Philippiques* de Cicéron, son *Ménélas*, ses séjours à Parme, à Florence, à Naples, ses fouilles dans les musées et les bibliothèques, l'oubli qu'il fit à Parme de rendre les livres curieux qu'il y avait empruntés. L'histoire de cette jeunesse savante, passionnée d'antiquité palenne, devient dramatique dans l'affaire de la *Bibliothèque Laurentienne* de Florence et du manuscrit de *Daphnis et de Chloé* : Courier découvrant le manuscrit de Longus avec les quelques lignes de texte qui manquaient jusque-là, le copiant diligemment pour en préparer l'édition définitive, puis laissant tomber l'encrier sur le passage précieux pour s'en réserver tout le bénéfice, luttant ensuite contre le préfet de la bibliothèque, Del Furia, en des mémoires d'une vigueur et d'une sobriété incomparables, un bandit de lettres usant et abusant des libertés de la conquête guerrière et déjà un pamphlétaire de génie.

M. C. LATREILLE donne une suite à son histoire de *l'Opposition*

1. Il faudrait écrire, au lieu de Diébitch Sabolanski, *Zabalkanski* (p. 47); au lieu de Müsschengrats, *Münchengrätz* (p. 51).

2. Robert Gaschet, *la Jeunesse de Paul-Louis Courier*, étude anecdotique et critique sur sa vie et ses œuvres de 1772 à 1812, d'après des documents inédits. Paris, Hachette, 1911, in-8°, VII-518 p.

religieuse au Concordat ; il la pousse de 1803 à nos jours<sup>1</sup>. Il s'agit d'abord des *Réclamations* des trente-huit évêques réfugiés à Londres, protestant contre la reconnaissance de la sécularisation des biens ecclésiastiques, contre l'abandon de la cause du roi légitime, surtout contre l'atteinte décisive portée à l'inamovibilité épiscopale, le caractère essentiel du Concordat étant en effet d'avoir assuré le triomphe de l'ultramontanisme. Les anticoncordataires firent aux concordataires la même opposition que jadis aux constitutionnels ; ils furent persécutés sous le Consulat et l'Empire, quelques-uns destitués, emprisonnés, poursuivis comme des brigands. Leur confiance en Louis XVIII fut bientôt trompée, puisqu'il garda le Concordat « hérétique » de 1801, et ils se rallièrent pour la plupart, « sacrifiant les droits de l'épiscopat à l'omnipotence du pape ». Il fut encore un peu question de la Petite Église au concile du Vatican, mais il n'avait pas pour but de restaurer l'indépendance des évêques ; il acheva au contraire la concentration de l'autorité autour du siège de saint Pierre. — La *Petite Église de Lyon*, à laquelle M. Latreille a consacré ensuite une étude particulière, ne fut pas la plus nombreuse, mais peut-être la mieux composée, de ces communautés d'opposition au Concordat ; il est possible de la rattacher au mouvement janséniste du XVIII<sup>e</sup> siècle ; elle eut la haute tenue morale des « appelants » d'autrefois ; elle se groupa autour de Germain, le curé de Lacenas en Beaujolais ; elle fut en relations avec l'église janséniste d'Utrecht, tandis que la petite église de Grenoble, avec son vénérable prêtre Darier-Roy, combattait les idées jansénistes dans le présent et dans le passé. Il y a beaucoup de « variations », mais beaucoup de sincérité, de probité, parmi ces représentants de tout un siècle d'opposition religieuse ; ils font grand honneur à l'Église française<sup>2</sup>.

Les *Souvenirs* d'Éloi Jourdain, sous le pseudonyme de Charles Sainte-Foi<sup>3</sup>, remis par une nièce de l'auteur à M. Camille Latreille pour être publiés, sont une contribution très précieuse à l'histoire

1. C. Latreille, *Après le Concordat, l'opposition de 1803 à nos jours*. Paris, Hachette, 1910, in-12, 284 p. — Du même, *la Petite Église de Lyon*. Lyon, Lardanchet, 1911, in-12, xii-296 p. — Pour le premier volume, voir la *Rev. hist.*, t. CV, p. 139.

2. M. Latreille est-il sûr de l'orthographe du nom de l'archevêque de Lyon, qu'il appelle Mgr Coullé ? Il nous a toujours semblé qu'il devait être appelé Mgr Coullié.

3. Charles Sainte-Foi, *Souvenirs de jeunesse, 1828-1835 : Lamennais et son école, le mouvement catholique en France et en Allemagne après la Révolution de 1830* ; publiés avec une introduction et des notes par Camille Latreille. Paris, Perrin, 1911, in-8°, 454 p.



des idées religieuses au milieu du dernier siècle. Charles Sainte-Foi vécut un temps à La Chesnaie, près de Lamennais; mais il ne fut pas un disciple de Lamennais, s'étonna et s'émut de bonne heure des hardiesses de sa pensée, se sépara de bonne heure de lui et plus tard le renia décidément, Lamennais « ayant quitté les sentiers de la vraie foi pour s'égarer dans les voies tortueuses de l'erreur ». Venu à Paris au lendemain de la Révolution de juillet, il y connut les doctrines saint-simoniennes, Montalembert et Lacordaire, les hommes du *Correspondant*, Cazalès et Carné. Mais surtout alors il voyagea quelque temps en Allemagne, ce qui lui donna l'occasion de tracer toute une galerie de portraits : Joseph Görres, l'abbé Dollinger, le philosophe Baader qui s'attribuait le type de l'aigle, ayant aussi un peu du perroquet; Schelling, le type du lion; Schubaert, de la famille des mollusques; quelques artistes de Munich, les frères Eberhard, Pierre Cornélius; quelques représentants du clergé bavarois, Hofstetter, Sailer, Wiedemann. En route pour Berlin, Charles Sainte-Foi vit Goethe à Weimar dans les derniers temps de sa vie; à Berlin même, il connut plus ou moins le professeur Jarke, M. de Radowitz, M. de Savigny, M. Ancillon, Léopold Ranke, M<sup>me</sup> d'Arnim, M<sup>me</sup> Varnhagen, Adalbert de Chamisso, Frédéric Raumer, la famille Mendelssohn, M. de Humboldt et les deux principaux pasteurs de Berlin, Schleiermacher et Gessner. Après avoir visité à Prague la famille de Charles X en exil, il séjourna quelques semaines à Vienne, assez pour constater la triste situation morale de l'Église catholique en Autriche, toute entachée encore de jésuitisme, à l'image de la soutane raccourcie des Dominicains : il y fallait le Concordat et la forte discipline des Jésuites.

Un autre adversaire de Lamennais, Paul DUDON<sup>1</sup>, entreprend, à l'aide des archives du Vatican et de celles de nos Affaires étrangères, de défendre contre lui le Saint-Siège, qui a usé « envers un fils errant, ombrageux, rebelle, des ménagements les plus évangéliques et de la plus touchante longanimité ». Considérant que l'on a pu opposer la bienveillance de Léon XII à l'égard de Lamennais à la sévérité de Grégoire XVI, M. Dudon s'efforce d'atténuer la première en l'expliquant par les furieuses attaques que Lamennais poussait alors contre le gallicanisme au profit de la suprématie pontificale. L'auteur veut ensuite démontrer que la sévérité de Grégoire XVI, au lendemain de la Révolution de 1830, ne fut pas inspirée par le péril révolutionnaire, ni par une pression des gouvernements monarchiques, inquiets de la croisade démocratique que prêchait Lamen-

1. Paul Dudon, *Lamennais et le Saint-Siège, 1820-1834*, d'après des documents inédits et les archives du Vatican. Paris, Perrin, 1911, in-12, xu-444 p.



nais. Il est possible d'admettre encore que la papauté, en condamnant celui-ci, a pu subir jusqu'à un certain point l'influence des circonstances. Mais il est bien vrai pourtant que l'encyclique *Mirari vos* ne fut pas un acte de complaisance politique; il est bien vrai, et il est ici fortement établi que l'Église catholique ne pouvait pas suivre Lamennais sous peine de se compromettre elle-même, et que la papauté ne pouvait pas, en abandonnant les trônes pour aller au peuple, renverser elle-même le privilège d'autorité qui fait toute sa force. C'est à ce point de vue que M. Dudon reprend le récit du voyage de Lamennais à Rome, le procès des doctrines de *l'Avenir*, l'opposition des évêques français, l'encyclique, la soumission de Lamennais, en date du 10 septembre 1832, puis ses réticences, ses colères exaspérées par les triomphes indiscrets de ses adversaires, la censure de Toulouse, la coalition des évêques contre lui, la soumission de ses amis et de son frère, enfin la révolte suprême, les *Paroles d'un croyant* et la ruine de l'école menaisienne.

Voici un petit livre très neuf, solide, fortement documenté sur les causes du duel où périt Armand Carrel, tué par Émile de Girardin<sup>1</sup>. On connaît la thèse jusqu'ici admise : Émile de Girardin ayant abaissé, grâce aux annonces commerciales, le prix de son journal, *la Presse*, à 40 francs, tandis que les autres restaient à 80 francs, et ayant de la sorte introduit « l'industrialisme » dans la presse politique, Cappot de Feuillide protesta contre ces mœurs nouvelles, Armand Carrel intervint en même sens dans *le National*; Girardin y répondit en termes malsonnants. Carrel se rendit aux bureaux de *la Presse* avec ses amis; on s'entendit d'abord sur une note explicative et satisfaisante pour les deux partis; mais on ne s'entendit pas sur la date de la publication de cette note, Carrel voulant qu'elle fût publiée d'abord par Girardin en forme d'excuse : d'où le duel. Voici la vérité, selon M. Louis FIAUX : il y eut deux entrevues entre Girardin et Carrel; après la première, Carrel retourna chez son adversaire pour fixer en effet le mode de publication de la note commune; cette rencontre fut sans témoins. Girardin fit exprès d'insulter Carrel à propos de la femme mariée avec laquelle il vivait; le duel fut voulu par lui et rendu ainsi inévitable; à cause de cette femme, les deux hommes s'accordèrent pour garder le secret sur les causes du duel, et leur discrétion créa la légende dès lors consacrée. M. Fiaux va plus loin : il laisse entendre que Girardin aurait été poussé par les Tuileries, par le gouvernement de Thiers, soucieux

1. Louis Fiaux, *Armand Carrel et Émile de Girardin : cause et but d'un duel, mœurs publiques du temps, dessous de politique*. Paris, Marcel Rivière, s. d., in-12, xvii-365 p.

de se débarrasser de Carrel, le plus redoutable ennemi de la monarchie de Juillet, le seul véritable chef des républicains. Ce serait alors un assassinat politique. La démonstration ne nous paraît pas décisive. Observons en effet que Girardin risquait aussi bien d'être tué que de tuer, que le duel fut loyal et qu'il y fut lui-même grièvement blessé. En tout cas, il semble bien certain qu'il voulait un duel retentissant et que c'était encore pour lui une manière de réclame.

M. MONIN publie quelques papiers inédits de Bancel<sup>1</sup>. Ce sont d'abord des lettres adressées de l'exil pour la plupart à son père et à sa mère, où il est le plus souvent question, avec une sincérité naïve et touchante, de ses conférences triomphales à l'Université libre de Bruxelles sur les *Provinciales*, sur J.-J. Rousseau, Bernardin de Saint-Pierre. Ce sont ensuite des notes diverses sur les élections de 1857, sur la guerre d'Italie qui désorienta un moment le parti libéral, quelques lettres d'une admirable éloquence et d'un vigoureux sentiment libéral, à propos de la lutte de Bancel contre Émile Ollivier et de sa victoire aux élections de 1869 : bref, des épisodes réconfortants de l'histoire des exilés républicains sous l'Empire.

Un jeune avocat, M. Henri LAFERRIÈRE, a fait de sa thèse une bonne étude historique et juridique de la *Loi électorale du 31 mai 1850*<sup>2</sup>. Il établit d'abord les origines de la loi; il y admet l'idée de rétablir la transition négligée par les hommes de 1848 entre le suffrage restreint et le suffrage universel; mais il estime qu'elle fut inspirée surtout par d'autres considérations moins théoriques; il rappelle les événements qui ont rendu possible et déterminé cette loi, le retour au pouvoir du parti de l'ordre, les élections « montagnardes » de mars et avril 1850 fournissant le prétexte nécessaire, le rôle personnel du ministre de l'Intérieur Baroche. Dans l'examen juridique et politique de la loi, M. Laferrière, après avoir relevé l'idée sans cesse proclamée de « moraliser les élections », étudie avec une grande précision les incapacités électorales et leurs divers groupes; le domicile et les preuves du domicile; le grand débat qui eut lieu sur la durée du domicile fixée enfin à trois ans dans le même canton, toujours pour donner aux élections une garantie morale, les preuves du domicile d'ailleurs rendues très rigoureuses, fondées sur-

1. H. Monin, *François-Désiré Bancel, représentant de la Drôme, proscrit, professeur à Bruxelles, député de Paris, 1822-1871*, d'après ses lettres inédites (Bibliothèque de la Révolution de 1848, t. V). Paris, Cornély, 1911, in-8°, 148 p.

2. Henri Laferrière, *la Loi électorale du 31 mai 1850*. Paris, Giard et Brière, 1910, in-8°, 278 p.

tout sur le bordereau de la contribution personnelle et aboutissant ainsi à une sorte de régime censitaire. Après avoir exposé les critiques faites par l'opposition républicaine à la thèse de la majorité, l'Assemblée qui sortirait d'un tel régime traitée par avance de « Parlement-Croupion » du suffrage universel, M. Laferrière détermine en conclusion le but poursuivi par les auteurs de la loi ; il y établit très bien qu'il s'agissait de contenir le socialisme et d'affaiblir le parti républicain. Mais elle aboutit au coup d'État en permettant au Président de se rendre populaire par le rétablissement du suffrage universel : et ce fut en somme la seule conséquence politique de cette loi, puisque nulle assemblée ne fut élue selon le système qu'elle instituait.

Les *Notes et souvenirs sur le Père Ollivier*, par le Père ROULLON<sup>1</sup>, rappellent avec dévotion l'enfance et la jeunesse du prédicateur, sa formation religieuse, ses débuts dans le ministère, autour de Paris pendant le siège, à Notre-Dame sous la Commune, l'orateur, l'écrivain, le discours du 8 mai 1897 sur la tombe des victimes du bazar de la Charité, le Père Ollivier intime, les dernières années. On a reproduit en appendice le fameux discours de Notre-Dame : en le relisant, on est un peu étonné de l'émotion qu'il produisit dans le moment ; car, tout de même, les passions ne sont plus aussi vives de part et d'autre, et, en somme, ce n'est qu'une oraison funèbre assez peu remarquable. Ce livre est un hommage pieux à la mémoire d'un homme dont la parole fut éloquente en quelques morceaux, mais dont le nom ne restera pas parmi les grands orateurs de la chaire au XIX<sup>e</sup> siècle.

M. Pierre-F. SIMON<sup>2</sup> a écrit, à propos des rapports de Thiers avec l'Assemblée nationale, une étude de droit politique, « un essai sur l'histoire du pouvoir exécutif en France ». Tout d'abord, au sujet de la résolution du 17 février 1871 et du pacte de Bordeaux, il compare la situation de Thiers avec celle de Cavaignac, entre juin et novembre 1843, et fait un rapprochement très suggestif de cette situation avec celle qui serait résultée dès 1848 du vote de l'amendement Grévy, pour montrer que celui-ci ne pouvait conduire qu'à la dictature de l'Assemblée : toujours la lutte entre la doctrine plébiscitaire et la doctrine parlementaire que nous rencontrons plus haut à l'occasion de l'acte additionnel pendant les Cent-Jours. Puis,

1. *Le Père Ollivier, 1835-1910*, notes et souvenirs par le Père A.-M. Rouillon, O. P. Paris, Lethielleux, 1911, in-12, vi-208 p.

2. Pierre-F. Simon, *A. Thiers, chef du pouvoir exécutif et Président de la République française, 17 février 1871-24 mai 1873*. Paris, Cornély, 1911, in-8°, xvi-358 p.

M. Simon fait l'histoire et le commentaire de la loi du 31 août 1871, dite constitution Rivet, destinée à dégager Thiers de la domination de l'Assemblée, en lui donnant un mandat ferme de trois ans et le privilège de l'irresponsabilité; par amendements, elle n'aboutit à le faire irresponsable que comme Président de la République, mais non pas comme président du Conseil. Cette situation eut pour conséquence naturelle la crise du message, et, le 24 mai, l'Assemblée absorba le pouvoir exécutif; elle fut toute-puissante avec un président docile: ce fut la fondation de la République parlementaire. On verra peut-être par ces quelques lignes l'originalité de cette remarquable étude.

Avec M. GAUTHEROT, nous ne quittons pas Thiers. Il s'agit ici de l'*Échange des otages* et de la mort de Mgr Darboy<sup>1</sup>. On entreprend de réhabiliter le vicaire général Lagarde qui, envoyé à Versailles pour proposer à Thiers l'échange de Mgr Darboy contre Blanqui, avait refusé de revenir à Paris après l'échec de sa mission, malgré les ordres formels de l'archevêque; on explique qu'il était retenu à Versailles par le plus difficile devoir et par l'intérêt même de son chef. En effet, nous dit-on, l'abbé Lagarde fut reçu par Thiers, qui parut d'abord disposé à lui donner pleine satisfaction, mais dont les intentions furent changées par une lettre de Mgr Darboy, lui demandant d'empêcher les sanglantes représailles de ses troupes. Il paraît que cette lettre avait été dictée à l'archevêque par les insurgés. Il eût été juste que Thiers n'en fit point porter la mortelle responsabilité à l'archevêque en le laissant aux mains de la Commune; il y fit preuve, selon M. Émile Ollivier, d'une dureté de cœur inqualifiable. On laisse entendre qu'il n'était point fâché que la Commune, en faisant périr Mgr Darboy, achevât de soulever contre elle l'indignation universelle. Quant à l'abbé Lagarde, il multiplia les démarches pour obtenir l'échange des otages moyennant rançon, et il avait quelque espoir de succès; mais les circonstances de la reprise de Paris arrêterent ses négociations et précipitèrent l'exécution: il garda l'estime de la plupart de ses confrères et notamment celle du successeur de Mgr Darboy, Mgr Guibert.

Concentrant la substance de ses derniers volumes sur l'*Empire libéral*, M. Émile OLLIVIER a essayé une *Philosophie de la guerre de 1870*<sup>2</sup> qui se ramène à un plaidoyer personnel. Il commence par

1. Gustave Gautherot, *l'Échange des otages, Thiers et Mgr Darboy*, d'après des documents inédits, préface de M. de Marcère. Paris, Plon, 1910, in-12, xxxv-255 p.

2. Émile Ollivier, *Philosophie d'une guerre, 1870* (Bibliothèque de philosophie scientifique). Paris, Ernest Flammarion, 1910, in-12, 352 p.

établir qu'il était un partisan de la paix, même de l'unité allemande, qu'il ne peut donc être responsable de la guerre, que c'est Bismarck et Prim, celui-ci pour de l'argent (?), qui ont organisé la candidature Hohenzollern, d'où sortit tout le mal. Il donne ensuite des détails utiles sur la négociation particulière que Napoléon III engagea avec Serrano pour aboutir au retrait de la candidature prussienne; il y a ensuite en ce livre quelques pages remarquables sur la renonciation des Hohenzollern, sur la victoire diplomatique ainsi remportée par la France, sur la colère et le désarroi de Bismarck. Mais nous sommes ensuite au cœur du problème; M. Émile Ollivier passe vite sur la lettre d'excuses dictée à Werther par lui-même et Gramont, il assure que cet incident n'eut pas la moindre importance : affirmation qui reste contestable. Il est extrêmement sévère pour Benedetti, auquel il reproche notamment les demandes répétées d'audience qu'il adressa au roi de Prusse jusqu'au refus de celui-ci, comme si cette insistance ne lui avait pas été ordonnée par Gramont. Quant à la demande de garanties qui allait déchaîner la guerre, elle émana de Gramont, poussé par le « parti de la guerre », par l'extrême droite, par deux « malfaiteurs », Jérôme David et Clément Duvernois; prévenu trop tard, Ollivier essaya d'en atténuer l'effet, en obtenant qu'on n'insisterait pas si les garanties demandées étaient refusées par la Prusse; donc, l'action décisive eut lieu par-dessus sa tête. Ainsi, il dégagerait sa responsabilité personnelle, mais non pas celle de son gouvernement; il y a pourtant quelque chose d'étrange dans la situation de ce chef de gouvernement auquel on fait faire les choses qu'il blâme le plus. Il semble qu'il avait le devoir de quitter le pouvoir.

M. Émile Ollivier affirme ensuite que la dépêche d'Ems, telle qu'elle fut publiée, était un affront auquel on ne pouvait répondre que par la guerre. Il est bien entendu que Bismarck eut ainsi la grosse responsabilité, la responsabilité dernière : il s'en est glorifié. Mais on se demandera toujours si, en rétablissant la vérité sur les entretiens d'Ems, on n'aurait pas pu mettre Bismarck dans le plus mauvais cas, en le prenant en flagrant délit de mauvaise foi et de provocation. Il est vrai que le gouvernement impérial, gravement atteint dans son prestige depuis quelques années, ne pouvait pas ne pas relever une insulte qu'il s'était d'ailleurs attirée par ses exigences.

La vérité est peut-être bien en effet que M. Émile Ollivier n'a pas voulu la guerre, qu'il a beaucoup fait pour l'éviter, mais qu'il n'a pas été en cette occasion le véritable chef du gouvernement; cela ne l'empêche pas de déclarer que son gouvernement a fait preuve alors



d'une « capacité supérieure ». Il conclut assez curieusement par un couplet à la gloire de Bismarck, « un Satan beau à contempler, un puissant homme d'État », d'une capacité sans doute encore supérieure.

Sur un sujet voisin, nous avons reçu une brochure contenant le chapitre II d'un livre intitulé *1870-1871, origines et responsabilités*<sup>1</sup>. M. COCUAUD y traite des débats du Corps législatif de 1868 sur la nouvelle organisation de l'armée. Il semble qu'il veuille établir que la responsabilité de la guerre et des désastres revient aux députés de la gauche qui auraient empêché l'application nécessaire du projet de loi Niel, et travaillaient ainsi « pour le roi de Prusse » ; après eux, la faute en serait au régime parlementaire lui-même. L'argumentation n'est pas neuve ; observons seulement que la France n'était pas alors sous le régime parlementaire et que l'Empereur était le maître de donner à la France une autre armée.

Dans l'introduction à son *Histoire de la Commune de 1871*<sup>2</sup>, M. Edmond LEPELLETIER rattache l'insurrection parisienne aux grands mouvements populaires de l'histoire universelle ; il le fait avec une véritable éloquence et une forte originalité de pensée, inspirées par une profonde sympathie pour les efforts des révolutionnaires de 1871 vers le bien social : non pas que l'on soit obligé d'en accepter toutes les explications ou propositions ; mais il y a là presque tous les caractères d'une histoire uniquement scientifique, et l'on a le droit de fonder de grandes espérances sur la suite de cette remarquable publication. Le récit se déroule à travers l'agonie de Paris, avec une grande sévérité pour Trochu, qui la mérite sans doute, pour le gouvernement qui signa la capitulation, non pas seulement de Paris, mais de la France, pour l'Assemblée nationale, l'assemblée des « ruraux », plus occupée de la paix que d'un effort désespéré de résistance, surtout pour M. Thiers, « à la fois Néron, Louis XI et Joseph Prudhomme » : cette condamnation de Thiers est plus sentimentale que raisonnée ; on veut ici clouer le nom de Thiers au 18 Mars, comme celui de Napoléon au 2 Décembre ; le rapprochement ne tient pas : il n'est pas prouvé, dans le livre VIII, intitulé *le Plan de M. Thiers*, que Thiers ait provoqué le 18 Mars ; il n'y a là que des impressions et des inductions ; il y faudrait des raisons et des documents. Plus loin, il est démontré avec une grande net-

1. Camille Cocuau, *1870-1871, origines et responsabilités* (ouvrage en sept volumes). Paris, Société des publications littéraires illustrées, 1910, in-8°, de la page 65 à la page 128.

2. Edmond Lepelletier, *Histoire de la Commune de 1871* ; t. I : *le Dix-huit mars*. Paris, Mercure de France, 1911, in-8°, 553 p.



teté que *l'Internationale* ne fut pour rien dans l'insurrection du 18 mars, que la tentative pour reprendre les canons de Montmartre fut mal préparée et mal conduite, que Thiers préféra la « fuite » à Versailles à une négociation qui avait des chances de succès par l'intermédiaire des maires et qu'il n'eut pas d'autre politique que celle de la répression. Le récit s'arrête pour le moment à l'installation du comité central à l'Hôtel-de-Ville.

Il n'y a pas de révélation sensationnelle dans l'ouvrage de M. Alphonse BERTRAND<sup>1</sup> sur *les Origines de la troisième République (1871-1876)* : le sujet a été bien des fois traité et il ne pourra être renouvelé que par les documents des archives. C'est du moins une étude objective et claire qui rendra des services. Il semble que l'on puisse être d'un autre avis sur la nécessité de la paix, en 1871, sur certaines parties de l'œuvre de Thiers ; mais c'est une question d'opinion. A propos de la Commune, après avoir flétri comme il convient les incendies et le massacre des otages, il eût été juste de dire quelque chose des représailles, des exécutions du Père-Lachaise au « mur des fédérés » ; par contre, on lira avec émotion le récit de la mort de Rossel. Il y a d'excellents chapitres sur la libération du territoire, sur la réorganisation militaire et financière, sur la crise du 24 Mai, sur l'essai de restauration monarchique, sur le septennat et le vote de la constitution, et on peut accorder à l'auteur, comme il le revendiquait, le mérite d'avoir écrit « un livre d'histoire ».

Les *Mémoires* du baron d'AMBÈS<sup>2</sup>, ou le « Mémorial de Chislehurst », ne sont pas le Mémorial de Sainte-Hélène et ne peuvent pas passer pour en être la « suite ». Le baron d'Ambès est un pseudonyme qui cache un ami d'enfance de Napoléon, un financier qui resta un familier à la cour impériale. Le premier volume est consacré à la vie de Napoléon III avant l'avènement à l'Empire ; parmi quelques citations des journaux du temps, on trouve des lettres diverses qui ne sont pas toujours inédites, c'est surtout la chronique amoureuse de Louis-Napoléon. Le deuxième volume est riche d'anecdotes sur le mariage impérial ; puis il cite quelques rapports de Saint-Arnauld ou de Pélissier sur l'expédition de Crimée ; il rappelle les batailles et les distractions galantes de la guerre

1. Alphonse Bertrand, *les Origines de la troisième République, 1871-1876 : l'Assemblée nationale, la réorganisation de la France, les lois constitutionnelles*. Paris, Perrin, 1911, in-8°, viii-379 p.

2. *Mémoires inédits sur Napoléon III (le mémorial de Chislehurst)*, par le baron d'Ambès, recueillis et annotés par Charles Simond et C. Poinso. Paris, Société des publications littéraires illustrées, s. d., in-8°, 2 vol., en tout 1010 p.

d'Italie, les campagnes de Chine, de Syrie, du Mexique. Ces mémoires n'ont presque aucun intérêt politique, ne disent rien des idées de l'empereur au point de vue de la politique intérieure ou extérieure; ils ne continueront pas la littérature « hélénoise ».

La *Revue historique* est en retard pour rendre compte du livre de M. Georges WEILL sur le *Mouvement social en France de 1852 à 1910*<sup>1</sup>, dont voici déjà la seconde édition. M. Weill a voulu écrire une « histoire politique » du mouvement social, c'est-à-dire montrer comment les questions ouvrières ont été posées ou résolues par les divers gouvernements ou les partis qui se sont succédé depuis l'avènement du second Empire. Il étudie donc le réveil de la question sociale après l'exposition de Londres et la loi sur les coalitions de 1864, l'enquête sur la condition des ouvriers lors de l'exposition de 1867, l'Internationale, la Commune de 1871; puis l'Assemblée nationale, l'œuvre des cercles catholiques d'ouvriers, le collectivisme, la loi sur les syndicats de 1884, la formation des partis socialistes, le programme de Saint-Mandé; le conflit sur l'entrée de M. Millerand dans un ministère « bourgeois », le syndicalisme, la Confédération générale du travail, le mouvement social chrétien depuis l'encyclique *Rerum novarum*; enfin, la législation ouvrière, la coopération et la mutualité, l'idée de la participation aux bénéfices, la littérature et les questions sociales, le mouvement social en 1910. Nous avons là un exposé très clair de cette vaste histoire, précieux pour ceux qui veulent se tenir au courant des grandes lignes de cette évolution par endroits dramatique, écrit en toute impartialité, en toute sérénité même, au point qu'il est impossible de savoir où l'auteur a ses sympathies; et il nous semble que nous ne saurions en faire un plus grand éloge.

La seule contribution que nous ayons eue cette année à l'histoire des questions religieuses contemporaines est le livre de M. PERNOT sur la *Politique de Pie X, 1906-1910*<sup>2</sup>, et il n'est que la reproduction d'articles qu'on a lus dans les *Débats*. En les reprenant d'ensemble, on peut y distinguer un groupe d'études sur le modernisme, à propos des encycliques *Gravissimo* et *Pascendi*, un autre groupe sur la séparation et les relations du pape avec l'Église de France à propos des mutualités ecclésiastiques de Mgr Fuzet, des fêtes de la béatification de Jeanne d'Arc, de la *Correspondance de Rome*, « entreprise de diffamation internationale ». Résulte-t-il

1. Georges Weill, *Histoire du mouvement social en France, 1852-1910*, 2<sup>e</sup> édition, refondue. Paris, Alcan, 1911, in-8°, III-531 p.

2. Maurice Pernot, *la Politique de Pie X, 1906-1910*, préface de M. Ém. Boutroux. Paris, Alcan, 1910, in-12, XX-297 p.

de tout cela une « politique de Pie X »? M. Émile Boutroux, dans la préface, en détermine quelques traits; il en voit l'unité forte dans la lutte contre le modernisme; il la définit par ce qu'il appelle « la méthode de concentration », c'est-à-dire la volonté de maintenir à tout prix l'intégrité de la doctrine. A d'autres reviendra le soin de reprendre, quand il sera temps, la politique d'expansion et de réconciliation avec le siècle.

Édouard DRIAULT.

## HISTOIRE DE LA GRANDE-BRETAGNE.

SOURCES. — On sait que M. ROBINSON, le doyen actuel de Westminster, s'est proposé de faire connaître les principaux documents relatifs à l'histoire de la célèbre abbaye. Après la chronique de John Flete, il nous donne la Vie de Herlouin, fondateur de l'abbaye du Bec (mort en 1078), par un de ses moines, disciple et ami de Lanfranc et de saint Anselme, Gilbert Crispin, qui fut abbé de Westminster de 1085 à 1117<sup>1</sup>. C'est un texte fort intéressant pour l'histoire monastique au temps de la conquête de l'Angleterre par les Normands. Il a été publié pour la première fois par dom Luc d'Achery, à l'exception des nombreux extraits que Milon Crispin, cousin de Gilbert, avait insérés dans sa *Vita Lanfranci*; or, ces extraits avaient été faits avec peu de soin et Milon y avait ajouté des faits qui ne se trouvent pas dans la *Vita Herluini*. Il importait donc d'avoir cet original lui-même. C'est le service que nous rend M. Robinson; mais, au lieu d'établir une édition critique du texte à l'aide de tous les manuscrits connus, il s'est contenté d'une bonne transcription d'un manuscrit de Cambridge du XIII<sup>e</sup> siècle qui paraît correct. M. Robinson a fait suivre la *Vita Herluini* d'un autre ouvrage de Gilbert, un traité *De simoniaciis*, et d'un recueil de quarante-trois chartes, la plupart inédites, provenant des archives de Westminster et servant à l'histoire de l'abbaye sous le règne de Gilbert. Dans la préface, on trouve des notices substantielles sur la fondation de l'abbaye du Bec et le séjour qu'y fit Gilbert avant d'être appelé à Westminster, sur la famille noble des Crispin, sur l'abbatiate de Gilbert et son administration, enfin sur ses œuvres littéraires.

Des deux derniers volumes publiés par la *Selden Society*, l'un se

1. J. Armitage Robinson, dean of Westminster, *Gilbert Crispin, abbot of Westminster; a study of the abbey under the Norman rule*. Cambridge, at the University press, 1911, in-8°, x-180 p. Prix : 5 sh. (t. III des *Notes and documents relating to Westminster abbey*).

rapporte au règne d'Édouard II; il contient les notes d'audience prises au cours d'une session extraordinaire de justice tenue dans le comté de Kent par les juges itinérants<sup>1</sup>. Ces notes, auxquelles sont joints les actes officiels relatifs à la convocation, à la composition et à la compétence du tribunal, nous sont parvenues en dix-huit manuscrits, tous plus mauvais les uns que les autres, rédigés par des copistes négligents et ignorants. Il était donc malaisé de donner une édition critique de ces textes, d'une intelligence d'ailleurs toujours difficile. M. BOLLAND, chargé du travail commencé par F. W. Maitland, puis par V. Harcourt et interrompu par la mort prématurée de ces deux érudits, s'est acquitté fort honorablement de cette tâche. Dans la préface, il explique le fonctionnement d'une institution particulière à l'Angleterre médiévale, qui avait pour objet de faire régler souverainement et sur place toutes les affaires correctionnelles et criminelles par des juges statuant en dernier ressort, assistés de jurés pris dans toutes les classes de la société et responsables. Notons en outre dans cette préface une longue liste de métiers dont les juges eurent à s'occuper; cette liste, intéressante au point de vue lexicographique, n'est pas moins précieuse pour l'histoire économique.

L'autre volume se rapporte au xvi<sup>e</sup> siècle; c'est la suite des documents relatifs à la Chambre étoilée<sup>2</sup>. Ce tribunal avait été organisé (statut de 1487) surtout pour réprimer les excès commis par les seigneurs turbulents et leurs bandes toujours prêtes à recommencer la guerre civile. Son œuvre, rudement poursuivie sous Henri VII, donna des fruits durables: au début du règne de Henri VIII, l'ordre était rétabli. La Chambre étoilée fut maintenue cependant et fut employée à d'autres objets; pour combattre la disette et la cherté croissante des vivres, les accaparements et les spéculations dolosives, régulariser l'action des foires et des marchés, le roi et le Parlement furent amenés à prendre des arrêtés ou à faire des lois dont elle dut assurer la stricte observation. Ses décisions ont donc été fort importantes au point de vue économique. C'est ce que montre à merveille M. LEADAM dans sa préface et ce qui ressort des pièces de procédures publiées, avec une copieuse annotation, dans cet important volume.

Remontons au xv<sup>e</sup> siècle pour signaler plusieurs chroniques rédi-

1. William Craddock Bolland, *The Eyre of Kent, 6-7 Edward II, 1313-1314*, t. I (t. XXIV des publ. de la *Selden Society* et t. V des *Year-books of Edward II*). Londres, Quaritch, 1910, in-8°, ch-255 p. (les p. 1-188 doubles).

2. I. S. Leadam, *Select cases before the king's Council in the Star Chamber, commonly the Court of Star Chamber. T. II: 1509-1544* (*Selden Society*, t. XXV, 1910). Londres, Quaritch, 1911, in-8°, cxxxiv-404 p.

gées en anglais et en latin. C'est d'abord la première vie de Henri V qui ait été écrite en anglais<sup>1</sup>. L'œuvre n'est pas originale; l'auteur est anonyme; il n'a guère fait que traduire une vie latine écrite après 1439 par l'Italien Tito Livio de Forli; il l'a complétée à l'aide d'emprunts à Monstrelet et de notes prises par un serviteur de James Butler, quatrième comte d'Ormonde, mort en 1452. Cette compilation a été exécutée en 1513, dans une langue un peu gauche, par un homme qui a néanmoins le souci de la forme et de la composition littéraire et qui, à ce titre, doit être mis parmi les premiers en date des historiens anglais. Au point de vue historique, son œuvre a cet autre intérêt de nous montrer comment se sont formées tant de légendes sur Henri V, surtout avant qu'il fût devenu roi. Dans une savante préface, M. Kingsford a suivi le développement de ces légendes jusqu'au temps de Shakespeare; il a en outre déterminé avec beaucoup de sagacité l'origine et le caractère de l'œuvre exécutée par Tito Livio, qui fut un des protégés de Honfroi, duc de Gloucester, les sources et la valeur des renseignements fournis par le serviteur du comte d'Ormonde. Il a écrit un excellent chapitre de l'historiographie anglaise à la fin du moyen âge. Deux traits principaux caractérisent cette époque de transition : d'abord l'emploi de plus en plus fréquent de la langue anglaise au détriment du latin, ensuite ce fait que l'histoire cesse d'être écrite par des clercs; elle se laïcise, pour ainsi dire, et en même temps que les chroniques monastiques tombent dans l'insignifiance à partir du milieu du xv<sup>e</sup> siècle, les chroniques municipales au contraire croissent en nombre et en importance. Londres eut ses chroniqueurs dès le xiii<sup>e</sup> siècle; mais c'est l'exception.

L'essor commercial et industriel provoqué par les guerres si souvent heureuses que les Anglais firent aux Français depuis Édouard III, la formation dans les villes d'une classe de bourgeois enrichis et fastueux expliquent ce changement à peine ralenti par la guerre des Deux-Roses. On s'en rend très bien compte en parcourant le volume où M. FLENLEY a édité six chroniques municipales du xv<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Cinq de ces chroniques concernent l'histoire de Londres; la sixième, rédigée à Lynn, se rattache étroitement aux

1. Charles Lethbridge Kingsford, *The first english life of king Henry the fifth, written in 1513 by an anonymous author known commonly as the Translator of Livius*. Oxford, at the Clarendon Press, 1911, in-8°, c-212 p. Prix : 8 sh. 6 d.

2. Ralph Flenley, *Six town chronicles of England...*, now printed for the first time with an introduction and notes. Oxford, at the Clarendon Press, 1911, in-8°, 208 p. Prix : 7 sh. 6 d.



chroniques de Londres, en particulier à celle de Robert Fabyan. Deux sont rédigées en latin, les autres en anglais. Le volume est un utile complément aux *Chronicles of London* précédemment éditées par M. Kingsford. M. Flenley a d'ailleurs dressé la liste complète des manuscrits aujourd'hui connus qui se rapportent à ce sujet (p. 96-98) et montré comment les divers récits qu'ils contiennent s'enchaînent les uns aux autres avant d'aboutir au plus célèbre des historiographes de Londres, à John Stow.

HISTOIRE PAR ÉPOQUES. MOYEN AGE. — On sait quelle lumière une étude vraiment scientifique des noms de lieu jette sur l'histoire d'un pays. La toponymie est même parfois l'unique source de renseignements où nous puissions puiser pour distinguer les apports successifs qui ont contribué à la formation d'un peuple. Dans quelle mesure M. Mac CLURE a-t-il réussi à retrouver dans l'étude des noms de lieu anglais la part qui revient à chacun des éléments constitutifs du peuple anglais : ibère, celtique, romain, germanique, scandinave, seul un philologue de profession peut le dire avec autorité. Un profane constate néanmoins que cet auteur connaît bien les sources, qu'il a un sens historique très développé; il rencontre dans son livre<sup>1</sup> beaucoup d'indications utiles; par exemple, sur le lieu de naissance de saint Patrice (p. 129), sur le nom de Cerdic (p. 144), sur la légende d'Artur et sur Nennius (p. 149 et suiv.), sur Glastonbury et les chartes qui le concernent (p. 197), sur le lieu où a été livrée la bataille dite de Brunanburg de 937 (p. 272). L'ouvrage est surtout une collection de faits et manque de conclusions; du moins contribue-t-il à faire mieux comprendre les principaux documents (chartes, chroniques, etc.) qui sont la base même de l'histoire anglo-saxonne.

On aura profit à comparer certains résultats proposés par M. Mac Clure avec ceux qu'a présentés M. LLOYD dans sa remarquable histoire de Galles jusqu'à la conquête définitive de ce pays par Édouard I<sup>er</sup><sup>2</sup>. Une connaissance approfondie de l'ancienne langue et de la topographie du pays était nécessaire pour en retracer les origines et les plus anciens développements. Ce que M. Lloyd nous dit des temps préhistoriques ne s'applique peut-être pas assez particulièrement à la région galloise; mais c'est en ce seul endroit qu'il dépasse les limites de son sujet, ce qui n'empêche qu'on ne puisse de

1. Edmond Mac Clure, *British place names in their historical setting*. Londres, Society for promoting christian knowledge, 1910, in-8°, 349 p. Prix : 5 sh.

2. John Edward Lloyd, *A history of Wales from the earliest times to the Edwardian conquest*. Londres, Longmans, 1911, 2 vol. in-8°, xxiv-771 p., avec une carte. Prix : 21 sh.



certaines chapitres tirer des conclusions intéressant l'histoire générale, ainsi ceux où il montre l'influence réelle, mais restreinte, de la langue latine et de la civilisation romaine en Galles. En ce qui concerne les sources, on notera ce qu'il dit des inscriptions ogamiques et de leur importance historique. De Gildas et Nennius, il se garde bien de rejeter le témoignage comme dénué de valeur; avec mille précautions, nécessaires à coup sûr, il s'efforce d'en tirer ce qu'ils peuvent contenir de substance historique. D'autre part, il refuse d'accorder aucune importance, autre que littéraire, à l'*Historia Britonum* et il accuse nettement Geoffroi de Monmouth d'avoir inventé ces récits fabuleux qui ont fait pendant si longtemps les délices des poètes, des romanciers et même des historiens. Il montre aussi qu'il ne faut faire aucun cas d'un contemporain de Geoffroi, Caradog de Llancarfan. Quant à Géraud de Barry, il le tient justement en haute estime et tire de ses ouvrages la matière du chapitre qu'il a consacré à la société galloise en 1200. Enfin les historiens des institutions trouveront des indications utiles, toujours appuyées de preuves, dans les chapitres sur la division du sol en tribus, « cantrefs » et « commotes », sur l'organisation politique et sociale, sur la communauté de village qui a existé en Galles, mais à laquelle furent soumis seulement les cultivateurs non-libres; ceux-ci représentent sans doute une population vaincue, celle des Ibères, conquise et subjuguée par les Gallois.

J'ai eu précédemment l'occasion de signaler une bonne édition, par M. ORPEN, du poème de Dermot sur la conquête de l'Irlande par les Anglo-Normands au temps de Henri II. Nul n'était mieux préparé pour nous raconter, d'après toutes les sources connues, l'histoire détaillée de cette conquête<sup>1</sup>. Il l'a fait avec une incontestable maîtrise et dans l'esprit le plus rigoureusement scientifique, *sine ira et sine studio*. On appréciera en particulier l'usage à la fois prudent et original qu'il fait des lois des Brehons dans son tableau des institutions irlandaises à la veille de la conquête, sa dissertation sur la bulle *Laudabiliter* qu'il tient pour authentique, au moins dans son fond, l'excellent parti qu'il tire des œuvres de Giraud de Barry, si remarquables à tant d'égards<sup>2</sup>, le jugement qu'il porte sur l'œuvre de Jean sans Terre en Irlande, enfin tout ce qui se rapporte à la topographie irlandaise. Il a montré qu'avant la con-

1. Goddard Henry Orpen, *Ireland under the Normans 1169-1216*. Oxford, at the Clarendon Press, 1911, 2 vol. in-8°, 400 et 363 pages, avec deux cartes. Prix : 21 sh.

2. A noter, au t. II, quelques corrections aux notes de M. Paul Meyer sur le poème de Guillaume le Maréchal.

quête, les Irlandais n'avaient point de places fortifiées (les villes closes de murs étaient de fondation scandinave); les Anglo-Normands assurèrent leur domination sur le sol conquis par un réseau de forteresses féodales; la carte de ces châteaux ou mottes fortifiées donne une image saisissante des progrès accomplis par les envahisseurs et des limites qu'ils ont été impuissants à franchir.

HISTOIRE MODERNE. — Le tome III de l'ouvrage de M. GAIRDNER sur la Réforme<sup>1</sup>, consacré tout entier au règne d'Édouard VI, n'appelle pas les mêmes réserves que les deux premiers volumes. Autant en effet la politique ecclésiastique de Henri VIII avait été tortueuse et contradictoire, autant celle de son fils ou de ceux qui gouvernèrent en son nom fut simple et logique. A des degrés différents, ils étaient tous gagnés aux idées de la Réforme ou, pour parler comme M. Gairdner, du lollardisme et du « New learning ». Il n'y avait donc qu'à suivre leur œuvre dans son développement chronologique pour faire un livre bien composé; encore peut-on se demander si le chapitre sur l'Angleterre, le concile de Trente et l'Intérim d'Ausbourg ne fait pas longueur. Le dessin général de l'ouvrage demeure quand même incertain et comme un peu flou, car ce n'est pas une histoire de la Réforme que M. Gairdner a voulu nous donner cette fois (cette histoire, il l'a écrite et elle a paru dans la collection dirigée par MM. Hunt et Stephens). Il n'en considère qu'un élément, fondamental, il est vrai, l'esprit d'hostilité au dogme, à la discipline de l'Église romaine, aux usages abusifs et superstitieux qu'elle pratiquait ou tolérait; mais combien il est malaisé de séparer cet élément de tous les autres qui ont dans le même temps concouru à rompre les rapports entre l'Église d'Angleterre et le Saint-Siège! Pour réaliser son plan, M. Gairdner aurait dû s'attacher plus aux idées qu'aux faits; mais l'éditeur des Lettres et papiers d'État de Henri VIII<sup>2</sup> pouvait-il s'affranchir à ce point des faits, la seule réalité vivante de l'histoire? Il reste dans son Histoire du lollardisme ce qu'il a été à un degré si éminent dans son *Calendar*, un analyste consciencieux des documents. Et c'est aussi pourquoi l'on y trouvera beaucoup à prendre. Il est touchant enfin et d'un bel exemple de voir un vieillard, octogénaire, envers qui les historiens ont contracté tant d'obligations, demander pardon des erreurs qu'il a pu

1. James Gairdner, *Lollardy and the Reformation in England. An historical survey*, t. III. Londres, Macmillan, 1911, in-8°, XLIII-415 p. Prix : 10 sh. 6 d.

2. C'est en 1879 que M. Gairdner a été chargé de continuer l'œuvre commencée par Brewer. Il a publié seul les tomes V à XIII; et avec le concours de M. Brodie les t. XIV-XXII. On sait que la publication des *Letters and Papers* est aujourd'hui terminée.

commettre et saisir avec empressement l'occasion de les réparer<sup>1</sup>, uniquement soucieux de rendre justice à chacun et de ne servir qu'une cause, celle de la vérité.

Notre collaborateur M. MEYER nous donne le tome I d'un grand ouvrage sur l'Angleterre et l'Église catholique au temps d'Élisabeth et des Stuarts<sup>2</sup> pour lequel il a fait des recherches étendues dans les archives du Vatican et de la Propagande, dans plusieurs dépôts de manuscrits de l'Italie et de l'Angleterre. Dans ce premier volume, il étudie l'établissement de l'Église anglicane après l'avènement d'Élisabeth, l'excommunication de celle-ci, la fondation des collèges pour les catholiques anglais sur le continent (et plus particulièrement ceux de Douai et de Rome), la persécution dirigée par le gouvernement de la reine contre les catholiques, surtout contre les prêtres missionnaires et les Jésuites, l'offensive prise par la papauté et par l'Espagne et qui fut brisée par le désastre de l'Armada, enfin la scission qui s'opéra vers la fin du siècle parmi le clergé catholique d'Angleterre au temps du conflit dit de l'archiprêtre. Sur ces questions, qui avaient déjà fait dans ces derniers temps l'objet d'importants travaux, il apporte, avec des documents nouveaux, des précisions plus grandes, par exemple sur les intentions vraies du pape Pie V quand il fulmina contre Élisabeth la bulle *Regnans in excelsis*, sur l'organisation des études dans le *Collegium romanum*, sur les résultats obtenus par le régime terroriste auquel furent soumis les catholiques depuis l'excommunication de la reine jusqu'après l'échec de l'Armada. L'auteur est protestant; il le dit; mais il reste impartial sans qu'il paraisse lui en coûter. Le savant auquel il déclare avoir le plus d'obligations est un jésuite, le P. Pollen, qui est d'ailleurs un des membres les plus actifs de la *Catholic Record Society*<sup>3</sup>.

Comment faut-il et comment peut-on enseigner honnêtement l'histoire de la Réforme anglicane dans les écoles américaines? Le Révérend LITTELL<sup>4</sup> pose la question et y répond en montrant l'ex-

1. On a joint au t. III deux listes d'Errata pour les t. I et II et plusieurs « cartons » pour remplacer certaines pages dont l'auteur n'était pas satisfait.

2. Arnold Oskar Meyer, *England und die katholische Kirche unter Elisabeth und den Stuarts*. Bd. I : *unter Elisabeth*. Rome, Lescher (Bibliothek des k. Preuss. histor. Instituts in Rom, Bd. VI), 1911, in-8°, xv-489 p.

3. Sur cette Société, voir la *Rev. hist.*, t. CVI, p. 201. Nous n'avons pas reçu l'ouvrage de M. Rowland G. Usher intitulé : *The reconstruction of the english church* (New-York, Appleton, 2 vol., 1910); l'auteur présente cette thèse paradoxale que l'Église anglicane fut définitivement organisée, non sous Élisabeth, mais dans les premières années du règne de Jacques I<sup>er</sup>.

4. John Stockton Littell, *The historians and the english Reformation*. Milwaukee, the young churchman Company, 1910, in-8°, viii-307 p. Prix : 2 dol. 50 c.

trême diversité des opinions qui ont été exprimées sur le sujet par les historiens anglais et américains depuis Hume, et il conclut que l'enseignement doit être neutre : exposer impartialement et à la lumière des textes originaux l'état de la question est le premier devoir du maître. Il y aurait beaucoup à dire sur ce point délicat. Mais un autre souci préoccupe M. Littell, celui de savoir quelle est la nature exacte des changements apportés par Henri VIII à l'Église d'Angleterre, si cette Église ne mérite pas d'être appelée « catholique » tout autant que l'Église romaine et, pour s'éclairer sur ce point de la « continuité », il recommence sa promenade à travers les livres. A discuter ainsi sans fin sur le sort d'une épithète, ne risque-t-on pas de négliger le fond même des choses ? Querelles de mots, jeux de mots<sup>1</sup> qui importent vraiment peu à l'essence de la civilisation chrétienne.

Les six conférences sur la Rivalité des Anglais et des Hollandais pendant la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, que M. EDMUNDSON a réunies en volume<sup>2</sup>, sont intéressantes et instructives. Comme l'auteur le dit fort bien dans sa préface au moment où fut conclue la trêve de douze ans qui équivalait au fond à la reconnaissance par l'Espagne de l'indépendance des sept provinces protestantes (1609), tout semblait concourir à rapprocher étroitement les deux peuples : « Ils avaient une égale haine pour les Espagnols et pour l'Inquisition ; en versant leur sang pour la cause de la liberté hollandaise, les Anglais agissaient en fait pour leur défense personnelle contre les projets ambitieux de Philippe II ». Cependant, des sentiments de froideur, de jalousie, d'hostilité ne tardèrent pas à se glisser entre ces deux peuples parce qu'au fond ils avaient des intérêts opposés ; « colonisateurs, commerçants, explorateurs, ils avaient l'un et l'autre la conscience que leur destinée était sur l'eau et que la maîtrise de la mer était nécessaire à leur existence nationale ». L'acte de navigation (1651) mit fin à une longue période de négociations et d'accords provisoires et rendit la guerre inévitable. C'est à la veille de cette guerre que s'arrête l'excellent exposé de M. Edmundson.

Sur la vie du comte de Clarendon par M. CRAIK<sup>3</sup>, il suffira de dire que c'est une biographie du célèbre conseiller de Charles I<sup>er</sup>

1. Voir, p. 135, la longue et pédantesque dissertation du D<sup>r</sup> Lowrie : « Did Henry VIII found or find the Church of England? If he found it, he could not found it... ». Cela dure pendant quinze lignes.

2. George Edmundson, *Anglo-dutch rivalry during the first half of the seventeenth century. Being the Ford lectures delivered at Oxford in 1910*. Oxford, at the Clarendon press, 1911, in-8°, 176 p. Prix : 6 sh.

3. Sir Henry Craik, *The life of Edward, earl of Clarendon, Lord high*

et ministre de Charles II d'après les œuvres de Clarendon lui-même. Comme la *History of the Rebellion* et la *Life* sont en somme une apologie de la vie privée et de l'action politique de Clarendon, c'est aussi une apologie que nous présente M. Craik. Clarendon s'est défendu contre les attaques de ses adversaires; M. Craik le défend contre les critiques des historiens, en particulier de Th. Lister<sup>1</sup> et de S. R. Gardiner<sup>2</sup>. Son livre ne contient ni faits nouveaux ni idées originales, mais il se lit avec intérêt et l'on ne saurait le négliger.

Clarendon figure en bonne place dans le tome VII de l'*Histoire de la littérature anglaise* qui se rapporte au temps des Cavaliers et des Puritains<sup>3</sup>. Les historiens apprécieront tout particulièrement les chapitres sur Milton et sur John Bunyan, sur les œuvres historiques et politiques, sur Hobbes et la philosophie politique, sur l'érudition et l'instruction publique, sur les débuts du journalisme, sur l'avènement de la pensée moderne dans la littérature populaire, où l'on traite en particulier des écrits relatifs à la sorcellerie et à la démonologie. Ajoutons que le volume contient une très copieuse bibliographie remplissant plus de cent pages. C'est un précieux répertoire d'idées et de faits.

Le tome III de l'*Histoire de l'Université de Cambridge* par M. MULLINGER<sup>4</sup> se rapporte à l'époque mouvementée qui va de l'avè-

*chancellor of England*. Londres, Smith, Elder et C<sup>o</sup>, 2 vol., 1911, in-8°, ix-394 et 343 p. Prix : 21 sh. les 2 vol.

1. Thomas Lister est l'auteur d'une *Vie de Clarendon* parue en 1837. Sir Henry Craik parle non sans aigreur de son « orthodox whiggism ».

2. Sir Henry réfute avec une ironie amère la « prétendue impartialité » de Gardiner qui ne laisse pas échapper une occasion de rabaisser le caractère ou la politique de Clarendon (voir par exemple t. I, p. 118 et 132).

3. A. W. Ward et A. R. Waller, *The Cambridge history of english literature*. T. VII : *Cavalier and Puritan*. Cambridge, at the University press, 1911, in-8°, x-553 p. Prix : 9 sh. Voici l'indication des seize chapitres avec le nom des collaborateurs : I, les poètes lyriques du parti cavalier, par F. W. Moorman; II, les « poètes sacrés » (George Herbert, Henry Vaughan, etc.), par F. E. Hutchinson; III, les auteurs de « Couplets », par H. Thompson; IV et V, les « petits poètes » du temps de Charles I<sup>er</sup> et Milton, par G. Saintsbury; VI, la littérature religieuse (Ussher, Laud, Gauden, à qui est attribuée l'*Eikon basilikè*, etc.), par W. H. Hutton; VII, Bunyan et Marvell, par J. Brown; VIII et IX, Œuvres historiques et politiques, par A. W. Ward; X, les « Antiquaires », par G. Saintsbury; XI, la critique au temps de Jacques I<sup>er</sup> et de Charles I<sup>er</sup>, par J. E. Spingarn; XII, Hobbes et la philosophie contemporaine, par W. R. Sorley; XIII, l'érudition (Casaubon), par F. Watson; XIV, l'enseignement, par J. B. Mullinger; XV, les débuts du journalisme, par J. B. Williams; XVI, l'avènement de la pensée moderne dans la littérature populaire, par H. V. Routh.

4. James Bass Mullinger, *The University of Cambridge*. Vol. III : *From the election of Buckingham to the chancellorship in 1626 to the decline of the*



nement de Charles I<sup>er</sup> à la restauration de l'ancien régime par Charles II. Si l'on ne devait y trouver que les affaires propres à l'Université, on se lasserait vite d'en suivre le détail, bien qu'il soit abondant, précis, puisé aux meilleures sources, que les hommes notables et leurs œuvres y soient étudiés avec une ardente et intelligente sympathie<sup>1</sup>; heureusement, l'attention est réveillée par de plus grands objets, par la politique ecclésiastique de Laud, par l'émigration en Amérique<sup>2</sup>, par l'intervention de Cromwell dans l'organisation des études à l'Université, etc. Le Protecteur souhaitait en effet qu'elle donnât « une règle plus compréhensible d'orthodoxie ». Tous les partis attendaient d'elle des services; personne sans doute n'avait alors l'idée d'un haut enseignement, ni que cet enseignement pût être libre et désintéressé.

Si M. STEATON avait pu connaître le beau volume de M. Mullinger, il y aurait puisé plus d'une indication intéressante sur les Platoniciens de Cambridge, c'est-à-dire sur ce groupe de penseurs qui interprétaient dans un sens large les dogmes de l'Église anglicane et qui préparaient plus ou moins inconsciemment les voies sur la tolérance en matière religieuse; mais il n'aurait sans doute rien changé à son travail, où il analyse simplement les écrits qui ont été composés sur cet intéressant problème depuis l'Acte de Tolérance (1660) jusqu'à la mort de la reine Anne (1714)<sup>3</sup>. Travail peu original sans doute, mais utile, et qui est un bon début.

La biographie d'un « Non jureur », Thomas Deacon, par M. BROXAP<sup>4</sup>, nous introduit dans un monde tout différent, celui des prélats

*Platonist movement. Cambridge, at the University press, 1911, in-8°, ix-743 p. Prix : 20 sh.*

1. Il est curieux de constater, à propos de la création d'une chaire d'histoire à l'Université (1627), l'indifférence des étudiants et l'hostilité des professeurs. On ne trouva d'abord à Cambridge même personne à qui l'on pût confier le nouvel enseignement; il fallu s'adresser au dehors. Gérard Vossius, de Leyde, refusa parce que Leyde lui fit des conditions plus avantageuses. Isaac Dorislaus fut nommé; mais sa seconde leçon sur Tarquin le Superbe fit scandale, malgré son évidente ingénuité, et son cours fut suspendu. Il retourna en Hollande. Il fut assassiné à La Haye en mai 1649 par une bande de royalistes émigrés pour le punir de la part qu'il avait prise au procès et à la condamnation de Charles I<sup>er</sup>.

2. A noter ici la fondation d'un collège par John Harvard dans une ville neuve (Newtown), bientôt appelée Cambridge (1638).

3. A. A. Steaton, *The theory of toleration under the later Stuarts*. « The Prince Consort prize, 1910. » Cambridge, at the University press, 1911 (*Cambridge historical Essays*, n° XIX), in-8°, vii-364 p. Prix : 6 sh.

4. Henry Broxap, *A biography of Thomas Deacon, the Manchester Non-juror*. Manchester, at the University press, 1911 (publ. of the University of Manchester, Historical series, n° XI), in-8°, xix-215 p. \*



anglicans qui, après 1688, refusèrent de prêter serment aux nouveaux souverains, de reconnaître la Révolution qui venait de se produire dans l'État et dans l'Église. Plusieurs évêques et hauts dignitaires ecclésiastiques furent alors privés de leur office. Certains, regardant cette mesure comme illégale, décidèrent de continuer la succession épiscopale sans s'occuper autrement du consentement de Guillaume et Marie. C'est ainsi qu'en 1693 Hickes<sup>1</sup> fut nommé par l'archevêque de Cantorbéry et Wagstaffe par l'évêque de Norwich; ils furent consacrés, selon les rites de l'église anglicane, par les évêques de Norwich, d'Ely et de Peterborough. Telle fut l'origine d'une petite Église qui prit le titre d'« Église catholique en Angleterre », de « Vraie » ou « Orthodoxe Église anglicane » (*True British catholic church*). Cette Église prolongea une existence obscure pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle et ne disparut définitivement que dans les premières années du XIX<sup>e</sup>. Un de ses membres, Thomas Deacon, docteur en médecine, alla vers 1720 s'établir à Manchester, alors « le plus vaste, le plus riche, le plus actif des villages d'Angleterre » (ce « village » comptait environ 2,400 ménages), mais aussi le plus tory. Deacon prit une ardente part aux controverses religieuses et, à une date incertaine (vers 1733), dans des circonstances mal connues, il devint évêque d'une petite communauté qui comprenait (on ne sait pas au juste) de vingt à cent membres. Il mourut en 1752, après avoir failli être enveloppé dans les représailles qui suivirent la prise de Manchester par les troupes du Prétendant en 1745. Le personnage est insignifiant, mais la cause pour laquelle il combattit est digne de respect et à ce titre sa biographie méritait d'être écrite avec précision.

Après trois volumes sur Napoléon, M. Rose nous en donne deux sur Pitt<sup>2</sup>. Le tome I s'arrête au seuil du conflit européen déchainé par la Révolution française. La plus grande partie est employée à montrer comment le jeune Pitt réussit à fermer les blessures que la guerre de l'Indépendance américaine avait infligées à son pays, à réorganiser ses finances et ses forces militaires, à lui trouver des alliés, enfin à le mettre en état d'affronter le plus terrible ennemi qu'il eût encore rencontré. Le sujet n'avait jamais encore été

1. Il s'agit ici de George Hickes, le savant auteur des *Institutiones anglo-saxonicae et Maeso-gothicae* (1689) et du *Thesaurus linguarum veterum septentrionalium* (1703-1705). C'est lui qui fut chargé d'aller demander à Jacques II, réfugié en France, l'autorisation de procéder à la nomination de nouveaux évêques sans l'aveu du gouvernement.

2. J. Holland Rose, *William Pitt and national revival*. Londres, Bell, in-8°, xii-655 et xix-596 p. Prix : 16 sh. chaque.

traité avec cette ampleur et une connaissance aussi approfondie des sources. Les recherches personnelles de M. Rose, par exemple dans les papiers de Pitt, ou ceux qui ont été déposés au P. Record Office, ou ceux qui sont encore conservés par ses descendants, ont beaucoup ajouté à nos connaissances<sup>1</sup>. Sans doute ils n'ont pas modifié dans ses grandes lignes ce que nous savions déjà sur la politique intérieure et extérieure du célèbre ministre; mais ils nous font pénétrer plus avant dans l'âme même de Pitt. C'est la partie la plus neuve du livre, car chez Pitt qui, réservé et timide par nature, se livrait peu, même à ses plus intimes amis, qui n'écrivait pas volontiers ou qui, dans ses lettres, ne parlait guère que d'affaires en style protocolaire, c'est l'homme qu'il est le plus difficile de bien connaître. Et cependant ce fut un être gai, sensible, spirituel, aimant le jeu et la boisson, mais tout cela par accès pour ainsi dire et, même avant de devenir premier ministre à vingt-cinq ans, voulant et sachant dominer ses instincts, discipliner sa vie intérieure, gouverner ses enthousiasmes. Ce grand patriote avait la tête froide et le cœur chaud. Le tome II nous le montre aux prises avec une série de difficultés formidables dont il était difficile assurément de prévoir les soudaines transformations et qui d'ailleurs prirent généralement Pitt au dépourvu. Le jugement que M. Rose porte sur sa politique est sévère. Si gouverner c'est savoir et prévoir, Pitt ne sut pas comprendre ce qu'il pouvait y avoir de légitime ou d'irrésistible dans le mouvement démocratique qui s'éveilla en Angleterre dès 1791 sous l'influence des idées françaises, et il ne prévint pas qu'il faudrait bientôt lui faire de larges concessions; aux réformes demandées, il ne sut qu'opposer une résistance aveugle. Ministre de paix, il entra avec regret dans la guerre contre la France et, quand il se vit contraint de la faire, il ne sut pas la préparer ni la conduire. Connaissant mal les hommes et les cabinets, il ne sut pas organiser le commandement des troupes ni imposer ses vues aux gouvernements alliés. En face de la disette de 1797, il fut apathique et surtout il manqua de prévoyance dans les deux grandes crises financières et militaires de 1798. Quand enfin des offres de paix lui furent faites par le vainqueur de Marengo, il s'obstina à ne voir en lui que le condottiere gâté par la fortune, et offensa le sentiment natio-

1. Je ne vois pas que M. Rose ait utilisé les documents que M. F. Dumas a trouvés au P. Record Office sur le traité de commerce avec la France en 1786. Il suit d'ailleurs la méthode de plus en plus pratiquée en Angleterre et qui consiste à renvoyer presque uniquement aux documents et rarement aux travaux des autres historiens. Ce procédé simplifie singulièrement la documentation bibliographique au bas des pages. Est-ce tout bénéfice?

nal des Français en refusant de traiter sur d'autre base que le rétablissement des Bourbons. Ces fautes, M. Rose les signale avec tant de soin qu'on est un peu surpris de n'en plus retrouver que des traces légères dans le résumé final. C'est qu'elles sont largement contrebalancées à ses yeux par une grande vertu, le patriotisme, patriotisme étroit sans doute, mais d'autant plus opiniâtre et auquel les événements imprimèrent un généreux caractère : l'Angleterre de Pitt parut combattre pour la liberté de l'Europe contre le despotisme napoléonien. C'était un beau rôle, et qui d'ailleurs lui profita. M. Rose l'a mis en fort bonne lumière; il a montré en particulier que les principaux acteurs du drame étaient des hommes et non de purs instruments subissant l'impulsion des forces supérieures qui déterminent nécessairement la marche des événements; il réagit utilement contre le fatalisme qui domine par exemple toute l'œuvre, si belle et si puissante par ailleurs, d'Albert Sorel.

Après tant de travaux sur l'histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle, il était utile d'en avoir un bon résumé. M. ROBERTSON nous le donne dans le tome VI de la collection dirigée par M. Charles Oman<sup>1</sup>. Un des chapitres les plus importants, et qu'il convient de noter particulièrement, se rapporte à la transformation économique de l'Angleterre dans le deuxième tiers du siècle et à ses conséquences politiques et sociales. En outre, dans une suite de quinze appendices, l'auteur traite brièvement certaines questions controversées, telles que la guerre de « l'oreille de Jenkins », l'auteur des « lettres de Junius », le procès de Warren Hastings, les rapports du « Cabinet » avec le roi Georges III. La bibliographie, consacrée surtout aux recueils de documents, rendra d'appréciables services.

Le volume de M. Roger BOUTET DE MONVEL sur *les Anglais à Paris, 1800-1850*<sup>2</sup>, est d'une lecture très divertissante. Au moyen d'extraits habilement juxtaposés de mémoires et de correspondances, il nous montre comment furent traités les Anglais arrêtés en France après la rupture de la paix d'Amiens, comment furent accueillis ceux qu'amena chez nous la double invasion de 1814 et de 1815, quelles séductions attirèrent et retinrent à Paris, après la fin des grandes guerres, tant de touristes, d'humoristes et d'excentriques. Peut-être l'auteur de *George Brummel et Georges IV* a-t-il fait bien grande la place à ces derniers, et l'on ne trouvera d'ordinaire chez eux qu'une caricature superficielle de la société française, mais combien amusante!

1. C. Grant Robertson, *England under the Hanoverians*. Londres, Methuen, 1911, in-8°, xvii-555 p., avec sept cartes. Prix : 10 sh. 6 d.

2. Paris, Plon-Nourrit, in-8°, vii-376 p.

L'ouvrage de M. CAZAMIAN<sup>1</sup> est un très bon exposé d'abord des causes qui ont fait l'Angleterre actuelle, depuis qu'elle est entrée dans la voie des réformes démocratiques; puis des problèmes qui se posent aujourd'hui devant elle au point de vue économique, social, politique, « impérial » et intellectuel. Il faut le lire et le méditer.

HISTOIRE DES INSTITUTIONS. — Le tome II des *Oxford studies* publiées sous la direction de M. Paul VINOGRADOFF contient deux mémoires dont il est malaisé d'indiquer brièvement le caractère et l'importance<sup>2</sup>. Dans le premier, M. STENTON étudie certains types d'organisation manoriale dans la région qu'avaient occupée les Scandinaves<sup>3</sup>. Cette région, que désigne l'expression de « Danelaw », correspondait, comme on sait, à peu près aux comtés actuels d'York, de Derby, de Nottingham, de Leicester, de Lincoln et de Rutland. Le Domesday book y note trois sortes de tenure : *manerium*, *berewicum*, *soca*. La « soke » est une terre sur les habitants de laquelle le seigneur du manoir dominant avait des pouvoirs de justice; le « berewick » serait plutôt la grange, le dépôt des provisions, détaché du manoir, mais dépendant de lui. Quant au mot *manerium*, l'emploi très varié qui en est fait dans le Domesday book ne permet pas d'en donner une définition précise. M. Stenton a réuni avec beaucoup de diligence les textes relatifs à ces trois espèces de tenure et il s'est efforcé d'en dégager la substance historique. Pour m'en tenir à l'une de ses conclusions les plus générales, il constate qu'au temps de la Conquête les domaines ruraux (*villae*) dans l'étendue du « Danelaw » étaient libres, qu'ils « n'étaient pas encore soumis à la condition des manoirs, qu'en beaucoup de cas ils paraissent n'avoir jamais eu de seigneurs d'un rang inférieur à celui de roi, de comte (*earl*) ou d'évêque » (p. 91). Voilà ce que donnent à entendre les textes écrits; un témoignage plus ancien, celui des noms de lieu, montre au contraire que ces mêmes *villae* furent possédées par des chefs, d'ailleurs profondément inconnus. Comment expliquer cette contradiction?

Le mémoire de M. Stenton est suivi par celui de M<sup>lle</sup> NEILSON<sup>4</sup>

1. Louis Cazamian, *l'Angleterre moderne, son évolution*. Paris, Flammarion, 1911 (Bibliothèque de philosophie scientifique), in-12, 329 p. Prix : 3 fr. 50.

2. *Oxford studies in social and legal history*, t. II. Oxford, at the Clarendon press, 1910, in-8°, vi-96 et 219 p. Prix : 12 sh. 6 d.

3. F. N. Stenton, *Types of manorial structure in the northern Danelaw* (96 pages). On doit encore à N. Stenton une étude intitulée *The place names of Berkshire*, qui a paru à Reading (University college, 1911), en même temps qu'une autre publiée sous le même titre par le professeur Skeat (Oxford, at the Clarendon press, 1911).

4. Miss N. Neilson, *Customary rents* (219 pages).

sur les redevances dues par les tenanciers des manoirs à leurs seigneurs : redevances en nature, en services, en argent, redevances dues au roi pour l'administration et la justice, redevances dues à l'Église. L'auteur a utilisé un grand nombre de documents, souvent inédits, du <sup>xii</sup><sup>e</sup> au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. C'est un travail très consciencieux, abondant en citations, riche en termes rares, qui rappelle un peu la manière de Madox dans son *Histoire de l'Échiquier*. L'index est comme un lexique d'expressions empruntées la plupart à la langue nationale; celles d'origine anglo-normande sont rares. Le peuple vaincu n'avait pas subi dans ses couches profondes l'influence de la conquête.

Le couronnement du roi Georges V a suscité de nombreux ouvrages et articles dont il serait bon d'avoir une bibliographie critique. Je n'ai à signaler, pour ma part, qu'un volume de M. Round sur les sergents du roi et les officiers de la couronne<sup>2</sup>. M. Round commence par déterminer ce qu'il faut entendre par les expressions de sergents (*servientes*) et de sergenterie (*sergenteria*), genre de tenure noble qu'on a parfois confondue avec la tenure de chevalerie; mais, tandis que le chevalier devait le service militaire et l'écuage, le sergent ne devait que des services domestiques. Ces services étaient nombreux et variés, parfois singuliers ou plaisants<sup>3</sup>. M. Round étudie dans une série de chapitres ceux qui dépendaient de la maison du roi : sénéchal, connétable, maréchal, huissier, chambellan, bouteiller, dépensier, pannetier, boulanger, lardier, saucier, échaudeur, tourne-broche, tailleur; ceux qui concernaient le passe-temps favori des rois depuis Édouard le Confesseur, c'est-à-dire la chasse : chasse avec des chiens pour prendre les lièvres, les loups, la loutre, chasse avec des faucons; ceux enfin qui se rapportaient plus directement aux cérémonies du couronnement, comme de porter le dais ou les épées, les éperons, les gants et le sceptre. Comme on peut penser, M. Round ne s'arrête pas aux usages bizarres dont certains subsistent encore et que l'on peut faire remonter jusqu'au temps de la Conquête; c'est un important chapitre de l'histoire des institutions qu'il a composé, un peu hâtivement par endroits, parce que la circonstance exigeait que son ouvrage parût à un certain

1. La liste en a été donnée dans le dernier chapitre du travail.

2. J. Horace Round, *The king's serjeants and officers of state with their coronation services*. Londres, Nisbet, 1911, in-8°, xviii-41 p. Prix : 12 sh. 6 d.

3. P. 41, on note une sergenterie (*servicium magnae sergenteriae*) qui consistait à tenir la tête du roi quand il traversait la Manche. Cet office appartenait en 1442 à un certain John Baker; il passa ensuite à ses deux filles et co-héritières.



moment, mais toujours substantiel, fondé sur une documentation riche et choisie, éclairé par des observations originales et d'instructifs rapprochements<sup>1</sup>.

M. Mac ILWAIN cherche à expliquer pourquoi aux États-Unis le pouvoir judiciaire a le droit d'interpréter la loi constitutionnelle<sup>2</sup>. Il montre que ce droit n'est pas inhérent à la forme fédérative du gouvernement, puisqu'on ne le trouve ni en Allemagne ni en Suisse; que c'est au contraire une idée d'origine anglaise et que cette idée se rattache étroitement à l'existence et au développement, dans l'organisation féodale de la « cour du roi », de ce tribunal suprême qu'à partir du XIII<sup>e</sup> siècle en Angleterre on appela le Parlement. Cette cour suprême était en effet un corps administratif et judiciaire qui, de concert avec le roi, appliquait la loi ou la coutume. Même quand le Parlement, sous le règne d'Édouard I<sup>er</sup>, eut reçu la forme qu'il devait conserver pendant tout le moyen âge, son rôle consista bien plus à déclarer quelle était la loi qu'à la faire, et ce caractère primitif, ce que M. Mac Ilwain appelle « loi fondamentale », a laissé des traces qui subsistent encore aujourd'hui dans la constitution monarchique de l'Angleterre, et qui ont pris un développement considérable dans la constitution fédéralisée des États-Unis. Cette thèse qui est vraie, mais qui n'est sans doute pas très originale, M. Mac Ilwain la présente dans une série de chapitres sur les juges au Parlement, sur le Parlement considéré comme une cour suprême, sur les rapports entre l'autorité judiciaire et l'autorité législative dans le sein du Parlement, sur l'histoire politique de la suprématie parlementaire, chapitres bien présentés, étayés de dissertations de détail qui se recommandent à l'attention des historiens. Préoccupé de prouver sa thèse, l'auteur a traité en outre, pour ainsi dire incidemment, quelques autres questions fort importantes pour l'histoire du Parlement avant les réformes du XIX<sup>e</sup> siècle; il en résulte que le lecteur, un peu désorienté, n'aperçoit pas toujours jusqu'où on veut le mener; du moins les problèmes sont-ils traités avec une intelligence précise des documents et non sans profondeur.

1. P. 6, on lit la phrase suivante : « At times described as the king's ministers (*ministri*), — their office [l'office de sergent du roi] was always a *ministerium*, — they have developed, in administrative history, into « ministers » of to-day, who are, technically, still the king's « secretaries » for the various administrative departments. » Rapprocher ainsi les « métiers » de la maison du roi et la charge de secrétaire, c'est, sans y prendre garde, jouer sur un mot.

2. Charles Howard Mac Ilwain, *The high court of Parliament and its supremacy. An historical essay on the boundaries between legislation and adjudication in England*. New Haven, Yale University press; Londres, Oxford University press, 1910, in-8°, xxi-409 p. Prix : 2 dol. 50 c.



Il n'y a pas lieu de s'arrêter sur l'*Histoire des impôts votés par le Parlement* de M. MORGAN<sup>1</sup>, l'auteur n'ayant point fait autre chose que d'énumérer, dans l'ordre chronologique, les cas où le Parlement accorda une taxe au roi, depuis l'époque anglo-saxonne jusqu'au Bill des droits de 1689. Avant cette date, la question pouvait se poser de savoir si le roi n'avait pas le droit de lever des impôts même sans le consentement ou contre le gré du Parlement. Après, le doute ne fut pas possible. Tout cela est évident, trop même; les faits signalés par l'auteur traînent partout et il n'y ajoute pas d'idées personnelles.

M. Cox a consacré un agréable volume à un sujet qui n'est pas très neuf, mais sur lequel il y a encore beaucoup à dire : sur le droit d'asile<sup>2</sup>. Le plan est un peu enfantin : après des indications trop rapides sur le droit d'asile dans les églises et les monastères, l'auteur conte un certain nombre de cas bien connus où ce droit fut violé, puis il passe en revue les principaux « sanctuaires » qui jouissaient de ce privilège. Il reprend le sujet une seconde fois en puisant alors ses exemples dans différentes séries de documents : registres épiscopaux, lettres patentes et closes, rôles d'assises et de police (*coroners' rolls*); puis il s'occupe du droit d'asile en Galles, en Écosse et en Irlande. Enfin il traite de la décadence et de l'extinction du droit d'asile au xvi<sup>e</sup> et au xvii<sup>e</sup> siècle. Fort ébranlée par la suppression des monastères au temps de Henri VIII, l'institution fut définitivement abolie sous Jacques I<sup>er</sup>. Dans ces chapitres, qu'un lien lâche rattache, l'auteur a donné çà et là quelques documents inédits, par exemple une liste des personnes qui étaient réfugiées dans le « sanctuaire » de Saint-Pierre de Westminster à la date du 25 juin 1532 (il y en avait 50, p. 72) et de ceux qui, de 1478 à 1539, trouvèrent dans celui de Beverley un asile inviolé (il y en eut près de 500, p. 139). Les crimes ou délits les plus fréquents qui avaient poussé leurs auteurs à se soustraire ainsi à la justice civile étaient le meurtre, les « félonies » et les dettes.

Un sujet très austère a été traité par feu MAITLAND dans son livre sur l'Équité<sup>3</sup>. C'est un point de droit particulièrement délicat et

1. Shepard Ashman Morgan, *The history of parliamentary taxation in England* (Williams College, David A. Wells prize essays, n° 2). New-York, Moffat, Yard and C<sup>o</sup>, 1911, in-8°, xvii-317 p. Prix : 2 dol.

2. Rev. J. Charles Cox, *The sanctuaries and sanctuary seekers of mediæval England*. Londres, George Allen, 1911, in-8°, xx-347 p., avec des photographies, des dessins, deux fac-similés.

3. F. W. Maitland, *Equity, also the forms of action at common law*. Edited by A. H. Chaytor and W. J. Whittaker. Cambridge, at the University press, 1909, in-8°, xvi-412 p.

obscur que l'éminent professeur avait plusieurs fois abordé dans ses cours, modifiant çà et là sa rédaction primitive qu'il estimait d'ailleurs lui-même assez au point pour être publiée. La procédure en équité se développa en dehors des règles de la « loi commune » ; elle constitua peu à peu un nouveau département judiciaire dirigé par le chancelier. La cour du chancelier jugeant en équité connaissait essentiellement des cas de fidéicommiss en matière de propriété foncière ; elle était chargée de faire respecter la volonté d'un testateur qui, voulant disposer d'une partie de ses biens en faveur de personnes autres que l'héritier naturel, la transférait à un fidéicommissaire à condition de l'employer pour l'usage de ces personnes. C'était en réalité un mode nouveau de transmission de la propriété, contraire à la coutume féodale sur le droit d'ainesse, contraire aussi à la loi qui, depuis Édouard I<sup>er</sup>, régit les biens de mainmorte. C'est ce qu'on appelait les *uses of land*<sup>1</sup>, qui reçurent leur forme légale par un statut souvent cité de Henri VIII (1540). La seconde partie du volume, d'un intérêt très spécial aussi, s'adresse davantage aux historiens et aux diplomatistes ; ce sont sept brèves dissertations sur les formes d'action employées dans la procédure de la « common law ». On nous dit dans la préface que ceux qui ont entendu Maitland n'oublieront pas « sa gaité, le charme de ses manières, l'art avec lequel il réussissait à donner la vie à des squelettes. Grâce à lui, l'Équité, qui se présentait à notre esprit comme une énigme mystérieuse, devenait intelligible et intéressante ». Le charme personnel du professeur n'a pu passer dans sa rédaction, mais on y retrouve cette intelligence lumineuse qui était la marque de son génie.

HISTOIRE LOCALE. — Hastings est un grand nom ; mais, si l'on excepte la fameuse bataille de 1066 livrée loin de ses murs, son histoire est mince. M. DAWSON a cependant trouvé moyen de lui consacrer deux gros volumes<sup>2</sup>. Il est vrai qu'il y a fait entrer beaucoup de choses inutiles, par exemple un récit du meurtre de Th. Becket, et les nombreux documents réunis par l'auteur auraient dû être analysés plutôt que traduits in extenso. Le tome I contient ce qu'il appelle très justement la « chronique et cartulaire » du château, parce qu'il y range dans un ordre strictement chronologique les faits

1. Le mot même d'*uses* représente non le latin *usus*, mais le vieux français *oes*, *ues*, correspondant au latin *opus*, parce que le testateur disposait d'une partie de son bien en faveur (*ad opus*, *ad oes*) de telle personne.

2. Charles Dawson, *History of Hastings castle, the castlery, rape and battle of Hastings, to which is added a history of the Collegiate church within the castle and its prebends*. Londres, Constable, 1909, 2 vol. in-8°, xiii-579 p. Prix : 42 sh.

et les actes qui sont le fondement de son histoire depuis le XI<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1547. Notons à ce propos que, comme le château et la châtellenie firent jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle partie de « l'honneur » de Richmond, il y est fait souvent mention des comtes et ducs de Bretagne. Le tome II, d'un intérêt plus spécialement archéologique, traite du donjon et de l'enceinte féodale de la collégiale élevée dans l'intérieur du château et détruite au XVI<sup>e</sup> siècle, des monnaies qui ont été frappées à Hastings jusqu'au temps d'Étienne. Un grand nombre de plans et de dessins vient s'ajouter au grand nombre des documents utilisés ou trouvés par l'auteur. Enfin un appendice, qui a été imprimé avec des caractères, avec une pagination et sur un papier différents du reste du livre, a été réservé à la bataille de Hastings. M. Dawson a fait reproduire sur quatre colonnes parallèles les récits, traduits en anglais, de Guillaume de Poitiers, de Gui d'Amiens, de Guillaume de Jumièges et de Wace; dans une cinquième colonne, il a réuni un certain nombre d'autres témoignages; enfin, en tête de chaque feuillet, figurent les scènes de la tapisserie de Bayeux qui ornaient déjà l'Atlas de la *Conquête de l'Angleterre* par Augustin Thierry. Sans doute cette distribution n'a pas de caractère scientifique; je n'oserais dire cependant qu'elle soit inutile.

HISTOIRE D'ÉCOSSE. — Pour avoir le droit d'émettre un jugement motivé sur l'ouvrage de M. HENDERSON, de *l'Influence scandinave sur l'Écosse celtique*<sup>1</sup>, il faudrait connaître la langue, la littérature, l'art, le folk-lore des anciens Celtes du Nord et des anciens Scandinaves. Je ne puis qu'indiquer la conclusion générale qui se dégage de ce savant livre : l'influence exercée par les Scandinaves a été considérable; elle a laissé des traces nombreuses dans le langage et a contribué même à altérer la pureté du type gaélique; elle a duré longtemps après la défaite des Norvégiens sous le règne d'Alexandre III, car si les chefs vaincus cessèrent d'avoir le moindre pouvoir politique, les descendants des pirates établis dans le pays y restèrent. Quant aux détails de la démonstration, nombreux, variés, séduisants, c'est aux spécialistes de se prononcer.

Nous avons précédemment annoncé le Recueil des chartes des rois d'Écosse antérieures à l'an 1153 par M. LAWRIE. Le même érudit continue ce premier travail par les annales des rois Malcolm et Guillaume<sup>2</sup>. Comme on le sait, ces deux rois étaient frères. Mal-

1. George Henderson, *The Norse influence on Celtic Scotland*. Glasgow, Maclehose, 1910, in-8°, xu-371 p. Prix : 10 sh.

2. Sir Archibald Campbell Lawrie, *Annals of the reigns of Malcolm and William, kings of Scotland, 1153-1214*. Glasgow, Maclehose, 1910, in-8°, xxx-459 p. Prix : 10 sh.

colm succéda à son grand-père, le roi David; il était âgé de douze ans et mourut sans alliance douze ans plus tard. Son frère Guillaume eut au moins cette consolation d'avoir un fils pour continuer sa lignée. Tous deux eurent à combattre les mêmes ennemis intérieurs et réussirent à les vaincre. A cet égard, leur règne a été un bienfait pour l'Écosse. Tous deux trouvèrent aussi dans les rois d'Angleterre : Henri II, Richard et Jean, de gênants voisins, des suzerains redoutables. Malcolm dut accompagner Henri II dans une expédition contre Toulouse (1159); Guillaume, qui s'associa au soulèvement des barons anglais en 1174, expia par une longue captivité cet acte de trahison à la loi féodale. Leur histoire est donc étroitement mêlée à celle de l'Angleterre, et c'est surtout par les chroniqueurs anglais qu'elle nous est connue. M. Lawrie a découpé dans leurs œuvres les passages relatifs aux deux règnes de Malcolm et de Guillaume; il les a reproduits<sup>1</sup> dans un ordre strictement chronologique. Il y a joint les quelques chartes et bulles que le temps a conservées. Des notes précises, mais trop rares, commentent ou rectifient ces textes. C'est une compilation d'un caractère tout à fait impersonnel dont les érudits sauront néanmoins apprécier la très réelle utilité.

L'organisation ecclésiastique de l'Écosse au moyen âge<sup>2</sup> offre d'intéressantes particularités. Ainsi ce pays, dont les rois furent somme toute indépendants, n'eut pas d'archevêque avant 1472; les évêques écossais, dont les évêchés se fondèrent peu à peu, dans des circonstances qui nous sont à peu près inconnues, depuis la fin du XI<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>, relevaient directement du pape qui (depuis 1316) se réserva le droit de nommer directement à certains sièges. A la différence de ce qui se passait en Angleterre, le roi paraît n'avoir eu qu'un rôle effacé dans la nomination des évêques. Sir Archibald Lawrie affirme que ce rôle a été nul; Mgr Dowden note au contraire un certain nombre de cas où le roi, non content d'accorder le « congé d'élire », devait aussi donner son consentement au choix fait par le chapitre. Pour les évêchés réservés, le roi nommait les candidats et le pape les instituait. Les collégiales, d'abord en très petit nombre,

1. Les textes sont donnés dans leur langue originale; mais les extraits de la chronique rimée en français par Jordan Fantosme ont été traduits en anglais; pourquoi?

2. John Dowden, bishop of Edinburgh, *The medieval church in Scotland; its constitution, organisation and law*. Glasgow, Maclehose, 1910, XLVIII-352 p. Prix : 15 sh.

3. La période antérieure à la mort du roi Malcolm Ceanmore (1093) est celle de l'Écosse dite celtique que l'auteur passe à dessein sous silence. Sur la création des évêchés, voir le ch. IV de l'ouvrage de Dowden.

se développèrent beaucoup au xv<sup>e</sup> siècle. Quant aux paroisses, elles se formèrent aussi peu à peu, comme les évêchés, à l'imitation de ce qui se passait en Angleterre. Dans le livre de Mgr Dowden, l'organisation de l'Église d'Écosse, depuis le xii<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Réforme du xvi<sup>e</sup> siècle, est exposée avec science et méthode; l'auteur connaît bien les documents et en tire un bon parti. Il ne sera peut-être pas superflu d'ajouter que l'auteur appartenait à une famille du sud de l'Angleterre qui alla s'établir au xvii<sup>e</sup> siècle en Irlande, dans un milieu très presbytérien, et que c'est le hasard en somme qui, par la suite, conduisit John Dowden en Écosse<sup>1</sup>. Bien qu'il ait occupé dans ce dernier pays une très haute situation ecclésiastique, il n'était ni Écossais ni même Irlandais et il lui fut aisé d'écrire sur l'histoire d'Écosse avec un complet désintéressement.

Le tome III de la consciencieuse histoire des archevêques de Saint-Andrews<sup>2</sup> contient la biographie de James Beaton qui, né vers 1474, fut abbé de Dunfermline (1504), évêque de Withorn ou Galloway (en latin *Candida Casa*, 1508), puis archevêque de Glasgow (1509) avant de monter sur le siège primateal de Saint-Andrews (1522). Il était frère de David, « Lord High Treasurer », auquel il succéda en 1505. La mort de Jacques IV, tué à Flodden, fit de lui un des hommes politiques les plus en vue de l'Écosse; il la servit avec un zèle éclairé, recherchant l'alliance de la France tout en ménageant la paix avec l'Angleterre et obtenant au moins ce résultat de maintenir l'indépendance nationale. En matière ecclésiastique, c'est lui qui commença les persécutions dirigées contre les protestants; il fit arrêter Patrice Hamilton, partisan de Luther, qui fut mis à mort comme hérétique (1527). Ce n'est pas qu'il eût une âme de persécuteur; il fut un prélat politique avant tout. Il espérait que son zèle orthodoxe serait récompensé par le pape; mais le chapeau de cardinal qu'il convoitait fut donné à son neveu David, qu'il eut comme coadjuteur en 1538 et qui devait tomber un jour, victime à son tour des protestants. J. Beaton mourut en 1539 dans une demi-disgrâce obtenue en grande partie par les intrigues de Henri VIII, qui le détestait.

C'est un sujet intéressant qu'a étudié M. ROOSEBOOM dans son gros livre sur les relations commerciales de l'Écosse avec les Pays-Bas de la fin du xiii<sup>e</sup> siècle jusqu'en l'année 1676<sup>3</sup>. Des recherches

1. Voir en tête du présent volume l'intéressante biographie de J. Dowden par une de ses filles, Alice.

2. John Herkless et Robert Kerr Hannay, *The archbishops of Saint Andrews*, tome III. Edimbourg et Londres, Blackwood, 1910, in-8°, 270 p. Prix : 7 sh. 6 d.

3. Matthijs P. Rooseboom, *The scottish staple in the Netherlands; an*



diligentes dans les archives lui ont fourni une notable série de documents, surtout pour les <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles, et lui ont permis de suivre les déplacements de l'Étaple ou entrepôt des marchands écossais établi d'abord à Bruges (depuis au moins 1292), puis à Middelbourg (en 1467), enfin à Veere, où sut les attirer et les retenir Maximilien de Bourgogne, seigneur de Campvere (1541). Transférée un moment à Dordrecht (1668), l'Étaple fut bientôt après ramenée à Veere (1675), mais depuis ce moment elle tomba dans l'insignifiance et disparut en 1799 après avoir végété pendant plus d'un siècle. Quelle fut au juste son importance au point de vue économique? L'auteur ne le dit pas et ne s'est pas proposé de le savoir; il s'est contenté d'analyser les actes passés entre les autorités écossaises, c'est-à-dire les « quatre grosses villes d'Écosse » qui formèrent plus tard ce qu'on appela la « cour de Parlement et les quatre gros bourgs » (1454), puis la « Convention des bourgs du royaume d'Écosse » (1487) avec les comtes de Flandre et les seigneurs de Zélande pour la protection des marchands écossais et de leurs marchandises, le maintien de leurs privilèges et de leur monopole<sup>1</sup>. Cette analyse consciencieuse, un peu trainante, encombrée de documents qui auraient trouvé mieux leur place dans l'appendice, ne fait connaître de l'Étaple que la façade, si l'on peut dire. Pour pénétrer dans l'intérieur, les documents réunis par M. Rooseboom seront utiles à coup sûr, mais ils ne seront pas toujours utilisables, parce qu'ils sont publiés d'une manière par trop incorrecte. L'inexpérience manifeste de l'auteur<sup>2</sup> diminue singulièrement la valeur de son livre<sup>3</sup>.

Si M<sup>lle</sup> KEITH avait pu le connaître, elle en eût tiré quelques faits intéressants pour sa thèse sur les Relations économiques de l'Angleterre et de l'Écosse pendant le siècle où les deux royaumes furent unis par un lien purement personnel (1603-1707)<sup>4</sup>. Cette thèse, pre-

*account of the trade relations between Scotland and the Low countries from 1292 till 1676, with a calendar of illustrative documents.* La Haye, Martinus Nijhoff, 1910, in-8°, xiv-237 et ccxlvii p. Prix : 15 sh. — Le sujet avait déjà été traité en partie, mais d'une manière très imparfaite, dans le livre de MM. J. Davidson et A. Gray, *The scottish staple at Veere* (Longmans, 1909).

1. Le magistrat chargé de défendre les intérêts du commerce écossais fut d'abord un procureur nommé par le roi (première mention en 1407), puis un « Conservateur des privilèges écossais aux Pays-Bas ». Ce titre disparut seulement en 1847.

2. La bibliographie, p. xiii, est d'une fâcheuse imprécision.

3. Les marchands anglais, ceux de l'Étaple ainsi que les Aventuriers, s'établirent eux aussi à Bruges, à Middelbourg. Quels rapports les Écossais eurent-ils avec eux?

4. Theodora Keith, *Commercial relations of England and Scotland, 1603-*



mier volume d'une série qui doit comprendre les travaux d'érudition exécutés par des élèves de Girton College, est une œuvre très estimable et d'une assez grande portée. A vrai dire, le titre n'indique pas exactement le contenu de l'ouvrage qui est une histoire du commerce de l'Écosse, non seulement avec l'Angleterre propre, mais encore avec l'Irlande et les colonies américaines, et enfin avec le continent, surtout avec la France et les Pays-Bas; à l'histoire du commerce vient encore s'ajouter celle de l'industrie. Ce cadre est d'ailleurs bien rempli; l'auteur a montré de la façon la plus claire les inconvénients pour les deux pays de l'union de fait réalisée en 1603, la nécessité de l'union politique réalisée en 1707. Elle a illustré un des meilleurs exemples que l'on puisse produire de l'influence exercée par les conditions économiques d'un pays sur sa politique intérieure ou étrangère.

L'« Établissement » de 1707, la ruine du parti jacobin en 1745 ont fixé définitivement les destinées de l'Écosse; avec la paix, a commencé pour elle une ère de prospérité qui a eu son plus vif épanouissement pendant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est à cette époque que se rapporte le nouveau livre de M. MATHIESON, et le titre qu'il lui a donné permet de penser que c'est en effet à l'éveil de l'Écosse<sup>1</sup> qu'il s'est proposé de nous faire assister. Si telle a été son intention, elle a été médiocrement réalisée, car il se contente de nous montrer la part prise par les Écossais aux luttes du parlement et des partis en Angleterre, l'état de l'Église nationale d'Écosse et la formation des églises dissidentes ou « modérées », pour employer le mot dont on se servit alors pour les caractériser, enfin les progrès de l'industrie et du commerce. Le chapitre consacré à ce dernier objet est le meilleur du livre; il aurait dû être complété par un autre sur le mouvement intellectuel, car c'est là vraiment que l'Écosse au XVIII<sup>e</sup> siècle montra le plus d'originalité. On a déjà signalé que ce petit pays, si récemment sorti d'une épuisante suite de guerres et de misères, fut dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle un de ceux où l'instruction publique fut le plus développée, et l'on sait de reste quelle influence il exerça sur le continent par la philosophie de Hume, de Reid et de Steward, par l'Ossian de Marpheson et les *Saisons* de Thomson, par les productions historiques de David Hume, de William Robertson et de Robert Henry, par l'œuvre géniale d'Adam Smith, sans parler des savants de laboratoire qui

1707, avec une préface par W. Cunningham. Cambridge, at the University press, 1910, in-12, xxi-210 p. Prix : 2 sh. (Girton College series, n° 1).

1. William Law Mathieson, *The awakening of Scotland; a history from 1747 to 1797*. Glasgow, Maclehose, 1910, in-8°, xiv-303 p. Prix : 10 sh. 6 d.

priront une place si honorable dans l'histoire des sciences physiques et naturelles. Voilà ce qu'il fallait nous dire si l'on voulait nous faire assister vraiment à l'entrée rapide et triomphante de la nation écossaise dans le monde civilisé.

Ce qui manque au livre de M. Mathieson, on le trouvera dans le tome III de *l'Histoire d'Écosse* par M. BROWN<sup>1</sup>. Ce volume, par lequel se termine l'ouvrage, va de la Révolution de 1689 à la « Rupture ecclésiastique » de 1843. Le choix de cette dernière date paraîtra quelque peu arbitraire. Sans doute, elle importe dans l'histoire religieuse de l'Écosse, puisque c'est alors que les « Dissendants » se séparèrent de l'« Église nationale » et que par là fut rompue l'unité ecclésiastique; mais cet événement est-il d'une telle importance qu'il marque la fin nécessaire d'une grande période historique? Quoi qu'il en soit, on ne peut qu'approuver l'habileté avec laquelle l'auteur a su mettre en œuvre les nombreux matériaux qu'il avait à sa disposition et, d'une façon générale, on le félicitera de nous avoir donné un aussi bon résumé de l'histoire d'Écosse.

Ch. BÉMONT.

## HISTOIRE DE RUSSIE.

### PUBLICATIONS DE L'ANNÉE 1910.

L'année 1910, quoique moins riche en publications historiques, a produit une quantité notable d'ouvrages d'un caractère général résumant toutes les époques de l'histoire de Russie. Dans le bulletin de l'année 1909 (*Rev. hist.*, livr. 208, p. 160), nous avons signalé *l'Histoire de la Russie au XIX<sup>e</sup> siècle*, publiée par la maison Granat et C<sup>ie</sup>. Un autre ouvrage, dû en grande partie au collaborateur le plus important du précédent recueil, M. Pokrovski, a commencé à paraître en 1910; il retrace l'histoire de Russie depuis les origines<sup>2</sup>. Les deux ouvrages ont entre eux beaucoup de points communs. Si le premier pouvait être considéré comme un moyen de propagande politique, le second doit être envisagé, non seulement comme un moyen de propager les idées du parti démocratique-

1. P. Hume Brown, *History of Scotland*. Vol. III : *From the Revolution of 1689 to the disruption, 1843*. Cambridge, at the University press, 1909, in-8°, xi-497 p. Prix : 4 sh. 6 d.

2. Pokrovski, Nikolski et Storogev, *Rousskaïa istoria s drévniceichikh vrémion*. Moscou, 1910, livr. 1-4.

social, mais aussi comme une synthèse d'idées matérialistes appliquées à l'histoire de Russie. Cette histoire, les auteurs veulent la bâtir à neuf; c'est ce qu'ils déclarent dans leur préface. Ils arrivent à faire un ouvrage de théorie où les faits sont impitoyablement sacrifiés à leurs préjugés. On ne saurait cependant nier la profonde érudition, le talent littéraire et l'originalité de certaines idées du principal collaborateur, M. Pokrovski; tout au contraire, les nombreux appendices sous forme de commentaire aux illustrations représentant les chefs-d'œuvre de l'art russe ne présentent pas une grande valeur historique. Les quatre livraisons parues contiennent l'histoire de la Russie jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

L'idée de publier un grand ouvrage illustré, spécialement consacré à l'histoire de la vieille capitale de l'empire, est une bonne idée; il ne s'agit que de l'exécuter. C'est précisément par ce côté qu'ont péché les éditeurs de l'ouvrage intitulé : *Moscou, son passé et son présent*<sup>1</sup>. Les livraisons parues contiennent de très bons articles, ainsi qu'un grand nombre d'illustrations. Mais ce recueil, formé un peu au hasard, manque totalement de plan; le lecteur saura beaucoup de choses sur Moscou et les événements historiques auxquels cette ville a pris part, mais il ne se fera pas une idée juste du rôle que la vieille capitale a joué dans l'histoire du pays. — Une étude savante et documentée est à signaler sur l'histoire du système monétaire en Russie, c'est le livre du professeur KAUFMANN traitant l'histoire du rouble en argent depuis ses origines jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Le petit livre de M. KIESEWETTER<sup>3</sup> est un aperçu de l'histoire de l'administration locale élue et autonome; ouvrage d'un style vivant et d'une lecture captivante, il est indispensable pour quiconque aborde l'étude du self-government russe. — Nous terminerons la liste des ouvrages traitant diverses époques de l'histoire de Russie par le livre du prof. ZAGOSKINE, *les Routes fluviales et la navigation en Russie jusqu'au règne de Pierre I<sup>er</sup>*<sup>4</sup>. C'est un grand travail d'un ordre spécial et d'une grande érudition sur les fleuves de la Russie kievienne, de la république de Novgorod, de la Moscovie et de la Sibérie, considérés comme moyens de transport et comme routes de commerce; la dernière partie est consacrée à la

1. *Moskva v ieka prochloni nastoiastchem*. Moscou, 1909-1910, livr. 1-7.

2. J. Kaufmann, *Sérébrianyi rouble v Rossii ot ieva vozniknovenia do konca XIX véka*. Saint-Petersbourg, 1910, 268 p.

3. A. Kiewewetter, *Mestnoté samooupravlenié v Rossii*. Moscou, 1910, 155 p.

4. N. Zagoskine, *Rousskié vodnyé pouti i soudovoié diélo v do-Petrovskoi Roussi*. Kazan, 1910, 464 p.

navigation et à la construction des navires, art qui, grâce aux fleuves, s'est développé dans le pays le moins maritime du monde dès les temps les plus reculés.

ÉPOQUE DE KIEV, IX<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> SIÈCLES. — C'est avec un sentiment de profonde satisfaction que nous signalons le premier volume de l'édition russe de l'histoire de l'Ukraine par M. GROUCHEVSKI, professeur à l'Université de Lvov (Lemberg)<sup>1</sup>. Le grand travail de l'éminent historien, écrit en langue petite russe, ne pouvait pas jusqu'à présent être répandu en Russie. Il faut espérer que ce premier volume, comprenant, à proprement parler, la préhistoire de la Russie méridionale avant la formation de la principauté de Kiev, sera suivi bientôt de tous les autres volumes déjà parus dans l'édition petite russe.

RUSSIE OCCIDENTALE ET LITHUANIE, XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> SIÈCLES. — La littérature historique russe ne possédait pas jusqu'à présent d'ouvrage résumant l'histoire du grand empire de Guédimine et de ses successeurs. A l'époque où l'on écrivait des histoires générales de la Russie, les auteurs, Soloviov lui-même en tête, s'occupaient surtout de la Moscovie, laissant à l'écart les provinces occidentales. Les vieux ouvrages russes traitant spécialement l'histoire de la Lithuanie se bornaient à établir les faits et à les classer dans l'ordre chronologique; dans les ouvrages polonais, c'est l'élément nationaliste qui domine. Or, dans les dernières années, les historiens russes, se basant sur des recherches dans les archives du grand-duché de Lithuanie, qui ont été transférées à Moscou, ont accumulé nombre de faits et d'observations concernant l'histoire politique, économique et sociale de ce grand état du moyen âge, état hybride qui a commencé par être russe et a fini par devenir polonais. L'*Aperçu de l'histoire de l'État russo-lithuanien*, par le prof. LIIOUBAVSKI<sup>2</sup>, résume l'œuvre de cette dernière phase de l'historiographie lithuanienne; c'est un manuel bref et concis qui fait une peinture générale de l'État lithuanien tel qu'il s'est formé sous Guédimine, Olguierd et Keistout; il dépeint ensuite la longue et lente évolution qui, de 1386, date de la première union contractée par Jaguillon, à 1569, époque de la diète de Lubline, a soudé la Lithuanie à la Pologne. Les principales chartes qui formaient la constitution du grand-duché forment un appendice de la plus grande importance.

1. M. Grouchevski, *Kievskaja Rouss*, t. I. Saint-Petersbourg, 1910, 418 p.

2. M. Lioubavski, *Otcherk istorii litovsko-rousskago gossoudarstva do Lioublinskoiounii*. Moscou, 1910, 376 p.

La commission pour l'étude des documents historiques à Kiev a publié un nouveau volume des *Archives de la Russie du Sud-Ouest*<sup>1</sup>. C'est le recueil des procès-verbaux et des statuts des « seimiki » ou diètes provinciales des palatinats de Kiev, Tchernigov, Bratzlav et Volhynie, de 1698 à 1726. On sait l'importance que ces diètes provinciales acquirent en Pologne à partir de la fin du xvi<sup>e</sup> siècle; elles formaient la base de tout le gouvernement du royaume de Pologne; c'est là qu'étaient élus les membres de la diète du royaume et du grand-duché de Lithuanie; c'étaient en même temps les seules institutions qui gouvernaient la province et s'occupaient d'intérêts locaux. Il est à remarquer que presque tous ces palatinats ont perdu leurs chefs-lieux où les diètes devaient siéger. Les empiétements de la Russie et les guerres contre les Turcs et les cosaques ont fini par reléguer les diètes, même celles des palatinats de Kiev et de Tchernigov, à Wladimir et à Loutzk, sur les confins de la Galicie. Les documents de ces diètes montrent l'état de décadence où en était arrivée la Pologne cent ans avant les partages; ils présentent aussi un grand intérêt au point de vue de la rivalité des nations polonaise et petite russe; la noblesse provinciale, qui forme la diète, se polonise peu à peu; au commencement du xviii<sup>e</sup> siècle, la polonisation est déjà complète et les actes qui, d'après l'union de Lubline, devaient être rédigés en russe, le sont depuis cette époque en polonais.

MOYEN ÂGE, XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> SIÈCLES. — Nous avons parlé dans le bulletin de 1909 (*Rev. hist.*, sept.-oct. 1910, p. 150) des œuvres de M. PAVLOV-SILVANSKI. Un grand ouvrage posthume du regretté historien vient d'être publié<sup>2</sup>. C'est une œuvre de synthèse à laquelle l'auteur a travaillé pendant de longues années et où il résume tout ce qu'il a publié auparavant sur la féodalité dans l'ancienne Russie. Il étudie les principales institutions féodales telles qu'elles se formèrent en France et en Allemagne et les compare une à une à ce qui leur correspondait en Russie. La première partie du livre consacrée à l'étude de l'antique communauté libre (*centena*, *mark* allemande) est partout d'une grande valeur; par contre, celle où il est question de la seigneurie et de ses origines en Russie est trop brève et manque de clarté. L'auteur, en général, est porté à exagérer l'importance des institutions féodales en Russie; néanmoins, en prouvant leur existence, il a bel et bien enterré l'ancienne

1. *Arkhiv iougo-zapadnoi Rossii*, 3<sup>e</sup> partie, t. III. Kiev, 1910, XIII-843-LXXXVII p.

2. N. Pavlov-Silvanski, *Feodalism, v oudielnoi Roussi*. Saint-Petersbourg, 1910, 504 p.

tradition qui n'admettait pas l'existence de la féodalité en Russie, même en état de germe. Ce qui est à regretter c'est, qu'occupé exclusivement de la Russie moscovite, il passe sous un complet silence la question de la féodalité en Russie lithuanienne. Une belle analyse critique du livre de Pavlov-Silvanski a été faite par le professeur Karéiev<sup>1</sup>.

LA MOSCOVIE, XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> SIÈCLES. — Parmi les publications concernant l'histoire de la Moscovie, la traduction française du fameux *Domostroï*<sup>2</sup>, attribué au pape Sylvestre, aumônier et conseiller d'Ivan IV, mérite une attention particulière. Le fait même que ce monument, qui reflète les idées sur la vie domestique moscovite, soit, de la part d'un savant français, l'objet d'une étude si approfondie, montre que l'intérêt pour l'histoire de la Russie pénètre peu à peu les milieux scientifiques de l'Europe. Le commentaire, fortement documenté, mérite le plus grand éloge. Il est à remarquer cependant que l'étude critique du *Domostroï*, en Russie, est loin d'être terminée; la Société de l'histoire et des antiquités russes a entrepris une édition critique du monument en question rédigée par M. A. ORLOV. La première partie (voir les *Lectures* faites à la susdite Société, 1908, n° 2) contient la réédition commentée du manuscrit Konchine que M. Duchesne croit perdu, mais qui a été retrouvé par M. Orlov parmi les manuscrits de la Bibliothèque impériale de Saint-Petersbourg. La deuxième partie, qui vient de paraître (*Lectures*, 1911, n° 1), est consacrée à une étude détaillée des différents autres manuscrits. — La Société historique russe a entrepris la publication de *Documents pour servir à l'étude des relations diplomatiques entre la Russie et la Suède*. Le premier volume<sup>3</sup> comprend ceux qui sont conservés aux archives de Moscou; ce sont, pour la plupart, des relations officielles des chargés d'affaires russes, ainsi que des traductions russes des discours des ambassadeurs suédois faites par les diplomates russes contemporains. Ces documents ont déjà servi aux historiens; tous, à partir de Karamzine, y ont puisé; néanmoins, ce n'est que maintenant que les originaux sont publiés dans l'ordre chronologique. Le pre-

1. N. Karéiev, *V kakom smysle možno govorit o souchestvovanii feodalizma v Rossii*. Saint-Petersbourg, 1910, 145 p.

2. E. Duchesne, *le Domostroï, Menagier russe du XVI<sup>e</sup> siècle*, traduction et commentaire. Paris, A. Picard, 1910, 168 p.

3. *Sbornik rouskago istoričeskago obščestva*, vol. 129. *Pamiatniki diplomaticheskikh snochenii Rossii so Chvetziéi*. Saint-Petersbourg, 1910, 544 p.



mier volume de la série, qui promet d'être longue, va de 1556 à 1566. C'est une époque également tourmentée dans l'histoire des deux pays. La question des provinces baltiques, les questions d'histoire intérieure, — actes de tyrannie d'Ivan IV d'une part, lutte acharnée entre les fils de Gustave Wasa de l'autre, — tiennent la plus grande place dans ce recueil. L'année 1910 vit enfin paraître les deux dernières parties des annales russes les plus détaillées, dites de Nicone; le récit le plus intéressant peut-être qui ait été fait du « Smoutnoie vrémia » par les contemporains, les « Annales des grands troubles », qui n'existaient jusqu'à présent que dans des éditions depuis longtemps épuisées, a enfin vu le jour dans le *Recueil complet des annales russes* publié par la Commission impériale d'archéographie<sup>1</sup>. M. D. Tzvétaïev, ex-professeur à l'Université de Varsovie, a publié un volume consacré à l'histoire de la captivité du tsar Vassili Chouiski en Pologne<sup>2</sup>. On y apprend bien des détails inconnus jusqu'ici sur cette captivité, ainsi que sur les derniers jours de l'infortuné souverain. L'histoire des châteaux et des chapelles où Vassili a vécu et où son corps a reposé avant d'être transporté à Moscou occupe la plus grande partie du livre, mais ne présente pas de grand intérêt historique.

Le second volume de l'ouvrage de M. F. DUKMEYER, déjà mentionné dans le bulletin précédent<sup>3</sup>, contient quatre études spéciales consacrées aux écrits ayant rapport au livre de Korb ou aux personnes dont Korb parle dans son ouvrage. C'est tout d'abord le pamphlet de Neugebauer, paru en 1705, et les écrits de Huyssen qui sont l'objet d'une analyse savante et consciencieuse. Le rôle de Pierre dans le procès des streltzi vient ensuite. Le livre se termine par l'histoire de la famille Mons, qui a donné une favorite à Pierre le Grand et un favori à sa femme. L'étude sur les Mons se prolonge beaucoup au delà de l'époque où l'ambassade impériale, dont Korb a été l'historien, a visité Moscou. Korb parle souvent de cette famille; M. Dukmeyer le complète par toutes les sources qui sont à sa disposition; aussi cette étude forme-t-elle un tout critique qui permet de se retrouver plus facilement parmi les ténèbres des intrigues de la cour de Pierre et de ses successeurs.

XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE. — L'histoire de la Finlande a été écrite par

1. *Polnoie sobranie roussskikh lietopisiet*, t. XIV.

2. D. Tzvétaïev, *Tsar Vassili Choutski i mesta pogribenia i ego v Polché*. Moscou, 1910, 608 p.

3. Fr. Dukmeyer, *Korbs diarium itineris in Moscoviam und Quellen die es ergänzen*, Band II. Berlin, 1910, 356 p.

M. BORODKINE pour commémorer le deuxième centenaire de la conquête de Viborg; l'auteur se propose de corriger l'impartialité des auteurs suédois et finlandais. Une histoire russe de la conquête de la Finlande sous Pierre le Grand, ne fût-ce qu'une histoire spéciale des événements de la guerre du nord en Finlande, était certes une chose à désirer; mais il faut avouer que M. Borodkine n'atteint pas au but qu'il vise. L'acuité de la question finlandaise à l'heure qu'il est se fait sentir en plus d'une page de ce livre; on croit souvent lire, non pas un livre d'histoire, mais un pamphlet politique. Néanmoins, au point de vue de l'exposition des faits et de la documentation, ce travail, que l'auteur continue jusqu'au règne d'Élisabeth, a une certaine valeur<sup>1</sup>. Des détails intéressants sur cette guerre du nord se rencontrent aussi dans le *Journal d'un frère d'armes de Charles XII*, publié par M. S. GORIAÏNOV d'après un manuscrit du musée des princes Czartoryski à Cracovie<sup>2</sup>. Ce compagnon n'est autre que Stanislas Poniatowski, palatin de Cracovie, père du dernier roi de Pologne.

Outre ces deux ouvrages, l'histoire des guerres du XVIII<sup>e</sup> siècle est encore représentée par un petit travail allemand retraçant au jour le jour un des épisodes de la guerre de Sept ans, le siège de la ville poméranienne de Kolberg par les Russes<sup>3</sup>.

Deux ouvrages de M. VÉRÉTENNIKOV représentent l'histoire des institutions russes sous Pierre et ses successeurs immédiats<sup>4</sup>. Dans le premier, l'auteur a réuni les articles sur la chancellerie secrète de Pierre le Grand qu'il avait publiés d'abord dans le *Journal du ministère de l'Instruction publique*; il y a ajouté un aperçu de l'histoire de cette chancellerie jusqu'à l'avènement de Catherine II. C'est un travail tout à fait spécial qui retrace l'histoire de la chancellerie depuis le moment où elle débuta sous la forme de commissions d'enquêtes temporaires jusqu'au moment où elle prit place parmi les plus redoutées des institutions de l'empire. Le second ouvrage est la continuation du premier; il a aussi le même caractère, celui d'une simple juxtaposition de faits, presque

1. Borodkine, *Istoria Finlandii*. T. I : *Vremia Petra Velikavo*. Saint-Petersbourg, 1910, 337 p. T. II : *Vremia Elisavety Petrovny*. Saint-Petersbourg, 1910, 312 p.

2. S. Goriaïnov, *Journal d'un frère d'armes de Charles XII*.

3. Dr Herm. Klaje, *Die Russen vor Kolberg*. Kolberg, 1910, 71 p.

4. V. Vérétennikov, *Istoria tainoi kantzelarii Petrovskavo vréménii*. Khar'kov, 1910, 306 p. — Id., *Iz istorii tainoi kantzelarii 1722-1762 godov*. Kharkov, 1910, 120 p.

sans idées générales. C'est là le défaut essentiel des travaux de M. Vérétennikov. — M. V. GRIGORIEV a publié un livre consacré à la réforme du gouvernement local sous Catherine II<sup>1</sup>, sujet peu étudié jusqu'à présent, malgré l'importance de la réforme administrative opérée par Catherine. Par malheur, à l'œuvre a manqué l'ouvrier. Ce livre est divisé en quatre parties : la première, sur le gouvernement local avant Catherine, est un résumé superficiel de ce qui a été déjà écrit sur ce sujet ; dans la seconde, sur la préparation de la réforme de 1775, l'auteur n'a fait qu'utiliser des documents connus et étudiés depuis longtemps ; l'analyse des statuts de 1775 vient après ; l'on y trouve quelques pages intéressantes ; cependant, ni les origines de l'« institution des gouvernements », ni l'élaboration de ce règlement ne sont étudiées d'une manière définitive. Dans la dernière partie, c'est la mise en pratique des nouveaux règlements que l'auteur se propose d'étudier. Ici, il avait le champ libre ; nous y trouvons, en effet, un exposé de faits qui n'est pas dénué d'intérêt ; mais ce n'est qu'une esquisse ; l'auteur se borne à l'étude des archives du Sénat, qui se trouvait alors à la tête de l'administration intérieure de l'empire. C'est bien, mais ce n'est pas assez ; une seule fois il s'adresse aux archives des nouvelles institutions créées par Catherine ; or, ce n'est qu'une étude approfondie de ces archives qui peut jeter une lumière suffisante sur la manière dont les règlements ont été appliqués.

« L'étrange aimant de la France » s'est fait sentir dans toute l'Europe, surtout à partir du règne de Louis XIV. La Russie, qui entrait en ce moment dans l'orbite de la culture et de la politique européenne, ne pouvait se soustraire à l'influence française qui pénétrait en Russie en partie directement, en partie par l'entremise des Allemands ou des émigrés huguenots. La portée de cette influence ainsi que les différentes manières dont elle s'est manifestée, tel est le sujet du grand livre de synthèse que M. HAUMANT a publié dernièrement<sup>2</sup>. C'est justement comme synthèse de l'influence française en Russie que ce livre offre le plus d'intérêt, car ni dans la littérature russe, ni dans ce qui a été publié en France nous ne trouvons d'ouvrage qui en retrace l'histoire dans tout son développement. Écrit avec un grand talent, ce livre témoigne d'une profonde connaissance de l'histoire russe, chose encore rare parmi les écri-

1. V. Grigoriev, *Reforma mestnovo oupravlenia pri Ekatierinié II*. Saint-Petersbourg, 1910, 387 p.

2. Émile Haumant, *la Culture française en Russie*. Paris, 1910, 571 p.

vains français. Cependant, les différentes parties de l'ouvrage ne présentent ni le même intérêt, ni la même valeur. Au point de vue historique, la partie consacrée au XVIII<sup>e</sup> siècle est la plus intéressante. Parlant de Pierre le Grand et de ses successeurs, M. Haumant se base sur l'histoire; analysant l'influence française au XIX<sup>e</sup> siècle, il est porté à se borner aux chefs-d'œuvre de la littérature russe : les héros de Tourguénev, Tolstoï, etc., viennent trop souvent se mettre à la place de personnages tirés de la vie réelle. Nous ne saurions non plus être de l'avis de l'auteur quand il parle de la lutte entre l'influence française et celle de l'Allemagne pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. M. Haumant attribue trop d'importance à cette dernière; le déclin de l'influence française à cette époque est dû en grande partie à la ruine de la noblesse qui emporta avec elle cette connaissance parfaite du français qui l'a toujours caractérisée. Ce n'est point l'allemand qui l'a remplacé; mais les nouvelles générations russes ne sachant ni le français ni l'allemand rendirent à la langue russe la prépondérance que doit posséder une langue nationale. L'érudition de l'auteur est grande; nous pourrions cependant indiquer des ouvrages qu'il aurait dû consulter; nous ne parlons pas des sources du XIX<sup>e</sup> siècle, car les épuiser serait peut-être chose impossible; bornons-nous à signaler deux livres se rapportant au XVIII<sup>e</sup> siècle : l'un, de M. PISSAREVSKI, *la Colonisation étrangère sous Catherine II* (Moscou, 1908), qui contient des pages d'un grand intérêt sur les colons français venus à cette époque en Russie; l'autre, de M. F. TASTEVIN, *Histoire de la colonie française de Moscou depuis les origines jusqu'à 1812* (Paris, Champion, 1908), qui montre avec une évidence parfaite la différence profonde et même l'antagonisme qui a existé entre les émigrés de la Révolution et les modestes mais dignes et énergiques compatriotes qu'ils trouvèrent établis en Russie.

XIX<sup>e</sup> SIÈCLE. — Le caractère d'Alexandre I<sup>er</sup> a été étudié bien des fois, mais son vrai portrait n'a pas été fait jusqu'à présent. Cet homme qui, de son vivant, a eu tant d'admirateurs n'a jamais eu d'amis. La seule personne de son entourage avec laquelle il parlait à cœur ouvert était peut-être sa sœur Catherine, plus jeune que lui de dix ans, ambitieuse, énergique, fantasque, liée à l'empereur par une affection sincère. Aussi, en lui écrivant, l'empereur disait-il quelquefois des choses qui sont de vraies révélations. Voici, par exemple, son opinion sur l'empereur d'Autriche : « Je voudrais que vous fussiez condamnée à rester une fois seulement vingt-quatre heures avec le personnage, et si le goût de l'épouser ne vous passe

pas le lendemain, je ne veux pas m'appeler de mon nom. » Ce n'est qu'à la grande-duchesse Catherine qu'il ose exprimer son opinion sur les généraux commandant l'armée russe en 1812, ce n'est qu'à elle qu'il se plaint de la tyrannie domestique, de la mesquinerie et de la vanité de l'impératrice-mère. Pour une fois, nous trouvons Alexandre I<sup>er</sup> sincère dans sa correspondance avec sa sœur, que nous devons à S. A. I. le grand-duc Nicolas MIKHAILOVITCH<sup>1</sup>. Les lettres de la grande-duchesse offrent un autre genre d'intérêt; elles témoignent d'une intelligence très ouverte, d'une vivacité d'esprit remarquable, d'une ambition sans bornes. Malheureusement, cette correspondance n'est pas longue. Devenue en secondes noces reine de Wurtemberg, Catherine mourut subitement, en 1819, à l'âge de trente ans. — Quelques pages d'un grand intérêt sur les relations diplomatiques entre le Premier Consul et la Russie sous Paul et Alexandre I<sup>er</sup> sont à remarquer dans le livre de M. Ed. DRIAULT<sup>2</sup>. — L'état-major général continue à publier les matériaux officiels relatifs à la guerre de 1812; l'année 1910 a vu paraître les tomes XIII et XIV de cette publication<sup>3</sup>.

La *Correspondance de l'empereur Nicolas I<sup>er</sup> avec le grand-duc Constantin*<sup>4</sup> forme une partie de l'importante collection de matériaux pour servir à l'histoire du règne de Nicolas I<sup>er</sup> publiés par la Société historique russe. On connaît les circonstances qui firent monter Nicolas I<sup>er</sup> sur le trône. L'abdication de Constantin ne le privait pas de sa situation de chef de famille; la grande différence d'âge entre le souverain et le grand-duc exerça aussi une notable influence sur les rapports entre les deux frères. C'est une correspondance très suivie : pas moins de 200 lettres dans l'espace de quatre années. Publiées intégralement, ces lettres sont d'un grand intérêt, tant pour l'histoire intérieure de la Russie que pour l'histoire diplomatique de l'époque. Dans les lettres de 1825-1826, c'est le procès des décembristes qui occupe le plus de place et ce n'est pas la clémence qu'elles respirent : « Je pense d'en finir le plus tôt

1. Veliki kniaz Nikolaï Mikhaïlovitch, *Péripiska Impératora Alexandra I s sestroj velikoi Kniaginiei Ekaterinoi Pavlovoï*. Saint-Petersbourg, 1910, 320 p.

2. Ed. Driault, *Napoléon et l'Europe. La politique extérieure du Premier Consul*. Paris, Alcan, 1910, 481 p.

3. *Materialy votenno-outchenavo archiva guénieralnavo chtaba*, t. XIII, 416 p.; t. XIV, 290 p. Saint-Petersbourg, 1910.

4. *Sbornik roussskavo istoritcheskavo obstchestva*, t. CXXXI. *Péripiska impératora Nikolaia I s Tzessarievitchem Konstantinom Pavlovitchem* (t. I : 1825-1829). Saint-Petersbourg, 1910.



possible avec ces scélérats..., je crois qu'il faudra tout simplement les juger dans le régiment même et cela dans les vingt-quatre heures. » « L'individu que j'ai réclaté est très impliqué dans nos découvertes, je l'ai déjà fait mettre à un régime de réflexion qui réussit parfois assez bien... » Voilà les idées des deux correspondants. Le procès fini, la première place revient aux questions de cour, de famille, de grande politique : la Pologne, dont Constantin est l'administrateur, et la Grèce, à laquelle les deux frères s'efforcent d'appliquer les principes de la Sainte-Alliance, sont constamment sur le tapis. Mais ce qui ne manque dans aucune lettre, ce sont les descriptions de revues, d'exercices militaires, de présentation de troupes et de modèles d'uniformes qui font voir clairement les objets d'occupation favoris de la famille impériale à cette époque. Le ton est d'une courtoisie affectée, remplaçant l'amitié qui n'a jamais existé entre les deux frères.

Rarement la vie d'un homme présente autant de vicissitudes que celle de Vladimir Serguieïévitch Pétchérine racontée par M. M. HERCHENSON<sup>1</sup>. Pétchérine, né en 1807, élève de l'Université de Saint-Petersbourg, puis professeur de langue et littérature grecques à celle de Moscou, partisan des idées de Fourier et de Saint-Simon, quitte la Russie en 1878, terrifié par le régime de Nicolas I<sup>er</sup>; il disparaît sans donner de ses nouvelles pour devenir, quatre ans plus tard, frère rédemptoriste dans un couvent de Belgique. Vingt ans de prières et de prédications, surtout en Angleterre et en Irlande, passent sur cet homme, qui semble avoir perdu tout lien avec sa patrie. Survient une nouvelle métamorphose : il rentre dans le siècle et, quittant la congrégation, se fait curé à l'hôpital Mater misericordiae à Dublin. Il s'intéresse de nouveau à son pays natal; par Herzen d'abord, plus tard par ses vieux amis et parents, avec lesquels il renoue de cordiales relations, il suit avec une attention croissante les réformes d'Alexandre II; il se reprend à croire en cette patrie qui, vingt ans auparavant, lui semblait un enfer. Les années s'écoulent; ses amis et contemporains disparaissent l'un après l'autre et, seul avec ses livres et les malades de son hôpital, il termine en 1885 son existence, si extraordinaire pour un Russe du xix<sup>e</sup> siècle, en léguant sa bibliothèque à cette même Université de Moscou où naguère, pendant six mois, il avait été professeur.

L'histoire politique de la Russie au xix<sup>e</sup> siècle attire l'attention de l'Europe plus que toute autre question d'histoire russe. Parmi les

1. M. Herchenson, *Jin V. S. Pétchérina*. Moscou, 1910, 226 p.



ouvrages sur les mouvements révolutionnaires en Russie publiés en Europe, celui de M. KULCZYCKI<sup>1</sup> est digne d'être remarqué. C'est un récit consciencieux et documenté qui débute par une introduction sur le régime politique de la Russie avant l'avènement d'Alexandre I<sup>er</sup>; il continue par l'analyse des moments les plus intéressants de l'histoire politique depuis la conjuration du 14 décembre jusqu'aux premières tentatives d'éducation révolutionnaire qu'on a voulu donner au peuple vers 1870. Les idées de l'auteur ne sont pas originales; l'ombre du grand ouvrage de M. Milioukov (*Russia and its crisis*) plane au-dessus du livre de M. Kulczycki, mais il est clair, impartial et intéressant; c'est son grand mérite.

Nous terminerons notre bulletin en signalant une revue spécialement consacrée à l'histoire des pays slaves et de la Russie. Nous voulons parler de la *Zeitschrift für Osteuropäische Geschichte* dirigée par un groupe de savants allemands pour la plupart connus par leurs travaux sur l'histoire de Russie, le professeur Schiemann en tête. Dans le premier numéro de cette revue, qui promet d'être très intéressante, nous trouvons deux articles de fond consacrés à la Russie; ce sont ceux du professeur SCHIEMANN sur l'ambassade du maréchal Diebitsch à Berlin en 1830 à la suite de la révolution belge, et du professeur GOETZ sur le titre de grand-duc d'après les plus anciennes annales russes. La critique et la bibliographie semblent être très bien organisées dans ce nouvel organe de l'histoire de Russie.

G. GAUTIER.

---

1. L. Kulczycki, *Geschichte der Russischen Revolution*. Band I : *Von den Dekabristen bis zu dem Versuch die Agitation ins Volk zu tragen (1825-1870)*. Gotha, 1910, 520 p.

## COMPTE-RENDUS CRITIQUES.

---

P. DHORME, O. P. **La religion assyro-babylonienne.** Conférences données à l'Institut catholique de Paris. Paris, V. Lecoffre (J. Gabalda), 1910.

M. Dhorme ne s'est pas proposé de retracer dans tout son développement l'histoire de la religion babylonienne. Ce qu'il nous donne, c'est essentiellement une étude de psychologie collective. Il a voulu saisir et faire connaître l'âme religieuse des Assyriens et des Babyloniens. Encore borne-t-il son objet à un seul ordre de questions : quelle idée les peuples riverains du Tigre et de l'Euphrate se sont-ils faite de la divinité ? comment se sont-ils représenté son intervention dans la vie des individus et des sociétés ? par quels moyens ont-ils agi sur la volonté des dieux pour la déterminer en leur faveur ? On ne cherchera donc dans son livre ni un exposé des mythes et des légendes, ni des renseignements sur les pratiques de la magie. Chose plus remarquable, M. Dhorme ne dit rien des croyances relatives aux destinées de l'homme après la mort. Sur les temples, il est aussi muet que sur les tombes. Non sans quelque raison, il a pensé qu'il avait mieux à faire que de traiter une fois de plus de matières qui, jusqu'à présent, ont joui de la faveur presque exclusive des historiens. Que ceux qu'elles intéressent consultent le gros manuel de Morris Jastrow ou le chapitre de Fr. Jeremias dans Chantepie de la Saussaye. M. Dhorme a préféré diriger son effort sur un problème que ses prédécesseurs avaient généralement négligé. De là l'originalité et l'intérêt de son petit volume.

C'est certainement une heureuse idée que de se placer ainsi au cœur même de la religion qu'il s'agit d'étudier. Reconnaissons cependant que, si cette méthode a ses avantages, elle a aussi ses inconvénients. Elle convient en tous cas au théologien et au philosophe mieux qu'à l'historien. A procéder en philologue, comme l'ont fait, par exemple, Tiele, Jastrow, Fr. Jeremias, on peut commettre bien des erreurs particulières sans que, dans ses grandes lignes, l'édifice lui-même soit sérieusement compromis. Des découvertes nouvelles complètent et rectifient les résultats obtenus ; mais il y a des chances pour qu'elles ne changent pas profondément l'aspect général de la religion. Il n'en est pas de même quand on veut faire la psychologie d'un peuple, et qu'on cherche à savoir comment ce peuple envisageait les rapports de la société divine avec le monde des hommes. Il faut alors se demander tout d'abord quels êtres doivent être rangés dans la caté-

gorie des dieux et, par conséquent, avoir une doctrine sur la divinité. Les principes qu'on pose ainsi d'emblée dominent ensuite l'exposition tout entière.

Exprès ou latents, les à priori ne sont pas absents du livre de M. Dhorme. L'auteur estime, en effet, que seuls méritent le nom de dieux les êtres dont la bonté est l'attribut essentiel. Pour lui, la religion se réduit donc aux sentiments, désirs et actes que provoque chez les adorateurs la croyance en des êtres foncièrement bienveillants. Dans la foule des documents, il cite, il commente ceux-là seulement où s'expriment ces sentiments, ces désirs et ces actes. Il n'y a plus lieu de s'étonner si, dans son livre, les populations de la Mésopotamie nous apparaissent comme étonnamment religieuses, au sens moderne de ce mot. On les y voit manifester à l'égard de la divinité « une filiale confiance » (p. 260); leur vie tout entière, publique et privée, est comme imprégnée de religiosité (p. 180); la prière jaillit de l'âme des fidèles pour exprimer des sentiments spontanés d'adoration, de contrition, d'espérance (p. 246, etc.); les rois tirent leur autorité de ce qu'ils sont les vicaires du dieu sur la terre (p. 148) et les prêtres, représentant eux aussi la divinité parmi les hommes, sont vénéérés et puissants (p. 301).

M. Dhorme n'avance aucune affirmation qu'il ne l'appuie de nombreuses citations justificatives. Il est donc bien certain que tous les traits qu'il signale appartiennent réellement à la physionomie générale de la religion babylonienne. Mais comment croire qu'ils la constituent tout entière? Il s'en faut que cette religion n'ait eu que des côtés lumineux. Les dieux les plus grandioses, un Bel, une Istar, présentent souvent un aspect équivoque. La démonologie et la magie tiennent la plus large place dans les croyances et les pratiques. Elles contaminent la religion tout entière; et M. Dhorme reconnaît lui-même qu'on ne peut pas toujours distinguer l'incantation de la prière, le maléfice du sacrifice, le conjurateur du prêtre.

Le tableau qui nous est offert n'est pas seulement incomplet; il manque aussi de perspective historique. Les exemples sont empruntés indifféremment aux temps et aux milieux les plus divers; le témoignage de Hammurabi est invoqué en même temps que celui de Nabonide. Il serait bon de séparer les périodes. Il serait bon aussi de se rappeler que les formules, en devenant traditionnelles, se vident de sens, tout comme les noms propres. Ou bien c'est un sens nouveau qu'on attache à des expressions, à des actes hérités du passé. Pour qu'une religion fût immuable, il faudrait qu'elle restât en dehors des contingences de la vie sociale et politique.

Il était d'autant plus nécessaire de faire ces réserves que le livre de M. Dhorme est fort estimable et qu'il occupera certainement un des tout premiers rangs parmi les manuels français d'histoire des religions anciennes. L'auteur a fait un effort méritoire pour être aussi objectif que possible. Point d'introduction; point de conclusion générale: il a

voulu évidemment laisser agir sur les lecteurs les textes eux-mêmes, qu'il leur fournit en grande abondance, parfois même dans la langue originale. D'innombrables renvois permettent de contrôler aisément ses affirmations. Bref, on a le sentiment d'avoir affaire à un guide sûr et bien informé. C'est un éloge qu'on ne peut pas adresser à tous ceux qui ont parlé des religions de la Babylonie et de l'Assyrie. Si même on se refuse à admettre la doctrine générale du livre, on le trouvera dans ses diverses parties instructif et directement utilisable.

Paul OLTRAMARE.

---

**Camille SOURDILLE. *Hérodote et la religion de l'Égypte. Comparaison des données d'Hérodote avec les données égyptiennes.*** Paris, E. Leroux, 1910.

Jusqu'à quel point l'œuvre d'Hérodote mérite-t-elle notre confiance comme source de l'histoire? Cette question se présente dans des conditions particulièrement favorables, quand on se la pose à propos de la religion égyptienne. Sur ce sujet, en effet, l'écrivain grec a donné de nombreux détails dans son deuxième livre, et les textes hiéroglyphiques nous permettent souvent de contrôler ses dires.

Telle est précisément la tâche que M. Sourdille s'est assignée. Il a confronté les renseignements fournis par Hérodote avec ceux que nous devons aux monuments. Son livre, dit-il, est spécialement destiné aux hellénistes. On peut donc penser qu'il ne s'est pas proposé d'enrichir notre connaissance de l'Égypte ancienne, mais plutôt de rassembler les matériaux qui permettront d'écrire à nouveau un intéressant chapitre de l'histoire littéraire. Cependant, comme il présume que ses lecteurs auront encore, à l'égard de l'Égypte, toutes les idées fausses accréditées par les auteurs classiques sur les oracles, les mystères et les destinées des âmes, il a tenu aussi à leur présenter le tableau de la religion, telle qu'elle se révèle à nous dans les sources authentiques. Quant à l'interprétation proprement dite du texte grec, elle pourra tirer profit de bien des remarques semées au cours de cet ouvrage. Mais ce n'est point un commentaire que l'auteur a voulu faire. Celui qui désirera lire Hérodote à la lumière des documents égyptiens fera mieux de s'adresser tout de suite à Wiedemann.

M. Sourdille a décomposé la question générale qu'il étudie en une série de problèmes particuliers. Cycles divins, dieux, animaux sacrés, oracles, destinées des âmes sont successivement passés en revue. Sur chaque sujet, nous avons d'abord les données d'Hérodote; puis les données égyptiennes; enfin, le résultat de la comparaison. Cette méthode est simple, claire et concluante. Elle a l'inconvénient de mettre une certaine monotonie dans l'ensemble et de comporter bien des redites dans le détail. Les parties égyptiennes sont de beaucoup les plus développées; elles ont parfois l'ampleur de monographies spé-

ciales. Puisées aux meilleures sources, elles serviront à rectifier nombre d'erreurs courantes. On peut pourtant exprimer le regret que l'auteur, en général sobre d'hypothèses, ait, sur un point important, sacrifié lui aussi à une idole. Il présente, comme acquise à la science, l'origine totémistique du culte des animaux. L'embarras visible qu'il éprouve à mettre cette théorie d'accord avec les faits aurait dû l'avertir que, pour être beaucoup plus neuve, elle n'est guère plus solide que les vieilles idées sur la métempsychose et sur l'ésotérisme des Égyptiens.

On ne peut pas se le dissimuler, Hérodote sort de la confrontation grandement diminué. Il est vrai que M. Sourdille le lave du soupçon d'avoir simplement voulu cacher son ignorance quand il feint la discrétion à l'endroit des choses divines. Comme il s'exprime avec une réserve toute semblable sur les Cabires de Samothrace, on peut admettre qu'il a sincèrement cru devoir garder le silence à propos de cérémonies qui lui paraissaient empreintes d'un caractère mystique. Sa bonne foi est donc sauve au moins sur ce point. Mais sa réputation d'observateur exact et consciencieux n'en est que plus compromise. Hélas ! à constater tant de lacunes, tant d'erreurs de détail, tant de preuves d'une crédulité excessive, on en vient à se demander si l'écrivain grec a parcouru l'Égypte, en tenant ouverts ses yeux, plus encore que ses oreilles. Il faut, en tout cas, qu'il ait eu l'esprit singulièrement rempli de préventions pour qu'il se soit mépris sur le caractère fondamental de la religion. Il semble, à le lire, que culte et doctrine fussent, dans toute l'Égypte, unifiés et systématisés. Tout au contraire, la religion a conservé jusqu'à la fin une organisation locale ; et, sur les points essentiels, les croyances n'ont jamais été ni fixées, ni générales.

Hérodote savait bien des choses que les hiéroglyphes ignorent. Peut-on avoir quelque confiance dans les renseignements qu'il nous donne ? Ou faut-il les écarter purement et simplement ? Cette question est liée à une autre, qui est de première importance, et que M. Sourdille n'a pas touchée dans le présent volume : quels ont été les informateurs de l'historien ? Quels sont ces prêtres dont il invoque le témoignage ? Et s'il est prouvé qu'il s'est servi d'Hécatee beaucoup plus souvent qu'il n'en veut convenir, est-il possible de savoir quelles sont et ce que valent les données empruntées par lui à son prédécesseur ? M. Sourdille a réservé ces questions pour une étude ultérieure. C'est là qu'il nous dira pourquoi le tableau de la religion égyptienne, tracé par Hérodote, diffère si profondément de celui que les sources originales nous aident à reconstituer. Il n'est pas difficile de prévoir dès maintenant ce que sera cette explication. Hérodote a surtout vu l'Égypte par les yeux des Grecs établis dans le Delta ou des Égyptiens vivant dans le contact de ces Grecs. Ne nous étonnons pas trop par conséquent que la réalité, en passant par un milieu aussi hétérogène, ait été fortement réfractée. On peut penser que M. Sourdille

étendra à la religion entière ce qu'il dit, page 54, des cycles divins : « Le point de départ est véritablement égyptien », mais « le développement repose sur des conceptions absolument différentes des conceptions égyptiennes ».

S'il en est ainsi, on ne voit pas pourquoi on ne tiendrait pas compte du témoignage de l'historien grec. Ne lui demandons pas, il vrai, de nous faire connaître les dieux de Memphis ou de Thèbes, ni les croyances des contemporains de Ramsès ou de Psammétique. Il peut du moins nous faire deviner quels préjugés régnaient dans une de ces populations mixtes qui ne tarderont pas à jouer un grand rôle dans l'histoire du monde antique.

Le livre sur *Hérodote et la religion de l'Égypte* est l'œuvre d'un esprit pondéré, prudent et consciencieux. Nous attendons avec impatience le volume qui viendra le compléter.

Paul OLTRAMARE.

---

**Ph. HAUSER. Les Grecs et les Sémites dans l'histoire de l'humanité.** Paris, A. Maloine, s. d. In-8°, xv-504 pages.

M. Hauser a pris beaucoup de peine dans le louable dessein de faire œuvre originale et utile; je crains fort que sa peine ne soit perdue, tout simplement parce qu'il l'a appliquée à une besogne pour laquelle il n'était point prêt. On ne se risque pas à confectionner une serrure lorsqu'on n'a point appris le métier de serrurier; il est tout aussi imprudent de s'aventurer dans la composition d'un gros livre d'histoire quand on sait mal le métier d'historien. Et M. Hauser le sait mal; cela saute aux yeux les moins avertis. S'il le savait, il renoncerait tout d'abord à « parcourir toutes les phases de l'évolution humaine dès les débuts préhistoriques jusqu'à nos jours », sur cette considération, qu'à moins de disposer d'un puissant génie de synthèse, on n'en saurait rien dire que de superficiel et de banal; en second lieu, il ne laisserait pas deviner que, pour avoir lu beaucoup, il a lu souvent au hasard, des livres trop généraux, voire trop scolaires, alors qu'il en négligeait d'essentiels; en outre, il disposerait de notions plus abondantes, plus précises, plus sûres et surtout plus à jour que celles dont il use... ou il n'écrit pas; enfin, il se méfierait des généralisations parfois risquées auxquelles il se complait. J'ajoute que, s'il avait aussi appris à écrire toujours correctement et à bien ordonner ses développements, sa pensée n'y perdrait rien et que, s'il donnait toujours la référence exacte de ses citations, son lecteur lui en saurait gré. L'ouvrage entier repose sur cette opinion, qui n'est pas neuve, que toute la civilisation moderne de l'Europe, en ce qu'elle a de proprement artistique et intellectuel, est dominée par l'influence de la Grèce, en ce qu'elle a de religieux, par celle du judaïsme; il tend à établir que l'évolution bio-sociologique entraîne l'Église, malgré elle, vers une conception plus positive de la vie et du monde et qu'elle conduit à



une religion qui unira tous les hommes dans l'amour de Dieu et dans l'amour du prochain, qui réconciliera définitivement la philosophie grecque et la théologie chrétienne. Cette conclusion séduisante appartient plutôt au prophétisme qu'à l'histoire. Tout ce que le livre peut contenir d'utile se renfermerait aisément dans les limites d'un ou deux articles de revue, serrés et pensés, au lieu qu'en le diluant parmi tant de considérations oiseuses et depuis longtemps tombées dans le domaine public, M. Hauser l'a proprement stérilisé. Son travail n'est guère utilisable que pour des ignorants. Encore feraient-ils bien de ne pas toujours lui accorder aveuglément leur confiance, car les opinions contestables, ou même les erreurs, n'y sont pas rares. En voici quelques-unes : M. Hauser sait que les « exégètes modernes » ont quelque peu bouleversé les vieilles opinions touchant l'origine et la composition du *Pentateuque*; mais, de leurs conclusions, il n'a retenu que ce qui lui convenait et il les accorde tous dans la conviction que Moïse est « un des plus grands hommes de l'histoire, grand comme libérateur et éducateur d'un peuple d'esclaves, grand comme fondateur d'une religion de l'humanité et grand comme législateur savant et clairvoyant ! (p. 56) ». C'est tout simplement ridicule. Qui en est encore à croire que « la haute personnalité de Moïse » a disposé les interdictions de la Loi dans un but hygiénique ? Les anciens Juifs ne croyaient pas à l'immortalité de l'âme ; c'est un fait ; leur conception de l'être humain excluait le dualisme ; mais cette vérité déplaît à M. Hauser, qui proclame (p. 64) que « le silence de la Bible à ce sujet ne signifie rien » et qui appuie tranquillement son opinion sur des textes postérieurs à la Restauration ! De la captivité en Égypte et de l'Exode, il ne doute pas un seul instant ! Jésus, paraît-il, voulait une religion sans prêtres ni pratiques extérieures ; il n'avait « d'autre but que de fonder la liberté des âmes, la liberté morale et le relèvement de la personnalité humaine » (p. 96) ; c'est là de l'exégèse digne de la plus fâcheuse « libre pensée ». Je crains que vanter le « talent » et « l'habileté littéraire » de Philon (p. 105) ne soit prouver qu'on ne l'a pas assidûment fréquenté. Il est faux de soutenir que la scolastique conduit au mysticisme (p. 157) ; des mystiques ont été scolastiques et réciproquement ; les deux tendances n'en sont pas moins spécifiquement contradictoires. Et enfin, pour ne pas prolonger indéfiniment cette revue, s'imaginer que Moïse, Spinoza et Karl Marx symbolisent et, en quelque sorte, expriment toute la vie intellectuelle et morale de l'humanité prouve peut-être qu'on manque soi-même quelque peu du sens de la vie. — Le livre se termine, triomphante réplique à l'antisémitisme, par un copieux catalogue des Juifs qui ont apporté une contribution considérable « au mouvement intellectuel, politique, économique et social pendant le XIX<sup>e</sup> siècle » (p. 394 à 457). Sarah Bernhardt y voisine avec Heine, Emin Pacha, Gambetta, d'autres grands noms et beaucoup d'inconnus. Ce catalogue lui-même n'est pas un modèle d'exactitude.

Ch. GUIGNEBERT.

**Paulys Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft.** Neue Bearbeitung, herausgegeben von Georg Wissowa und Wilhelm Kroll. XIII<sup>er</sup> Halbband : *Fornax-Glykon*. Stuttgart, Metzler, 1910. Gr. in-8°, 1,471 pages.

Ce nouveau volume de la seconde édition de la *Real-Encyclopädie* de Pauly, VII-I, de *Fornax* à *Glykon*, a été publié sous la direction de Wissowa et Kroll, avec le même soin, la même ampleur et mérite les mêmes éloges que les précédents. Plusieurs des articles constituent de véritables traités. C'est un outil indispensable pour l'étude de l'antiquité classique. Nous signalons surtout pour l'histoire de la religion les excellents articles d'Otto, *Fortuna*, *Genius*; de Cumont, *Gad*, dieu syrien, *Gallus*, prêtre de Cybèle; de Schmidt, *Genethlios Hemera*, fêtes de l'anniversaire de la naissance; puis, de Thulin, *Fufluns*; de Waser, *Furiae*, *Geras*; de Wissowa, *Furrina*; de Boehm, *Gaia*, *Taracia*, *Gallus* et *Galla*, *Graecus* et *Graeca*, *Garanus*; d'Eitrem, *Gaia*, déesse grecque; de Weicker, *Geryoneus* et *Glaukos*, le dieu d'Anthédon. — Pour l'histoire naturelle, les sciences, l'économie domestique : de Welmann, *Frosch*, la grenouille, *Fuchs*, le renard; d'Orth, *Geflügelzucht*, les volailles, poules, paons, oies, canards, pigeons, faisans, *Gemse*, le chamois; d'Olck, *Gans*, l'oie, et surtout *Gartenbau*, l'histoire des jardins depuis l'époque mycénienne, y compris l'histoire des fleurs, surtout des roses; de Keller, *Gazelle* et *Geier*, le vautour; de Mau, *Fornax* et *Furnus*, les fours, *Frigidarium*; de Schulten, *Fundus*; de Gundel, *Galaxias*, la voie lactée; de Rossbach, *Gemmen*, pierres gravées, intailles et camées, petit traité de glyptique; de Zahn, *Garum*; de Regling, *Geld*, histoire de la monnaie primitive sous forme de bétail, bronze, fer; de Blümner, *Glass*, article excellent sur le verre; de Hultsch, *Geometria*; d'Oder, *Geoponika*; d'Orth, *Getreide* et *Gerste*, le froment et l'orge; de Boll, *Globen*, les mappemondes. — Pour la géographie : de Fischer, *Fortunatae insulae*, les îles Fortunées; de Weiss, *Forum* et *Fossa*, listes des localités ayant ces noms; de Hübner, *Gades*; de Kiessling, *Gandaridai*, *Gandaris*, *Gandaritis*, *Ganges*, le Gange, *Gedrosia*; de Dessau, *Garamantes*; de Ziegler, *Gela*; de Benzinger, *Gaza*, et surtout de Büchner et de Brandis, *Galatia*, géographie et histoire de la Galatie et des Galates. — Pour l'art militaire : de Schneider, *Geschütze*, un vrai traité sur l'artillerie et la poliorcétique. — Pour le droit grec : de Thalheim, *Freigelassene*, les affranchis; de Boerner, *Geomoroi*; de J. Miller, *Gerontes*, *Gerusia*, les sénats de ce nom. — Pour les institutions et le droit de Rome : de Brasso, *Fragmenta juris Vaticani* et *Fragmentum de jure fisci*; de Kipp, *Forum*, le ressort compétent; de Fiebiger, *Frumentarii*, *Galea*, le casque, *Gladius*, l'épée; de Rostowzew, *Frumentum*, étude complète sur le blé, son rôle social, économique, les pays producteurs, le commerce, le prix, le transport du blé, les lois frumentaires; de Liebenam, *Fun-*

ditores et Glans, les frondeurs et les balles de frondes; de Hitzig, *Furca, Furtum*; de Kübler, *Gaius*, étude biographique et juridique sur Gaius, et *Gens*. — Pour l'ethnographie : d'Ihm, *Franci*, les Francs des origines au début du v<sup>e</sup> siècle, *Frisiavones, Frisii, Gaesati, Gepidae*; de Dessau, *Gaetuli*; de Weiss, *Getae* et surtout *Galli*, deuxième article important sur les Gaulois, suite et complément d'un premier article de Niese sur les Celtes en général. — Pour la biographie et la littérature latines et grecques : de Mewaldt, *Galenos*, Galien; de Niese, *Gelon*; de Tittel, *Geminus*, l'astronome; de Münzer, les *Fufii* et parmi les *Furii*, Camille; de Stein, les *Fulvii*, y compris surtout les usurpateurs, les deux Macrien et Quietus et le préfet du prétoire Plantien; et, dans les *Furii*, le préfet du prétoire Timésithée et sa fille Tranquillina; de Jülicher, les Gelase, et *Fulgentius* de Ruspe, que Skutsch identifie dans un second article avec le mythographe du même nom; de Münscher, *Fortunatianus*; de Funaioli, *Gaudentius*, le commentateur de Virgile; de Seeck, *Geisericus*, Genséric, et *Gildo*; d'Hosius, *Gellius*, Aulu-Gelle; de Goetz, *Glossographie*, travail important sur les glossographes latins; de Stadler, *Gargilius Martialis*.

Ch. LÉCRIVAIN.

---

Pierre CHAMPION. *Vie de Charles d'Orléans, 1394-1465*. Paris, H. Champion, 1911. In-8°, xv-717 pages.

C'est un grand privilège de pouvoir se consacrer tout entier, pendant plusieurs années, à une même époque et à une même œuvre. On arrive à vivre dans l'époque et dans son œuvre et on fait une œuvre vivante. M. Pierre Champion a eu ce privilège. En sortant de l'École des chartes en 1905, il consacrait sa thèse à Guillaume de Flavy, un des types les plus curieux des capitaines aventuriers du x<sup>v</sup>e siècle, qui commandait à Compiègne quand Jeanne d'Arc fut prise. Son Guillaume de Flavy paraissait en 1906 et inaugurait la belle *Bibliothèque du XV<sup>e</sup> siècle* de la librairie Champion; puis venait en 1907 la nouvelle édition de la *Chronique Martinienne*, relative au règne de Charles VII, et, la même année, l'étude sur le *Manuscrit autographe des poésies de Charles d'Orléans* qui faisait prévoir que M. P. Champion allait devenir le biographe et sans doute l'éditeur du charmant poète princier. En 1908, il nous montrait en Charles d'Orléans le joueur d'échecs; en 1910, il étudiait sa bibliothèque après avoir publié en 1909 un poème, *le Prisonnier desconforté*, qui lui fournissait l'occasion de passer en revue les prisonniers poètes du x<sup>v</sup>e siècle parmi lesquels Charles d'Orléans tient le premier rang.

En nous apportant aujourd'hui une ample biographie de Charles d'Orléans, M. P. Champion a parfaitement indiqué le but qu'il s'est proposé et qu'il a pleinement atteint : « On se propose », nous dit-il

au début de l'introduction, « de raconter la vie d'un prince et d'un poète. Le seigneur a agi, administré ses domaines, réglé ses querelles et ses comptes, éprouvant tour à tour les faveurs et les disgrâces de la fortune, tourmenté de « mille propos » qui l'importunaient; le poète, pour son plaisir désintéressé, a usé de rythmes et de fictions en rapport avec sa vie réelle; il l'a parée de ses chants, embellie de ses rêves. De ce double aspect de notre personnage découle une double obligation pour son historien : situer cette vie dans son temps et son milieu; par elle on éclaire la fiction que ses poésies nous présentent. D'innombrables documents, la plupart encore inédits..., nous permettent d'imaginer l'existence de Charles d'Orléans, de la rendre très proche de nous. »

M. Champion a en effet reconstitué toute l'existence de Charles d'Orléans depuis sa naissance, le 24 novembre 1394, en l'hôtel de Saint-Pol, « dans une chambre verte à deux lits de parement », où nous le voyons couché devant le feu dans un berceau à roulettes, enveloppé dans ses langes après avoir été lavé, frotté de sel et de miel, jusqu'à sa mort douce et chrétienne le 4-5 janvier 1465, en son château d'Amboise, « d'où son corps fut porté à Blois, sur un chariot couvert de bougran noir, attelé de quatre chevaux caparaçonnés d'étoffe noire, conduits par quatre charretiers à pied et suivi de trois pages à cheval ». Il a dépouillé avec une admirable conscience tous les documents, publiés ou inédits, qui nous sont parvenus sur Charles d'Orléans et suppléé dans la mesure du possible aux lacunes causées par la destruction partielle de la Chambre des comptes de Blois, et il a utilisé minutieusement tous les faits que ces documents nous fournissent, aussi bien sur la vie privée du duc, sur son mobilier et sa garde-robe, sur ses revenus et ses comptes, que sur sa vie militaire ou ses négociations diplomatiques. Il a apporté tant d'ordre dans ce travail qu'on peut parfois qualifier de mosaïque, il l'a éclairé par une connaissance si solide et si étendue de l'époque et par une intelligence si pénétrante de la personne morale du prince, que cette abondance de détails ne nuit pas à l'intérêt de l'œuvre, où Charles d'Orléans revit vraiment tout entier, où on le voit se mouvoir et agir, écrire et penser, revêtu de son vrai costume au milieu d'un décor où tout est réel, authentique de forme et de couleur. J'ajouterai que ce minutieux détail donne à la biographie de Charles d'Orléans une portée qui dépasse celle d'une simple monographie; il fait de cette biographie une peinture dans tous ses traits essentiels de la vie princière et féodale au *xv<sup>e</sup>* siècle, telle que la menait un des princes apanagés qui disputèrent quelque temps à la royauté le gouvernement du pays et dont Charles fut un des représentants non les plus puissants, mais les plus brillants. J'aurais même désiré que M. Champion ajoutât encore à la partie générale de son œuvre en consacrant, sinon un chapitre spécial, du moins quelques pages en tête des chapitres sur la *Vie à Blois* à décrire les rouages de l'administration des domaines du duc. Il énu-

mère ces domaines, il fait défiler devant nous la plupart des officiers du duc, mais nous ne voyons pas d'une manière précise comment le duché et ses dépendances étaient administrés, quels en étaient les revenus exacts. Sans doute, M. Champion a voulu rester sur le terrain purement biographique; et c'est pour cela aussi qu'il s'est borné, dans les chapitres d'ailleurs si instructifs, si pleins de renseignements nouveaux sur la lutte des Armagnacs et des Bourguignons, à montrer ce que fut le rôle de Charles sans insister sur la portée politique des événements<sup>1</sup>. Pourtant l'histoire politique trouvera bien des pages précieuses dans ce volume : M. Champion y fortifie ce que M. Thibault a dit dans son ouvrage sur Isabeau de Bavière, du rôle de cette princesse, qui ne fut pas aussi vicieuse qu'on l'a dit et ne se mit pas au service des partis, mais fut surtout dévouée aux intérêts bavaïrois; son récit du meurtre de Louis d'Orléans, de la cynique apologie du crime par Jean Petit et de la paix fourrée qui arrêta les efforts de Charles pour obtenir vengeance du crime mérite de retenir l'attention; toute la campagne d'Azincourt est exposée d'une manière très neuve et très vivante et fait admirablement comprendre ce désastre dû à la présomption de la noblesse française et à son incapacité de comprendre les conditions de la guerre moderne; enfin on trouvera bien des faits intéressants pour l'histoire de la politique française dans ce qui est dit de la descente du duc en Italie. La captivité de Charles forme le centre du livre et, avec le tableau de la *Vie à Blois* quand le duc a renoncé à la politique active, ce récit de la captivité est un des deux morceaux essentiels de l'œuvre. Fait prisonnier en 1415, Charles d'Orléans ne devait être délivré qu'en 1440, et pendant ces vingt-cinq ans, tantôt bien, tantôt mal traité, à Londres, à Windsor, à Westminster, à Pontefract, au nord du comté d'York, sous la garde de Robert de Waterton, puis à Fotheringay, à Northampton, à Bolingbroke, de 1433 à 1436, sous la garde de Suffolk, puis à Londres sous celle de Reynold Cobham, il est avec son frère Jean d'Angoulême et d'autres prisonniers de moindre importance un enjeu dans la partie qui se joue entre la France et l'Angleterre. On discute sur les conditions pécuniaires de la délivrance des captifs, mais en même temps on subordonne cette délivrance à la conclusion de la paix pour laquelle les Anglais se servent de Charles comme d'intercesseur. M. Champion a retracé dans le plus grand détail et de la façon la plus attachante ces négociations moitié financières, moitié diplomatiques, dont les péripéties varient suivant celles des affaires politiques et militaires en France. Elles font pénétrer très avant dans les causes si complexes de la victoire définitive de Charles VII et de l'expulsion des Anglais. On saisit au vif l'importance capitale du rôle de la Bourgogne dont la réconciliation avec Charles VII, au traité d'Arras, a, conjointement avec l'affaiblisse-

1. M. Champion appelle l'Ordonnance cabochienne « un nouveau coutumier ». L'expression me semble mal définir cet essai de réforme administrative.



ment de la dynastie des Lancastre, rendu impuissants tous les efforts du parti de la guerre en Angleterre, parti dont Humphrey, duc de Gloucester, dont M. Champion fait si bien ressortir la vigoureuse figure, fut le chef infatigable. Envisagée sous un certain angle, l'héroïque équipée de Jeanne d'Arc, commencée par de si éclatants triomphes et terminée par de si effroyables revers, pourrait être considérée comme un épisode sans portée durable si l'on ne devinait que, malgré tout, les victoires de Jeanne, le nimbe surnaturel qui l'enveloppa, la foi patriotique qu'elle inspira, le sacre de Reims ont contribué à donner à Charles VII et à ses partisans la confiance, la persévérance intransigeante qui assura leur succès final. Il est d'autant plus frappant de voir un prince comme Charles d'Orléans, qui avait été héroïque sur les champs de bataille et sur les domaines de qui Jeanne d'Arc, avec, pour compagnons fidèles, le frère et le gendre de Charles, Dunois et le duc d'Alençon, avait accompli ses premiers et ses plus merveilleux exploits, paraît être resté indifférent à l'épopée et à la tragédie d'Orléans, de Patay, de Reims, de Paris, de Compiègne et de Rouen. Jeanne d'Arc n'a pas inspiré un seul vers à sa Muse si féconde et si aisée. Et cependant cette Muse trouvait des accents pathétiques pour célébrer pendant sa captivité le

Très chrestien, franc royaume de France<sup>1</sup>.

Mais elle baissait la tête durant les malheurs du royaume, où elle voyait la juste punition des vices et des fautes des Français, et sa principale préoccupation est le rétablissement de la paix, dût cette paix coûter de lourds sacrifices. Charles veut à tout prix revoir la France et celle qu'il aime plus passionnément que jamais depuis qu'il est séparé d'elle, sa femme Bonne d'Armagnac, qui devait mourir avant sa délivrance et à qui sont adressés les plus beaux de ses vers d'amour et de douleur<sup>2</sup>. Rien de plus curieux que de voir le duc d'Orléans, sans jamais toutefois trahir les intérêts du roi et de la France, travailler sans cesse à cette paix qui est devenue pour lui une obsession :

Paix est trésor qu'on ne peut trop voir :  
Je hé guerre, point ne la doit prisier.  
Destourbé me a longtemps, soit tort ou droit,  
De veoir France que mon cueur amer doit.

Et quand il recouvra enfin la liberté, ce fut avec la promesse de procurer la paix dès qu'il serait auprès du roi. M. Champion a reconstitué toute cette histoire de la captivité avec une minutie qui nous fait vivre au jour le jour avec son héros, et les vers de Charles qu'il

1. Voir la belle pièce citée par M. Champion, p. 217-219.

2. M. Champion a mis hors de doute que la dame « belle, bonne, nompareille, plaisante », pour qui Charles a écrit tant de vers d'amour dans sa captivité était bien Bonne d'Armagnac, comme l'avait dit Champollion-Figeac.



enchâsse dans son récit, soit qu'ils traitent de la situation politique, soit qu'ils expriment les souffrances d'un désespoir amoureux, donnent aux événements et reçoivent d'eux une couleur et un relief remarquables.

Le tableau de la cour du duc à Blois et de son existence auprès de sa troisième femme Marie de Clèves et au milieu du cercle de seigneurs, de lettrés et d'artistes dont il aimait à s'entourer quand, après l'insuccès de ses expéditions italiennes, il renonça à toute activité politique, s'il n'a pas l'intérêt dramatique du récit de la captivité, n'offre pas moins de nouveauté et d'attrait. C'est déjà la vie princière du *xvi<sup>e</sup>* siècle, avec moins de faste, mais avec une passion tout aussi vive pour les lettres, la poésie, les beautés de la nature et des arts qui se déroule sur les bords de la Loire; on y trouve un reflet aussi de la renaissance italienne et en même temps quelque chose de très moderne, une société d'hommes de lettres (et de femmes aussi, car Marie de Clèves prend part à ces plaisirs) qui font assaut de bel esprit et de talent poétique et qui forment déjà comme un salon très français. M. Champion a très joliment analysé l'activité poétique de Charles d'Orléans pendant ces années de doux loisirs et groupé autour de lui ses amis et collaborateurs en déterminant la part de chacun d'eux dans ces joutes littéraires. J'aurais aimé qu'il ajoutât à cette analyse littéraire, où il a si bien caractérisé l'œuvre poétique du duc et les thèmes favoris traités par lui, quelques précisions sur la technique de cette poésie, sur les diverses formes de ces poèmes, sur la qualité de leur langue, sur la place exacte qu'il occupe entre les poètes du moyen âge et ceux de la Renaissance; car si Charles d'Orléans n'a guère innové au point de vue rythmique, sa langue est en avance sur son temps et a des qualités exceptionnelles non seulement de grâce et de souplesse, mais aussi de fermeté et de force :

Dedans mon livre de pensée  
J'ai trouvé, escriptant mon cuer,  
La vraie histoire de douleur  
De larmes toute enluminée.

Je sais bien qu'on trouvera les traits essentiels de cette étude disséminés dans les derniers chapitres et surtout dans le dernier du volume. Mais il eût été bon de les réunir et de les compléter.

Du moins M. Champion a bien montré tout ce qu'il y eut de sincère, de vivant dans cette poésie si intimement unie à la vie de Charles, si spontanément sortie de son cœur, le côté réaliste et dramatique aussi de son œuvre. Il l'a défendu, contre l'opinion trop tranchante de Gaston Paris, de n'avoir été qu'un « poète d'album », tout en reconnaissant que cette définition s'applique justement à une partie de son œuvre.

A la fin du chapitre XXI, M. Champion a résumé en termes frappants son jugement sur Charles d'Orléans :

« Charles d'Orléans fut véritablement « un homme de chair et d'os »,

très humain, sans héroïsme et non pas cet irréel et falot personnage, cet « enfant » hors de saison qu'on nous a présenté jusqu'à ce jour. Charles d'Orléans a partagé sur cette terre les angoisses et les joies communes à tous les hommes; il ne s'est ni exalté ni raidi. De ses amusements et de ses tristesses, il a composé de petites chansons. Sa vie, de son printemps à son hiver, fut la matière intime de ses poésies. Le poète en tisse la trame de son œuvre sincère et artificielle. Et comme il était bon fils de France, Charles d'Orléans fit cette œuvre modérée, claire, indulgente, sans prétention, sans même y prendre garde; il la poursuivit, attendri et narquois, jusqu'au seuil de la mort. »

Gabriel MONOD.

---

Rafael ALTAMIRA Y CREVEA. **Historia de España y de la civilización española.** Tomos II-III-IV. Barcelona, 1902-1906-1911. In-12.

M. R. Altamira, ancien professeur à l'Université d'Oviedo, aujourd'hui directeur de l'enseignement primaire en Espagne, vient de terminer l'*Histoire d'Espagne* dont il avait publié le premier volume en 1900. Une excellente bibliographie (t. IV, p. 459-550) permet de se rendre compte du travail consciencieux accompli par l'auteur et légitime la confiance qui peut lui être accordée.

M. Altamira n'a pas entendu écrire une histoire politique détaillée. Il a pour chaque période résumé rapidement les événements et s'est attaché surtout à présenter un tableau aussi complet que possible de l'état social, des institutions et de la culture du pays à chaque époque. Son livre se rapproche ainsi beaucoup de l'ouvrage de M. Rambaud : *Histoire de la civilisation française*, et présente les mêmes qualités générales de clarté, de sérieux et de libérale impartialité. Il est même tellement impartial que les ministères conservateurs l'avaient jugé pernicieux et l'avaient effacé de la liste des livres recommandés aux établissements de l'État.

Le tome I avait conduit l'histoire de l'Espagne jusqu'à l'année 1479, où Ferdinand et Isabelle commencèrent de régner en paix sur la Castille et l'Aragon. Le tome II étudie tout d'abord l'organisation politique et sociale, le commerce et l'industrie, la culture de l'Espagne pendant la période troublée comprise entre la mort de saint Ferdinand (1252) et l'avènement des rois catholiques (1479). Dans une seconde partie, l'auteur résume l'histoire d'Espagne de 1479 à 1516 et retrace les réformes sociales et politiques, le développement commercial et industriel, le progrès des lettres et des arts qui marquèrent cette grande époque.

La période de deux siècles qui sépare saint Ferdinand des rois catholiques présente un aspect anarchique et violent très remarquable.

L'œuvre de la reconquête est presque terminée, les Mores ne gardent plus en Espagne que le royaume de Grenade et, comme le danger a disparu, la discipline se relâche partout, l'aristocratie est toujours en lutte, soit contre le roi, soit contre les villes; les seigneurs se battent entre eux, la guerre est l'état normal des pays castillans et s'étend bien souvent aux pays aragonais. M. Altamira s'est montré peut-être trop sensible aux maux qui résultèrent de cette anarchie. Elle ne fut pas aussi dommageable à l'Espagne qu'on pourrait l'imaginer; ces deux siècles de luttes civiles la laissèrent moins ruinée et moins abâtue que les deux siècles de despotisme autrichien. C'est que l'Espagne fut dans toute cette période un des pays les plus libres de l'Europe. Divisée en cinq états souverains : Castille, Aragon, Navarre, Portugal et Grenade, elle offrait cinq patries distinctes à ses fils turbulents; il ne leur était même pas besoin de passer d'un royaume dans l'autre pour changer de lois et se trouver à l'abri des rancunes seigneuriales ou populaires, un simple changement de cité suffisait. Comme ils pouvaient choisir entre cinq nationalités, ils avaient devant eux trois religions : judaïsme, christianisme, islamisme, qui subsistaient côte à côte sans se mêler, mais donnaient, par leur coexistence même, plus de largeur aux esprits et plus de liberté aux mœurs. Pendant longtemps, les trois cultes vécurent dans une paix relative : Juifs et Mores avaient leurs quartiers spéciaux dans les villes, leurs privilèges, leurs officiers et les rois ne craignaient point de les employer à leur service; mais dans le courant du *xiv<sup>e</sup>* siècle, sous l'influence des prédications des moines et par l'effet des rancunes et des convoitises populaires, la haine du juif commença de s'éveiller dans les populations chrétiennes, des massacres terribles eurent lieu en 1391 par toute la Castille et la situation des Juifs prit un caractère tellement précaire et tellement violent que Ferdinand et Isabelle les expulsèrent de leurs États, par impuissance à les protéger autant que par fanatisme personnel. Les Mores établis en terre chrétienne, les *Mudejares*, passèrent, comme les Juifs, par des fortunes diverses, mais purent maintenir leurs privilèges à peu près intacts jusqu'à la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle.

Dans cette Espagne bariolée et colérique, tout progresse en dépit de l'anarchie générale. Le droit national s'élabore et rejette avec persistance les éléments étrangers; trop imbues de droit romain, les *Partidas* d'Alphonse X n'obtiennent jamais l'autorité d'une loi établie et acceptée. Les institutions grandissent. La vie municipale atteint son apogée. Les corporations et les confréries assurent aux plus humbles leur part d'influence et de liberté. La richesse amène avec elle le goût de la magnificence. L'art gothique, importé de France, trouve en Espagne les différentes écoles romanes en pleine vigueur et compose avec elles pour créer un type nouveau, moins hardi, mais plus fort que le type français. L'art mudéjar continue sa glorieuse carrière et donne à l'Espagne ses meilleurs modèles d'art décoratif. Les universités se fondent et s'organisent. Alphonse X crée à Séville une école où l'on apprend

le latin et l'arabe; il fonde à Salamanque des chaires de médecine et de chirurgie; chaque Université a sa bibliothèque, l'hôpital San-Miguel à Saint-Jacques ouvre la sienne aux pèlerins. Avant 1475, la Castille a des imprimeurs. L'école de traduction établie à Tolède traduit en castillan les traités arabes de mathématiques, de physique, de chimie, d'astronomie et de médecine. La langue, déjà formée, commence sa fortune littéraire; on lira avec intérêt, même après les travaux de M. Fitzmaurice Kelly, le chapitre relatif à l'histoire littéraire du *xv<sup>e</sup>* siècle et les détails donnés par l'auteur sur la littérature catalane et aragonaise.

Le règne de Ferdinand et d'Isabelle marque la fin de l'ère anarchique et l'établissement du système monarchique en Espagne. L'inquisition est, pour ainsi dire, la caractéristique du nouveau régime. Beaucoup d'Espagnols font remarquer que la période inquisitoriale a été la seule où l'ordre public ait été maintenu en Espagne, et considèrent ce frein terrible comme seul capable de brider l'orgueilleux individualisme castillan ou aragonais. Sans vaine rhétorique, M. Altamira nous décrit la physionomie du Saint-Office politico-religieux créé par Ferdinand et nous fait comprendre comment il a pu triompher aussi complètement du génie anarchique de la nation (p. 461-467). Ferdinand et Isabelle furent de très grands souverains. La reine est une des plus belles figures de l'histoire d'Espagne; la conquête de Grenade est en partie son œuvre, Colomb lui a dû le succès de son entreprise, elle a voulu faire régner dans ses royaumes le même bon ordre que l'on admirait dans sa maison. Ferdinand a conquis Naples et la Navarre, préparé la colonisation de l'Afrique et confisqué les forces des ordres militaires. Les rois voulaient unir le Portugal au reste de l'Espagne, mais la mort de l'infant Juan et de l'infante Isabelle a contrarié leur dessein et a donné le trône à un prince étranger, héritier de l'empire germanique, dont la politique mondiale a entraîné plus tard la ruine de l'Espagne. Ferdinand est responsable en quelque manière de ce changement de front, son intervention dans les affaires italiennes mêlait déjà l'Espagne à toutes les querelles de l'Europe, au moment même où la découverte du Nouveau-Monde sollicitait d'un autre côté toutes ses forces et la jetait en pleine crise économique.

Le tome III résume en 185 pages l'histoire politique de la période autrichienne (1516-1700) et de la prodigieuse fortune de l'Espagne, presque aussitôt suivie d'une si complète et si profonde décadence. M. Altamira voit dans l'esprit aristocratique de la nation une des causes les plus puissantes de sa ruine. L'orgueil nobiliaire est poussé en Espagne jusqu'à la folie, le travail est méprisé et la noblesse, comptant seule dans l'État, le peuple vit dans l'abandon, dans la misère. Peut-être eût-il été logique de placer ici le chapitre, fort intéressant d'ailleurs, consacré à l'Eglise et à la question religieuse, car la manière dont l'Eglise espagnole a compris son rôle a été aussi

pour beaucoup dans la ruine générale de la nation. L'Église est infectée des mêmes vices que la noblesse et son intransigeante orthodoxie ne la rend pas plus chrétienne dans le sens moral du mot. Elle triomphe du protestantisme, elle s'organise en pouvoir absolu avec les Jésuites, elle ne cherche pas à changer l'esprit de la nation, elle crée un peuple dur et obstiné, sensuel et mystique, théologien et guerrier, qui méconnaît les conditions essentielles de la vie pratique et de la culture sérieuse. A ce peuple étrange, les princes autrichiens donnent un gouvernement fou. La politique impériale de Charles-Quint échoue devant la résistance de la France et surtout devant la Réforme; l'hérétique devient alors pour Philippe II et ses successeurs l'ennemi mortel qu'il faut abattre à tout prix; les guerres soutenues par l'Espagne de 1572 à 1659 sont, au fond, des guerres catholiques et absorbent toutes les ressources de la monarchie, réduite aux expédients dès la fin du règne de Philippe II. La ruine est complète et lamentable au XVII<sup>e</sup> siècle (p. 503-508), mais les causes de cette ruine sont multiples, l'étude de l'histoire économique de l'Espagne n'est pas encore assez avancée pour qu'on les connaisse toutes clairement, et M. Altamira est probablement dans le vrai quand il attribue cette sombre décadence à l'imprudence de la nation entière, qui se lança à corps perdu dans toutes les entreprises des peuples modernes, alors qu'elle ne disposait que de forces économiques très limitées et tout à fait insuffisantes; l'Espagne est une lampe qui s'est brûlée faute d'huile. On ne saurait trop admirer, d'ailleurs, la puissance de résistance de ce peuple qui a vécu deux grands siècles de civilisation au milieu de ces difficultés et de ces travaux gigantesques. Toute la partie du tome III, relative à la vie économique, à la culture et aux mœurs (p. 437-740), est des plus intéressantes et suppose une énorme lecture. Quelques inadvertances se sont glissées, çà et là, au milieu de cette abondante collection de détails de toutes sortes : le carrosse du XVI<sup>e</sup> siècle, dessiné à la page 726, doit dater, au plus tôt, du règne de Charles IV. Le paragraphe consacré à l'architecture est réellement trop court et se ressent de la parcimonie avec laquelle l'espace a été mesuré à l'auteur; si habile qu'il se soit montré, il est certain que deux siècles aussi remplis ne tiennent pas à l'aise dans un seul volume. Il en eût fallu deux.

Le tome IV conduit l'histoire de la nation espagnole jusqu'à l'intervention de Napoléon dans les affaires de la Péninsule. Fidèle au plan général qu'il s'est tracé, M. Altamira expose d'abord l'histoire politique et passe à l'histoire interne de l'Espagne et à l'étude de la vie économique et intellectuelle au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il a été de mode pendant très longtemps en Espagne de dénigrer systématiquement le XVIII<sup>e</sup> siècle, parce que l'influence de la France s'y fit sentir de façon très marquée, M. Altamira a voulu, sans doute, donner satisfaction à l'opinion nationale en parlant des progrès de l'absolutisme royal sous les Bourbons et en signalant leurs entreprises contre le pouvoir ecclé-



siastique, mais il remet vraiment les choses au point en faisant observer que les anciennes lois libérales abolies par les Bourbons étaient depuis longtemps tombées en désuétude, et que les Bourbons furent des princes plus simples et de manières plus démocratiques que les princes autrichiens : l'étiquette du palais se relâcha, le ministre put s'asseoir devant le roi, les intérêts matériels et moraux de la nation eurent la première place dans les préoccupations du gouvernement. Il y eut là une révolution véritable, de caractère bien moderne et d'une grande portée. Le despotisme éclairé se refusa toujours, il est vrai, à concéder à la nation la moindre liberté politique, mais la nation, devenue moins misérable et moins apathique, songea d'elle-même à s'affranchir et rejeta le joug absolutiste sitôt qu'elle le put.

M. Altamira rend pleine justice aux réformes administratives accomplies par les grands ministres du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il expose avec une grande abondance de détails l'histoire des relations entre l'Église et le gouvernement royal, les négociations relatives au Concordat de 1753, à la réforme du tribunal de la nonciature, à l'expulsion des Jésuites et à l'affaiblissement graduel du Saint-Office. On lira avec un intérêt spécial les paragraphes relatifs au clergé des Indes, qui paraît avoir été parfois d'esprit plus large et plus vivant que celui de la Métropole.

Toute la partie économique sera consultée avec fruit. M. Altamira l'a remplie de détails puisés aux bonnes sources et ne s'est nulle part laissé influencer par le parti pris national. Il note avec justesse la part importante prise par les étrangers dans le développement industriel et commercial de l'Espagne et la situation difficile faite aux négociants français par le gouvernement espagnol.

L'histoire de la culture nationale est présentée avec méthode et donne une juste idée des efforts tentés à cette époque pour ranimer en Espagne la vie intellectuelle, presque complètement éteinte à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. M. Altamira entasse peut-être un peu trop les noms d'auteur et les titres d'ouvrages et n'indique pas toujours suffisamment la signification des faits ; sa critique paraît quelquefois un peu timide, mais il faut songer au pays pour lequel il écrit, et où il aura été, sans doute, trouvé maintes fois trop hardi. Un ouvrage aussi documenté, aussi exempt de rhétorique, aussi sévère de méthode et d'esprit, aussi libéral ne pouvait se faire tolérer que grâce à une extrême prudence dans la partie critique.

Le tableau de la vie espagnole au XVIII<sup>e</sup> siècle que nous présente M. Altamira est une véritable réhabilitation de cette gracieuse époque si longtemps méconnue en Espagne. Si l'expression de « bon vieux temps » eut jamais un sens, c'est à cette époque et surtout aux règnes de Ferdinand VI et de Charles III qu'elle peut s'appliquer. M. Altamira rend justice au mécénat de Godoy et montre tout ce que lui doit la culture nationale. En somme, des progrès de tout genre furent accomplis en Espagne pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle et il n'y avait aucune



comparaison possible entre le peuple moribond que trouva Philippe V en 1700 et la société vivante, joyeuse et enthousiaste qui se leva d'un si bel élan contre Napoléon en 1808. Presque tous les progrès accomplis pendant cette période furent inspirés par l'esprit français; jamais la réconciliation sincère des deux nations ne fut plus près de s'accomplir qu'à la veille du jour où la folie de Napoléon vint ranimer les haines et rejeter l'Espagne dans l'anarchie.

Le jour où M. Altamira pourra dédoubler le volume vraiment trop plein consacré à la période autrichienne, ajouter un volume pour la période contemporaine et donner un caractère plus artistique à l'illustration de son livre, il aura publié le meilleur résumé de l'histoire d'Espagne qui ait encore été fait.

G. DESDEVISES DU DEZERT.

---

D. LORTSCH. **Histoire de la Bible en France, suivie de fragments relatifs à l'histoire générale de la Bible et d'un aperçu sur le colportage biblique en France et en Indo-Chine au XX<sup>e</sup> siècle.** Paris, agence de la Société biblique britannique et étrangère, 58, rue de Clichy, et Genève, Jeheber, 1910. In-8°, xxiv-590 pages, orné de 65 illustrations et 2 planches hors texte et accompagné d'un index alphabétique.

Une histoire de la Bible en France n'avait pas encore été écrite, mais quelques fragments importants s'en trouvent toutefois, entre autres dans une série d'articles de tout premier ordre publiés de 1851 à 1867 par feu M. le professeur Édouard Reuss (*Revue de théologie de Strasbourg*) et dans plusieurs livres ou mémoires d'un de ses élèves, feu Samuel Berger, qui s'est occupé plus particulièrement de la Bible française et de la Vulgate au moyen âge et des origines de la critique biblique au xvi<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

Au lieu de suivre l'ordre strictement ou du moins nettement chronologique, M. Lortsch a préféré une manière d'ordre épisodique. Après avoir, dans un premier chapitre, donné un aperçu très bref de la Bible en France jusqu'au xii<sup>e</sup> siècle, il intitule le second *l'Attaque*, c'est-à-dire l'interdiction, au xiii<sup>e</sup> siècle, par les autorités ecclésiastiques, des traductions de la Bible en langue vulgaire, et le troisième la *Défense*. Ici, il nous entretient des colporteurs, des libraires, des imprimeurs, des martyrs qui bravèrent cette interdiction, non seulement au moyen âge, mais encore jusqu'à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle. Ce chapitre est suivi de deux autres qui nous montrent la Bible chez les rois, puis chez

1. M. Lortsch aurait dû citer ces travaux, auxquels aucun de ceux qui écrivirent plus tard n'a rien ajouté, en tête de sa bibliographie et disposer celle-ci dans l'ordre chronologique.

les *grands*. Avec les chapitres vi à x, nous reprenons la suite logique du chapitre II, c'est-à-dire « le progrès de la traduction de la Bible en France » (p. 65), du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, ce dernier étant consacré surtout aux bibles de Lefèvre d'Étaples et d'Olivétan. On sait que cette dernière traduction, originale et fort remarquable pour l'Ancien Testament, et se bornant, en ce qui concerne le Nouveau, à une révision attentive du texte de Lefèvre, est devenue la traduction française de la Bible encore actuellement en usage parmi les protestants. Bien qu'en effet il soit difficile, sinon impossible, de retrouver le style de Lefèvre ou d'Olivétan dans la version officielle de 1911, celle-ci n'en est pas moins la dernière révision de ces deux traductions du XVI<sup>e</sup> siècle. M. Lortsch nous expose les diverses étapes de cette révision dans son chapitre x, après quoi il nous parle, avec témoignages à l'appui, des autres versions, protestantes, catholiques, etc., et de l'œuvre des Sociétés bibliques. — La deuxième moitié du volume renferme une série de notes sur l'histoire de l'Ancien et du Nouveau Testament, des versions des Septante, d'Aquila, Syriacque et de la Vulgate, ainsi que sur la Bible en Angleterre, en Allemagne, en Italie, Espagne, Turquie, Russie et dans les divers pays payens. Les dernières cent pages nous renseignent sur le colportage biblique en France et en Indo-Chine au XX<sup>e</sup> siècle.

On voit, par cette énumération sommaire, que M. Lortsch a porté ses investigations dans toutes les directions de son vaste sujet et que ce qu'il nous donne est bien plutôt une petite encyclopédie sur la Bible en France... et ailleurs, qu'une histoire proprement dite. Cette collection de renseignements, extraite d'un grand nombre d'ouvrages, rendra de réels services à ceux qui désirent connaître les destinées du livre qui a incontestablement exercé dans le monde l'influence la plus étendue, la plus profonde et la plus durable. On y trouvera aussi rassemblés une foule de faits curieux, généralement ignorés, qui rendent intéressante la lecture d'un volume d'apparence plutôt massive et solennelle.

Ceci dit, l'historien regrettera peut-être la juxtaposition ou la succession des divers fragments parfois disparates dont se compose ce volume et n'y retrouvera guère l'histoire précise de la Bible en France, surtout à l'époque critique du XVI<sup>e</sup> siècle. On n'y voit pas clairement, par exemple, que la Bible traduite à l'origine en français par deux Picards, Jacques Lefèvre, d'Étaples, et Louis Olivier, de Noyon, n'a, sauf le Nouveau Testament et le psautier, *pu paraître que hors de France*, aux Pays-Bas et en Suisse. En fait, si nous exceptons les deux années de 1523 à 1525 où parurent à Paris plusieurs éditions successives du psautier et du Nouveau Testament de Lefèvre, on ne peut reparler, — et encore en ne mentionnant que des faits passagers, — d'une Bible française *parue en France*, que vers le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle. Si je ne fais erreur, le premier imprimeur français, après Simon de Colines et Simon Dubois (dont M. Lortsch ne parle pas),

qui a osé braver l'interdiction de publier une traduction française du texte sacré, ce fut Étienne Dolet, et c'est pour cette raison entre autres, et nullement pour prétendu crime de libre pensée ou d'athéisme, qu'il a été brûlé en 1546. M. Lortsch se borne à le citer (p. 29) à côté de Pierre de Wingle et de Philbert Hamelin qui étaient Français, mais travaillèrent en sécurité en Suisse; il eut des émules en France, ainsi qu'en témoignent par exemple deux bibles françaises de 1548 et 1557 conservées à la bibliothèque Mazarine.

Ce fait, assurément intéressant et important, explique aussi le rôle joué, dans la propagation de la Bible en France, par Robert Estienne, dont M. Lortsch analyse longuement le volume étincelant intitulé : *Les censures des théologiens*, sans toutefois faire nettement ressortir le service rendu à la Réforme par ce roi des imprimeurs, savant de premier ordre et Parisien d'infiniment d'esprit et de ressources. A partir du moment où l'impression et la circulation de toute version biblique en langue vulgaire eut été interdite sous peine de mort, R. Estienne fit paraître des éditions successives du texte latin de la Vulgate, amendé, et surtout expliqué, commenté par des notes si considérables qu'elles finirent par doubler le texte. Le latin étant alors la langue de tout homme instruit et particulièrement du clergé, on voit que R. Estienne s'appliqua à éclairer, nous dirions à évangéliser, surtout ce dernier. Et la preuve qu'il y réussit, ce furent les persécutions et finalement l'exil que lui valurent ses publications bibliques. — M. Lortsch ne nous dit pas non plus à quel moment, ni comment, la Bible française put de nouveau, soit être imprimée, soit circuler en France sans coûter la vie à ceux qui la répandaient.

Il y a donc encore bien des points plus ou moins obscurs à élucider dans l'histoire de la Bible en France, et si son volume trouve les lecteurs que nous lui souhaitons, nous espérons que M. Lortsch continuera à compléter l'esquisse qu'il nous en a donnée.

N. WEISS.

---

Jacques RAMBAUD. *Naples sous Joseph Bonaparte, 1806-1808.*

Paris, Plon, 1911. In-8°, LI-575 pages, 1 portrait, 1 carte.

— *Lettres inédites ou éparses de Joseph Bonaparte à Naples (1806-1808).* Paris, Plon, 1911. In-8°, XL-229 pages.

L'histoire de l'Italie française et de l'expansion napoléonienne vient de s'enrichir encore avec la thèse de M. Jacques Rambaud. Rien de sérieux et de définitif n'avait encore été produit sur le règne de Joseph à Naples : désormais, nous avons sur ce règne un livre qui, à ces deux qualités principales, en joint d'autres, — mouvement du style, finesse des analyses psychologiques, — et mérite à tous égards d'être mis sous le patronage d'Alfred Rambaud, père de l'auteur, et d'être

signalé particulièrement ici aux spécialistes d'histoire napoléonienne et italienne.

On sait que le don du royaume de Naples à Joseph est la première manifestation du système du Grand Empire; non seulement Napoléon I<sup>er</sup> veut se venger des trahisures et des insolences d'une dynastie qu'il a supprimée par le décret du 27 décembre 1805, mais Naples est le point d'appui de ses grands projets méditerranéens et orientaux, jusqu'au moment où Corfou remplacera Naples dans ses préoccupations. Dans ces conditions, le royaume confié à Joseph par le décret du 30 mars 1806 n'est qu'un fief impérial, et l'une des difficultés principales rencontrées par Joseph dans son administration naîtra de la double nécessité de ne pas heurter le chef suprême de l'Empire dans ses ambitions et de gouverner le royaume pour le mieux de ses intérêts. Une autre difficulté naquit pour Joseph de la situation où se trouvait le royaume au moment où l'abandonnait la dynastie des Bourbons. De cette situation, nous avons les éléments épars dans les divers chapitres du livre de M. Rambaud, et je regrette, pour ma part, qu'il n'en ait pas fait une analyse générale et introductive, à laquelle il eût pu se référer pour traiter de l'œuvre propre accomplie par Joseph. Au reste, la besogne qui s'imposa d'abord à ce dernier, ce ne fut pas d'administrer, mais de réprimer : à peine la majeure partie du royaume était occupée, à l'exception de Gaète, qu'éclatait la terrible insurrection des Calabres, qui débuta à la fin de mars 1806 et prit toute son extension après la défaite de Reynier à Maida (4 juillet 1806). M. Rambaud a raconté avec un grand luxe de détails l'histoire de cette insurrection, sortie de causes multiples, parmi lesquelles il donne une place particulière à la politique de *riacquisto* suivie par Marie-Caroline et où il démêle avec intelligence les facteurs économiques et moraux : guerre sociale, menée par les pauvres contre la bourgeoisie, guerre antijacobine, guerre atroce, dirigée par des *capimassa*, qui souvent n'étaient que des malfaiteurs de droit commun. L'insurrection des Calabres fut durement réprimée dès que, Gaète étant prise (18 juillet), on put lancer sur ces malheureuses régions les troupes françaises en mal de vengeance; les commissions militaires et les tribunaux militaires ne tardèrent pas à compléter la besogne des colonnes volantes, et Joseph put avouer, en quittant le royaume de Naples, qu'il laissait dans les bagnes 13,000 condamnés. D'ailleurs, la répression n'était pas encore achevée, à son départ, et, sous Murat, Manhès continua, sans doute en en exagérant le caractère, l'œuvre de Mas-séna et de Reynier.

Ces affaires de Calabre ont occupé considérablement Joseph. Toutefois, entouré d'administrateurs diligents qu'il avait recrutés en partie en France, parmi les modérés et les « idéologues » de ses amis, en partie à Naples, parmi les ralliés, et qui avaient une fâcheuse tendance à se grouper en deux partis, celui de Rœderer et celui de Saliceti, il a essayé de gouverner sérieusement le royaume de Naples.

M. Rambaud passe diligemment en revue ce que Joseph tenta en matière d'organisation militaire, avec les exigences de Napoléon I<sup>er</sup>, qui lui imposa l'entretien d'une armée de 40,000 hommes, et la haine pour le service militaire de la population, qui ne lui fournit pas plus de 11,000 hommes; en matière de finances, où tout fut calqué sur le système français, y compris la vente des biens nationaux, mais où peu de bien fut réalisé, un peu par la faute de Joseph, dont les dépenses dépassèrent les disponibilités du budget napolitain, beaucoup par la faute des administrés, pillés pendant tant de siècles de monarchie, peureux et voleurs, surtout par la faute du pays, d'un rendement économique fort bas; en matière d'administration, où la simplification et l'unification à la française furent imposées à un personnel indolent; en matière de législation, où Joseph abolit la féodalité et le fideïcommis et ordonna le partage des domaines assujettis à des droits d'usage et où il prépara la réforme pénale amorcée par les trois décrets de mai 1808; en matière d'interventionnisme économique, artistique et intellectuel enfin. Joseph a en somme beaucoup fait; il aurait réussi bien mieux sans l'indolence même des Napolitains, chez lesquels n'existait point d'opinion publique proprement dite : des courants d'idées et de sentiments propres aux différentes classes, — aristocratie, clergé, *foro*, bourgeoisie, *lazzaroni*, — il n'était point possible de constituer un ensemble capable de donner une unité morale au peuple napolitain, et ainsi s'explique le rôle des sociétés secrètes qui, dérivées du sanfedisme ou se rattachant au mouvement patriote de 1799 ou aux idées libérales françaises, ont essayé, dès le temps de Joseph, de galvaniser cette âme nationale qui dormait et que les efforts de Joseph ne sont pas parvenus à réveiller.

Que Joseph ait accompli un « rude labeur... », qui a réalisé en grande partie le rêve de la République napolitaine », c'est ce qui résulte du livre de M. Rambaud. Les éléments de ce livre sont empruntés aux sources les plus diverses, archives françaises et étrangères, livres anciens et modernes, dont une excellente bibliographie critique énumère les titres et les qualités; l'annotation, précise et abondante, fournit d'autres contributions critiques qui y sont souvent trop modestement perdues. On pourra peut-être trouver des erreurs dans la composition générale du livre, dont le plus grand défaut, dans cette direction, est qu'il entre trop de plain-pied dans le sujet, insuffisamment introduit. Dans le détail, au contraire, à part quelques longueurs en matière d'histoire militaire, les chapitres de M. Rambaud sont à la fois bien écrits et bien composés, et c'est avec regret qu'on quitte la lecture d'un livre qui nous renseigne si complètement et si lumineusement sur un moment intéressant de l'histoire napoléonienne et de l'histoire italienne.

Une partie des sources employées par M. Rambaud est naturellement constituée par les lettres de Joseph, d'autant plus importantes que Joseph n'a point laissé de mémoires complets sur cette partie de



sa vie. Ces lettres, dont un certain nombre avaient été publiées par Du Casse, M. Rambaud s'est efforcé d'en dresser un état complet, en faisant des recherches minutieuses dans un grand nombre de dépôts, et il a publié les plus intéressantes. A ce recueil, il a mis une introduction, où il a tenté de faire de Joseph un portrait, d'ailleurs sommaire, mais qui paraît exact. Les tables de ce volume et du précédent rendront aux historiens les plus grands services.

Georges BOURGIN.

**Alfred STERN. Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815 bis zum Frankfurter Frieden von 1871. Zweite Abteilung, Bände IV, V, VI : Geschichte Europas von 1830 bis 1848. 1<sup>er</sup> Band, 617 p.; 2<sup>ter</sup> Band, 455 p.; 3<sup>ter</sup> Band, mit Personenregister, 638 p. Stuttgart und Berlin, J.-G. Cotta'sche Buchhandlung Nachfolger, 1905-1911.**

M. Stern poursuit avec une persévérance qu'on ne saurait trop admirer sa grande *Histoire de l'Europe depuis les traités de 1815 jusqu'à la paix de Francfort de 1871*. Aux trois volumes consacrés à la Restauration, et dont nous avons rendu compte dans cette *Revue*, viennent de s'ajouter trois nouveaux volumes qui comprennent l'histoire de l'Europe de 1830 à 1848. Dans le premier, M. Stern étudie la Révolution de juillet et les débuts du règne de Louis-Philippe; la révolution des Pays-Bas et la constitution de la Belgique en royaume distinct; la révolution polonaise; les révolutions d'Italie; l'Allemagne de 1830 à 1835; les transformations politiques de la Suisse après 1830; la jeune Europe; l'Espagne et le Portugal; la Grèce et la Turquie; le *reform-bill* et ses conséquences; le règne de Louis-Philippe jusqu'au ministère de Broglie.

Dans le second volume, après avoir jeté un coup d'œil sur la littérature européenne du temps, M. Stern nous fait connaître l'état d'esprit de l'Autriche et de l'Allemagne pendant la période de réaction de 1835 à 1840; le mouvement ultramontain et néo-catholique; les origines du socialisme et du communisme; la politique anglaise et les luttes du prolétariat connues sous le nom de « Chartisme »; le rapprochement de Louis-Philippe des puissances de l'Europe orientale; la défaite du carlisme; la question d'Orient et les affaires d'Égypte.

Le dernier volume nous fait connaître les transformations de l'industrie et du trafic; le triomphe de la politique libre-échangiste en Angleterre; la question des mariages espagnols; les années de début du règne de Frédéric-Guillaume IV; la situation politique des États scandinaves; la politique économique de la Prusse et la diète unie de 1847; la politique de la Russie et des États balkaniques; l'état des pays autrichiens à la veille de la Révolution de 1848; les affaires

d'Italie; le Sonderbund; les dernières années du règne de Louis-Philippe et la révolution du 24 février.

Nous l'avons déjà constaté dans notre premier compte-rendu de l'ouvrage de M. Stern : ce qui en fait le mérite c'est d'être moins une histoire des différents pays de l'Europe qu'une histoire générale de l'Europe dans son ensemble et prise à ses moments décisifs. M. Stern ne renonce point évidemment à la division par États, mais il ne s'occupe d'eux qu'au fur et à mesure que leur politique intéresse la politique générale. Quand il aborde un nouvel État, il résume ce qu'il importe de savoir de son passé, de sa constitution politique, de son développement économique et intellectuel et de la vie du peuple. On se rappelle le tableau magistral de la vie russe qui ouvre le troisième volume de la première partie de l'ouvrage. Dans ses nouveaux volumes, M. Stern en trace de non moins suggestifs de la politique suisse après 1815 (I<sup>er</sup> Bd, p. 335); de la renaissance de la Hongrie (II Bd, p. 50); du développement des États scandinaves (III Bd, p. 192); de celui des États balcaniques (ibid., p. 325); de celui des États slaves de l'Autriche (ibid., p. 357); de la Suisse à la veille de la guerre du Sonderbund (ibid., p. 465).

Bien que M. Stern considère la politique comme la manifestation la plus importante de la vie des peuples et qu'il s'attache surtout à faire connaître dans son récit l'histoire politique et militaire, diplomatique et législative, il donne une large place aux arts, à la littérature, à la science et à la vie économique. Je signalerai comme particulièrement suggestives les pages qu'il consacre au mouvement littéraire européen après 1830 (Bd II, p. 1; à remarquer qu'il ne s'occupe pas seulement des grands écrivains français, allemands, anglais, italiens, espagnols, russes, mais encore d'auteurs hongrois et polonais, moins connus); à la vie autrichienne vers 1840, — douanes, armée, finances, histoire de la fondation du Lloyd — (ibid., p. 67); à l'histoire du mouvement social anglais d'Owen, de Lovett, d'O'Brien et d'O'Connor (ibid., p. 224); à la situation matérielle et morale de l'Espagne au moment de la victoire de Christine sur les Carlistes (ibid., p. 343); à la condition des prolétaires dans les grands centres urbains (Bd III, p. 186); à la jeune Allemagne et aux écrivains politiques de la génération de 1840 (ibid., p. 180); aux socialistes allemands avant 1848 (ibid., p. 299); à l'état social, moral et intellectuel de la Russie sous Nicolas I<sup>er</sup>, — condition des paysans, instruction, universités, russification des provinces baltiques, les sectes, le clergé polonais, condition des Juifs, etc. — (p. 308); à la littérature tchèque et au mouvement national qui en est issu (ibid., p. 358); à la Hongrie après 1840, — presse, vie rurale, industrie — (ibid., p. 382); aux écrivains italiens du *Risorgimento* et aux progrès de l'idée nationale italienne (ibid., p. 400); au développement de l'ultramontanisme en France (ibid., p. 539); à la presse et aux écrivains politiques français de la fin du règne de Louis-Philippe (ibid., p. 551).

M. Paul Stapfer remarque que « les histoires générales, même celles qui sont des chefs-d'œuvre, ne peuvent jamais être assez exactes pour ne pas laisser lieu aux corrections modestes des monographies ». Ce n'est point le cas de celle de M. Stern. Sa caractéristique serait d'unir au don d'embrasser l'histoire dans ses grandes lignes celui d'une extrême minutie et exactitude dans le détail. M. Stern n'ignore rien des travaux qui l'ont précédé, non seulement les histoires générales comme celles de Thureau-Dangin et de Treitschke, ou les Mémoires, Souvenirs et Correspondances publiés en si grand nombre ces dernières années, ou encore les monographies et biographies telles que celles de Canning par Stanley Lane-Poole, ou encore les ouvrages les plus spéciaux comme celui de Levasseur sur les classes ouvrières, voire des livres simplement littéraires, tels la Correspondance de Doudan, les *Cahiers* de Sainte-Beuve ou *Choses vues* de Victor Hugo; M. Stern, dis-je, non seulement n'ignore rien de ces ouvrages, mais il a voulu, pour élucider les points obscurs de la politique européenne ou pour savoir ce qu'on ne pouvait point savoir encore, consulter les archives des principaux pays d'Europe. De Berlin, Paris, Vienne, Londres, Francfort-sur-le-Mein, Carlsruhe, Florence, Zurich, Berne, Copenhague et La Haye, il a rapporté une moisson abondante de documents inédits qui éclairent d'un jour nouveau quelques-uns des épisodes les plus marquants de la politique européenne. Nous apprenons ainsi que lorsque, pour la première fois, il fut question de constituer la Belgique en royaume distinct, Louis-Philippe proposa de donner cette couronne au prince d'Orange; que l'Autriche, après la révolution polonaise, n'aurait pas été éloignée de favoriser une reconstitution du royaume de Pologne et que ce fut l'insurrection italienne qui la rejeta dans les bras de la Russie; qu'un moment les gouvernements d'Autriche et de Russie eurent l'idée de partager la Belgique entre la Prusse, la France et la Hollande, projet auquel Louis-Philippe donna son adhésion l'été de 1831, et que fit échouer l'opposition de Frédéric-Guillaume III.

D'autres révélations curieuses sont faites relativement à la politique double et cauteleuse de Louis-Philippe dans les affaires d'Espagne au moment aigu de la lutte de Christine contre les Carlistes; à l'arrivée au pouvoir des « puritains » après les mariages espagnols (Bd III, p. 107-109); aux inquiétudes du czar Nicolas et de Metternich lors de l'avènement de Frédéric-Guillaume IV, salué à leur gré avec trop de joie par les libéraux (M. Stern analyse à ce sujet un curieux mémoire inédit de Metternich, ainsi que la relation secrète de la mission de Wedeke, un agent des princes Guillaume et Charles, auprès du chancelier autrichien : « Il importe », dit celui-ci, « d'avoir l'œil sur le roi de Prusse et de l'éloigner des sentiers dangereux »). Ailleurs, on trouve de piquants jugements de Metternich sur Stratford Canning (Bd III, p. 331), du czar sur Frédéric-Guillaume IV (ibid., p. 277), de

Louis-Philippe sur Thiers (*ibid.*, p. 283). On voit aussi que Metternich, avant la Révolution de février, était en proie au découragement et que sa femme Mélanie le comparait au prophète Jérémie (*ibid.*, p. 398-399). Mais ce que M. Stern montre surtout, grâce aux documents nouveaux qu'il a trouvés, c'est la politique astucieuse et louche de Louis-Philippe à l'égard des libéraux européens. Comme s'il voulait effacer la tare de l'origine de sa monarchie à force de complaisance pour la politique des puissances orientales, il prête la main aux pires mesures réactionnaires. En Italie, après avoir fait entrevoir appui moral et financier aux adeptes de la Jeune-Italie, il les abandonne lâchement quand l'Autriche intervient à Modène, à Parme et dans les États de l'Église. A propos des affaires de Suisse, loin de soutenir son ministre de Broglie, qui est opposé aux empiètements des puissances, il le congédie. Plus tard il fournit clandestinement des armes au Sonderbund. En Espagne, il ne soutient pas le gouvernement de Christine au même degré que l'Angleterre, sans pourtant rendre positivement des services à Don Carlos, le favori de la réaction, qu'il retient même à Bourges lorsque sa cause est définitivement perdue. A mesure que grandit la monarchie de juillet, on voit s'accroître parallèlement la défiance et le mauvais vouloir du roi à l'égard de l'Italie; à la veille de la révolution de février l'entente entre Guizot et Metternich est complète et les tentatives de réformes constitutionnelles dans la péninsule sont jugées avec autant de sévérité à Paris qu'à Vienne. « Tout cela n'est pas mûr », dit Guizot; voir aussi les renseignements sur la mission Klindworth à Vienne et la colère de Metternich contre les Anglais (*Bd III*, p. 435-436).

C'est ainsi que, sans phrases, par des faits seulement, M. Stern nous fait toucher du doigt les causes qui précipitèrent la chute du roi des Français. Infidèle à la politique qui lui avait valu une couronne, c'est lui-même qui creusa la fosse où sombra sa monarchie.

Élève de Léopold Ranke, dont il continue en Allemagne la glorieuse tradition, M. Stern ne s'institue jamais juge et censeur des événements. Il croit avec raison, comme son maître, que le rôle de l'historien n'est point de distribuer l'éloge et le blâme, mais de raconter « les choses telles qu'elles ont été réellement ». Fuyant les tableaux brillants et les portraits de haut relief, toujours plus ou moins aventureux, il s'efforce, dans une narration claire, rapide, simple et précise, de nous renseigner avec vérité sur chaque événement. On peut dire de son histoire qu'elle est la plus exacte que nous possédions. C'est avec impatience que nous en attendons la dernière partie qui nous racontera les vicissitudes de la politique européenne depuis la deuxième République française jusqu'au traité de Francfort.

Antoine GUILLAND.

Lieutenant-colonel PICARD. 1870. *La guerre en Lorraine*. Paris, Plon, 1911. 2 vol. in-18, 334 et 373 pages.

Les deux volumes du lieutenant-colonel Picard font suite à l'ouvrage déjà paru sur la guerre en Alsace (voir *Rev. hist.*, t. XCVII, p. 128); ils sont consacrés aux événements qui se sont déroulés en Lorraine depuis la veille de Forbach jusqu'au soir de Saint-Privat.

Il n'avait paru jusqu'à présent sur la guerre de 1870 que deux sortes d'ouvrages : soit des récits à l'usage des gens du monde, sans aucune documentation sérieuse, sans appréciations justifiées sur les causes de nos défaites, soit des études techniques et extrêmement détaillées, comme celles de l'État-major de l'armée, mais d'une lecture difficile et utiles seulement pour ceux qui veulent approfondir tous les détails des opérations. Le lieutenant-colonel Picard a voulu faire un ouvrage dépourvu de caractère technique et allégé de tous les détails inutiles à ceux qui ne sont pas des professionnels, mais cependant établi d'une manière scientifique et présentant toutes les références nécessaires pour justifier tout ce qu'il avance. Il a pleinement réussi.

Ce qui caractérise l'œuvre du lieutenant-colonel Picard, c'est qu'il établit que presque toujours nos revers sont dus à l'insuffisance de notre service de renseignements et de notre service de sûreté, à l'oubli des principes les plus élémentaires de la guerre, à l'incapacité, en un mot, du haut commandement. Ainsi, à Spicheren, aucun des arguments donnés par le général Frossard lui-même, postérieurement aux événements, pour se justifier d'être resté à Forbach, n'est fondé; par contre, le général Frossard pouvait espérer à bon droit être soutenu par les divisions du 3<sup>e</sup> corps qui n'étaient qu'à une courte étape du champ de bataille. Du côté ennemi, si des fautes furent également commises, « à deux exceptions près, les généraux prussiens ont marché au canon de leur propre initiative et avec un remarquable esprit de solidarité ».

Dans sa retraite sur Metz, Bazaine impose aux troupes des fatigues considérables pour un résultat insuffisant; ici encore éclate l'incapacité du haut commandement. Les Allemands, de leur côté, commettent des erreurs : « L'emploi de la nombreuse cavalerie dont on dispose est si défectueux que l'on obtient relativement peu d'informations sur les mouvements et les emplacements de l'armée française. » Aussi quatre jours s'écoulaient depuis leur double victoire du 6 août avant qu'ils cherchent à profiter de la supériorité morale et matérielle qui s'attache au succès. Comme le dit avec une franche vérité le lieutenant-colonel Picard, « les dispositions de Moltke eussent contribué au succès d'une offensive de l'adversaire si le commandement français n'avait été manifestement au-dessous de sa tâche ». Mais l'initiative hardie et la solidarité remarquable des chefs subordonnés permettront aux Allemands de tirer un parti avantageux des événements sous Metz.



La bataille de Borny est produite par l'initiative d'un général de brigade qui va entraîner l'armée allemande à une bataille improvisée, contraire aux intentions et même aux prescriptions du commandement.

Quant à Bazaine, son incapacité éclate une fois de plus dans les instructions qu'il donne pour le 16 août. Rien ne s'y trouve de ce que doit indiquer un commandant en chef. Cependant, l'attaque prescrite par Moltke se réalisera ce même jour à cause des mesures déplorables prises par le commandement français, mais dans « de telles conditions que deux corps d'armée allemands eussent été certainement écrasés si l'armée française avait eu à sa tête un chef autre que Bazaine ». La page où le lieutenant-colonel Picard montre que le général Ladmirault laissa échapper, le 16 août, la victoire qui s'offrait à lui est poignante de réalité.

Dans la bataille du 18 août, le commandement allemand est également défaillant. Le grand mouvement enveloppant qui termina la journée et qui resta inconnu à Moltke fut le résultat de l'initiative hardie et intelligente des sous-ordres. Quant au rôle joué par Bazaine dans cette journée, il est impossible à qualifier. Le lieutenant-colonel Picard flétrit avec une juste indignation l'indifférence et l'insouciance du maréchal ; la conduite de ce dernier pendant la bataille de Saint-Privat ne souffre en effet aucune excuse.

Ce qui ressort en résumé avec force des excellents ouvrages du lieutenant-colonel Picard et ce qui n'avait pas encore été établi avec une documentation aussi précise et aussi sûre, c'est que nos défaites ne tiennent pas tant à notre infériorité numérique, ou à l'insuffisance de notre organisation, ou à la mauvaise qualité de notre artillerie, mais surtout à la faiblesse, à l'inertie, au manque d'initiative de notre commandement. Tous les principes de la guerre étaient oubliés ou restaient inconnus de nos généraux. Ce que le lieutenant-colonel Picard met non moins en lumière, ce sont les défaillances de la stratégie allemande, rachetées par les qualités d'initiative, de solidarité et d'entrain des généraux subordonnés. Mais il faut reconnaître que la préparation méthodique, laborieuse de la guerre, l'unité de principes et de vues dont sont animés les chefs à tous les degrés de la hiérarchie sont bien l'œuvre de Moltke.

Alfred DREYFUS.

---

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

### GÉNÉRALITÉS.

— Ernest SEILLIÈRE. *Introduction à la philosophie de l'impérialisme* (F. Alcan, 1911, in-12, 318 p.). — Nous voudrions, nous devrions consacrer une étude développée à l'ensemble des ouvrages de M. Seillière sur l'impérialisme (quatre volumes sur la *Philosophie de l'impérialisme* : I. Gobineau et l'organisme historique; II. Frédéric Nietzsche et l'utilitarisme impérialiste; III. L'Impérialisme démocratique; IV. Le Mal romantique, auxquels se joindront bientôt les *Mystiques du néo-romantisme*), car ils constituent certainement l'essai le plus important qui ait été tenté depuis longtemps pour construire une philosophie des grands courants de la pensée du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour M. Seillière, « la source principale des actions humaines est la tendance de l'être à l'expansion vers le dehors, désir de pouvoir (Hobbes), volonté de puissance (Nietzsche), impérialisme. Émancipé de la mystique et de la discipline chrétiennes comme du rationalisme classique des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, le XIX<sup>e</sup> siècle a été entraîné à un mysticisme et à un impérialisme irrationnels dont les principales manifestations ont été le romantisme et le socialisme. M. Seillière a jugé, non sans raison, qu'il était bon de montrer, en réunissant en un petit volume qu'il intitule : *Introduction à la philosophie de l'impérialisme*, une série d'études historiques, littéraires, philosophiques, sociales et morales parus dans les *Débats* et dans l'*Opinion*, tout ce que ce point de vue général avait de fécond et de vraiment organique, les applications variées qu'il comportait. Divisés sous quatre rubriques : impérialisme, mysticisme, romantisme et socialisme, ces articles, nés un peu au hasard des livres récents, prennent réunis un intérêt nouveau par la pensée fondamentale qui les pénètre. Qu'il étudie Innocent III, les Jésuites, la question de l'esclavage, Gobineau, l'impérialisme mystique en Angleterre et en Allemagne, ou Fénelon et M<sup>me</sup> Guyon, ou les antécédents du romantisme allemand et français au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, ou la politique de Vigny, ou les formes variées de la pensée socialiste, M. Seillière réunit toujours des preuves à l'appui de son système et éclaire par son système tous les aspects de la vie et de la pensée modernes. Très lettré, comme il l'a montré dans son livre si fin sur Barbey d'Aurevilly, sans être toujours un écrivain très pur; très artiste en même temps que philosophe et moraliste, M. Seillière est un des

esprits les plus distingués, les plus originaux de notre temps et qui ne nous paraît pas avoir été encore mis tout à fait à son rang. — G. M.

— Paul GAULTIER. *La pensée contemporaine. Les grands problèmes* (Hachette, 1911, in-12, 311 p.). — L'ouvrage de M. Gaultier, en tant que livre de doctrine philosophique, est étranger à notre domaine, mais il a cependant un côté historique, non pas tant par les chapitres considérables consacrés à la réforme sociale et aux nécessités politiques que par le tableau que M. Gaultier, en analysant les travaux philosophiques les plus importants parus dans ces dix dernières années, s'est trouvé tracer de l'évolution de la pensée contemporaine. Les caractères essentiels de cette évolution ont été marqués par M. Gaultier avec une grande finesse et en même temps une grande netteté. On y voit l'idée de la relativité de nos connaissances scientifiques et de la contingence des lois de la nature aboutir non à un subjectivisme universel et au scepticisme absolu, comme il serait naturel, mais à des raisons nouvelles de croire à la réalité du monde sensible, à la liberté humaine, aux lois morales, au beau et surtout à la valeur du sentiment et de l'action, devenus à quelques égards formatifs non seulement de la vie, mais de la pensée elle-même. Le chapitre *l'Avènement du pluralisme* expose une doctrine qui marque vraiment une date dans l'histoire de nos conceptions scientifiques et philosophiques.

G. M.

— V. CHERBULIEZ. *L'Idéal romanesque en France de 1610 à 1816* (Hachette, 1911, in-12, 300 p.). — Ce volume posthume de M. Cherbuliez est un cours professé par lui à Neuchâtel en 1860 avant qu'il eût encore rien publié. Il avait trente ans. Sa pensée et son style avaient déjà une pleine maturité. Il nous avertit lui-même que ces neuf études sur *l'Astrée*, *le Grand Cyrus* et *la Clélie*, *la Princesse de Clèves*, *Gil Blas*, *la Nouvelle Héloïse*, *Marianne*, *Paul et Virginie*, *Corinne*, *René*, *Adolphe* et *Obermann* sont des études d'histoire morale plus que des chapitres de critique littéraire. C'est l'état d'âme de la société qui a produit ces œuvres et dont ces œuvres sont l'expression que M. Cherbuliez a cherché à dégager de leur analyse. Les faux bergers de *l'Astrée* sont à ses yeux sortis naturellement de la Renaissance et des guerres civiles, comme l'âme généreuse des héros de la *Princesse de Clèves* est l'image de ce qu'il y avait de plus noble dans la société aristocratique à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, comme *Gil Blas* marque la ruine de cette société aristocratique au profit de parvenus et d'aventuriers bourgeois, comme Rousseau, Marivaux, B. de Saint-Pierre, M<sup>me</sup> de Staël expriment les nuances principales de la sensibilité du XVIII<sup>e</sup> siècle et Chateaubriand, Benjamin Constant, Senancour la sécheresse, la rêverie, l'ennui et l'impuissance égoïstes qui furent la réaction contre cette sensibilité. On a reproché à M. Cherbuliez d'avoir négligé des œuvres qui peignent la société française plus encore que la *Nouvelle Héloïse* ou *Corinne* (celles-ci ne

peignent guère que la sensibilité de leurs auteurs et ont créé un état d'âme plus qu'elles n'en sont sorties), des œuvres comme *Manon Lescaut* ou les *Liaisons dangereuses*, et donné à des romans comme l'*Astrée* ou le *Grand Cyrus* une valeur historique qu'ils n'ont pas. Mais M. Cherbuliez n'a pas fait un livre sur « la société française d'après les romans ». Il a cherché dans les romans non la peinture des mœurs, mais l'idéal que s'est forgé la société, les types romanesques en lesquels elle s'est complu. Il y a réussi. G. M.

— G. LANSON. *Manuel bibliographique de la littérature française moderne*. T. III : *XVIII<sup>e</sup> siècle* (Hachette). — M. Lanson poursuit, avec une célérité qu'on ne saurait trop admirer, l'achèvement de son *Manuel bibliographique*. C'est en le pratiquant que l'on peut se rendre compte de tout ce que ce manuel a d'instructif et de suggestif. Un chapitre comme celui des traductions ouvre de larges perspectives sur l'influence des littératures étrangères en France. Les chapitres sur le mouvement philosophique et les adversaires de la philosophie, qui encadrent ceux sur Montesquieu, Voltaire, Diderot, l'*Encyclopédie* et Jean-Jacques Rousseau, offrent, par le classement seul de titres d'ouvrages, une synthèse du mouvement des esprits au XVIII<sup>e</sup> siècle. Si l'on veut se faire rapidement une idée de l'intérêt et de l'utilité de ce livre, du soin avec lequel il a été préparé, qu'on lise les trois pages relatives à l'*Encyclopédie*. G. M.

— Maurice SABATIER. *Études et discours* (Paris, Hachette, 1911, 1 vol. petit in-8°, 358 p.). — M. Sabatier a été pendant de longues années une des lumières de l'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation et on n'oubliera de longtemps son éloquence faite de logique, de clarté et d'élégance; trente-cinq années durant, il a honoré son ordre par sa valeur; il serait regrettable que de si beaux monuments de notre éloquence judiciaire vinssent à disparaître; on en trouvera un seul dans ce recueil, mais il est fort important, c'est la plaidoirie prononcée pour le pape Léon XIII et le cardinal Rampolla à la Chambre des requêtes le 13 mars 1894 dans le débat soulevé par la succession de la marquise du Plessis-Bellière; on peut et doit exprimer le souhait que M. Sabatier publie d'autres plaidoyers, il aura le choix facile dans sa riche et abondante carrière. Les occupations de sa charge n'absorbaient point d'ailleurs l'avocat au point de le renfermer dans une tour inaccessible aux bruits publics; il a écrit de nombreux articles de revue, fait de fréquentes conférences, dont il a sélectionné celles « qui lui ont coûté plus de peine que les autres » et qu'il publie dans ce recueil. Ces morceaux divers traitent du code civil, des codes criminels, du centenaire de l'ordre des avocats, de la psychologie juridique, de Napoléon, du Concordat, de Berryer et le barreau sous le second Empire, de l'éducation juridique, enfin de M. Arthur Desjardins, l'éminent avocat général à la Cour de cassation. On y trouvera, en style écrit, la pureté de langue, la finesse

d'analyse, l'élégance aristocratique qui donnaient tant de séduction à la parole de M. Sabatier. On y trouvera, surtout, « la reconnaissance d'un homme qui a beaucoup aimé le droit et qui l'a beaucoup pratiqué, heureux de payer modestement sa dette envers les fondateurs de la justice contemporaine ».

Paul MATTER.

— D. LÉVI-ALVARÈS. *Éducation des Femmes. T. II : les Cours d'éducation maternelle, les plans d'études. 1<sup>re</sup> série : Enseignement historique* (Paris, Léopold Cerf, 1911, 1 vol. in-8°, XIII-182 p.). — Poursuivant l'œuvre de vulgarisation qu'un précédent volume avait amorcée<sup>1</sup>, M. Lévi-Alvarès s'attache aujourd'hui à faire revivre la méthode intellectuelle et morale innovée dès 1823 par son père, précurseur, comme on le sait, de l'enseignement secondaire des jeunes filles en France et l'un des initiateurs des doctrines éducatives contemporaines.

Mais il ne s'agit pas là seulement, ainsi qu'on serait volontiers tenté de le croire, d'un pieux hommage rendu par son fils à un pédagogue apprécié. Il s'agit aussi d'un exemple encore profitable à suivre. En réalité, au bout de tout près d'un siècle, les idées de celui que, dans une substantielle préface, M. Gabriel Monod appelle « un des fondateurs de l'enseignement historique en France », « méritent encore d'être méditées et peuvent, sur beaucoup de points, fournir d'utiles directions. »

On sera frappé notamment, si l'on parcourt les tableaux comparés des plans d'études officiels de nos lycées<sup>2</sup> et ceux de la méthode Lévi-Alvarès<sup>3</sup>, de l'abondance des points de contact. Mais cette surprise se dissipera vite lorsqu'on aura réfléchi, après avoir lu le livre dont nous parlons, que les principes dont M. Lévi s'inspirait étaient précisément ceux qui régissent aujourd'hui notre enseignement historique : par exemple celui, présentement traduit par nos cycles, que les périodes de la civilisation gagnent à être étudiées deux fois, une première au point de vue des faits, une seconde d'une façon plus approfondie et en dégagant naturellement des connaissances déjà inculquées la série d'idées générales qu'elles comportent.

Sans entrer dans le détail de procédés techniques très ingénieux, parfois un peu spéciaux, mais toujours, semble-t-il, véritablement actifs, indiquons encore, parmi les traits caractéristiques de cette doctrine, l'exercice régulier et méthodique de la mémoire, destiné non pas à emmagasiner un grand nombre de faits, mais à en bien classer une petite quantité judicieusement choisie et à les rapprocher utilement par des synchronismes réitérés ; — le principe de la décomposi-

1. D. Lévi-Alvarès, *Sa vie, sa méthode, son enseignement*. Paris, Léopold Cerf, 1910. — Nous avons analysé ce livre dans la *Révolution de 1848*, mai-juin 1911, p. 179-180.

2. P. 8, 10, 12, 14, 16 et 18.

3. P. 9, 11, 13, 15, 17 et 19.



tion des faits, si nécessaire et si peu usuel dans l'enseignement élémentaire; — l'idée féconde, enfin, qu'il importe moins d'apprendre beaucoup que de retenir quelque chose, et l'organisation de revisions permanentes afin que le maître, au lieu de reprendre sans cesse la même tâche à pied d'œuvre, en amorce toujours une nouvelle; tous excellents principes que M. Lévi contribua, pour sa part, à vulgariser et qui, appliqués à d'autres disciplines, encore que l'histoire soit « l'âme » de la sienne<sup>1</sup>, deviennent les bases de toute méthode éducative vraiment ordonnée et progressive. Ainsi ce livre mérite-t-il sans doute, bien qu'il réserve à l'histoire la première place dans la pédagogie, de retenir l'attention d'autres que les historiens.

Roger LÉVY.

— A. GAZIER. *Les derniers jours de Blaise Pascal* (Champion, 1911, petit in-8°, 70 p.). — M. Jovy, professeur au collège de Vitry-le-François, a publié en 1908 sous le titre : *Pascal inédit*, un farrago de documents sur Port-Royal et Pascal, parmi lesquels il en était de curieux, en particulier relativement au concours de la Roulette. En 1911, il a fait paraître sous le même titre un opuscule où, en s'appuyant sur un fragment des Mémoires de P. Beurrier, curé de Saint-Étienne-du-Mont, qui confessa Pascal avant sa mort et lui administra les derniers sacrements, il soutient comme une nouveauté que Pascal, dans les deux dernières années de sa vie, se serait séparé des jansénistes et soumis humblement au Saint-Siège. Il ajoute encore que Pascal serait mort des persécutions des jansénistes, qui auraient voulu l'empêcher de communier et de recevoir M. Beurrier parce qu'il n'était pas janséniste. M. Gazier, dans une brochure aussi vive que pertinente, montre que la prétendue découverte de M. Jovy est une vieillerie alléguée dès 1666 par Hardouin de Péréfixe et le P. Annat, que le témoignage de P. Beurrier, qui était un pauvre esprit, n'a nullement la valeur que M. Jovy lui attribue, que Pascal, quand il mourut, le 19 août 1662, n'était nullement brouillé avec Port-Royal et n'a jamais rétracté ce qu'il avait écrit sur les Jésuites et sur la Grâce, que, si quelqu'un s'est rétracté, c'est Beurrier lui-même, car il a reconnu qu'il s'était mépris sur les confidences de Pascal dans sa déclaration à Péréfixe. — Le P. Petitot, dans son livre sur la *Vie religieuse de Pascal* (chez Beauchesne), a conclu dans le même sens que M. Gazier.

G. M.

— A. BOPPE. *Les peintres du Bosphore au XVIII<sup>e</sup> siècle* (Hachette, 1911, in-12, 231 p.). — M. Boppe, qui s'est fait depuis longtemps connaître comme diplomate et comme historien, qui récemment encore publiait sur les *Vignettes emblématiques de la Révolution* un livre original et instructif, se présente aujourd'hui à nous comme critique d'art dans un charmant volume : *les Peintres du Bos-*

phore, où il étudie l'influence de l'Orient et des Turqueries sur l'art français et étranger au XVIII<sup>e</sup> siècle et jusqu'aux premières années du XIX<sup>e</sup>. C'est « historien de l'art » que je devrais dire plus encore que « critique d'art », car M. Boppe a recherché et reconstitué avec un scrupule d'érudit l'œuvre de vingt-sept peintres et dessinateurs qui nous ont conservé les vues et les costumes du Bosphore depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la première moitié du XIX<sup>e</sup>; il nous fait revivre avec les artistes au milieu de la société de Constantinople, aussi curieux des mœurs de l'Occident que les Occidentaux l'étaient des mœurs de la Turquie; il nous conduit auprès de la sultane Hadidgé avec son peintre Melling, qu'elle protégeait, il nous fait voyager avec Choiseul-Gouffier et les artistes de sa suite, sans négliger de nous parler des peintres qui en France se plaisaient à peindre les ambassades orientales; mais surtout, sans s'attarder aux artistes déjà bien connus comme Liotard et Priaulx, il s'attache à en faire connaître d'autres, moins célèbres, mais dont l'importance est considérable, en particulier Jean-Baptiste van Mour, de Valenciennes, qui se trouvait à Constantinople auprès de M. de Ferréol dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et qui y resta jusqu'à sa mort, en 1737, « peintre ordinaire du roi en Levant ». Il fut un initiateur et M. Boppe dresse le catalogue de son œuvre si précieuse pour l'histoire des mœurs et des costumes. Le chapitre sur le chevalier de Malte, Antoine de Favray, qui séjourna à Constantinople de 1762 à 1771, n'est pas moins neuf et le catalogue des œuvres turques de ce peintre de grand talent est dressé ici pour la première fois.

G. M.

— F. HÉMON. *Bersot et ses amis* (Hachette, 1911, in-12, xi-356 p.). — Ce livre est mieux encore que la biographie très complète, très vivante d'un professeur, d'un journaliste, d'un moraliste qui a, dans les dernières années de sa vie, joué un rôle considérable dans l'éducation du pays comme directeur de l'École normale. En réunissant autour de Bersot les hommes illustres avec qui il fut en relation personnelle et épistolaire, Renan, Schérer, Cousin, J. Simon, Rémusat, Thiers, Michelet, Paradol, Duruy, Sainte-Beuve, etc., en animant cette biographie par une foule de citations de lettres inédites recueillies avec le zèle le plus ingénieux, M. Hémon a apporté la contribution la plus importante à l'histoire de l'enseignement et à l'histoire du parti libéral de 1832 à 1880. On ne pourra pas parler désormais de la grandeur et de la décadence de l'éclectisme, du rôle de l'Université dans le parti libéral et républicain sous Louis-Philippe, la deuxième et la troisième République et le second Empire sans consulter le livre de M. Hémon; on y trouvera une mine de précieux renseignements réunis et commentés par un lettré délicat et un psychologue très averti.

G. M.

— Maurice BLOCH. *Trois éducateurs alsaciens* (Hachette, 1911, in-12, 240 p.). — M. Bloch a retracé, d'une plume émue et sincère,

la vie et l'œuvre de trois hommes dont l'activité a été féconde et bien-faisante : Joseph Willm, Jean Macé, Auguste Nefftzer. Le plus connu du grand public est Nefftzer, le vigoureux et probe écrivain politique qui, en créant le *Temps*, a voulu et dans une large mesure réussi à faire de la presse un instrument d'éducation publique. Jean Macé a acquis une réputation plus durable en créant la *Ligue de l'enseignement*, dont l'action grandit sans cesse; mais M. Bloch fait revivre surtout le créateur de l'école du Petit-Château de Béblenheim, qui a été un rénovateur de l'éducation des filles en France. Joseph Willm, le professeur strasbourgeois, est connu des philosophes par son *Histoire de la philosophie allemande depuis Kant*, parue en 1844; mais le grand public ne connaît guère son livre sur *L'Éducation du peuple*, dont M. Bloch fait ressortir toute l'importance et toute la nouveauté. Willm a été un précurseur de Quinet et des modernes réformateurs de l'enseignement primaire et il y a beaucoup encore à apprendre de lui comme théoricien de la pédagogie et comme auteur d'excellents ouvrages élémentaires.

G. M.

— Francis W. KELSEY. *Latin and Greek in American Education* (New-York, the Macmillan Company, 1911, in-8°, x-396 p.). — On y trouvera une enquête sur la valeur des humanités comme moyen d'éducation professionnelle autant que générale. Les différents auteurs concluent à leur haute utilité.

R. M.

— Alexandre BUCHON. *Voyage dans l'Eubée, les îles Ioniennes et les Cyclades en 1841*, publié pour la première fois, avec une notice biographique et bibliographique, par Jean LONGNON, préface de Maurice BARRÈS (Paris, Émile-Paul, 1911, in-8°, LXIII-293 p.). — Le journal de voyage rédigé par Buchon, lors du séjour qu'il fit en Grèce en 1841, méritait d'être tiré de l'oubli. M. Jean Longnon nous en donne d'importants extraits d'après les mss. fr. nouv. acq. 4692-4695 de la Bibliothèque nationale. Une très intéressante introduction retrace la vie et l'œuvre trop méconnue de Buchon et M. Maurice Barrès rappelle, dans une éloquente préface, le beau livre qu'il y aurait à écrire sur l'histoire du royaume que des chevaliers français fondèrent en Grèce au moyen âge.

R. M.

— Max LENZ. *Geschichte Bismarcks*, 3<sup>e</sup> éd. (Leipzig, Duncker et Humblot, 1911, in-8°, 497 p.; prix : 8 marks). — Lorsque a paru en 1902 la première édition de l'histoire de Bismarck par M. le professeur Lenz, nous avons signalé ici même les magistrales qualités de cet ouvrage : sincérité impartiale, puissance du raccourci, analyse vigoureuse, hauteur des vues. Il était juste qu'une telle œuvre eût en Allemagne un succès qui n'a point manqué, et M. Lenz publie maintenant une troisième édition, revue et augmentée. La majeure partie du volume reste intacte, l'auteur n'y a fait que des rectifications de détail, il aurait pu en ajouter quelques-unes sur certaines périodes qui ont fait l'objet d'études détaillées et récentes (début du ministère, Kul-

turkampf, etc...); un chapitre, au contraire, a été complètement remanié, celui relatif à la Confédération de l'Allemagne du Nord, qui, dans la première édition, comportait dix pages et dans l'édition actuelle en contient cinquante-quatre; c'est un morceau tout nouveau et qui donne à l'ouvrage un nouvel intérêt. Il était, en effet, indispensable de tailler ici à neuf, car de nombreuses publications, dont la première en importance sont les admirables *Denkwürdigkeiten* du prince de Hohenlohe, ont renouvelé l'histoire de cet espace de quatre années, si important pour les destinées de l'Allemagne; M. Lenz en a tiré un excellent parti pour montrer les conflits des partis et des gouvernements, la résistance toujours croissante du sud à l'assimilation allemande, la nécessité d'un nouveau choc pour amalgamer tous les éléments germaniques. Ainsi complété, le volume de M. Lenz prend une force nouvelle.

PAUL MATTER.

— Capitaine HENNEQUIN. *Zurich. Masséna en Suisse (juillet-octobre 1799)* (Berger-Levrault, 1912, in-8°, 545 p.). — La campagne de 1799, en Suisse, si fertile en enseignements sur la guerre de montagnes, a souvent été étudiée, mais principalement à l'étranger. D'autre part, la mise en œuvre complète des archives historiques de la Guerre en France, enrichies récemment d'importantes acquisitions, restait à faire. C'est cette lacune que le capitaine Hennequin s'est donné pour tâche de combler.

Au commencement de l'été 1799, la situation de nos armées était critique en face de la coalition étrangère. Joubert, en Italie, s'était fait battre à Novi par Souvorov; Brune, en Hollande, s'opposait difficilement aux débarquements anglais; Masséna, en Suisse, abandonnait Zurich et venait s'établir derrière la Limmat. Le Directoire pressait Masséna de sortir de son inaction, mais, celui-ci, conscient de la responsabilité qui pesait sur lui, voulait, avant de reprendre une offensive énergique, consolider sa position et couvrir son flanc droit en faisant réoccuper le Saint-Gothard. Au milieu d'août, la division Lecourbe, par une manœuvre habile, couronnait de nouveau les hauteurs du Saint-Gothard. Vers la fin de septembre, Masséna, profitant du départ de l'archiduc pour l'Allemagne, infligeait, par une offensive foudroyante, au corps russe de Korsakov une sanglante défaite sous Zurich et, se retournant ensuite contre Souvorov, qui descendait du Saint-Gothard, il lui interdisait toutes les voies d'accès sur Lucerne et l'obligeait à une retraite désastreuse sur les Grisons, où, dans une situation aussi désespérée, ce petit vieillard presque septuagénaire déploya une volonté indomptable.

Le capitaine Hennequin nous raconte avec une grande clarté d'exposition les détails de ces opérations qui délivrèrent la France de toute crainte d'invasion et firent que l'empereur de Russie, attribuant à l'Autriche le désastre de ses armées, sortit de la coalition. — A. D.

— Général Albert POLLIO. *Waterloo*. Traduit de l'italien par le

général GOIRAN (Paris, Henri Charles-Lavauzelle, 1911, in-8°, 603 p.). — Le drame qui s'est déroulé en Belgique du 15 au 20 juin 1815 est un des plus poignants de l'histoire, tant au point de vue militaire qu'au point de vue de ses conséquences politiques. Le général Pollio, estimant qu'il a presque toujours été raconté avec un parti pris évident, veut à son tour étudier cette campagne, « en témoin impartial ». Ses observations sur les fautes et les erreurs commises par les différents partis en présence sont pleines de bon sens; il cherche, avec la plus entière bonne foi, à rendre justice à chacun. Napoléon eut entre les mains, dans cette campagne, un instrument qui se montra formidable par son élan et son obstination dans l'attaque, mais fragile par son manque de cohésion et son indiscipline; aussi, dans la défaite, ce fut la fuite éperdue et la perte de tout lien organique. Le général Pollio reconnaît que l'empereur, à son retour de l'île d'Elbe, apporta son activité et son génie habituels dans la réorganisation des forces militaires et que, dans cette courte campagne, « il ne fut peut-être jamais aussi grand homme de guerre », mais qu'il fut desservi par la fortune et par ses généraux. L'ouvrage du général Pollio, très substantiel, sera lu avec profit par tous ceux qui s'intéressent aux études militaires. A. D.

— *La guerre nationale de 1812*. Publication du grand état-major russe traduite par le capitaine CAZALAS. T. VII : *Préparation à la guerre en 1811* (Paris, Henri Charles-Lavauzelle, 1911, in-8°, 389 p.). — Ce volume, composé uniquement de documents qui sont d'ailleurs d'un intérêt très inégal, souvent médiocre, contient les correspondances des divers fonctionnaires avec le ministre et entre eux, des lettres et des rapports adressés à l'empereur, des rescrits de Sa Majesté, enfin des renseignements sur les troupes françaises et sur la situation des affaires en France, en Allemagne, en Pologne et dans les gouvernements de l'Ouest. A. D.

— A. DE METZ-NOBLAT. *La bataille de Frœschwiller* (Paris, Berger-Levrault, 1911, in-8°, 114 p.). — La défaite de Frœschwiller a entraîné la perte de l'Alsace. L'auteur, qui a utilisé consciencieusement les travaux les plus récents sur ce sujet, retrace à grands traits les péripéties de la bataille et les fait suivre d'un commentaire très bref et qui ne nous apprend rien de nouveau. A. D.

— Lieutenant RAFFENEL. *L'armée anglaise* (Paris, Henri Charles-Lavauzelle, in-8°, 171 p.). — L'auteur fait un exposé très clair de ce qui a été tenté par les Anglais, depuis la leçon cruelle de la guerre sud-africaine, pour réorganiser leur armée. Il est évident, d'autre part, que l'Angleterre, en renonçant à son splendide isolement pour intervenir dans les affaires européennes, se devait d'avoir une armée solidement organisée. Mais l'effort, ainsi que le montre le lieutenant Raffenel, a été insuffisant; jamais l'Angleterre n'aura une armée à



« l'européenne » tant qu'elle conservera son recrutement suranné et qu'elle n'adoptera pas le service obligatoire. A. D.

— Comte WITTE. *La guerre avec le Japon. Déclarations nécessaires* (Paris, Berger-Levrault, 1911, in-8°, 75 p.). — Le général Kouropatkine, ancien ministre de la Guerre et commandant en chef des armées russes en Mandchourie, a publié un ouvrage dans lequel il a fait son examen de conscience et donné les raisons qui expliquent suivant lui les défaites éprouvées dans la guerre contre le Japon. Au cours de cette étude, il a adressé de vifs reproches au comte Witte, ancien ministre des Finances de Russie. Celui-ci lui répond aujourd'hui et prouve, en particulier, qu'il n'a jamais rogné ni refusé les crédits nécessaires à la préparation de la guerre. Dans un dernier chapitre, le comte Witte revient, à propos de l'entreprise malheureuse du Yalou, sur les accusations portées contre le général Kouropatkine d'avoir contresigné les projets du secrétaire d'État Bezobrazov et démontre, par les extraits qu'il donne des procès-verbaux des délibérations tenues à Port-Arthur, que les accusations étaient fondées.

A. D.

— *Guerre russo-japonaise. Historique* rédigé à l'état-major général de l'armée russe. T. III, 1<sup>er</sup> vol. : *Opérations dans la région de Liaoyang*. 2<sup>e</sup> vol. : *Bataille de Liaoyang* (Chapelot, 1911, in-8°, 586 p. et 458 p.). — Les opérations de la deuxième période de la guerre russo-japonaise, de juillet 1904 à la retraite de l'armée sur Moukden après la bataille de Liaoyang, en septembre 1904, se déroulèrent dans le sud de la Mandchourie, c'est-à-dire en territoire chinois aussi éloigné de la Russie que du Japon. Les provinces les plus rapprochées de l'empire russe n'étaient reliées à ce théâtre d'opérations que par le chemin de fer de l'Est chinois, d'un rendement médiocre; quant aux Japonais, ils en étaient séparés d'abord par une route maritime, ensuite par 120 à 150 kilomètres de chemins de terre dans un sol difficile. L'historique donne une description géographique détaillée de cette région, dont les voies de communication étaient somme toute en nombre suffisant pour les mouvements des armées.

L'armée russe, sous le commandement direct du général Kouropatkine, devait couvrir Liaoyang, point choisi pour la concentration générale, et la ville de Moukden, capitale de la Mandchourie. Elle comprenait 113,000 baïonnettes et 15,000 sabres. D'après l'historique, pendant toute la deuxième partie de la campagne, le commandement russe apprécie les forces japonaises à environ une fois et demie leur valeur réelle et « cette circonstance eut une influence considérable sur la suite des opérations ».

L'historique entre ensuite dans les détails les plus circonstanciés sur les plans élaborés tant par le lieutenant impérial Alexeïev que par le commandant en chef général Kouropatkine. En résumé, ce dernier, jugeant ses forces insuffisantes relativement à celles qu'il sup-

posait aux Japonais, prescrivait la retraite systématique vers le Nord, mais seulement sous la pression de forces ennemies très supérieures aux siennes; il abandonnait ainsi à son adversaire l'initiative entière des opérations. La narration des différents combats livrés montre bien en effet que jamais ceux-ci n'eurent de résultats décisifs et que cependant ils furent toujours suivis de la retraite des corps russes; on subit passivement la domination de l'adversaire. Ce qui en ressort également, c'est le manque de préparation des opérations russes, l'indécision du commandement, la dépression morale des troupes provenant de la marche en retraite constante après des combats meurtriers et sans décision.

Le général Kouropatkine se décidait ainsi à abandonner successivement toutes les positions qu'il avait organisées pour accepter une bataille décisive sous Liaoyang. Le premier volume se termine ici, le deuxième décrit la bataille de Liaoyang.

La ville de Liaoyang, grand centre commercial et administratif, est située au point de rencontre des voies les plus importantes du théâtre d'opérations. La bataille commencée le 30 août sur la rive gauche du Taitseuho fut transportée le 1<sup>er</sup> septembre sur la rive droite, où se décida le sort de Liaoyang. Dès le 28 août, le maréchal Oyama avait prescrit la marche en avant des armées japonaises et, le 30 août, il donnait l'ordre de prendre l'offensive générale contre les troupes russes sous Liaoyang. Dans cette journée du 30 août, les Russes opposèrent une résistance acharnée aux attaques japonaises et étaient prêts, le 31 à l'aube, à leur opposer de nouveau une énergique résistance. Mais un mouvement tournant des Japonais, qui avaient franchi le Taitseuho, obligea les Russes à reporter le combat sur la rive droite. Celui-ci se poursuivit encore les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 septembre; les Russes durent finalement se replier sur Moukden. On a attribué la perte de la bataille de Liaoyang au fléchissement de la division de réserve du général Orlov. Les éléments actifs n'entraient en effet que pour un huitième dans la composition des unités de réserve; l'emploi de ces dernières en première ligne donna lieu à de graves déboires.

La retraite sur Moukden, quoi qu'en ait dit le général Kouropatkine, se fit dans un grand désordre. Si la retraite, qui dura du 4 au 8 septembre, ne se transforma pas en déroute, c'est qu'il n'y eut aucune poursuite de la part des Japonais, principalement à cause de leur insuffisance en cavalerie.

Ce qui ressort de la lecture de ces pages émouvantes, c'est que, pendant toute cette partie de la campagne, les Russes ont constamment reculé, quoiqu'ils eussent une légère supériorité numérique sur l'adversaire, qu'ils ont toujours subi la domination des Japonais et ont répondu à une offensive hardie et manœuvrière par une défensive passive.

Ces deux volumes, dont nous venons de donner une analyse très succincte, constituent, comme les précédents, une source précieuse de

documents et d'informations pour l'histoire de la guerre russo-japonaise.

A. D.

— J.-G. PROD'HOMME et A. DANDELLOT. *Gounod (1818-1893). Sa vie et ses œuvres, d'après des documents inédits*; préface par Camille Saint-Saëns (Paris, Delagrave, [1911], 2 vol. in-12, XII-263 et 284 p., 40 pl.; prix : 3 fr. 50 le vol.). — Retracer la biographie de Gounod par le menu et d'une manière « purement objective », d'après tous les documents dont ils ont pu avoir connaissance, telle est la tâche à laquelle se sont voués MM. Prod'homme et Dandelot. Les deux volumes qu'ils publient se présentent à nous surtout comme un recueil de documents, dont les historiens de l'art français pourront tirer le plus grand profit. Ils y verront, entre autres, mieux que partout ailleurs, avec quels sentiments de surprise et parfois de révolte furent accueillis les premières grandes compositions d'un musicien qu'aujourd'hui nous classons volontiers parmi les poncifs, alors que Berlioz lui-même saluait jadis en lui un novateur destiné à transformer le goût musical de ses compatriotes. Car, si MM. Prod'homme et Dandelot se sont, de parti pris, abstenus d'expliquer ou de juger, ils ont reproduit tout au long les passages les plus caractéristiques des articles dont Gounod fut l'objet de la part des critiques influents, et ce n'est pas sans doute un des moindres intérêts de leur travail. — L. H.

— Michel BRENET. *Musique et musiciens de la vieille France* (Paris, F. Alcan, 1911, in-16, 251 p.; prix : 3 fr. 50). — Recueil de quatre études publiées de 1893 à 1908 dans des revues d'histoire musicale et dans les *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*. Ce sont quelques notes sur la condition des musiciens à la cour du duc de Bourgogne Philippe le Hardi d'après les inventaires et comptes publiés par B. et H. Prost; deux biographies : celle de Jean de Ockeghem, maître de la chapelle des rois Charles VII et Louis XI, avec un catalogue de ses œuvres, et celle de Jacques Mauduit, musicien de la Pléiade; enfin un très intéressant « Essai sur les origines de la musique descriptive », où sont passées en revue les plus célèbres tentatives faites par nos vieux compositeurs, surtout au XVI<sup>e</sup> siècle, pour évoquer dans leurs œuvres le gazouillis des oiseaux, les péripéties d'une chasse ou la meurtrière mêlée d'une bataille.

L. H.

— *Meyers Historischer Handatlas* (Leipzig u. Wien, Bibliographisches Institut, 1911, mit 62 Hauptkarten, vielen Nebenkarten, einem Geschichtssabris in tabellarischer Form und 10 Registerblättern). — Cet atlas, qui fait pendant au « *Meyers Geographischer Handatlas* », comprend soixante-deux cartes, dont vingt-deux se rapportent à l'antiquité. L'histoire allemande y est très largement représentée, ainsi que l'histoire militaire; de nombreux plans sont relatifs aux guerres de 1864, 1866, 1870-1871, à la guerre sud-africaine et à la guerre russo-japonaise. On ne s'étonnera pas que dans cet atlas de 1911 la carte d'Afrique ne soit déjà plus au courant. Les tableaux historiques et chronologiques seront très appréciés des historiens.

R. M.

## HISTOIRE DE FRANCE.

— Ambroise LEDRU. *Répertoire des monuments et objets anciens préhistoriques, gallo-romains, mérovingiens et carolingiens existant ou trouvés dans les départements de la Sarthe et de la Mayenne* (Archives historiques du Maine, t. XI. Le Mans, siège de la Société des Archives historiques, 15, rue de Tascher, 1911, in-8°, LXXIX-431 p.). — Ce répertoire consciencieux ne prétend pas à la perfection; on saura gré à l'auteur de sa prudence, trop rare chez les amateurs de préhistoire. Les abondants renseignements qu'il nous donne seront d'un grand profit pour les érudits et les archéologues de la région, bien que M. Ledru semble un peu trop enclin à en vieillir les monuments. Les dolmens et les menhirs, assez nombreux dans le pays, sont décrits avec soin. La bibliographie de l'ouvrage est abondante et l'illustration très suffisante. La table alphabétique des noms, dressée par M. Eugène Vallée, aurait gagné à être plus détaillée et plus complète. R. M.

— Achille LUCHAIRE. *Les Communes françaises à l'époque des Capétiens directs*. Nouvelle édition revue et augmentée d'une introduction par Louis HALPHEN (Paris, Hachette, 1911, in-8°, xvi-299 p.). — La *Revue historique* a rendu compte lors de son apparition en 1890 de l'importante synthèse de M. Luchaire sur l'histoire des Communes françaises; la nouvelle édition que nous donne aujourd'hui M. Louis Halphen ne modifie que sur des points de détail l'ouvrage du maître. Il était bon, cependant, de marquer dans un avertissement le progrès rapide qui a été réalisé depuis vingt ans dans ce champ des études historiques, et c'est ce qu'a fait dans une claire et substantielle introduction le nouvel éditeur. Après avoir énuméré les ouvrages dus aux élèves de Giry, il a indiqué comment l'un d'entre eux, M. Pirenne, en faisant ressortir toute l'importance des facteurs économiques dans la formation des villes aussi bien que dans l'établissement et l'évolution du régime communal, avait imprimé à l'histoire des institutions municipales une nouvelle direction. Ces nouvelles préoccupations ont exercé une profonde influence en Belgique et en France où M. Pirenne, à son tour, a formé des élèves. Il est acquis aujourd'hui qu'on ne saurait parler des communes sans avoir recherché les raisons sociales profondes qui président à leur naissance comme à leur transformation. La chose est si vraie que le problème des origines du mouvement communal déclaré jadis insoluble par M. Luchaire paraît de nos jours assez simple. Nul doute qu'il ne soit en rapport direct avec le mouvement de renaissance économique des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles. Ce sont encore des raisons économiques qui expliquent souvent, pour une part, les rapports de filiation des chartes communales. — R. M.

— Victor SANSON. *Le livre des fontaines* (Rouen, Wolf, 1911, texte in-fol., recueil de 84 plans in-fol., une vue in-plano). — C'est la

publication, pour la première fois minutieusement complète et fidèle, du plan de Rouen vers 1525 conservé aux archives municipales. L'échevin Jacques Le Lieur l'avait dressé (ou fait dresser) pour expliquer l'état des canalisations de la ville à cette date. D'où le nom de *Livre des fontaines*. Les relevés, tracés sur trois feuillets de parchemin, indiquent les édifices publics et les plus remarquables logis sis en bordure des rues où passaient les canaux et conduits adducteurs. Nous avons ici, outre le texte explicatif luxueusement imprimé, la reproduction stricte, en quatre-vingt-quatre excellentes phototypies coloriées à la main, des dessins originaux qu'accompagne une curieuse vue panoramique. Le plan de Le Lieur, utilisé en détail depuis un siècle par tant d'archéologues normands, est une source d'importance unique pour l'histoire de Rouen. On peut espérer de son édition intégrale un renouvellement des études portant sur le développement topographique et monumental de cette ville au *xvi<sup>e</sup>* siècle, dont personne n'a encore tenté, d'une façon critique, l'examen d'ensemble. Le livre de M. V. Sanson restera comme une des plus utiles et, assurément, comme la plus belle des publications qu'a suscitées le *Millénaire normand*.

R. N. SAUVAGE.

— L'abbé H. BOUVIER. *Histoire de l'Église et de l'ancien archidiocèse de Sens*; tomes II et III (Paris, Picard, et Sens, Poulain-Rochet, 1911, 2 vol. in-8°, IV-470, 408-XXIV p. et 2 pl.). — Ces deux volumes, qui embrassent les années 1122-1788, sont conçus dans le même esprit que le tome I<sup>er</sup>, paru en 1906 : ce sont, à raison d'un « chapitre » par siècle, les annales du diocèse de Sens compilées d'après les travaux des savants locaux, quelques ouvrages ou collections d'histoire ecclésiastique plus ou moins défraîchis, avec de-ci de-là, pour les temps modernes surtout, des emprunts aux documents inédits. L'auteur est plein de conscience et de bonne volonté ; il a fait un effort visible pour présenter les faits aussi clairement et complètement que possible ; mais il ne faut lui demander ni beaucoup d'esprit critique ni beaucoup de précision en ce qui touche à l'histoire générale.

L. H.

— Auguste VIDAL. *Douze comptes consulaires d'Albi du XIV<sup>e</sup> s.*; t. II (Paris, Picard, 1911, in-8°, XXXIX-295 p.). — Ce volume forme le neuvième fascicule des *Archives historiques de l'Albigeois* et la seconde partie de la publication entreprise en 1906 par l'abbé Vidal. Le premier volume comprenait des comptes de 1360-1361 et de 1368 à 1381 ; le second nous mène de 1381 à 1394. Les textes, toujours bien édités, forment un chapitre précis et vivant de la guerre de Cent ans ; ils nous permettent de suivre pas à pas l'invasion anglaise, et l'auteur a bien su montrer dans son introduction leur intérêt pour l'histoire sociale d'Albi au *xiv<sup>e</sup>* siècle. Un glossaire, qui manquait au volume précédent, explique un certain nombre de termes qu'on chercherait vainement dans les dictionnaires provençaux. Souhaitons que toutes les villes méridionales qui ont conservé pour la même époque



des comptes analogues suivent l'exemple de M. Vidal et apportent à cette œuvre souvent ingrate autant d'érudition, de patience et de soin.

R. M.

— Jean DE JAURGAIN. *Troisvilles, d'Artagnan et les trois mousquetaires. Études biographiques et héraldiques* (Paris, H. Champion, 1910, in-8°, viii-273 p. Index). — Parues sous une première forme dans la *Revue de Béarn* en 1883-84, ces études ont l'avantage de montrer que les mousquetaires, les authentiques mousquetaires d'Alexandre Dumas, sortaient authentiquement de la roture. Le père de Troisvilles est un marchand d'Oloron et descendait d'une famille de maçons. D'Artagnan, Charles de Batz de Castelmor, vient d'un bourgeois et marchand de Lupiac. Porthos, ou plutôt Isaac de Portau, est le petit-fils d'un officier... de cuisine.

H. HR.

— Pierre BLANCHON. *Jean Guiton et le siège de La Rochelle* (La Rochelle, impr. du Palais, 1911, petit in-4°, 65 p.). — Les Rochelais, catholiques comme protestants, se sont unis pour élever un monument à la mémoire de Jean Guiton, cet héroïque marchand de La Rochelle qui, après avoir déjà, en 1621, 1622, 1623, n'étant encore qu'échevin, accompli des exploits dans la guerre maritime soutenue par les Rochelais contre les flottes royales, fut comme marin l'âme de la résistance dans ce siège mémorable de quatorze mois et demi, où périrent 23,000 des 28,000 habitants de la ville avant qu'ils consentissent à se rendre à Louis XIII et à Richelieu. M. P. Blanchon a consacré à ce siège et à Guiton une plaquette où il a exposé d'une manière très captivante et très impartiale cette singulière révolte où La Rochelle croyait ne défendre que ses droits et son indépendance et conserver entière sa fidélité à la France et au roi, sentiments de loyalisme auxquels Richelieu lui-même rendit hommage. M. Blanchon fait bien comprendre comment s'était préparé au xvi<sup>e</sup> siècle le rôle exceptionnel de La Rochelle et comment elle fut presque malgré elle poussée à la rébellion, par l'esprit de sédition de la noblesse protestante et par la violation de ses privilèges par la royauté. — G. M.

— *Paris sous Louis XV. Rapports des inspecteurs de police au roi*, publiés et annotés par Camille PITON, 3<sup>e</sup> série (Paris, Mercure de France, 1910, in-18, 353 p. Index et tables des noms de lieux des trois volumes). — C'est toujours la même suite d'histoires pornographiques aussi vraies que peuvent l'être, sous tous les régimes, des rapports de police. « La vérité avant tout ! », dit M. Piton. D'accord, mais où est la critique des témoignages ? — Le volume va de 1765 à 1771 (p. 365, la date de 1774 doit être une faute d'impression). Quelques notes piquantes sur les du Barry.

H. HR.

— B<sup>on</sup> Marc DE VISSAC. *La Marquise de Ganges. Une famille dramatique* (Avignon, F. Seguin, 1911, in-8°, 53 p.). — L'auteur a connu les nombreux opuscules de ses devanciers, mais ne nous apprend

rien de nouveau sur cette tragique et ténébreuse affaire. Il semble ignorer que le château de Ganges est aujourd'hui démoli. R. M.

— *Congrès des Sociétés savantes de Provence (Arles, mai-juin 1909). Comptes-rendus et Mémoires* (Bergerac, Castanet, et Paris, H. Champion, 1910, in-8°, xxxi-579 p.). — Recueil d'études préhistoriques, historiques, économiques, littéraires sur la Provence. Signalons : *les Privilèges de Marseille sous l'ancien régime* (J. Gourbin), *le Siège de Barcelone en 1714* (J. Audouard), *l'Instruction publique à Carcès de 1537 à 1909* (L.-C. Dauphin).

— Adalbert WAHL. *Robespierre, ein Vortrag* (Tübingen, Mohr (Siebeck), 1910, in-8°, 71 p.). — Leçon d'ouverture du cours d'histoire moderne, faite par M. A. Wahl à l'Université de Tubingue, en juin 1910, avec quelques développements additionnels. C'est un essai tenté pour caractériser la personnalité de Robespierre et son rôle dans la Révolution. Tout en déclarant que l'avocat d'Arras ne lui est pas sympathique, M. Wahl voit en lui une des individualités les plus marquantes de cette époque, l'homme à l'initiative duquel aurait été due la création du véritable État français moderne, de cet État fort, dompteur des unités récalcitrantes ou capricieuses, dont il a été « le principal architecte ». Comment expliquer un pareil succès, si l'on s'en tient au « cuistre devenu bourreau » de Taine, ou si l'on admet un personnage « aux principes toujours identiquement les mêmes », comme le veut M. Hamel? Pour M. Wahl, Robespierre fut un être infiniment moins simpliste. Sans attaquer précisément sa sincérité objective, il voit en lui un politicien aussi tenace qu'habile, se hissant au pinacle par des surenchères délibérées, changeant au besoin son fusil d'épaule, pour employer l'expression d'un politicien contemporain. Il le dépeint comme un maître de la politique réaliste et le compare longuement à Bonaparte (p. 45-48). Pourtant M. Wahl concède à la fin de son étude que, sur bien des points, la psychologie et l'action du vaincu du 9 thermidor restent « un problème non résolu ». Dans l'ensemble, je crains bien que le professeur de Tubingue n'exagère les capacités gouvernementales de Robespierre, qui fut incontestablement un habile démagogue, mais chez lequel je ne retrouve guère les qualités d'homme d'État vantées par M. Wahl; s'il fut le champion de la puissance centralisatrice à outrance d'un pouvoir absolu, ce fut, à mon avis, moins par doctrine que pour asseoir plus solidement sa propre « tyrannie ». R.

— Pierre GUÉRIN. *Histoire d'une commune rurale de 1780 à 1800* (Nîmes, Chastanier, 1911, in-8°, 206 p.). — Il s'agit de Milhaud, petite localité du Gard, qui comptait environ 1,400 âmes en 1905. M. Guérin avait entrepris autrefois des recherches dans les registres municipaux d'avant la Révolution et ceux de la période révolutionnaire elle-même, afin d'échapper par un redoublement de travail à l'étreinte cruelle d'un double deuil intime. Publiées sous l'égide de

deux chères mémoires, elles nous font connaître dans un minutieux détail les répercussions politiques, économiques et sociales de la grande crise sur un coin de terre du Languedoc, situé loin des grandes cités. M. Guérin nous montre successivement Milhaud écrasé par les charges de l'ancien régime, puis réorganisant son administration municipale et ses finances, sa force armée, etc. Notons, en passant, que l'auteur n'a pas réussi « à y trouver trace des volontaires de 1792 et de 1793 et à constater le moindre mouvement patriotique » (p. 87). Le troisième chapitre de l'ouvrage, qui raconte l'histoire de la période directoriale, nous fait voir l'état lamentable de la petite commune au sortir de la Révolution; pour l'auteur, le Directoire a été « le syndic judiciaire de la Convention, dont il met à jour et à point la liquidation définitive ».

R.

— Eugen ZIEGLER. *Das Drama der Revolution* (Berlin, Wiegandt u. Grieben (Sarasin), 1910, in-8°, 97 p.). — Le titre de la monographie de M. Ziegler promet plus qu'elle ne nous donne en réalité. Ce n'est nullement une *Histoire du théâtre pendant la Révolution* qu'il nous présente, mais une série de causeries (des feuillets sans doute) sur quelques-unes des pièces les plus connues de l'époque : le *Charles IX* de Marie-Joseph Chénier; les *Victimes cloîtrées* de Monvel; l'*Ami des lois* de J.-L. Laya; la *Journée du Vatican ou le souper du pape*, de Giraud; le *Jugement dernier des rois*, de Silvain Maréchal; les *Aristides modernes*, de Ducancel. Le critique admire tout particulièrement cette dernière pièce qui lui procura *ein stets neu bewährtes Gaudium*. M. Ziegler termine par l'opéra-comique de Maillot, *Madame Angot ou la poissarde parvenue*, prenant ainsi gaiement congé de la Révolution, puisque aussi bien « en France tout finit par une chanson » (p. 97). L'étude de M. Ziegler peut orienter sommairement un lecteur allemand sur la littérature dramatique française de l'époque; elle ne suffit pas, du moment qu'on étudie (comme le veut l'auteur) cette littérature, non pas au point de vue esthétique, mais comme un document historique, comme un témoignage des idées, des passions, des mœurs révolutionnaires. — R.

— Abbé BARRUEL. *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, abrégé par E. PERRENET (Paris, « la Renaissance française », 1911, in-12, x-408 p.). — Spéculant sur la bêtise sans fond d'un certain public, on a eu l'idée lumineuse de remettre au jour les insanités que l'abbé Barruel avait accumulées durant son exil d'Angleterre sur les causes de la Révolution. On sait que ce pamphlétaire, à l'intelligence détraquée par la Terreur, fait sortir la grande crise tout entière de la conspiration scélérate des loges maçonniques et de l'action des *Illuminés* allemands de Weishaupt, ce « monstre de perversité ». Seulement, on a compris que les plus naïfs n'auraient plus la patience d'avaler les cinq tomes de ses rêveries indigestes; il s'est trouvé un épitomateur courageux pour « en condenser la substance

dans les dimensions d'un petit volume », débarrassant le récit « de tout ce qu'on pouvait émonder sans altérer la pensée » de l'auteur. Malheureusement, il a supprimé en même temps « les preuves sur lesquelles il s'appuie » et qui « n'auraient pu le plus souvent être rapportées sans allonger considérablement l'ouvrage » (p. vi). Barruel avait la cervelle à l'envers par suite des crises révolutionnaires, et ses rapsodies peuvent s'expliquer au besoin. Mais qu'on vienne reproduire aujourd'hui ses inepties comme parole d'évangile, c'est une révélation de mentalité qui relève de la psychiatrie plutôt que de la critique historique.

R.

— F. UZUREAU, directeur de l'*Anjou historique. Andegaviana*, 11<sup>e</sup> série (Paris, A. Picard; Angers, Siraudeau, 1 vol., 1911, in-8°). — Ce nouveau volume des *Andegaviana* suit de près ses prédécesseurs, de trop près peut-être; je veux dire qu'il renferme trop peu de ces contributions originales, pièces d'archives, manuscrits de bibliothèques, relatant des détails inconnus ou mal connus sur le XVIII<sup>e</sup> siècle et la Révolution, que nous aimions à signaler dans les recueils antérieurs. Pour le constituer plus rapidement, M. l'abbé Uzureau a mis à contribution toutes les feuilles légitimistes de l'ouest et a réuni à ses propres extraits nombre d'articles rédigés, il y a cinquante ou soixante ans, par le comte de Boisard, le comte de Quatrebarbe, le vicomte Walsh, etc., et qui représentent une mentalité désuète à coup sûr, même dans ces régions si fidèles à un passé qui ne reviendra plus. On trouvera surtout dans ce onzième volume des notices biographiques sur des contemporains, hommes politiques, comme Alfred de Falloux (stigmatisé d'ailleurs comme libéral et presque comme hérétique), et comme Émile Legris, ou militaires (les généraux d'Armaillé et de La Potterie), des sénateurs obscurs, des administrateurs locaux, des négociants, des curés, des chefs vendéens, etc. Puis encore de nombreuses pages d'histoire ecclésiastique (consécrations d'églises, sacres d'évêques, expulsions d'ordres monastiques, création de l'Université catholique), où le calme de l'historien ne se retrouve pas toujours sous la plume du polémiste. Notons enfin les voyages de certains présidents de république (1849 et 1877), en quête de suffrages populaires et méditant plus ou moins des coups d'État.

R.

— F. UZUREAU. *M<sup>me</sup> Turpault de Cholet, fusillée au Champ-des-Martyrs d'Angers, le 16 avril 1794* (2<sup>e</sup> éd. Cholet, Gauthier, 1911, in-8°, 104 p.). — Perrine-Renée Potier, née en 1750, mariée en 1775 à René Turpault, marchand de toiles à Cholet, eut douze enfants, dont le dernier naquit en pleine guerre civile; elle aurait vécu sans doute heureuse et serait depuis longtemps oubliée sans la terrible crise qui bouleversa les contrées de l'ouest. Son mari fut membre du Comité royal et catholique de Cholet; il put échapper lui-même aux représailles des vainqueurs, mais sa malheureuse épouse, arrêtée, traînée dans les prisons d'Angers, après avoir en vain essayé d'échap-

per à la mort, en se déclarant peut-être enceinte, périt dans une de ces épouvantables fusillades de femmes (163 victimes le 1<sup>er</sup> février, 99 le 16 avril) qui ensanglantèrent le Champs-des-Martyrs, où fut établi depuis un pèlerinage officieux. Elle mourut avec courage et résignation comme tant d'autres; pourquoi vouloir en faire une « Bienheureuse »? On connaît assez les opinions du zélé directeur de l'*Anjou historique*; nous nous contenterons de noter, en passant, sa déclaration que les Vendéens n'ont combattu pour la monarchie que parce qu'elle « était le bras qui mettait sa force au service de l'Église; c'était le sergent de Dieu » (p. 16). — P. 60, lire *peinture* pour *pénitence*. — R.

— F. UZUREAU. *Le premier généralissime de la grande armée catholique et royale de la Vendée* (Paris, A. Savaète, s. d., in-8°, 32 p.). — Cette brochure sur Jacques Cathelineau (1759-1793) renferme d'abord l'oraison funèbre prononcée, en août 1793, par l'abbé Cantiteau, curé de son lieu natal, au Pin-en-Mauges; elle avait déjà été publiée en 1893 dans la *Revue des Facultés catholiques de l'ouest*. On y trouvera ensuite une longue notice rédigée par le même ecclésiastique sur Cathelineau en 1807, à la demande de Lebouvier-Desmortiers, auteur d'une *Vie du général Charette*, parue en 1809. M. Uzureau a pensé avec raison que ce témoignage d'un contemporain, très simplement écrit, présentait un véritable intérêt historique. L'abbé Cantiteau avait également adressé des copies de son manuscrit à M<sup>me</sup> de La Roche-Jacquelin et à un M. Lafond-Gonzi, auteur d'une *Vie de Jacques Cathelineau*; tous trois y ont largement puisé, sans même nommer le curé du Pin-en-Mauges; M. Uzureau accomplit un acte de justice en restituant à ce dernier son bien légitime. R.

— Albert MATHIEZ. *Les conséquences religieuses de la journée du 10 août 1792 : la déportation des prêtres et la sécularisation de l'état civil* (Paris, Leroux, 1911, in-8°, 52 p.). — M. Mathiez étudie dans ce mémoire très suggestif quelques-unes des conséquences de la révolution du 10 août sur le terrain religieux. La déportation de tous les prêtres insermentés, en vertu des décrets du 14 et du 26 août, avait pour but « d'anéantir l'Église romaine en France »; les ecclésiastiques restants, peu nombreux, surveillés de près, seraient tenus à une telle prudence qu'ils ne constitueraient plus, pour la Révolution, qu'un « péril négligeable » (p. 9). Cette affirmation peut sembler d'un optimisme un peu risqué, en présence des faits. Quant à la loi du 20 septembre, elle « avait pour objet apparent d'émanciper la société civile de la tutelle religieuse; mais ses auteurs se proposaient davantage et tout autre chose. Elle fut une tentative pour réformer l'Église constitutionnelle dans un sens philosophique et pour l'assujettir plus étroitement encore à l'État ». Il n'y a que des historiens « superficiels et prévenus » qui puissent croire qu'elle fut « inspirée par une pensée de neutralité laïque » ou qu'elle fut « un hommage



rendu à la tolérance et à la liberté ». S'il est vrai que la Législative « a mis une lenteur calculée à élaborer la loi », parce qu'elle « hésitait à affaiblir le clergé constitutionnel » (p. 17), il est non moins vrai que ce clergé, dans son ensemble, ne voulait pas être dessaisi. Dans certains départements, tout au moins, ce sont les autorités constitutionnelles *modérées* qui réclament avec persistance cette loi, parce qu'ils en ont assez des querelles continuelles à ce sujet entre assermentés et réfractaires, qui leur sont également désagréables pour des motifs différents. Plus tard, le clergé constitutionnel se *déprêtrisant* presque en bloc, il lui est assez indifférent qu'on demande son concours actif à des lois « qui sont contre les dogmes et la discipline catholique ».

— En appendice, M. Mathiez a donné la correspondance de l'évêque de Viviers avec Roland sur la déportation des prêtres (septembre-novembre 1792) et le jugement curieux du tribunal de Bourgueil condamnant un curé à marier un prêtre, malgré la défense de son évêque (septembre 1792).

R.

— Roger LÉVY. *La rivalité du Havre et de Montivilliers sous la Révolution* (Paris, E. Leroux, 1911, in-8°, 17 p.). — Étude extraite des *Annales révolutionnaires*. On a quelque peine à se figurer aujourd'hui que Montivilliers, avec ses 5,500 habitants, ait pu entrer en lice, il y a cinq quarts de siècle, avec le Havre qui en compte aujourd'hui, avec ses communes contiguës, environ 160,000. Même en 1789, la différence était déjà de 21,000 âmes contre 4,000, et si le Havre a été tenu alors en échec par Montivilliers, ce n'est pas à l'importance propre de ce petit bourg, mais à la jalousie de Rouen qu'il l'a dû. On ne voulait absolument pas dans la capitale de la Normandie que le Havre fût chef-lieu de district, et c'est grâce à la coalition des bourgeois de Rouen avec les « ruraux » de Montivilliers que cette dernière localité l'emporta d'abord. M. Lévy nous retrace le très vivant tableau de ces luttes où la majorité des électeurs se laissa guider par des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt public. Après le 18 brumaire, le Havre devint chef-lieu d'arrondissement; mais, dès l'an III, lors de la suppression des districts, les « pauvres Montvillons » avaient été dégradés de leur prééminence passagère. M. Lévy signale surtout le rôle joué dans ce conflit par Thouret, le futur président de la Constituante.

R.

— A. BOTREL. *Le canton de Lamballe pendant l'insurrection de 1799* (Paris, H. Champion, 1911, in-8°, 23 p.). — Cette monographie est un tirage à part des *Annales de Bretagne* et nous décrit la situation peu enviable de la petite ville de Lamballe, dans les Côtes-du-Nord, lors du réveil de la chouannerie. Les autorités essayèrent de se défendre en organisant une colonne mobile de gardes nationaux qui ne fut pas toujours heureuse dans ses expéditions contre les bandes royalistes; la plus importante de ces affaires fut celle du château de Lorges. Les chouans pénétrèrent parfois jusque

dans la ville même et poignardent les sentinelles. M. Botrel a consulté avec fruit, pour son travail, les registres de la municipalité pour l'année 1799; nous y signalons surtout une longue note sur l'état économique de Lamballe durant cette période. R.

— G. CHANDELIER. *La Révolution à Saint-Phal (1787-1795)* (Arcis-sur-Aube, Société anonyme des imprimeries réunies, 1910, in-8°, 77 p.). — Tirage à part de *la Révolution dans l'Aube*, bulletin d'histoire moderne, le travail de M. Chandelier est consacré à l'histoire d'une petite localité de l'Aube qui comptait environ 190 feux en 1787. Il est rédigé d'après les registres des délibérations de l'Assemblée municipale de Saint-Phal. On y trouve d'abord le cahier des doléances locales, rédigé sans doute par un agent du seigneur de l'endroit, qui était alors le marquis de Créquy. Puis, en trois chapitres substantiels, l'auteur nous décrit l'état de la communauté en 1789, la révolution qui se produit dans la vie municipale jusqu'à la fin de la Convention et surtout les changements opérés dans l'état de la propriété. On y trouvera nombre de données intéressantes sur les charges et les impôts des villageois, les mutations du cadastre, les réquisitions et les levées, comme aussi sur la situation religieuse. Le curé, très populaire, fut un des premiers élus de la commune. R.

— Aug.-Fried. RAIF. *Die Urteile der Deutschen über die französischen Nationalität im Zeitalter der Revolution und der deutschen Erhebung* (Berlin et Leipzig, W. Rothschild, 1911, in-8°, 150 p.). — Les Allemands ont été, de tout temps, plus disposés que nous à visiter les pays étrangers, à étudier le caractère de leurs habitants, à imiter aussi leurs mœurs et leurs usages. M. Raif nous présente ici un tableau systématique des jugements émis sur la France et les Français, de 1789 à 1815, par les voyageurs, les politiciens, les moralistes, les littérateurs d'outre-Rhin. Son travail comprend deux phases historiques très différentes; car, durant ce quart de siècle, les Allemands, — ceux qui pensaient, les seuls dont on puisse tenir compte, — ont partagé d'abord avec les Français les aspirations humanitaires des philosophes et se sont pris d'un enthousiasme naïf et passager pour les principes de liberté et de fraternité proclamés à Paris. Puis sont venues les guerres de la République et de l'Empire, la tyrannie napoléonienne, et l'Allemagne, morcelée, remaniée sans cesse et brutalisée par le vainqueur, s'est concentrée dans une révolte muette qui éclata en 1813 et ne lui a point permis, — alors du moins, — de ressentir quelque reconnaissance pour les opérations cruelles, mais nécessaires à sa grandeur future, que lui faisait subir le César moderne. M. Raif a sérié, dans une demi-douzaine de chapitres, les témoins contemporains : Allemands humanitaires et cosmopolites (Forster, Kerner, Elsner, Reichhardt, etc.); représentants de l'idéalisme classique (Guillaume de Humboldt); tenants du romantisme (Novalis et les frères Schlegel); philosophes universitaires (Fichte, l'auteur des

*Discours à la nation allemande*). Dans le cinquième chapitre, l'auteur entasse, comme types des *weitere Kreise des gebildeten Deutschlands*, des individualités assez disparates, comme Julius von Voss et Gœrres, le libraire Perthes et le professeur Heeren, Henri de Kleist, etc. Dans le sixième, enfin, figurent les militaires, les hommes politiques, les polémistes de la guerre d'indépendance, Clausewitz, Stein, Gneisenau, Arndt, etc.

La compilation de M. Raif ne témoigne pas d'un esprit critique assez développé; dans son anthologie, à côté de maint trait caractéristique finement observé, de constatations quasi scientifiques, on rencontre les boutades ironiques, voire même les injures grossières adressées aux oppresseurs triomphants ou vaincus, et les observations de touristes superficiels s'y mêlent aux plus graves spéculations philosophiques. M. Raif avoue lui-même que « rarement ces jugements peuvent prétendre isolément à une valeur absolue (*reinen Wahrheitswert*) » (p. 149), mais ils documentent pourtant les aspirations et les sentiments intimes d'une époque. Assurément les Français contemporains, en se regardant dans le miroir que leur présente l'auteur, n'auront guère lieu d'être satisfaits de l'opinion qu'on professait en Allemagne sur leurs grands-parents et leurs aïeux; ils feront bien pourtant d'en prendre connaissance, d'autant plus qu'en parcourant la littérature et les journaux d'outre-Rhin à l'heure présente, on constatera sans peine que jugements, préjugés, antipathies ne se sont guère modifiés depuis cent ans.

R.

## HISTOIRE DE LA GRANDE-BRETAGNE.

— Lewis GAFFIÉ. *La crise constitutionnelle anglaise* (Paris, Henri Falque, 1912, in-12, 163 p.; prix : 2 fr. 50). — L'auteur, qui fut correspondant général du *Courrier du Parlement* à Londres en 1910, a noté chaque semaine les faits dont il a été témoin, les « interviews » qu'il a obtenus de diverses personnes appartenant au monde politique. Le recueil de ses articles constitue le présent livre, un peu mince, mais qu'on ne parcourra pas sans profit. L'auteur est un grand admirateur de M. Asquith et surtout de M. Lloyd George. Ch. B.

## HISTOIRE D'ORIENT.

— R. P. Prosper VIAUD, O. F. M. *Nazareth et ses deux églises de l'Annonciation et de Saint-Joseph* (Paris, Picard, 1910, in-4°, p. xiii-200). — Les fouilles entreprises, en 1909, par le R. P. Viaud dans l'enceinte du couvent franciscain de Nazareth ont apporté une contribution des plus utiles à l'histoire des sanctuaires de Palestine et ont enrichi d'une manière inattendue nos connaissances sur les monuments élevés par les croisés en Terre-Sainte. Le père Viaud a retrouvé des restes notables des églises construites à diverses époques sur les

emplacements que la tradition locale assigne à la maison de saint Joseph et à la grotte de l'Annonciation. Grâce aux témoignages des pèlerins (*Peregrinatio Sylviae*, Arculf, etc.), on peut suivre l'histoire de ces sanctuaires depuis l'époque constantinienne jusqu'à leur destruction après la prise de Nazareth par Bihars l'Arbalétrier, en 1263. Les vestiges les plus notables sont ceux de la grande église élevée au XII<sup>e</sup> siècle par les croisés au-dessus de la grotte de l'Annonciation; elle se terminait par trois absides parallèles (celle du nord est assez bien conservée), et son chœur était précédé d'un transept couvert d'une coupole. Mais la plus curieuse découverte du père Viaud est celle de cinq chapiteaux historiés qui faisaient partie de la décoration de cette église. Un seul est sur plan carré, les quatre autres sont à huit pans. Tous sont ornés sur leurs faces de personnages placés sous des arcatures en forme de dais, tout à fait analogues aux « Jérusalem célestes » qui surmontent les chapiteaux du portail royal de Chartres. On lira avec intérêt, à la suite de l'étude du Père Viaud, la lettre dans laquelle M. de Lasteyrie discute et complète les hypothèses de l'auteur. Par le style de leurs personnages, de forme assez allongée, et couverts de vêtements aux plis compliqués, tumultueux même parfois, mais entièrement collés au corps, ces chapiteaux représentent bien la sculpture romane de la dernière moitié du XII<sup>e</sup> siècle (1150-1160). Comme le fait remarquer justement le Père Viaud, ils sont certainement antérieurs à la chute du royaume de Jérusalem (1187). D'autre part, il est difficile de les assigner à une école plutôt qu'à une autre, bien que leurs rapports avec la sculpture de Chartres paraissent nombreux. L'interprétation iconographique de quelques-uns de leurs sujets n'est pas non plus sans offrir de difficultés. Ils montrent, en tout cas, et c'est ce qui fait le principal intérêt historique de cette découverte, avec quelle splendeur l'art roman s'est développé dans le royaume latin de Jérusalem; ceux qui élevaient de tels monuments avaient certainement foi en la durée des colonies chrétiennes au moment même où les maladresses politiques de leurs dirigeants allaient en compromettre l'existence.

L. B.

---

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

### FRANCE.

1. — **Académie des inscriptions.** *Comptes-rendus.* 1911, juin.  
— Maxime COLLIGNON. La dispute d'Athéna et de Poseidon sur un vase peint du musée archéologique de Madrid (figures centrales en relation avec le groupe de l'Acropole). — E. BABELON. Artaxisata (tire d'une pièce de monnaie récemment découverte des données précises et nouvelles sur la ville d'Artaxisata (et non Artaxata), capitale de la Grande-Arménie, sur l'organisation de cette province et l'ère qui y était en usage). — VASSEUR. Les vases géométriques dits du bassin de Carénage à Marseille. — M. DIEULAFOY. Le vase d'Hôryouji (aiguière d'argent provenant du temple d'Hôryouji, près de Nara). — E. ALBERTINI. Une inscription de Sasamón (à l'ouest de Burgos; elle mentionne le nom d'une ville d'Espagne, *Suessatium*, dont on ignorait la forme exacte). = Juillet-août. Chanoine LEYNAUD. Rapport sur les fouilles d'un sanctuaire phénicien à Sousse (Tunisie). — L. POINSSOT. La concession du « jus legatorum capiendorum » au « pagus Thuggensis » (inscription découverte à Dougga, intéressante pour l'histoire du « pagus »). = Septembre. Dr CARTON. La nécropole du kef Messeline (Tunisie; nécropole lybique). — A. MERLIN. Les recherches sous-marines de Mahdia (en Tunisie pendant l'année 1911). — R. P. DELATTRE. Les dépendances de la basilique de Damous-el-Karita à Carthage (plan, inscriptions).

2. — **Académie des sciences morales.** *Comptes-rendus.* 1911, juill. — A. WADDINGTON. L'état social et intellectuel en Brandebourg-Prusse sous le Grand Électeur. — Victor GIRAUD. Les origines du Génie du Christianisme. — ARNAUNÉ. Les doctrines économiques et la politique douanière. — G. BLONDEL. La question agraire de la Bosnie-Herzégovine (n'est pas résolue; l'annexion par l'Autriche a avivé encore les conflits de race). — Jacques BARDOUX. Le fils d'Édouard VII. Notes sur Georges V. = C.-rendu : Jean Brunhes. La géographie humaine (présentée à l'Académie par Vidal de La Blache). = Août. C<sup>te</sup> d'HAUSSONVILLE. Le couronnement de Georges V. — G. BONET-MAURY. De l'évolution morale dans l'islamisme (tendance à se rapprocher des mœurs chrétiennes). — SAMAZEUILH. La crise du régime parlementaire en Europe et en France. = Sept.-oct. Germain MARTIN. La Fronde et les rentiers (montre comment on les inquiéta par deux édits de 1648 et comment les bourgeois, une fois rassurés,



abandonnèrent le parti des princes). — E. BONNAL. Dumouriez et Napoléon (pendant la campagne de France, d'après une correspondance inédite). = Nov. G. MONOD. Isidore Geoffroy-Saint-Hilaire et Michelet (montre leur amitié par des extraits de leur correspondance). — LACOUR-GAYET. La politique maritime de Louis XIV (on ne sut pas tirer parti des ressources dont on disposait). — M. MARION. De quelques abus de la fiscalité révolutionnaire vers la fin du Directoire (à propos des émigrés). — A. DES CILLEULS. L'évolution du rôle des intendants de province. — Ch. LEFEBVRE. L'ancien droit matrimonial de Normandie (puissance maritale excessive).

**3. — Études. Revue fondée par des Pères de la C<sup>ie</sup> de Jésus.**  
 1911, 5 avr. — P. DUDON. Lettres de Lamennais à de Coux (1832-1835). = 5 mai. J.-F. PRADEL. Le Chili après cent ans d'indépendance (1810-1910; suite). — J. BRUCKER. Une histoire du culte de la sainte Vierge (résume les travaux de S. Beissel). = 20 mai. Fernandez PRADEL. Le Chili après cent ans d'indépendance (1810-1910; fin). = 5 juin. Jean BAINVEL. La dévotion au Sacré-Cœur. Essai sur sa diffusion aux XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> siècles. — A. DEGERT. La question des séminaires au concile de Trente (étude de la préparation du décret *Cum adolescentium aetas*). = 20 juin. A. DE VASSAL. La poésie eucharistique en Espagne aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. = 5 juill. J. DE LA SERVIÈRE. Autour du couronnement de Georges V (résumé du livre de J. Bardoux, *Victoria, Edouard VII, Georges V*). = 20 juill. G. SONTAIS. Saint François et l'art italien (d'après le livre de H. Thode sur saint François et des origines de l'art de la Renaissance en Italie, récemment traduit en français par G. Lefèvre; suite et fin le 5 et le 20 août). = 20 août. L. ROURE. Saint Antoine le Padouan (né à Lisbonne en 1195, il est mort à Padoue en 1231; à suivre). — P. BLIARD. Les mésaventures du vigneron Bernard (Claude Bernard des Sablons, député de Seine-et-Marne à la Convention. La loi du 12 janvier 1816 l'expulsa du royaume comme régicide; il rentra en France en 1818). = 5 sept. A. BROU. L'Asie portugaise en 1542 (état de Goa à l'arrivée de saint François-Xavier; extrait d'une biographie du saint qui va paraître). — A. D'ALÈS. Saint Cyprien et la primauté romaine (apprécie les travaux de H. Koch et de A. Seitz; le premier est « le manifeste d'une apostasie »; le second est « la mise au point, très objective et très sereine, de thèses que le temps n'a point entamées »). = 20 sept. Paul DUDON. Le livre de M. Aulard sur Napoléon et l'instruction publique (documentation insuffisante; les données générales sont contestables; critique de la méthode de l'auteur).

**4. — Mélanges d'archéologie et d'histoire (École française de Rome).** T. XXXI, 1911, janv.-mai. — J.-M. VIDAL. Les références aux actes consistoriaux dans le 3<sup>e</sup> vol. de la *Hierarchia catholica* de Van Gulik et Eubel (ces références sont incompréhensibles pour les non initiés; M. Vidal nous donne la clef du mystère). — L. ROMIER.

Les premiers représentants de la France au palais Farnèse, 1553 (Jean du Bellay, puis Georges d'Armagnac). — P. DUCATI. Le cratère d'Aristonous (au palais des Conservateurs à Rome). — Ch. HIRSCHAUER. Recherches sur la déposition et la mort de Jean Levesque de La Casière, grand maître de l'ordre de Malte (renversé par les chevaliers de l'ordre en juill. 1581 et mort le 21 déc.). — J. CARCOPINO. Ostiensia; III : les inscriptions gamaliennes (critique et interprétation à la lumière des fouilles des deux inscriptions publiées dans le *C. I. L.*, t. XIV, nos 375 et 376).

5. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** 1911, mai-août. — LEVILLAIN. Un diplôme mérovingien de protection royale en faveur de Saint-Denis (de ce diplôme sur papyrus, il ne nous est parvenu qu'un fragment. Les derniers éditeurs, Lauer et Samaran, l'ont attribué à Dagobert I<sup>er</sup>; plusieurs traits diplomatiques s'y opposent. L'acte doit provenir d'un roi mineur, sans doute Clovis II). — F. LOT. Nouvelles recherches sur le texte de la chronique de l'abbaye de Saint-Riquier par Hariulf (signale un ms. de la chronique conservé dans un ms. de la collection Duchesne, qui paraît être une copie prise sur l'original d'Hariulf. Additions aux errata de l'édition d'Hariulf). — R. DELACHENAL. Deux prétendues lettres du régent, fils aîné de Jean II, au comte de Savoie Amédée VI (publiées dans les *Preuves* de Guichenon; la première est en réalité adressée par Philippe de Valois au comte Aimon, le père d'Amédée VI, 4 juin 1340; la seconde est du roi de Navarre, qui l'écrivit de Paris en déc. 1357, un mois environ après sa délivrance). — AUBERT. Notices sur les mss. de Petau conservés à la bibliothèque Sainte-Geneviève, fonds Ami Lullin; suite). — C.-rendus : *Dom Anger*. Cartulaire de l'abbaye de Saint-Sulpice-la-Forêt, Ille-et-Vilaine (l'identification des noms de lieux et de personnes laisse fort à désirer). — *Verlaquet*. Cartulaire de l'abbaye de Silvanès (463 chartes comprises entre 1132 et 1169; table faite sans ordre ni méthode). — *L. Langlois*. La communauté des notaires de Tours de 1512 à 1791 (bon). — *Dom R. Ancel*. Nonciatures de Paul IV; t. I (bon; nombreuses rectifications par L. Romier). — *Pellechet*. Catalogue général des incunables des bibliothèques publiques de France (fort beau travail; le t. III est l'œuvre de M. Polain).

6. — **Le Moyen Âge.** T. XV, 1911, mars-avril. — L. LEVILLAIN. La souscription de chancellerie dans les diplômes mérovingiens (précise le rôle du référendaire à la cour mérovingienne; dans les formules, les mots *optulit, recognovit, subscripsit* veulent dire que le référendaire a présenté au roi non l'acte même, ni la requête, mais la minute de l'acte; qu'il a relu l'acte en forme et en a reconnu la conformité à la minute; qu'il l'a contresigné de sa propre main). — Mai-juin. G. HUET. La légende de Charlemagne bâtard et le témoignage de Jean Boendale (ce dernier, qui était Brabançon et écrivait dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> s., a dû tirer la légende d'une source écrite).

— G. BEURAIN. Déchéance d'un vicomte sous Philippe le Hardi (d'après trois chartes du cartulaire de Saint-Pierre de Salincourt, au diocèse d'Amiens, année 1271). — L. CAILLET. Lettre de Marie d'Anjou au doyen et au chapitre de l'église de Lyon (1456). = C.-rendus : O. Cartellieri. Philipp der Kühne, Herzog von Burgund (excellente mise au point, bien qu'un peu sommaire parfois). — *Brugmans et Oppermann*. Atlas der niederlandsche Palaeographie (quelques erreurs de lecture dans les transcriptions). — *Fierens*. Analecta Vaticano-Belgica. Lettres de Benoît XII (nombreuses erreurs d'identification). — *Bry*. Les vigueries en Provence (n'a pas assez comparé les institutions provençales à celles des autres contrées).

**7. — Revue d'histoire diplomatique.** XXV, 1911, n° 3. — C<sup>te</sup> Louis DE VOINOVICH. Alexandre I<sup>er</sup> jugé par ses contemporains. Une dépêche inédite de Metternich. — Louis BATIFFOL. La charge d'ambassadeur au XVII<sup>e</sup> s. — J. MARTIN. Clément VIII et Jacques Stuart. — Léonce PINGAUD. L'empereur Alexandre I<sup>er</sup> et la grande duchesse Catherine Paulovna (d'après leur correspondance). — Louis DE LAIGUE. L'Europe et spécialement la France au XVIII<sup>e</sup> s. (d'après les lettres de voyage des deux frères Giovanelli, patrices vénitiens). — Gaétan GUILLOT. Léopold I<sup>er</sup>, les Hongrois, les Turcs. Le siège de Vienne (d'après des papiers diplomatiques inédits des Affaires étrangères, 1681-1684; continue dans le n° suivant). = N° 4. M<sup>is</sup> DE BARAL-MONTFERRAT. Du rôle des puissances nouvelles du Nouveau-Monde dans les combinaisons internationales de l'avenir (prévoit leur prochaine intervention). — C<sup>te</sup> DE FORBIN. La première mission de Toussaint de Forbin en Pologne (1674-1677; essai d'alliance franco-polonaise; à suivre). — La Russie sous Paul I<sup>er</sup> (mémoire du chevalier de Bray au grand-duc de Bavière; aperçu sur l'état administratif et moral de la Russie en 1800). — A. ESPITALIER. La mission de Beauchamp à Constantinople en 1799 (Beauchamp fut envoyé à Constantinople par Bonaparte afin de traiter directement avec la Porte au sujet de l'évacuation de l'Égypte).

**8. — Revue des Deux Mondes.** 1<sup>er</sup> juin. — V. GÉRAUD. La genèse du Génie du Christianisme. I : Les origines et la jeunesse de Chateaubriand (suite le 15; II : Les années d'exil et la crise religieuse. Chateaubriand avait en lui l'âme mystique et poétique de la Bretagne. Les impressions d'enfance se sont unies à la réaction contre le XVIII<sup>e</sup> s. qui s'est produite après la Terreur pour lui faire voir dans le christianisme une source neuve de poésie et de beauté, l'occasion d'un succès littéraire incomparable). — Ed. SCHURÉ. La légende de Zoroastre (l'absence de toute indication de sources ôte de la valeur à ce brillant essai). — BONAT. Un salon allemand au temps du romantisme (d'après l'ouvrage de Spenli sur Rahel de Varnhagen). — R. DE CAIX. Ménélik (expose l'œuvre militaire et diplomatique de cette puissante personnalité qui a fait sortir l'Éthiopie de la barbarie). =

15 juin. R. PINON. La Roumanie dans la politique danubienne et balkanique (la France peut, si elle veut, exercer une grande action sur ce pays essentiellement latin). = 1<sup>er</sup> juill. M. REYMOND. L'art de la contre-Réforme; II : Ses caractères généraux en France (sous Louis XIII, l'influence de la contre-réforme italienne engendre une architecture froide et nue, la mort de la sculpture, mais une peinture grave et noble). — A. PAILLET. Les cours prévôtales, 1816-1818 (l'organisation et l'activité des cours prévôtales sont ici pour la première fois étudiées à fond et impartialement. Elles furent les héritières des cours spéciales créées en 1808 pour juger les crimes de rébellion, fausse monnaie, vagabondage, etc. On les fit juger aussi des actes de sédition et des écrits politiques. Leur composition était défectueuse; elles étaient formées de juges de première instance et d'un prévôt qui était un militaire, souvent un émigré fanatique, et leurs sentences échappaient au recours en cassation. Sur 2,280 affaires, elles ne jugèrent que 237 affaires politiques et autres que rébellion. Certaines cours, celle de Lyon par exemple, se montrèrent partiales et féroces, beaucoup d'autres furent modérées; elles furent d'une indulgence scandaleuse pour les crimes des royalistes). — J. DE WITTE. Trente-trois ans d'apostolat au Congo (exposé de l'œuvre admirable de Mgr Augouard). — CERNESSE. Les associations ouvrières de production (historique très complet. Malgré beaucoup d'insuccès, une cinquantaine ont résisté). = 15 juill. M. BOREL. La mission du général Lannes en Portugal, 1801-1804 (fin le 1<sup>er</sup> août. Lannes ne réussit pas à neutraliser l'influence anglaise, ni à écarter les émigrés, ni à obtenir pour le commerce français la protection nécessaire. Il fut tenu en suspicion par la société et la cour et l'animosité du ministre des Affaires étrangères, M. Almeida, l'obligea à quitter Lisbonne avec la légation. Napoléon exigea le renvoi d'Almeida, qui n'eut lieu que le 13 août 1803, après que Lannes avait été renvoyé à Lisbonne. Celui-ci finit, malgré le mauvais vouloir de Talleyrand, par imposer au régent en avril 1804 un traité avantageux. La fin de sa mission fut un triomphe. Après l'établissement de l'Empire, il refusa de retourner à Lisbonne. Les récits de Meneval, cités par Thoumas, sont très inexactes). — L. DELZONS. La souveraineté du pape (soutient qu'historiquement et juridiquement la qualité de souverain étranger reconnue au pape est indépendante du pouvoir temporel). — H. LORIN. L'Algérie depuis 1901 (son indépendance financière a eu, grâce à M. Jonnart, les plus heureux résultats). = 1<sup>er</sup> août. H. HOUSSEY. La journée d'Iéna (fin le 15 août. Chef-d'œuvre de récit militaire. Se termine par quelques pages sur Auerstedt). = 15 août. Ch. BENOIST. La hiérarchie des fonctions dans l'ancienne société française. La réhabilitation des arts mécaniques (M. Benoist montre dans Loyseau, Domat, Dareau que la société de l'ancien régime reposait tout entière sur la hiérarchie des classes, parmi lesquelles les métiers manuels ou arts mécaniques et l'agriculture occupent le dernier rang et sont

nettement séparés des professions supérieures, même du commerce. Mais, dès Pascal, on voit naître des doutes sur la légitimité de cette hiérarchie et la réhabilitation des arts mécaniques, commencée par Bacon et Montchrétien, continuée par Boisguillebert, Vauban, accomplie par les philosophes et l'Encyclopédie annonce la ruine de l'ancien régime). — J. DE WYZEWA. A propos du 4<sup>e</sup> centenaire de Vasari (l'œuvre écrite de Vasari, qui est admirable, doit être partout contrôlée. Elle fourmille d'erreurs involontaires et volontaires). = 1<sup>er</sup> sept. R.-G. LÉVY. Levasseur (étude très complète). — E. DAUDET. A. de Humboldt et la police royale (grâce aux rapports de police, nous connaissons un grand nombre de lettres de correspondants d'A. de Humboldt, en particulier de son frère Guillaume et d'Alexandre lui-même. Ces lettres, assez intéressantes pour ce qui concerne le rôle de Humboldt comme ministre de Prusse, montrent la bienveillance d'Alexandre pour la France). = 15 sept. LEFÈVRE-PONTALIS. La Jacquerie d'Angleterre (montre que la révolte de Wat Tyler en 1381 eut une portée sociale bien plus sérieuse que les Jacqueries françaises). — FUNCK-BRENTANO. Les origines du pouvoir royal (suite le 1<sup>er</sup> oct. : l'autorité judiciaire du roi; le 15 oct. : la popularité et le bon plaisir du roi. Le pouvoir royal est issu de l'autorité paternelle; son gouvernement est celui d'une maison; l'état n'existait pas, ni le pouvoir législatif; le roi est juge suprême en toute matière, comme père et pacificateur; il vit comme un chef de famille et soigne sa popularité qui est traditionnelle; sa famille est la maison de France; son gouvernement tout personnel n'est pas despotique, parce qu'il est limité par des libertés locales et individuelles et son bon plaisir par les bons plaisirs d'autrui). = 1<sup>er</sup> oct. BELLESSERT. Notre Ronsard (fin le 15 oct. Montre en Ronsard une expression fidèle de son temps). — FAGNIEZ. La femme et la société française dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> s. La vie professionnelle (les femmes trouvaient dans l'industrie et le commerce de nombreux moyens d'existence : la condition des servantes était dure, mais souvent adoucie par les mœurs). = 1<sup>er</sup> nov. CL. BORINGE. La jeunesse de Montalembert (le rêve du catholicisme libéral de Montalembert fut une noble chimère). — E. DAUDET. Les Bourbons à Turin pendant la Révolution. Le Diario de Charles-Félix, duc de Genevois (ce diacre du comte de Maurienne et duc de Genevois nous fait assister jour par jour aux impressions causées par les événements de France de 1789 à 1798, à la mauvaise humeur que la présence des princes et de la fantasque comtesse de Provence causa à la cour de Turin).

9. — **La Revue.** 1<sup>er</sup> août 1911. — A. CHUQUET. Paris en 1796 (fin le 15 août. Analyse la relation du voyage du chanoine hambourgeois F.-J.-Laurent Meyer; description curieuse de l'aspect de Paris, des théâtres, de la presse; portraits des ministres et des directeurs, défend Sieyès et M<sup>me</sup> Tallien; aisance de la classe rurale, misère des bourgeois qui ne sont guère républicains. Corruption des mœurs).



— 1<sup>er</sup> sept. A. GOTHSCALK. Louis II de Bavière (pendant longtemps chez Louis II, le roi fut lucide et l'homme privé seul atteint de troubles mentaux qui au bout de longtemps aboutirent à la démence). = 15 sept. TARLÉ. Lettres de Murat à Napoléon (de 1808 à 1812, tirées des Archives de la Guerre et nationales; montrent Murat se défendant perpétuellement contre les reproches de l'empereur; celles de 1810 sur l'expédition de Sicile sont particulièrement intéressantes). = 1<sup>er</sup> oct. LUCIEN DAUDET. L'impératrice Eugénie (fin le 15. Portrait très sympathique et, semble-t-il, véridique, tracé par un homme qui la connaît et a été admis à compulser les archives de Farnborough. Fragment d'un futur livre). — A. DROZ. Une religieuse visitandine au XVIII<sup>e</sup> s. (Anne-Julie de Fraisse, religieuse à la Visitation de Toulouse depuis 1718, à qui, en 1762, fut confiée Nanette Calas pendant sept mois. Elle devint son amie et les lettres qu'elle lui écrivit quand Nanette fut libre sont des plus touchantes). = 15 oct. A. CHUQUET. Une Anglaise dans la campagne de 1814 (très curieuses lettres de Lady Burghersh qui suivit son mari, attaché militaire au quartier général autrichien. Elle décrit les horreurs et les incertitudes de la guerre). = 1<sup>er</sup> nov. CHÉRIF PACHA. La faillite des continuateurs d'Abdul-Hamid. — H. LABROUE. Le procès de Louis XVI (documents inédits importants. Ce sont les lettres du conventionnel Pinet à la société populaire de Bergerac, où il note au jour le jour ses impressions).

10. — **Athéna.** Revue publiée par l'École des Hautes-Études sociales. 1910, déc. — Gabriel FAURE. L'Ombrie et les peintres ombriens. — J. LETACONNOUX. La crise de l'histoire révolutionnaire. = 1911, janv. J. H. FRANKLIN, P. MANTOUX, Fr. DELAISI, H. BERGMANN, E. LÉMONON, G. DELAHACHE. Politique internationale. — H. HAUSER. L'affaire Montaigne. = Févr. Ch. DIEHL. Les lagunes vénitiennes et leurs monuments. = Mars. Paul GIRARD. L'idée de patrie chez les Athéniens. — Fr. DELAISI, J.-L. DE LANESSAN, E. PIRIOU, M. REVON, M. ROTTACH. Puissances d'Asie. — J. LETACONNOUX. Le procès d'Émile Ollivier. = Avr. E. RENAN. Réflexions historiques (fragments inédits). — Henry MARCEL. Lorenzo Lotto, Moretto, J.-B. Moroni. — H. HAUSER. Spéculation et spéculateurs au XVI<sup>e</sup> s. — D. SERRUYS. Survivances hellénistiques. I : Individualisme et humanitarisme (suite en juill.; II : La morale dualiste). — Eleuthère MARTIN. Les derniers livres de M. Loisy. = Mai. Ch. SEIGNOBOS, H. BERGMANN, BAZAINE-HAYTER, VEDEL, H. HAUVETTE, L. BÉNÉDITE, L. LALOY. L'Italie, 1861-1911. = Juin. G. DELAHACHE. Alsace-Lorraine. — E. VINCENT. La politique française au Maroc. — G. CLAUSSE. Les condottieri vénitiens au XV<sup>e</sup> s. (suite en juill.). — G. LETACONNOUX. La question Louis XVII. = Juill. P. MANTOUX. La géographie humaine.

11. — **Revue de l'histoire des religions.** 1911, janv.-févr. —

E. DE FAYE. De la formation d'une doctrine chrétienne de Dieu au I<sup>er</sup> siècle (étudiée dans les Pères apostoliques; l'affirmation monothéiste est seule générale; la variété de l'idée que l'on se faisait de ce dieu unique prouve que les chrétiens n'avaient pas encore élaboré une doctrine officielle de Dieu). — A. VAN GENNEP. *Mythologie et ethnographie* (d'après le livre d'Ehrenreich, *Die allgemeine Mythologie*). — P. OLTRAMARE. La religion des Sickhs (d'après le livre de Macauliffe). = Mars-avril. P. MONCEAUX. L'Église donatiste après saint Augustin (étudie la fin du donatisme dans l'Afrique vandale ou byzantine). = Mai-juin. Paul MONCEAUX. L'Église donatiste; organisation et caractères (les donatistes, si révolutionnaires en apparence, ont été en réalité conservateurs; ils conservaient les institutions antérieures admises par les catholiques depuis la rupture; suite en juill.-août : « Le donatisme, conclut l'auteur, a été pour la civilisation et pour le christianisme local un terrible agent destructeur, seule la papauté a tiré profit du schisme africain qui a favorisé ses ambitions en diminuant la résistance de la glorieuse Église africaine, en forçant la Carthage catholique, jadis animée d'un si vif esprit d'indépendance, à solliciter l'appui de Rome. De Cyprien à Augustin, d'Augustin à Grégoire le Grand, on mesure aisément les étapes de la suprématie romaine en Afrique. A ce recul de Carthage devant Rome, il y eut sans doute bien des causes; mais l'une des causes est la folie fratricide du donatisme »). = Juill.-août. E. BRÉHIER. La cosmologie stoïcienne à la fin du paganisme.

**12. — Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français.** 1911, mai-juin. — Ch. BOST. Les Cévennes et le Bas-Languedoc après l'exil des premiers prédicants (fin de 1687, 1688). — N. WEISS et H. HAUSER. Une des premières écoles de théologie protestante en France (Orléans, 1561-1568; Béroald et Béraud sont parmi les professeurs). — B<sup>me</sup> DE CHARNISAY. Les chiffres de M. l'abbé Rouquette. Étude sur les fugitifs du Languedoc (Uzès) (démontre que les chiffres indiqués par l'abbé Rouquette sont trop faibles; d'après les papiers de la famille Abauzit, etc. Liste des fugitifs d'Uzès avec notices biographiques). — N. WEISS. La Convention, Louis Calas et les descendants des réfugiés (pétition de protestants descendant des réfugiés demandant à la Convention, en vendémiaire an IV, de ne pas les considérer comme étrangers). — Ch. BASTIDE. Querelle de Français à Londres sous Charles II (on y voit l'audace des catholiques français à Londres dès 1682, année où se produit l'incident raconté; on peut y noter l'état d'esprit de la période de la Révocation). — E. GRISELLE. Avant et après la Révocation. Chronique des événements relatifs au protestantisme de 1682 à 1687 (1686). = Juill.-août. H. HAUSER. Le Père Emond Auger et le massacre de Bordeaux, 1572 (le P. Fouqueray, dans sa récente histoire de la C<sup>ie</sup> de Jésus en France, déclare que les Jésuites n'eurent aucune part dans le mas-

sacre qui eut lieu à Bordeaux le 3 oct. 1572. Or, Goulart, dans ses *Mémoires*, met en cause le P. Emond Auger, qui aurait fanatisé la population; de Thou reprit l'accusation. M. Hauser déclare, après un long examen critique, qu'à défaut d'autres témoignages, la déclaration de Goulart reste une hypothèse, mais une hypothèse très vraisemblable). — ID. La Saint-Barthélemy à Bordeaux (textes tirés des registres secrets du Parlement). — B<sup>ne</sup> DE CHARNISAY. Les chiffres de l'abbé Rouquette. Étude sur les fugitifs du Languedoc (Uzès) (suite; familles Albert à Aymard). — A. PAUL. Jeanbon Saint-André et les réfugiés du Palatinat (documents tirés des archives de Spire et qui prouvent la bienveillance du préfet du Mont-Tonnerre à l'égard des protestants réfugiés). — E. GRISSELLE. Avant et après la Révocation. Chronique des événements relatifs au protestantisme de 1682 à 1687 (années 1686-1687; à suivre).

**13. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.** 1911, n° 1. — J.-B. MISPOULET. Le diptyque en bois de Philadelphie (diptyque trouvé dans les ruines d'une maison romaine au Fayoum; rédigé sous Domitien, il contient une formule nouvelle de privilèges accordés à des militaires, à des légionnaires; texte d'après l'édition de G. Lefebvre et commentaire juridique). — V. MORELLI. Les coutumes de Tarascon, années 1344-1345. — CHÉNON. Quelques mots sur les deux mss. récemment découverts du coutumier de Champagne. — O. MARTIN. Notes sur quelques manuscrits juridiques peu connus (dont deux du Grand Coutumier). = N° 2. PLATON. Les banquiers dans la législation de Justinien; suite. — E. PERROT. Décisions de jurisprudence normande (à l'Échiquier de Normandie, au début du XIV<sup>e</sup> s.; texte et commentaire d'un écrit inédit, « Arresta Scaccarii »). — A. GUIGUE. Création du présidial de Lyon (en 1552; documents). = C.-rendus : *Roland*. Les chanoines et les élections épiscopales du XI<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> s., 1080-1350 (bon). — *Lacombe*. Essai sur la coutume poitevine du mariage, d'après le « Vieux Coutumier du Poitou, 1417 » (ouvrage consciencieux, mais incomplètement informé). = N° 3. JOBBÉ-DUVAL. Les idées primitives dans la Bretagne contemporaine. Seconde étude : Les ordalies (leur histoire, depuis leurs origines jusqu'aux temps modernes). — ESMEIN. L'école du régime domanial (combat la théorie d'après laquelle la seigneurie n'est point un démembrement de la puissance publique, mais est un produit direct et naturel de la grande propriété foncière, dans un milieu où la notion de l'État aurait disparu; c'est surtout une réfutation de la thèse présentée par M. H. Sée en 1901). — J. T[ARDIF]. L'histoire du droit normand au congrès du millénaire normand. = N° 4. Le droit des gens mariés aux pays de droit écrit (des coutumes matrimoniales suivies dans le Midi avant la renaissance du droit romain; ce qu'est devenue la jurisprudence générale des pays de droit écrit du XIII<sup>e</sup> s. jusqu'au Code civil). — Ed. LÉVY. L'application de l'édit de 1787 (« concernant ceux qui ne font pas profession de la religion catho-

lique »). = C.-rendu : *K. Vogt*. Die königlichen Eigenklöster im Langobardenreich (bonne étude sur les monastères patrimoniaux des rois lombards).

**14. — Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence.** 1911, mai-juin. — *J. VALÉRY*. Essai historique sur les lettres missives (fin en juill.-août; n'est guère en réalité qu'un résumé rapide sur l'histoire de la poste aux lettres). — *LABORDERIE*. Nouvel essai sur l'histoire des greffes. Les origines (quelques pages sans intérêt). — *J. LEFORT*. Condillac économiste (à propos de l'ouvrage du comte Baguenault de Puchesse). = Juill.-août. C.-rendu : *O. Martens*. Un grand État socialiste au xv<sup>e</sup> siècle. Constitution historique, sociale et politique du royaume de Tahuantinsuyu, État des Incas, sur le haut plateau de l'Amérique du Sud; trad. fr. par Chazaud des Granges (très curieux). = Sept.-oct. *PÉRITCH*. Les communautés de famille en Serbie; les Zadrougas. — *J. CAUVIÈRE*. Le lien conjugal et le divorce. I : le Bas-Empire. = C.-rendu : *Boyé*. Des greffiers (la partie historique est sans valeur).

**15. — Revue des études rabelaisiennes.** T. IX, 1911, nos 1 et 2. — *G. COHEN*. Rabelais et le théâtre (montre que Rabelais n'a guère emprunté aux mystères et à la farce que leurs éléments extérieurs). — *A. LEFRANC*. Sur quelques dates de la vie de Rabelais (date probable de la naissance : 1494 ou 1495; Rabelais et Pierre Amy durent quitter le couvent de Fontenay-le-Comte au plus tôt dans les premiers mois de 1524). — *M. ROY*. Charles Carmoy (peintre du cardinal du Bellay et du roi Mégiste). — *D<sup>r</sup> E. FAUCILLON*. Documents sur la famille Rabelais. — *Jean PLATTARD*. Rabelais et Mellin de Saint-Gelais. — *H. CLOUZOT*. Nouvelle carte du pays chinonais. — *Id.* Pièces relatives au procès de Gaucher de Sainte-Marthe avec les marchands fréquentant la rivière de Loire (1522 à 1530). — *A. LEFRANC*. L'identification de Raminagrobis (serait Jean le Maire). = N<sup>o</sup> 3. *V.-L. BOURRILLY*. Bertrand de La Borderie et le « Discours du voyage de Constantinople » (1537-1538; publie ce discours très intéressant pour l'histoire des relations de la France avec la Turquie). — *J. PLATTARD*. Frère Antoine du Saix, « commandeur jambonnier de Saint-Antoine » de Bourg-en-Bresse (ses rapports avec Rabelais, bien que peu importants, expliquent un passage de Gargantua).

**16. — Bulletin de la Commission des documents économiques de la Révolution.** 1910, nos 1-2. — *P. CARON*. Une enquête sur les prix après la suppression du maximum (enquête faite, en pluviose an III, par le Comité de Salut public; on conserve aux Archives nationales les réponses de 183 districts pour 73 départements; toutes accusent un renchérissement considérable par rapport à 1790, même pour les biens-fonds; les causes : surabondance des assignats faux, la cupidité des spéculateurs, le manque de bras, la rareté des chevaux; les remèdes : diminuer la masse des assignats, diminuer le nombre

des foires, lutter contre la spéculation; suite dans les nos 3-4). — C. BLOCH. La vérification des caisses patriotiques en 1792 (publie les réponses de 40 départements aux circulaires de juin et juill. 1792, prélude de l'interdiction des billets de confiance, patriotiques et de secours). — Ch. SCHMIDT. Notes sur le travail des enfants dans les manufactures pendant la Révolution (avec le développement de l'industrie textile sous le régime de la liberté du travail décrétée en 1794, le travail des femmes et des enfants alla se développant; documents sur l'utilisation des enfants trouvés en l'an III; traités passés avec des manufacturiers; régime de la manufacture Boyer-Fonfrède à Toulouse en l'an IX et en 1805). = Nos 3-4. Ch. SCHMIDT. Un projet de nationalisation des mines d'Anzin en 1792 (rapport du secrétaire de la mairie de Valenciennes, Hécart, sur la question de savoir s'il y aurait intérêt pour la République à déclarer les mines d'Anzin fosses nationales; réponse de la compagnie d'Anzin; il faudrait étudier le mouvement étatiste de 1792, après l'émigration des gros actionnaires des compagnies minières). — G. BOURGIN. Statistiques révolutionnaires (enquête de Delessart et de Roland en 1791-1792; peu de départements ont répondu; on publie ici les quelques réponses intéressantes). — P. CARON. Rapports des commissaires pour les subsistances de Paris (août-déc. 1793; avec notes politiques). — A. BLOSSIER. Circulaire relative à la rédaction des cahiers dans la vicomté d'Auge (1789; adressée aux curés par le représentant du duc d'Orléans).

**17. — Revue d'histoire rédigée à l'État-major de l'armée.** 1911, juill. — L'armée d'Orient sous Kléber (continue dans les nos suivants). — Des marches dans les armées de Napoléon (continue dans les nos suivants). — La campagne de 1813 (suite : les Préliminaires, le commandement du prince Eugène; continue dans le no suivant). — Napoléon et les places d'Allemagne en 1813 (continue dans le no suivant). — La campagne de 1844 au Maroc. — La guerre de 1870-1871 (la première armée de la Loire). = Août. La campagne de 1844 au Maroc (la bataille d'Isly; continue dans les nos suivants). — R. B. La campagne de 1870-1871 (opérations autour d'Orléans du 2 au 5 oct., combat de Toury; continue dans les nos suivants). = Sept. Le haut commandement en Prusse de 1809 à 1871. = Oct. Napoléon et les places fortes en 1814 (défense de la France et de la Belgique; continue dans le no suivant). — Note sur le plan de Moltke en 1870.

**18. — Annales de géographie.** 1911, janv. — J. LEVAINVILLE. Les ouvriers du coton dans la région de Rouen (les imprimeries sur étoffes, les teintureries sont toujours localisées le long des rivières; les fileurs et les tisserands suivent les déplacements de l'industrie; le travailleur du coton, de plus en plus spécialisé, n'est plus un rural). = Juill. P. VIDAL DE LA BLACHE. Les genres de vie dans la géographie humaine (suite; montre comment les genres de vie, puissants facteurs géographiques, sont aussi des agents de formation humaine).



— A. DEMANGEON. La montagne dans le Limousin, étude de géographie humaine (délimite cette « région naturelle », montre l'influence des conditions de sol, de relief et de climat sur l'habitat). — Ch. Eudes BONIN. Une ancienne carte des sources du Gange (daterait du *xvi<sup>e</sup> s.*, on y constate l'existence d'un émissaire de Mansarovar se dirigeant au nord-ouest). — Nov. C. VALLAUX. Le pays de Voss et du Hardanger Fjord. — A. BERNARD. Le « dry farming » et ses applications dans l'Afrique du Nord (la culture sans irrigation ou « dry farming » doit contribuer à la mise en valeur du sol africain).

**19. — Romania.** T. XL, 1910, avril. — Ed. FARAL. Ovide et quelques autres sources du roman de l'Énéas (montre que l'auteur de l'Énéas est tout imprégné d'Ovide; amorce d'un travail plus ample sur les rapports du roman français aux *xii<sup>e</sup>* et *xiii<sup>e</sup>* s. avec certaines œuvres de la littérature antique). — G. HUET. Le château tournant dans la suite du Merlin (emprunté à un récit du cycle arturien). — C. CHABANEAU et J. ANGLADE. Essai de reconstitution du chansonnier du comte de Sault. — Juill. A. THOMAS. Traduction provençale abrégée de la *Mulomedicina* de Theodorico Borgognoni suivie de Recettes pour le vin. — E. COSQUIN. Le conte du Chat et de la Chaudelle dans l'Europe du moyen âge et en Orient (très intéressant exemple de développement dans le temps et dans l'espace d'un épisode de récits folkloriques; à suivre). — A. THOMAS. Le pont de Maubert à Saintes (texte de 1354 le concernant). — C.-rendu : H.-J. Motinier. Essai biographique sur Octavien de Saint-Gelays, évêque d'Angoulême (1468-1502).

**20. — Le Bibliographe moderne.** T. XIV, 1911, juill.-déc. — H. STEIN. Le prétendu miniaturiste « Ugo de Vosor » (montre, après le comte Durrieu, que cette prétendue signature relevée par M. de Mély n'est qu'une mauvaise lecture paléographique et que les raisons alléguées par son auteur pour la défendre ne valent rien). — P. HILDENFINGER. Inventaire des actes administratifs de la commune de Strasbourg (1789-an VIII) conservés à la Bibliothèque nationale. — H. STEIN. Notes pour servir à l'histoire de l'imprimerie à Bourg-Saint-Andéol au *xviii<sup>e</sup>* s. (documents des archives de l'Hérault). — Id. L'histoire de France dans les archives du grand-duché de Luxembourg. — P. ARNAULDET. Inventaire de la librairie du château de Blois en 1518 (suite). — Ch. MORTET. Les origines du dépôt légal. Observations sur les ordonnances du 28 déc. 1537 et du 17 mars 1538 (le dépôt légal fut institué, en même temps que pour accroître sans frais la bibliothèque du roi, pour compléter les mesures de police imposées aux imprimeurs et libraires).

**21. — Revue critique d'histoire et de littérature.** 1911, 14 oct. — Cauchie et Van der Essen. Inventaire des archives farnésiennes de Naples au point de vue de l'histoire des Pays-Bas catholiques (très utile). — M. Schiff. La fille d'alliance de Montaigne. Marie de Gournay

(intéressant, contestable par endroits). = 21 oct. *Gatian de Clérembault*. Le château de Tournœl : les seigneurs, le château, la seigneurie (intéressant pour les historiens et surtout pour les archéologues). — *Luginbühl*. Nicolai, De preliis et occasu ducis Burgundie historia (bonne réédition d'une plaquette inconnue qui avait été imprimée à Strasbourg, vers 1478 ou 1480, au lendemain par conséquent de la mort de Charles le Téméraire. Le récit, qui a pour auteur un Alsacien nommé Nicolas, n'apprend d'ailleurs rien de bien nouveau). — *P. de La Serve*. Mably et les Physiocrates (bon). — *V<sup>te</sup> de Breil de Pontbriand*. Le dernier évêque du Canada français, Mgr de Pontbriand (intéressant; l'auteur est trop passionné contre Montcalm). — *A. Lumbroso*. La battaglia di Lissa (réhabilitation habile et souvent heureuse de l'amiral Persano). = 28 oct. *Fitzler*. Steinbrüche und Bergwerke im Ptolemäischen und Römischen Ägypten (importante étude sur les mines et les carrières de l'Égypte). = 4 nov. *V. Martin*. Les épi-stratèges; contribution à l'étude des institutions de l'Égypte gréco-romaine (bon). — *Jouguet*. La vie municipale dans l'Égypte romaine (bon). — *Usener*. Das Weihnachtsfest (2<sup>e</sup> édition remaniée de cet excellent mémoire sur la légende de l'enfance de Jésus dans les évangiles canoniques et dans les traditions extra-canoniques). — Abbé *J. Lestrade*. Les Huguenots en Comminges (beaucoup de documents nouveaux). = 11 nov. *P. Fournier*. Études critiques sur le décret de Burchard de Worms (excellent). — *Canz*. Philipp Fontana, Erzbischof von Ravenna, ein Staatsmann des XIII. Jahrh. (conscientieux). — *Jansen*. Studien zur Fuggergeschichte; Heft 3 : Jakob Fugger der Reiche (utilise un grand nombre de documents nouveaux). — *Sieber*. Zur Geschichte des Reichsmatrikelwsens, 1422-1521 (bon tableau des contributions fournies par les différents États du Saint-Empire à la fin du moyen âge). — *Walther*. Die Anfänge Karls V (bon). — *Steinert*. Das Territorium der Reichsstadt Mülhausen in Thüringen (bon). — *Pfister*. Le testament des deux Laurent Pillard et de Jean Basin de Sandaucourt, chanoines de Saint-Dié, 1513-1533. — *Brand*. Die Wirtschaftsbücher zweier Pfarrhäuser des Leipziger Kreises im vorigen Jahrh. (documents d'un intérêt un peu mince). = 18 nov. *Mayer*. Italienische Verfassungsgeschichte von der Gothenzeit bis zur Zunft-herrschaft (important). — *Hauck*. Kirchengeschichte Deutschlands, V, 1 (remarquable tableau de l'Allemagne ecclésiastique et religieuse du milieu du XIII<sup>e</sup> s. à l'année 1374). — *Holl*. Luther und das landesherrliche Kirchenregiment (bon). — *Al.-B. Ancona*. Viaggiatori e avventurieri (très intéressant). — Annales de la Société J.-J. Rousseau, t. II. = 25 nov. Studi e memorie per la Storia dell' Università di Bologna (documents sur l'enseignement de l'anatomie à cette Université). — *R. Mac Farland*. A history of the New England fisheries (travail très consciencieux). — *Gromaire*. La littérature patriotique en Allemagne, 1800-1815 (très intéressant).

22. — *Revue de l'Agenais*. 1911, janv.-févr. — MARBOUTIN et  
REV. HISTOR. CIX. 1<sup>er</sup> FASC.

DUBOIS. Le château de Pleneselve et ses seigneurs. — P. DUBOURG. La Grange de Fonclaire fondée par les religieux prémontrés, paroisse et maison noble en la juridiction de Damazan, du XIV<sup>e</sup> s. à la fin du XVIII<sup>e</sup>. — GUILHAMON. Extraits de la correspondance de Jean-Jacques de Cossaune, brigadier de cavalerie, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, 1772-1786 (il y est question des réformes introduites dans l'armée par le comte de Saint-Germain). — M. JORET. Un an de consulat au Mas-d'Agenais en 1618. = Mars-avr. R. BONNAT. Les conventionnels en exil. = Mai-juin. P. DUBOURG. Correspondance de l'abbé Étienne Perpignan, curé de Damazan, avec le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, 1824-1828 (sur les affaires du clergé du diocèse). — Ph. LAUZUN. Deux ans de mission scientifique en Algérie, 1840-1842; dernières lettres de Borys de Saint-Vincent. = C.-rendu : *Tropamer*. La coutume d'Agen (publie le texte gascon de cette coutume à l'aide de sept mss. et avec un excellent commentaire). = Juill.-août. MARBOUTIN. Le château de Castelnoubel. — BENABEN. Villeréal (avec une traduction française des coutumes de 1289). — MOMMÉJA. Un musée d'art chrétien hispano-mexicain. Les collections de l'abbé Lanusse à Tonneins.

23. — *Revue de l'Anjou*. 1910, oct. — X. DE PÉTIGNY. Beurepaire et le premier bataillon de volontaires de Verdun (juin-sept. 1792; continue en déc. 1910, janv., avril et juill. 1911). — E. QUERUAU-LAMERIE. La justice révolutionnaire en Maine-et-Loire. Commission Parein-Félix, 1794 (suite; continue en févr., août et sept. 1911). = Nov. O. COUFFON. Les mines de charbon en Anjou du XIV<sup>e</sup> s. à nos jours (fin; concession du désert; bibliographie). = Déc. E. DE BEAUFOND. Un prélat constitutionnel, Pierre Suzor, évêque d'Indre-et-Loire (suite; fin en févr. 1911). = 1911, janv. C. BALLU. Congrès archéologique de Saumur-Angers (suite en févr. et mars). — L. CAILLET. Geoffroy de Baschi (aurait été le petit-fils et non le fils de Bertholde de Baschi). = Avr. L. LAMOUCHE. La Bosnie à la veille et au lendemain de l'annexion (continue dans le n° suivant). = Mai. Dr L. JAGOT. Le Dr Guillier de La Touche, maire d'Angers, membre de l'Assemblée constituante et de l'Assemblée législative (1800-1856). = Juin. J. DENAIS. Le portefeuille d'un curieux (notes et documents sur l'histoire, la littérature et l'archéologie angevines; suite). = Août. Louis DEDOUVRES. Un chapitre de la vie du P. Joseph (raconte les prédications du P. Joseph, l'Éminence grise, à Angers et à Saumur et ses relations avec Du Plessis-Mornay, 1606-1607). — G. DUFOUR. Croquis de la vie municipale à Chalonnes-sur-Loire à l'époque du Directoire. = Sept. SYMPHORIANUS. Procès-verbal de la visite pastorale faite par M. Boissard, curé du Bourg-d'Iré et doyen de Candé, dans toutes les paroisses de son doyenné en avril 1717.

24. — *Annales de Bretagne*. T. XXVI, 1911, n° 4. — S. CANAL.

Les origines de l'intendance de Bretagne. Essai sur les relations de la Bretagne avec le pouvoir central (dans le début de cette étude très documentée, l'auteur étudie les commissaires et intendants en Bretagne au XVI<sup>e</sup> s.). — P. JANVIER. Histoire religieuse du district de Rennes sous la Convention (plan d'un mémoire présenté à la Faculté des lettres de Rennes). — G. DOTTIN. Louis Eunius ou le purgatoire de saint Patrice (dans l'introduction de cette étude, l'auteur étudie la légende du purgatoire). = T. XXVII, 1911, n° 1. Abbé R. FEYEL. Histoire religieuse du district de Rennes sous la Législative (analyse d'un mémoire présenté à la Faculté des lettres de Rennes). — F. QUESSETTE. L'administration financière des États de Bretagne de 1689 à 1715 (étudie les différents devoirs, leur ferme, leur valeur, leur perception; à suivre). — Léon MAÎTRE. Situation du diocèse de Nantes aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> s. (suite du cartulaire des évêques de Nantes). — S. CANAL. Les origines de l'intendance de Bretagne (étudie les intendants d'armées. Ch. Turquant; continue).

**25. — Revue de Bretagne.** 1911, juin. — V<sup>te</sup> DE LOURMEL. Paroisse de Planguenoual (Côtes-du-Nord; notes détachées; continue dans les nos de juill.-août et sept.-oct.). — V<sup>te</sup> C. DE CALAN. Mélanges historiques (îles de l'Étain, le pays de l'ambre, Caerleon et Exeter). — J. DE LA PASSARDIÈRE. Topologie des paroisses du Léon (à suivre en sept.-oct.). = Juill.-août. G. DE CLOHARS-CARNOET. Le chevalier de Tinténac et la chouannerie (nombreux documents; continue dans le n° de sept.-oct.). — Albert TRAVERS. Armoricains et Bretons (conclusions). = Sept.-oct. F. UZUREAU. Les prêtres angevins morts à Nantes (1793-1794). — Paul DE LA BIGNE. Saint Gilduin de Combour (sans critique). = Nov. M<sup>ie</sup> DE BEAUCHESNE. Expédition d'Édouard Wydeville en Bretagne (1488; presque rien d'historique dans cet article littéraire). — V<sup>te</sup> Paul DE FRESLON. Essai généalogique sur la famille Eder (notes).

**26. — Revue de Gascogne.** 1911, juill.-août. — P. COSTE. Lettres inédites de saint Vincent de Paul (proviennent pour la plupart des archives de la maison de la Mission de Turin; suite en sept.-nov.). — C. LAFFARGUE. Épisodes d'histoire religieuse à Éauze, 1790-1792 (I : La déclaration des bénéfices; suite en sept.-oct.). = Sept.-oct. PAGEL. Les prétendues courses de taureaux de Montréal-du-Gers au XV<sup>e</sup> s. (attaques personnelles contre Ch. Samaran). — Baron DE BATZ. La lutte catholique dans le sud-ouest au XVI<sup>e</sup> s. (quelques documents que l'auteur a tirés des archives de sa famille). — G. LESTRADE. Encore l'évêché de Bayonne et l'abbé de Saint-Cyran (il semble difficile d'affirmer que le projet de nommer Saint-Cyran à Bayonne ait été inventé; la tradition janséniste n'est pas sans valeur). = Nov. MONDON. Vieilles choses et anciens textes de la Bigorre (1<sup>er</sup> article; sur l'introduction du droit français dans la Bigorre, que l'auteur place entre

1216 et 1251; publie une donation de 1272 écrite en gascon et rédigée selon les formules du droit français). — A. LAFONT. La tour de Cordouan dans les comptes de Miradoux (en 1559-1600). — CÉZÉRAC. Nécrologie : Cyprien Lacave La Plagne-Barris. = C.-rendu : *Meillon*. Essai d'un glossaire des noms topographiques les plus usités dans la vallée de Cauterets et la région montagneuse des Hautes-Pyrénées (conscientieux, mais confus et inexpérimenté).

**27. — Revue d'histoire de Lyon.** 1911, juill.-août. — J. LEROUDIER. La décoration des étoffes de soie à Lyon pendant le premier Empire. — H. DE TERREBASSE. Pierre de Villars (baron de Maclas, dit le marquis de Villars, 1622-1698; suite). — Marius RIOLLET. Le journal d'un curé de campagne, 1768-1790 (Roux, curé de la Balme). — Louis CAILLET. Projet de construction d'une enceinte fortifiée à Saint-Genis-Laval (document de 1447). = Sept.-oct. E. VIAL. Les officiers et employés municipaux (1679-1753) (on essaya à Lyon d'enrayer la ruine des finances municipales en réalisant quelques économies sur les officiers et employés municipaux; publie une délibération de 1694 les concernant). — E. LEROUDIER. La décadence de la fabrique lyonnaise (à la fin du XVIII<sup>e</sup> s., elle se trouvait dans une situation déplorable; crise de 1787; continue dans le n<sup>o</sup> suivant). — P. TRUCHON. Les transports et voies de communication au service du commerce lyonnais sous la Restauration; étudie des projets très hardis conçus à ce sujet de 1814 à 1830). — A. CROZE. Documents sur la fabrique lyonnaise de soieries au XVIII<sup>e</sup> s. (1753, 1772). — Id. Les privilèges d'une commune au XIII<sup>e</sup> s. (franchises accordées en 1255 aux habitants de Saint-Trivier par Guillaume Chabuez, seigneur du lieu; texte français). = C.-rendu : *Adrien Rambaud*. La chambre d'abondance de la ville de Lyon. = Nov.-déc. LÉON VALLAS. La véritable histoire de Françoise Journet (chanteuse d'opéra, 1675-1722). — E. VIAL. Le fourrier de la ville de Lyon (petit officier établi au XVI<sup>e</sup> s., avait une part des attributions confiées d'abord au receveur de la ville, puis au voyer). — A. CROZE. Les origines de l'Hôtel-Dieu de Lyon (aumônerie du Saint-Esprit, existait dès 1129; hôpital du pont du Rhône sous les frères pontifes à la fin du XII<sup>e</sup> s.). — L. CAILLET. Note sur la collation du titre de bourgeois de Lyon accordée à François Sasset et aux « Facteurs » de la banque de Côme de Médicis en 1455.

**28. — Revue historique et archéologique du Maine.** 1911, t. LXIX, n<sup>o</sup> 3. — Louis FROGER. La paroisse d'Amné de 1585 à 1590. — Dr Paul DELAUNAY. Un médecin pédagogue au XVIII<sup>e</sup> s. : Jean Verdier (suite; le procès avec M. de Buffon). — J. VAVASSEUR. Contilly seigneurial (suite). — J. PALLU DU BELLAY. Mémoire sur la chouannerie dans le district de Château-Gontier. = T. LXX, n<sup>o</sup> 1. Abbé REEB. Le collège de l'oratoire du Mans (1624-1791, historique; continue dans le n<sup>o</sup> suivant). — Dr DELAUNAY. Un médecin pédagogue au XVIII<sup>e</sup> s. : Jean Verdier (fin). — Abbé J. VAVASSEUR. Contilly seigneur-



rial (fin). — V<sup>e</sup> DE GHELLINCK-VAERNEWYCK. Le Mans et ses monuments (notes d'archéologie). = N° 2. Chanoine FROGER. Les lépreux à Assé-le-Riboul (au XVI<sup>e</sup> s.). — R. P. dom GUILLOREAU. Relations des de la Jaille avec l'Angleterre (pendant le premier quart du XIII<sup>e</sup> s.; documents). — CHOPIN et FROGER. Ancinnes (notes d'histoire ecclésiastique sur cette paroisse). — G. FLEURY. Thomas Toustain est-il un maçon ou un architecte (à propos de l'étude de M. Henri Stein dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires*).

29. — *Revue du Midi*. 1911, n° 7. — YRONDELLE. Théâtre romain d'Orange (notes sur l'histoire de son déblayement). — F. MAZURIC. La sculpture antique au musée de la Maison-Carrée à Nîmes (fin du catalogue). = N° 8. L. DUHAMEL. Le cardinal d'Armagnac, archevêque d'Avignon (notes sur son installation et la date de sa mort; documents tirés des archives de Vaucluse et d'Avignon). — Lieutenant X. Lettres de volontaires de l'armée du Rhin, 1791-1794 (à suivre). = N° 9. L. CAILLET. Documents concernant Beaucaire, le Pont-Saint-Esprit (tirés de la collection Morin-Pons conservée à la bibliothèque de Lyon, 1347-1479; à suivre). — E. DUPRAT. Notes de topographie avignonnaise (Saint-Trophime de Blauvac et Saint-Victor de Bucco ou de Boqueto). = C. rendus : Abbé M. Chailan. Un grand vicaire de Mgr de Belloy, évêque de Marseille, Jean-Baptiste Giraud, prêtre d'Arles (1722-1728). — E. SEVESTRE. L'organisation du clergé paroissial à la veille de la Révolution. = N° 10. C. PITOLLET. Quatre lettres inédites de Louis-Charles Poncy au Nimois Jules Canonge (1850-1864). — E. BONDURAND. La crise archéologique (à propos du livre d'A. Marignan : *Les méthodes du passé dans l'archéologie française*; prend parti en sa faveur, mais sans donner de raisons). — E. LACOMBE. Un Nimois illustre : Cheysson (continue dans le n° suivant). — Jean SAINT-MARTIN. Les derniers représentants de Rome à Avignon et dans le Comtat-Venaissin (Giovio, archevêque d'Avignon, a travaillé aux archives du Vatican). = N° 11. P. LAURIS. Documents sur la révolution d'Avignon : lettres de victimes. — Élie MAZEL. Les tours magnettes de l'enceinte romaine à Nîmes (étudie le tracé de l'ancienne enceinte dont il retrouve des vestiges et des fragments englobés dans des constructions modernes).

30. — *Revue des Pyrénées*. 1911, n° 2. — L.-G. PELLISSIER. Sur Machiavel (conférence donnée en 1910 à l'École des sciences sociales). — E. GUITARD. Seignelay contre les protestants (étudie le rôle du fils de Colbert, secrétaire d'État de la Maison du roi et de la Marine, dans la Révocation de l'édit de Nantes, 1669-1690 (continue dans les n°s suivants). — H. ROUZAUD. Le séjour d'une Anglaise à Toulouse en 1785 (d'après le journal inédit de M<sup>me</sup> Cradock). = N° 3. Fr. GALABERT. La recherche de la paternité à Toulouse et les volontaires nationaux (d'après des registres de l'ancien état civil conservés aux archives de Toulouse et contenant les déclarations de grossesses en

1792). — L. DE SANTI. La question de Louis XVII et Lamothe-Langon devant le Sénat. — Mathieu AUGÉ-CHIUET. L'évolution de Gio-sué Carducci. — Ad. COSTER. Antiquaires d'autrefois (à propos de lettres inédites de François Filhol, hebdomadier de Saint-Étienne de Toulouse, au chroniqueur d'Aragon don Francisco-Ximénez de Urréa).

## ALSACE-LORRAINE.

**31. — Revue d'Alsace.** 1911, juill.-août. — HANAUER. Les archives de Thann (analyse d'un cartulaire de 1483; continue dans les numéros suivants). — C. OBERREINER. Notes tirées des State papers (sur L. de Schwendi et S. Vogelsperger et Georges Zolcher, de Strasbourg; XVI<sup>e</sup> s.). — A. GENDRE. Hypothèses étymologiques (sur des noms de lieux des environs de Belfort et de Masevaux). — Louis HERBELIN. Notes pour servir à l'histoire de Delle : origine et dénominations. — A.-M.-P. INGOLD. Anecdota Elenbergensia. — A. GASSER. Avons-nous une relique de Jeanne d'Arc? (à propos de l'attribution à Jeanne d'Arc d'une épée du XV<sup>e</sup> s. conservée au musée de Dijon). = Sept.-oct. V<sup>te</sup> DE REISET. Une tentative d'empoisonnement contre Louis XVIII en 1804. — Dom DE DARTEIN. Le P. Hugues Peltre et sa vie latine de sainte Odile (sources de la vie latine). — Journal du palais de Holdt (9<sup>e</sup> feuille). = Nov.-Déc. C. OBERREINER. Les origines de Belfort (Belfort devrait son origine à un gué). — A. HANAUER. Les archives de Thann (suite de l'inventaire : actes administratifs et politiques de la commune). — A. GASSER. Les villages du bailliage de Soultz (la vallée de Rimbach : Jungholtz). — Sélestat en 1770-71 (lettres de M<sup>lle</sup> Mohler et du père Gratry). — Dom G. DE DARTEIN. Le nom latin de sainte Odile.

## AUTRICHE.

**32. — Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung.** T. XXXII, 1911, n<sup>o</sup> 3. — Harold STEINACKER. Diplomatie et histoire locale (s'efforce de montrer, de manière concrète, d'après l'exemple de von Mitis, la méthode à suivre en matière de diplomatie provinciale et le rapport de celle-ci avec l'histoire; prend comme exemple la région des Alpes autrichiennes; importante contribution à l'histoire de la diplomatie des actes privés). — E. MAYER. Les pairs à la cour du roi de France (étudie l'évolution de leur rôle; important). — K. HAFNER. Lettres de Hammer-Purgstall (étudie et publie six lettres inédites écrites par cet orientaliste autrichien au comte Saurau lors de son séjour en Turquie : 1799-1807). = C.-rendus : Aloys Schulte. Der Adel und die deutsche Kirche im Mittelalter. (ouvrage de la plus grande importance pour l'histoire des institutions allemandes). — Theod. Mayer. Der auswärtige Handel des Herzogtums Österreich im Mittelalter; —

Zwei Passauer Mauthbücher aus den Jahren 1400-01 und 1401-02. — Revue de l'histoire de l'art [1910, n° 3]. *Paul Hartmann*. Die gotische Monumental-Plastik in Schwaben. Ihre Entwicklung bis zum Eindringen des neuen Stils zu Beginn des xv Jahrh. = N° 4. *Hermann Wopfner*. La souveraineté et l'autorité gouvernementale en Brangdebourg et en Autriche (à propos du livre de Hans Spangenberg : *Hof-und Zentral Verwaltung der Mark Brandenburg im Mittelalter*; montre la différence du développement de la souveraineté dans les deux Marches, différence qui tient en grande partie à la personnalité de leurs chefs). — *Robert Ries*. Sur les œuvres de Pierre d'Eboli (reprend et combat les conclusions de Siragusa dans son édition du *Liber ad honorem Augusti di Pietro da Eboli*; l'auteur considère l'identification de « magister Petrus (versificator) de Ebulo » avec « magister Petrus Ansolinus de Ebulo » comme peu vraisemblable; on ne peut identifier de manière certaine Pierre d'Eboli qu'avec le « magister Petrus versificator » du diplôme de 1221). — *L. Steinberger*. Sur le nom et l'histoire du passage du Brenner (discussion des diverses étymologies possibles; une famille Prenner a donné son nom au passage; l'auteur étudie et critique les interprétations qu'on a données des vers de Venantius Fortunatus mentionnant à cet endroit des « templa Valentini benedicti »). — *Paul Heigl*. Sur le registre ms. de Jean VIII. — *Fritz Gruner*. Un nouveau ms. de la « Summa cancellariæ » de Jean de Neumarkt. — *G. Sommerfeldt*. La lettre de l'humaniste Jean Rhagius à Christophe Ziegler en 1507 (donne le texte). = C.-rendus : *K.-Th. v. Inama-Sternegg*. Deutsche Wirtschaftsgeschichte; t. I, 2<sup>e</sup> éd. (excellent manuel; mais, malgré des modifications, ce n'est qu'une réédition de l'œuvre parue en 1879, non une refonte). — *G. Friedrich*. Codex diplomaticus et epistolaris regni Bohemiae. — *Id.* Acta regum Bohemiae selecta phototypice expressa (c.-rendu de W. Erben très important). — *Fr. Stieve*. Ezzelino von Romano (critique des sources insuffisante). — *Dr Zippora-Schiffer*. Markgraf Hubert Pallavicini (la biographie est consciencieuse, mais l'étude n'est pas assez poussée). = Supplément, t. VIII, 1911. *Lothar Gross*. La diplomatique des actes des évêques de Passau au xii<sup>e</sup> et au xiii<sup>e</sup> s. (étude très considérable et très approfondie suivie de documents inédits et d'un regeste des actes de ces évêques depuis Ulrich I<sup>er</sup>, 1092-1121, à Pierre, 1265-1280). — *F. Bliehm-Zrieder*. Un pamphlet du cardinal Bartolomeo Mezzavacca contre le traité du cardinal Pierre Flandrin (1379; publie ce document très intéressant pour l'histoire d'Urbain VI et des mouvements populaires à Rome après la mort de Grégoire XI).

## BELGIQUE.

33. — *Analecta Bollandiana*. 1911, n° 1. — *P. Peeters*. Pour l'histoire du synaxaire arménien (à propos de la nouvelle édition de ce précieux document, l'auteur nous en esquisse l'histoire, et men-

tionne les rarissimes éditions antérieures). — F. VAN ORTOY. Pierre Ferrand, O. P., et les premiers biographes de saint Dominique, fondateur de l'ordre des Frères Prêcheurs (étude critique sur diverses éditions de la vie de saint Dominique par Constantin Médicis). — A. PONCELET. A propos de saint Brice (discute une correction proposée par J. Rabory au texte de Grégoire de Tours). = C.-rendus : Acta Sanctorum novembris; III (renferme les actes des saints honorés les 5, 6, 7 et 8 de ce mois). — E. G. Cuthbert F. Atchley. A History of the use of incense in divine Worship (étudie l'usage de l'encens chez les peuples de l'antiquité païenne et chez les chrétiens. Bien documenté, mais un peu confus). — J. G. Frazer. Totemism and Exogamy. A Treatise on certain early forms of Superstition and Society (a recueilli une quantité énorme de faits pour étayer ses théories très controversées). — M. Tamarati. L'église géorgienne des origines jusqu'à nos jours (beaucoup de renseignements nouveaux d'après les archives de la Propagande; conteste l'authenticité des saintes tuniques de Trèves et d'Argenteuil; manque parfois de critique, et se laisse influencer par le préjugé patriotique). — C. Charon. Histoire des patriarchats melkites. Alexandrie, Antioche, Jérusalem; III (clair, intéressant, bien informé). — E. Amann. Le protévangile de Jacques et ses remaniements latins (excellentes notes historiques). — M. Huber. Die Wanderlegende von den Siebenschläfern (cette légende n'est ni d'origine grecque (de Goeje) ni d'origine syriaque (Nöldeke) : elle a été rédigée primitivement en latin; cette thèse est fort paradoxale). = Nos 2-3. Biographie de P.-Ch. De Smedt (éminent historien, président des Bollandistes, 1831 + 1911). — C. VAN VORST. Saint Phocas (discute, d'après les sources, le point de savoir s'il y en a eu un ou plusieurs de ce nom).

**34. — Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique.** 1911, n° 1. — B. LEFEBVRE. Mémoires des trois derniers abbés et comtes de Gembloux (curieux journal fournissant quantité de renseignements intéressants au point de vue religieux, politique et économique pour une grande partie du XVIII<sup>e</sup> s.). — A. PASTURE. Un projet de suppression de l'abbaye de Saint-Thomas de Cantimpré sous les archiducs Albert et Isabelle (on voulait pourvoir à la dotation de la mense épiscopale de Ruremonde par une série d'échanges; documents des archives vaticanes). — L. VAN DER ESSEN. Les rapports de Philippe de Marnix de Sainte-Aldegonde avec Alexandre Farnèse en 1590 (Marnix communiqua à Farnèse les dénonciations adressées contre lui par Moreo à Philippe II; documents des archives farnésiennes à Naples). — R. GITS. L'établissement de la commission ecclésiastique et de la commission des fondations pieuses (1785-1787; Joseph II visa à centraliser dans les bureaux de ces deux commissions toute l'administration religieuse des Pays-Bas autrichiens). = N° 2. C. TERLINDEN. Documents relatifs à la persécution dans le diocèse de Gand sous le gouvernement hollandais (conflit entre le gouverne-

ment et l'évêque de Gand, Maurice de Broglie; d'après les documents judiciaires). — J.-B. GOETSTOUWERS. Notes sur les papiers de Pierre de Hagenbach (bailli de Charles le Téméraire en Alsace de 1469 à 1474; d'après les documents des archives de l'État à Innsbruck).

**35. — Archives belges.** 1911, n° 1. — C.-rendus : *K. Dönges*. Wilhelm der Schweiger und Nassau Dillenbourg (détails inédits sur les rapports du Taciturne avec sa famille et sur l'aide que celle-ci lui apporta dans sa lutte contre l'Espagne). = Nos 2-4. *N. - W. Posthumus*. De Geschiedenis van de Leidsche Lakenindustrie (histoire complète et méthodique de l'industrie drapière en Hollande). — *De Boer*. L'Armada de 1639 (élucide un des épisodes les plus intéressants de la guerre des Pays-Bas contre l'Espagne au xvi<sup>e</sup> s.). — *G.-G. Nols*. L'abbaye du Parc (1786-1836; expose l'histoire du monastère depuis la publication des édits de Joseph II jusqu'à la restauration des Prémontrés; résume un grand nombre de documents des archives). = N° 5. *N. Hachez*. Essai sur le délit de sacrilège en droit français jusqu'à la fin du xv<sup>e</sup> s. (excellent travail fait d'après les sources). = N° 6. *P. Mandonnet*. Siger de Brabant (important pour la connaissance du milieu intellectuel et des courants doctrinaux du xiii<sup>e</sup> s.). — *P. Duchaine*. La franc-maçonnerie belge au xviii<sup>e</sup> s. (révélation curieuses). — *P. Verhaegen*. Le baron d'Hartemberg, promoteur de l'union hollando-belge (histoire romanesque d'un aventurier politique dénué de scrupules, † 1846). = N° 7. *B. Hagedorn*. Ostfrieslands Handel und Schiffahrt im 16 Jahrhundert (grande abondance de renseignements puisés à des sources inexplorées). — *O. Rubbrecht*. L'origine du type familial de la maison de Habsbourg (ingénieux, mais trop hardi dans ses conclusions). — *E. de Moreau*. Adolphe Dechamps (biographie attachante d'un des hommes d'État les plus marquants du parti conservateur belge; 1807 † 1875).

**36. — Annales de la Société d'émulation de Bruges.** 1911, n° 1. — *L. Gilliodts van Severen*. Un drame judiciaire entre deux seigneurs de la salle d'Ypres, 1651-1657 (intéressantes révélations sur la marche et les formes de la procédure criminelle au xvii<sup>e</sup> s.). = C.-rendus : *Muller, Feith et Fruin*. Manuel pour le classement et la description des archives (ouvrage de premier ordre). — *E. Herbig*. Die Betriebsart der Tuchindustrie Brügges im Mittelalter (d'après les chartes et ordonnances des métiers; bibliographie insuffisante). — *A. Roersch*. L'humanisme belge à l'époque de la Renaissance (étude fouillée et neuve). — *A. Savine*. La chasse aux luthériens des Pays-Bas. Souvenirs de Francisco de Enzinas (sans valeur scientifique). = N° 2. *R. Kerckx*. Sur l'emploi du style de l'Annonciation dans la chronique de Gislebert de Mons et dans la chancellerie montoise à la fin du xii<sup>e</sup> s. (discute l'opinion de Wauters, Arndt et Vanderkindere, d'après lesquels le chroniqueur aurait suivi le style de Pâques). — *R. Dupont*. Prêtres assermentés et prêtres insermentés dans la région



de Nieuport (détails, puisés aux sources, sur la persécution religieuse en Flandre pendant l'occupation française de 1797-1800). = C.-rendus : A. Duclos. Bruges. Histoire et souvenirs (la partie descriptive est excellente, mais la partie historique laisse à désirer). — A. *Merghelynek*. Les étrangers dans la Westflandre, le Tournaisis et la châtellenie d'Ath (dictionnaire généalogique bien conçu; détails curieux au point de vue des anciens usages). — N.-W. *Posthumus*. Histoire de l'industrie drapière à Leyde (le livre le plus méthodique qui ait paru jusqu'à ce jour en matière d'histoire de l'industrie textile). — A. *Van de Velde*. Le métier des tonneliers à Bruges (bien documenté). — H. *Bosmans*. Grégoire de Saint-Vincent (célèbre mathématicien, 1584 + 1667. Excellente contribution à l'histoire des mathématiques en Belgique).

**37. — Annales du Congrès flamand de philologie et d'histoire<sup>1</sup>. 1911.** — E. PRIMS. Les notions anversoises (corporations qui datent du moyen âge et existent encore aujourd'hui au port d'Anvers). — P. TACK. Les procès de sorcellerie à Malines (analyse de vingt-deux dossiers de procès de l'espèce intentés de 1544 à 1643). — A. FIERENS. L'institut historique belge à Rome (expose l'organisation et l'activité de cet établissement fondé depuis peu). — J. SENCIE. Les archives dans la Grèce ancienne (organisation et histoire). — A. DE CEULENEER. Paul de Middelbourg et la réforme du calendrier (biographie de cet érudit précurseur du calendrier grégorien). — H. VAN DER LINDEN. L'histoire économique (rend compte de l'influence exercée dans ce domaine par H. Pirenne, et démontre la nécessité des publications de sources et d'inventaires pour la période moderne).

**38. — Bulletin de la Classe des lettres de l'Académie royale de Belgique. 1911, n° 5.** — C.-rendus : L. Verriest. Les luttes sociales et le contrat d'apprentissage à Tournai (l'auteur fait preuve d'un remarquable esprit juridique). — Vliebergh et Ulens. La condition des classes agricoles au XIX<sup>e</sup> s. en Belgique. L'Ardenne (bien documenté). — F. Simenon. L'organisation économique du domaine de Saint-Trond de la fin du XIII<sup>e</sup> s. au commencement du XVII<sup>e</sup> (recherches approfondies, statistiques intéressantes). — M.-A. Kugener. Histoire du paganisme dans l'empire d'Orient (érudition précise et étendue). = N° 6. F.-J. Van den Branden. Anna Bijns, sa vie et ses ouvrages (en flamand; recherches nouvelles sur la fameuse rhétoricienne flamande qui défendit avec une ardeur virile l'Eglise romaine contre Luther). = N° 7. E. GOBLET D'ALVIELLA. Croyances, institutions (importantes études d'histoire religieuse). = N° 8. C. PERGAMENI. Le clergé bruxellois et les serments révolutionnaires sous le Directoire (détails intéressants puisés surtout aux archives communales de Bruxelles).

1. Tous ces travaux sont rédigés en flamand.

**39. — Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand.** 1910, nos 7-8. — V. VERMAST. Le règne de Baudouin le Chauve en Flandre (étude les invasions normandes de 879-871 et la politique du prince). — V. FRIS. La conspiration de Pierre Schoonaert à Gand en 1466 (en flamand. Histoire d'un soulèvement des communiers gantois, irrités des atteintes portées par Charles le Téméraire à leurs privilèges). = Nos 9-10. V. FRIS. Extraits de chroniques gantoises contemporaines concernant le traité anglo-américain de Gand en 1814 (révélations intéressantes sur ces négociations peu connues). = 1911. Nos 1-2. H. PIRENNE. Liberté et propriété en Flandre du VII<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle (combat l'opinion soutenue par feu L. Van der Kindere). — V. FRIS. Les dégâts commis à Gand par les iconoclastes en 1566, 1578 et 1579 (relevé des objets d'art religieux détruits).

**40. — Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain.** 1911. N° 1. — C. CALLEWAERT. La méthode dans la recherche de la base juridique des premières persécutions (elles furent basées sur la loi d'exception : non licet esse christianos). — L. BRIL. Les premiers temps du christianisme en Suède (importante étude critique des sources littéraires hambourgeoises). — G. CONSTANT. La transformation du culte anglican sous Édouard VI (étudie les tendances successives qui se font jour dans l'Église anglicane : luthérienne, zwinglienne, calviniste). = C. rendus : N. A. Weber. History of the simony in the christian Church (va des origines à la mort de Charlemagne; travail méritoire, manque de soin au point de vue bibliographique). — T. Hughes. History of the society of Jesus in North America (recueil de documents publiés avec beaucoup de méthode). — F. J. Zwierlein. Religion in New-Netherland (beaucoup de choses intéressantes, mais manque de méthode). — J. Mac Coffrey. History of the Catholic Church in the nineteenth century (excellent résumé). — R. Reitzenstein. Die hellenistischen Mysterienreligionen; ihre Grundgedanken und Wirkungen (riche érudition, mais beaucoup de rapprochements forcés). — O. Cartellieri. Geschichte der Herzöge von Burgund. I : Philipp der Kühne (excellent). — F. Callaey. L'idéalisme franciscain spirituel au XIV<sup>e</sup> siècle. Étude sur Ubertino de Casale (résultat d'une étude minutieuse des sources). = N° 2. A. CAUCHIE. Le P. Ch. De Smedt, président de la Société des Bollandistes, 1833-1911 (attachante biographie du savant hagiographe). = C.-rendu : J. Schaefer. Basilius des Grosses Beziehungen zum Abendlande (étudie les desseins politico-ecclésiastiques qui animaient Basile dans ses relations avec l'Occident). — F.-X. Barth. Hildebert von Lavardin (1056-1133) und das hirschliche Stellenbesetzungsrecht (importante contribution à l'histoire de la querelle des investitures). — N. Paulus. Hexenwahn und Hexenprozess vornehmlich im XVI<sup>e</sup> Jahrhundert (élucide d'une manière définitive plusieurs questions relatives à la sorcellerie). — J.-R. Kusej. Joseph II und die äussere Kirchenverfassung Inner-Österreichs (bien documenté). — G. Buschbell. Reformation und Inquisition in Italien

um die Mitte des xvi Jahrhunderts; II (importantes études sur la contre-réforme en Italie, faites sur les documents des archives). = N° 3. P. FOURNIER. Le décret de Burchard de Worms, ses caractères, son influence (dégage les solutions données par Burchard aux plus importantes questions d'ordre canonique agitées au xi<sup>e</sup> s.). = C.-rendus : A. Harnack. Entstehung und Entwicklung der Kirchenverfassung und des Kirchenrechts in den zwei ersten Jahrhunderten (puissante synthèse, dont certaines parties, cependant, paraissent fragiles). — C. Kirch. Enchiridion fontium historiae ecclesiasticae antiquae (excellent). = N° 4. P. VAN ISACKER. L'intervention militaire de Clément VIII en France à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle (détermine le chiffre des dépenses effectuées par le pape afin d'aider la Ligue dans sa campagne contre Henri IV). = C.-rendus : J. Felten. Neutestamentliche Zeitgeschichte oder Judentum und Heidentum zur Zeit Christi und der Apostel (très méthodique et richement documenté). — R. Köstler. Huldentzug als Strafe (étude sur la privation de la faveur royale ou pontificale, considérée comme peine; sujet neuf; excellente contribution à l'histoire du droit). — G. Schreiber. Kurie und Kloster im xii Jahrhundert (étude juridique très originale et très complète). — A.-O. Meyer. England und die katholische Kirche unter Elisabeth und den Stuarts; t. I (excellente synthèse). — E. Fueter. Geschichte der neueren Historiographie (met bien en lumière ce que chaque époque a apporté d'original dans la façon d'écrire l'histoire.)

41. — **Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous.** 1911, n° 1. — D.-U. BERLIÈRE. Lettres inédites de Bénédictins de Saint-Maur (grand nombre de lettres, intéressantes pour l'histoire littéraire et religieuse du xviii<sup>e</sup> s., échangées entre Dom Martène, Toustain, Ruinart, Montfaucon, etc.). = C.-rendus : W. Senday. Christologies ancient and modern (retrace le développement de la spéculation christologique dans l'antiquité chrétienne et dans la théologie moderne; appelle de nombreuses réserves). — H. Biaudet. Les nonciatures apostoliques permanentes jusqu'en 1648 (excellent instrument de travail). = N° 2. D.-G. MORIN. Étude d'ensemble sur Arnobe le Jeune (auteur d'une série d'ouvrages de théologie; il était moine et composa ses ouvrages à Rome, vers le milieu du v<sup>e</sup> s.). = C.-rendus : F. Callaey. L'idéalisme franciscain spirituel au xiv<sup>e</sup> s. (étude sur le rigoriste franciscain Ubertino de Casale; bon tableau d'ensemble du mouvement franciscain au xiii<sup>e</sup> et au xiv<sup>e</sup> s.). — G. Schreiber. Kurie und Kloster im xii Jahrhundert (un des ouvrages les plus importants qui aient été publiés jusqu'ici sur la situation juridique des monastères au moyen âge). — O. Hirzel. Abt Heriger von Lobbes 990-1007, (pêche par défaut de connaissances sur la bibliographie belge). = Nos 3-4. D.-P. DENIS. D. Vincent Marsolle, quatrième supérieur général de la congrégation de Saint-Maur (il fut le supérieur de Mabillon, et l'encouragea constamment dans ses études; 1616 + 1681). — E. de Moreau. Adolphe Dechamps, 1807 + 1875 (importante biographie d'un homme

d'État belge qui fut longtemps le chef écouté du parti conservateur). — *E. Kalischer*. Beiträge zur Handelsgeschichte der Klöster zur Zeit der Grossgrundherrschaften (importante étude d'histoire économique; expose et explique l'abandon graduel de l'exploitation directe aux <sup>x</sup><sup>e</sup> et <sup>xi</sup><sup>e</sup> s.).

## ÉTATS-UNIS.

**42.** — *The Nation*. 1911, 23 mars. — Essays in american history, dedicated to Fred. J. Turner (recueil de travaux d'érudition généralement consciencieux). — *Dunn-Pattison*. The Black Prince (bonne biographie). = 30 mars. *Murray*. English dramatic companies, 1558-1642 (excellent). = 6 avril. *Chase*. The beginnings of the american Revolution (ample et intéressant recueil de lettres, d'extraits de mémoires et d'autres documents contemporains, le tout d'ailleurs mal arrangé, avec des ignorances et parfois un manque de jugement qui étonnent). = 13 avril. *Mac Kim*. A soldier's recollections. Leaves from the diary of a young Confederate (intéressant). = 20 avr. *Avary*. Recollections of Alex. H. Stephens; his diary kept when a prisoner at Fort Warren, Boston harbour, 1865 (intéressant; l'auteur, qui fut un prisonnier politique, avait été auparavant vice-président des États confédérés d'Amérique). = 27 avril. *Broadley*. Napoleon in caricature, 1795-1821 (important). — *Johnston*. The Corsican (vie de Napoléon caractérisée par ses propres paroles). — *Shorter*. Napoleon in his own defence; being a reprint of certain letters written by Napoleon from St Helene to Lady Clavering and a reply by Theodore Hook (bonne réimpression des « Lettres du Cap » publiées en 1817). — *Young*. The growth of Napoleon (essaie d'expliquer Napoléon par le milieu dans lequel il a passé son enfance et sa jeunesse). = 1<sup>er</sup> juin. *Beecham*. Gettysburg; the pivotal battle of the civil war (l'auteur est un officier qui a des idées personnelles, mais qui n'est pas un historien. Beaucoup d'erreurs). = 15 juin. *Perkins*. France in the american Revolution (remarquable; on note, en outre, ce point que l'auteur est un des très rares savants ou érudits qui aient été membres du Congrès américain). — *Silvester*. Indian wars of New England (quinze cents pages pour raconter les guerres contre les Indiens en Nouvelle-Angleterre jusqu'en 1763, c'est beaucoup trop. D'ailleurs, point de plan et des partis pris qui n'ont rien de scientifique). = 22 juin. *Farrand*. The records of the federal Convention of 1787 (recueil qui rendra de grands services). — *Ambler*. Sectionalism in Virginia, 1776-1861 (on désigne par le nom de sectionalisme l'ensemble des régions qui, dans chaque État et en dehors de leurs frontières souvent tout artificielles, ont des intérêts communs économiques et religieux. Ces intérêts, en contradiction avec la politique des États, ont plus d'une fois fait sentir leur influence sur cette politique. Nulle part mieux qu'en Virginie). = 6 juill. De l'influence exercée par Boèce sur l'esprit du moyen âge (critique l'opinion exprimée sur

ce sujet par H. O. Taylor : *The mediæval mind*). — *Murdoch*. A history of Japan; t. I : 1542 (ouvrage considérable, où l'on regrette cependant de trouver des lacunes, par exemple sur l'art, la religion, la civilisation en général). — *Paltsits*. Minutes of the Executive Council of the Province of New York. Administration of Francis Lovelace, 1668-1673; t. I-II. = 13 juill. *Brindley*. History of taxation in Iowa (bon). — *Bolton*. Scotch-irish pioneers in Ulster and America (beaucoup de recherches, surtout biographiques et généalogiques). = 20 juill. *MOFFATT*. Introduction to the literature of the New testament (très remarquable). = 27 juill. *King*. A history of Sumer and Akkad (t. I d'un ouvrage qui prendra le premier rang parmi les livres relatifs à l'histoire ancienne de l'Assyrie et de la Chaldée). = 3 août. *Carden*. The life of Giorgio Vasari (bonne étude sur l'homme, qu'il faut se garder de surfaire). = 10 août. *Fisher*. The end of the irish Parliament (bonne histoire des trente dernières années, 1767-1800, que dura le parlement irlandais). — *Hirst*. The Stock exchange (brève et substantielle étude sur l'histoire et le fonctionnement de la Bourse de Londres). = 24 août. *Taylor*. The origin and growth of the american constitution (étudie les œuvres qui ont préparé les esprits à admettre la constitution fédérale des États-Unis, en particulier une *Dissertation* de Peletiah Webster, 1783; bonne histoire de la constitution). = 21 sept. *Morse*. The international relations of the Chinese empire, 1834-1860 (excellente étude par un Américain qui a passé en Chine la plus grande partie de sa vie et qui en connaît à fond les institutions et l'histoire). = 28 sept. *Ballagh*. The letters of Richard Henry Lee; I : 1762-1778 (Lee fut un des principaux chefs de la Révolution américaine. On a réuni de lui environ 500 lettres qui ne manqueront pas d'éclairer plusieurs points obscurs de cette période). — *Dasent*. The speakers of the House of Commons, from the earliest times to the present day (très intéressant). = 5 oct. *Turner*. Original records of early Non-Conformity under persecution and indulgence (recueil très substantiel de documents inédits concernant les Non-Conformistes en Angleterre de 1662 à 1676). = 19 oct. *Garstang*. The land of the Hitites (important). = 2 nov. *Kæbel*. Uruguay (bon).

**43. — The American historical Review.** 1911, juill. — **BURR**. Un nouveau fragment sur la mort de Luther, avec d'autres glanures du temps de la Réforme (fragment copié sur une bible de la traduction de Luther; inscriptions manuscrites concernant Pellican, Matthias Held. Les volumes où ces documents ont été trouvés appartiennent aujourd'hui à la bibliothèque de l'Université Cornell; avec deux fac-similés). — Bibliographie de la guerre russo-japonaise, par un officier anglais (2<sup>e</sup> article). — **LEARNED**. Établissement du ministère de l'Intérieur aux États-Unis (c'est en 1849 que fut établi un secrétaire d'État pour l'intérieur, afin de soulager le secrétaire du Trésor, surchargé de travail par l'annexion récente du Nouveau-



Mexique, de la Californie et de l'Orégon. L'idée remontait d'ailleurs à la présidence de Madison). — DODD. La lutte pour le nord-ouest en 1860 (à l'effet de détruire l'hégémonie exercée par les démocrates du sud). = Documents : La seconde session du 1<sup>er</sup> Congrès; lettre du sénateur Few en 1790. — Notes adressées par les colons établis dans la région dite « Head of french broad river » aux États-Unis, 1793-1803 (ces colons, placés sur les confins des deux Carolines, étaient pour ainsi dire indépendants). — Les premières découvertes faites par les Américains dans l'Antarctique, 1819. = C.-rendus : *Thompson*. The Frankfort book fair : the Francofordiense Emporium of Henri Estienne (réédite le texte latin du traité de Henri Estienne avec une traduction en anglais et une excellente introduction sur le marché des livres établi à Francfort, jusqu'à son transfert à Leipzig au xvii<sup>e</sup> s.). — *Usher*. The reconstruction of the english church (très important ouvrage qui tend à prouver que l'organisation de l'Église anglicane fut l'œuvre moins d'Élisabeth que de Jacques 1<sup>er</sup>; c'est en 1604 qu'elle fut exécutée). — *Wordsworth*. The national church of Sweden (conférences intéressantes, mais présentées avec peu de méthode). — *Atton et Holland*. The king's customs; an account of maritime revenue and contraband traffic in England, Scotland, Ireland, from the earliest times to the year 1800 (livre mal fait, abondant en récits inutiles, mais il est l'œuvre de spécialistes qui ont su consulter parfois avec fruit les documents originaux). — *Kulczycki*. Geschichte der Russischen Revolution, trad. du polonais par Anna Schapiroeur Neurath; I : 1825-1870 (important). — *Seligman*. The income tax; a study of the history, theory and practice of income taxation at home and abroad (remarquable). — *Hanna*. The wilderness trail, or the ventures and adventures of the Pennsylvania traders on the Alleghany path (beaucoup de documents sur l'histoire des marchands de Pennsylvanie). = Oct. WESTERMANN. Le monument d'Ancyre (recherche quelles ont pu être les intentions d'Auguste en rédigeant ses *Res gestae*, qui furent gravées ensuite sur le monument d'Ancyre). — WHITE. Le plus ancien exemple de la concentration des jurys locaux; le bref du 21 juill. 1213 (il a paru étrange que des représentants élus du domaine royal aient été convoqués pour déterminer les pertes subies par l'église durant l'interrègne; mais ce fait s'explique si l'on se rappelle qu'en 1208, quand il confisqua les biens du clergé, le roi mit ces biens sous la garde de leurs voisins; ceux-ci étaient sans doute des représentants élus du domaine royal). — CLARKE. Le Bureau du commerce et des plantations à l'œuvre (d'après le Journal de ce Bureau, qui fut organisé en 1696 et dont l'activité eut une si grande influence sur les destinées des colonies anglaises « plantées » en Amérique). — KRAUEL. Le prince Henri de Prusse et le gouvernement des États-Unis en 1786 (on pouvait encore, en 1786, se demander comment et par qui serait gouvernée la jeune République. Une lettre

du prince Henri trouvée récemment laisse entendre qu'on lui proposa de le mettre à la tête du gouvernement. Sa réponse, tout évasive, prouve que la proposition n'avait rien d'officiel. Il conseille de choisir pour modèle la constitution d'Angleterre, « celle de toutes les constitutions qui me paraît la plus parfaite » ; il ajoute : « Les Français sont jugés jusqu'à cette heure les vrais alliés des États-Unis d'Amérique ; il me paraît que rien de grand ne pourra solidement se faire chez vous, à moins d'y faire concourir cet allié ». — CORWIN. Le procès de Dred Scott (ce Dred Scott était un esclave qui, ayant résidé avec son maître en Missouri et à New-York, États libres, réclama sa liberté devant les tribunaux en 1852 et en 1855. Étude juridique de cette question). = Documents : Rapports secrets de John Howe, 1808, publ. par D. W. PARKER. = C.-rendus : *Richman*. California under Spain and Mexico, 1535-1847 (utilise beaucoup de documents inédits, mais sans art et sans critique). — *Kimball*. The public life of Joseph Dudley ; a study of the colonial policy of the Stuarts in New England, 1660-1715 (excellent). — *Perkins*. France in the American Revolution (bon). — A documentary history of American industrial society. Vol. VII-X : Labor movement (ces quatre volumes comprennent la période de 1840 à 1880 ; important). — *Roy*. Rapport sur les archives de France relatives à l'histoire du Canada (très insuffisant). — *Burpee et Doughty*. Index and dictionary of Canadian history (utile complément à la série des *Makers of Canada*).

## RUSSIE.

**44. — Revue contemporaine.** 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années. (Cette Revue, qui a pour épigraphe : *Mente Russico verbo Gallico*, a pour objet avoué de faire l'apologie du gouvernement russe actuel dans tous les domaines et à toutes les époques. C'est une revue tendancieuse au premier chef, mais écrite par des hommes de valeur et à ce double titre intéressante, historiquement et politiquement). — N° 1, 5 juin 1910. FILÉVITCH. La question polonaise sur le terrain slave (fin le 20 juin). — SOUWOROFF. La question finlandaise et l'opinion de l'Europe occidentale (fin le 20 juin). — S. GORAÏNOFF. Le journal d'un frère d'armes de Charles XII (suite en juill. et août, fin le 5 sept.; document important). = 5 juill. VOLTSCOVITCH. Un maître de l'historiographie russe : C. Kaveline. — S. DE CHESSIN. Les étapes du nationalisme russe. — ROUSTAN. La Russie et les détroits. = 20 juill. L. NAUDEAU. Puérilité et grandeur japonaises : notes de l'hiver 1905-1906. = 5 août. A. BASCHMAKOFF. Le Congrès slave de Sofia. = 20 août. W. DE STEIN. La conquête du Caucase. — S.-N. SYROMIATNIKOFF. La japonisation de la Corée. — V.-N. KORABLEFF. Nicolas I<sup>er</sup>, prince de Monténégro. = 5 septembre. S. DE CHESSIN. Une bouffonnade révolutionnaire (histoire fantastique de la révolution démocratique organisée au Caucase par l'agronome Starosselsky ; il

fut improvisé gouverneur de Koutais par le C<sup>te</sup> Vorontzoff-Dachkoff et renversé par un autre aventurier, le prétendu capitaine Vygorsky, qui était un épileptique nommé Westchouck. Cet amusant récit manque de dates). = 20 sept. SLAVUS-SERVATOR. La question polonaise en Prusse (fin le 20 oct.). — Vsevolod ROUMIANSKY. Le théâtre populaire en Russie. = 5 oct. Dr JANTCHÉVETSKY. Lettres de Perse : la mort du régent; le nouveau régent Nassor-ul-Moulik. = 20 oct. F. OUSPENSKY. L'institut archéologique russe à Constantinople. — M<sup>me</sup> DE \*\*\*. La cour de Berlin en 1888 (suite les 5 et 20 nov.; notes curieuses et malicieuses sur le règne de Frédéric II, sympathiques à Guillaume II). = 5 nov. I. FILÉVITCH. La question de Kholm (fin le 5 déc.; constitution d'un gouvernement particulier pour le district russe de Kholm, au sein de la Pologne russe). — KROULEFF. Les prisons en Russie (fin le 20 déc.; rapport officiel et optimiste). — Marie RAFFALOVITCH. Michel Lermontov. — S. DE CHESIN. Le laboratoire de la Révolution (les universités; voir l'éditorial du 5 déc.). — V. KORABLEFF. A la mémoire de A. S. Khomiakoff (le poète et l'apôtre du panslavisme). = 20 nov. Id. Tolstoï. — W. ROSANOFF. Tolstoï et l'Église (ils ne se sont compris ni l'un ni l'autre). — STOLYPINE et KRIVOCHEINE. Une enquête ministérielle en Sibérie (fin le 5 déc.).

45. — **Vizantjski Vremennik** (*Byzantina Chronica*). T. XV, 1908, n° 1. — BOLOTOV. Le diplôme de Meletios de Lycopolis comme source de la géographie historique de l'Égypte (rédigé en novembre 327 par ordre d'Alexandre, archevêque d'Alexandrie). — Id. Éclaircissements sur la géographie de l'Égypte). — F. WESTBERG. Le rapport du toparque des Goths (bibliographie de la question, réimpression du texte et commentaire). = C.-rendus : R. Rodd. The princes of Achaïa. — P.-A. Iakobenko. L'histoire de l'immunité à Byzance.

## CHRONIQUE.

---

**France.** — Notre ami Gaston RAYNAUD est mort le 28 juillet à l'âge de soixante-un ans. Il était né à Paris le 14 avril 1850. Ancien élève de l'École des chartes et bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, il s'était occupé surtout de philologie et d'histoire littéraire. Il donna une bonne part de son temps et prodigua son désintéressement à la Société des Anciens textes français. Les historiens lui doivent cependant de notables travaux. Les chartes du Ponthieu que, dans sa thèse pour le diplôme d'archiviste-paléographe, il étudia au point de vue linguistique, et qu'il publia dans la *Bibliothèque de l'École* (1876), les intéressent autant que les philologues. Ils utiliseront en outre l'*Inventaire sommaire des dépêches des ambassadeurs vénitiens relatives à la France qui sont déposées au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale* (1878), l'*Inventaire des manuscrits italiens qui ne figurent pas dans la collection Marsand* (1882) et le *Catalogue des manuscrits anglais* (1884) de la même bibliothèque, le *Voyage de Charles-Quint par la France* par René Macé, en 1539 (1879), des *Annales de Terre-Sainte (1095-1291)*, publ. en collaboration avec R. Rœhrich (1886), les *Gestes des Chiprois*, utile recueil de chroniques françaises écrites en Orient par Philippe de Navarre et Gérard de Montréal (Société de l'Orient latin, 1885); les tomes VIII-XI des *Chroniques de Froissart* (Société de l'Histoire de France, 1894-1899); les tomes VIII à XI des *Œuvres complètes d'Eustache Deschamps* (Société des Anciens textes français, 1891-1905). On trouvera d'ailleurs une bibliographie complète des œuvres composées par cet excellent érudit à la suite du discours prononcé sur sa tombe par M. Eugène Lelong (*Bibliothèque de l'École des chartes*, 1911, p. 432-436).  
Ch. BÉMONT.

— M. Paul GUÉRIN, chef de section aux Archives nationales, décédé à Paris le 26 octobre 1911, à l'âge de soixante-six ans, n'était pas seulement un archiviste excellent et qui s'était dévoué sans compter à la maison où il était entré en 1874; c'était aussi un érudit fort estimé. L'Académie des sciences morales lui avait confié dès 1883 le soin de mener à bien sa vaste entreprise d'un *Catalogue des actes de François I<sup>er</sup>*, et c'est par ses soins qu'en parurent les dix volumes in-4<sup>o</sup>. On lui doit également dans la publication des *Registres des délibérations du bureau de la ville de Paris* les tomes III (1886, 1539 à 1552), VI (1891, 1568 à 1572), VIII (1896, 1576-1586), X (1902, 1590 à 1594), XII (1909, 1598 à 1602), XIII (1905, 1602 à 1605). Tou-

jours soucieux de concilier ses fonctions d'archiviste et ses goûts d'érudit, M. Guérin avait entrepris dès 1881 un *Recueil des documents concernant le Poitou contenus dans les registres de la Chancellerie*. Cet ouvrage monumental comprend onze volumes des *Archives historiques du Poitou*; la matière en est tirée des registres du trésor des chartes. L'Académie des inscriptions reconnaissait tout récemment encore la valeur de cette importante publication en décernant à son auteur, pour la seconde fois, à l'occasion de l'apparition du dernier volume, la seconde médaille du concours des Antiquités nationales. Cet érudit irréprochable avait de rares qualités de caractère. Sa droiture, son exquise simplicité inspiraient à tous ceux qui l'approchaient la confiance, l'estime et une respectueuse affection. Le nombre est grand de ceux qu'afflige son départ. R. MICHEL.

— M. Joseph DELAVILLE LE ROULX est mort le 4 novembre dernier, à l'âge de cinquante-six ans. Il était né à Paris le 15 avril 1855. Élève à l'École de droit et à l'École des chartes, il était sorti de cette dernière en présentant pour thèse une étude sur l'administration municipale à Tours de 1356 à 1462 qui n'a pas été publiée. Il commença d'éditer les *Registres des comptes municipaux de la ville de Tours*, dont le tome I seul a paru (1878); ces comptes vont de 1358 à 1366. Il publia aussitôt après une *Notice sur les chartes originales relatives à la Touraine antérieures à l'an mil* (1879). Cependant, au lieu de se consacrer à l'histoire d'une province à laquelle l'attachaient de grands intérêts, il ne tarda pas à se laisser attirer par l'histoire de l'Orient latin à la suite du maréchal de Boucicaut. C'est à l'étude des expéditions conduites par ce dernier en Orient de 1396 à 1408 et en particulier à la croisade de Nicopolis qu'il consacra sa thèse française pour le doctorat ès lettres (*la France en Orient au XV<sup>e</sup> siècle*, 1885). Il y fit preuve d'une connaissance étendue des sources orientales, bien qu'il n'ait point tiré des documents roumains tout le parti désirable. Sa thèse latine (*De prima origine Hospitaliorum Hierosolymitanorum*) était le début de l'œuvre considérable qui allait désormais remplir sa vie. Il se proposait en effet de recueillir les chartes des chevaliers de l'Ordre de l'Hôpital conservées soit à Malte, soit dans les divers dépôts d'archives de l'Europe. C'est comme élève à l'École française de Rome qu'il commença ce travail. Il le poursuivit dans plusieurs fructueux voyages, et, comme il avait les moyens matériels de faire copier les documents dont il avait besoin, il réussit à mettre assez rapidement sur pied le *Cartulaire général des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem (1100-1310)*. L'ouvrage parut en 4 vol. in-fol., dans le même format que les *Historiens des Croisades* publiés par l'Académie des inscriptions (1894-1906). Ce recueil, d'où l'éditeur a de parti pris éliminé les chartes qui concernent seulement les biens acquis par les Hospitaliers, contient bien près de 4,900 pièces, rangées d'après l'ordre chronologique. On a critiqué ce plan, qui a l'inconvénient, il est vrai, de briser pour ainsi



dire l'organisation même de l'Ordre et l'autonomie de ses différentes « provinces », mais qui offre cependant aussi des avantages. L'introduction au tome I donne les détails les plus précis sur les archives de l'Ordre; elle ne contient rien, et il n'y a dans le Cartulaire rien sur son organisation même. Ce très important sujet fut traité dans un ouvrage spécial : *les Hospitaliers en Terre-Sainte et à Chypre* (1904), où Delaville Le Roulx étudie les origines de l'Ordre, son organisation et son administration. Si, sur certains points, en particulier sur ce qui concerne les légendes qui, de bonne heure, sont venues obscurcir la question des origines, il ne montra peut-être pas une critique assez ferme, il a, d'autre part, le grand mérite d'avoir retracé, à l'aide de nombreux documents, la vie des premiers grands maîtres jusqu'à Foulque de Villaret (mort en 1328). Dans la *Revue de l'Orient latin*, dont il fut un des directeurs, il publia en outre (t. III) un précieux inventaire des chartes de Syrie rédigé au XVIII<sup>e</sup> siècle par Jean Raybaud, archiviste de prieuré du Saint-Gilles, qui nous signale l'existence de plus de 300 chartes maintenant totalement disparues. Récemment enfin, il réunit en un volume de *Mélanges sur l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem* (1910) un certain nombre de brèves dissertations sur des points particuliers d'une histoire où il était passé maître. Bien que brusquement interrompue par la mort, son œuvre forme donc un tout assez complet et, si toutes les pierres n'en sont pas également solides, elles constituent néanmoins un monument imposant. Celui qui l'a édifié mérite à un degré éminent l'estime de ses contemporains et la reconnaissance de la postérité.

Ch. BÉMONT.

— Le 22 novembre 1911 est mort à Montauban M. Louis-Édouard FORESTIÉ, un des érudits les plus distingués du département de Tarn-et-Garonne. Parmi ses publications, il convient de citer en première ligne les *Livres de compte des frères Bonis, marchands montalbanais du XIV<sup>e</sup> siècle* (*Archives historiques de la Gascogne*, t. XXIII et XXVI, 1891-1894, 2 vol. in-8°), qui présentent un réel intérêt pour l'histoire économique et sociale du moyen âge, et de nombreux articles sur la vie privée des Montalbanais parus pour la plupart dans le *Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*. On doit encore à M. L.-E. Forestié des travaux sur quelques coutumes du sud-ouest (Montagnac, Asques, Bioule, Montbéqui), sur les faïenceries du Quercy, de nombreuses biographies et notamment celles de Corbeyran de Cardaillac-Sarlabous (Paris, 1897, in-4°) et d'Olympe de Gouges (Montauban, 1901, in-8°). Dans son dernier ouvrage, la *Grande Peur de 1789* (Montauban, 1910, in-8°), M. Forestié a tenté d'écrire un chapitre d'histoire générale; malheureusement sa documentation était trop restreinte pour lui permettre de pénétrer au fond de ce vaste sujet. Cette critique ne saurait viser les travaux du même auteur consacrés à l'histoire locale qui sont composés avec méthode et conscience.

R. LATOUCHE.

— L'archéologie et la science françaises viennent de subir une double

perte, très douloureuse. Edmond Saglio est mort, sans souffrance, à Paris le 7 décembre. Paul Gauckler a succombé à Rome presque à la même heure. Le premier était plein de jours, puisqu'il avait atteint sa quatre-vingt-troisième année; le second a été ravi en pleine maturité, à quarante-cinq ans.

Edmond SAGLIO était né en 1828. Il fut d'abord attaché au ministère de la Justice; mais bientôt les questions d'art l'attirèrent, et, jusqu'en 1871, il se fit surtout connaître comme publiciste. Il fut secrétaire de la rédaction du *Magasin pittoresque*, il fut l'un des fondateurs de la *Gazette des Beaux-Arts* en 1859. Parmi les articles qu'il a donnés dans les premiers volumes de cette revue, il en est un qui mérite d'être mentionné tout spécialement; c'est celui qu'il consacra au *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines* de M. A. Rich, lorsque M. Chéruel en publia la traduction française: « Il est à peine nécessaire, écrivait en 1860 Edmond Saglio, de montrer aux lecteurs de cette revue, artistes, amateurs ou curieux, quel intérêt et quelles ressources leur offre un dictionnaire des arts et des industries de l'antiquité. » Et il concluait son article en ces termes: « Tout ne se trouve pas dans le dictionnaire de M. Rich, mais ce qui s'y trouve est sûrement indiqué, clairement et savamment expliqué; les explications se fondent sur une vue exacte des objets et s'appuient à des modèles et à des textes authentiques; enfin, à l'aide des dessins ou des notes, qui ont passé du portefeuille de l'auteur dans son ouvrage, on se fait une idée nette de tout ce qu'il lui a été donné de voir par lui-même. On ne peut lui demander ni un plus sincère désir d'instruire, ni une fidélité plus scrupuleuse à la vérité. Il ne faut pas d'autre éloge à un pareil livre... » Ce fut peu de temps après la publication de cet article que Daremberg et lui jetèrent les bases de l'œuvre qui a, pendant près de quarante ans, rempli sa vie.

En 1871, Edmond Saglio fut chargé d'organiser, ou plutôt de réorganiser les services de la manufacture des Gobelins. Il fut ensuite nommé conservateur adjoint du département de la sculpture du moyen âge, de la Renaissance et des temps modernes au musée du Louvre; il devint en 1879 conservateur du même département. La direction du musée des Thermes et de l'Hôtel de Cluny lui fut confiée en 1893; il la conserva jusqu'en 1903. Pendant qu'il était conservateur au musée du Louvre, il fut chargé d'une mission en Allemagne et en Autriche, pour étudier spécialement, dans le premier de ces pays, l'organisation scientifique des musées et, dans le second, l'enseignement des arts appliqués à l'industrie. Il fut élu en 1887 membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres; en 1897 il fut nommé membre de la section d'archéologie du Comité des travaux historiques.

C'est en 1873 que parut le premier fascicule du *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, dont il avait entrepris la publication avec le docteur Daremberg. L'œuvre était sur le chantier depuis dix ans. Dans l'Avertissement du premier fascicule, E. Saglio rappela que la première pensée de ce monumental ouvrage était due à Darem-

berg; mais, de très bonne heure, il assumait lui-même la plus large part dans la direction de l'œuvre; Daremberg étant mort avant même que le premier fascicule fût complètement imprimé, c'est à Edmond Saglio que revient vraiment l'honneur d'avoir mené à son terme cette tâche formidable. A partir du second volume, il fut aidé dans la direction du travail par M. Edmond Pottier. Il n'a pas eu la joie de voir le *Dictionnaire* terminé. Il aurait fallu, cependant, peu d'années pour que ce grand bonheur lui fût donné. La lettre T était commencée. Saglio n'a pas été seulement le directeur du *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, il en a été un des collaborateurs les plus fidèles. Le nombre des articles qu'il y a rédigés est considérable. Le quarante-cinquième fascicule, paru en 1911, en contient plus de vingt. Le *Dictionnaire* absorbait, depuis 1903, presque toute son activité, demeurée admirable jusqu'au dernier jour. Le vendredi qui précéda sa mort, je l'ai encore vu, à la bibliothèque de l'Institut, donnant ses instructions à l'un des dessinateurs qui travaillaient pour le *Dictionnaire*. Une lettre, adressée à l'un des collaborateurs, est datée du mercredi 6 décembre; le lendemain matin, Saglio s'éteignait subitement. Autour de lui, sous sa direction, grâce à ses conseils toujours bienveillants et toujours précieux, le travail s'accumulait. Il revoyait toutes les épreuves et s'occupait avec un soin particulier des illustrations; aucun article n'a été publié dans le *Dictionnaire* qu'il ne l'ait lu et relu, parfois corrigé et amélioré. Il avait su grouper autour de lui une équipe compacte de savants et d'érudits; les débutants, pleins d'ardeur, s'y rencontraient avec les maîtres incontestés de l'archéologie et de l'érudition françaises. Saglio était vraiment le centre et l'âme de cette ruche laborieuse; il en coordonnait avec méthode l'activité forcément disparate. Sa bienveillance, sa courtoisie, sa bonté, qui n'excluaient ni la fermeté ni la franchise, n'y contribuaient pas moins que son inépuisable érudition et sa science impeccable. En apprenant la mort de leur « directeur », tous les collaborateurs du *Dictionnaire* ont senti qu'ils perdaient un ami, un de ces amis chers et sûrs, vers lesquels il est si doux d'aller, qu'on n'oublie pas et dont on aime à garder un souvenir à la fois ému, respectueux et souriant.

Né en 1866, Paul GAUCKLER fut admis à l'École normale supérieure en 1886. Il en sortit, en 1889, agrégé d'histoire et de géographie. Sa santé, qui fut toujours précaire, souvent compromise, l'obligea à rechercher de préférence, pour y séjourner, les pays du midi. En 1890, il fut chargé d'une mission archéologique en Algérie. Depuis lors, pendant quinze ans, il vécut surtout dans l'Afrique du Nord et se consacra, avec un succès éclatant, à l'archéologie et à l'histoire de l'Afrique romaine. Placé en 1892 à la tête du service des Antiquités et arts de la Régence de Tunis, il occupa ce poste important jusqu'en 1905. Il imprima un très vif élan aux fouilles et aux recherches dont la Tunisie était alors le théâtre. Il nous suffira de rappeler ses

belles découvertes d'Oudna, de Dougga, de Carthage, de Bou-Grara. A son instigation, plusieurs membres de l'École française de Rome, MM. Homo, Merlin, Poinssot, et de nombreux officiers du corps d'occupation exécutèrent des explorations fructueuses. Une vaste enquête sur les installations hydrauliques des Romains en Tunisie, dont l'intérêt était à la fois scientifique et pratique, fut entreprise d'après ses instructions. Le musée Alaoui, au Bardo, prit une extension considérable; il s'enrichit, en peu d'années, de pièces et de documents uniques. La collection de mosaïques romaines, que ce musée possède aujourd'hui est la plus riche et la plus importante du monde. Le musée de Sousse fut créé. Chaque année, P. Gauckler résumait, en un court rapport intitulé *Marche du service*, l'œuvre qu'il avait accomplie.

P. Gauckler quitta, vers la fin de 1905, la direction du service des Antiquités et arts de Tunisie. Pendant les dernières années de sa vie, il passait en Italie, surtout à Rome, l'hiver et le printemps. Son activité archéologique ne s'était pas arrêtée ni ralentie. Il eut la joie de découvrir, au flanc du Janicule, sur le même emplacement, le *lucus* de la nymphe Furrina et un sanctuaire consacré aux divinités syriennes. Il poursuivait en même temps les études qu'il avait commencées dans l'Afrique du Nord sur les mosaïques romaines. Mais sa santé ne s'améliorait pas; pendant l'hiver de 1910-1911, il dut garder le lit de longues semaines. Il est mort à Rome le 6 décembre dernier.

P. Gauckler avait été nommé, en 1896, membre de la commission de l'Afrique du Nord au ministère de l'Instruction publique; en 1899, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres l'avait inscrit parmi ses correspondants.

Outre de très nombreux articles donnés surtout au *Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques*, à la *Revue archéologique*, aux *Monuments Piot*, au *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, ailleurs encore, P. Gauckler a publié le *Musée de Constantine* (en collaboration avec M. G. Doublet); le *Musée de Cherchell*; les *Temples païens de la Tunisie* (en collaboration avec M. R. Cagnat); le *Catalogue du musée Alaoui* (en collaboration avec M. R. de La Blanchère); l'*Inventaire des mosaïques romaines de l'Afrique proconsulaire*, etc., etc. Son œuvre scientifique a donc été très importante.

Bien qu'on sût P. Gauckler malade, attristé, peut-être découragé par son état de santé, la nouvelle de sa mort a douloureusement surpris tous ses camarades, tous ses amis, tous ceux qui l'ont connu. Des regrets unanimes ont accueilli la disparition prématurée de ce savant, dont l'activité infatigable, soutenue par un courage souvent stoïque, a rendu tant de services à l'érudition dont l'esprit et le talent, à la fois brillants et solides, savaient rehausser d'un charme original les résultats, parfois arides, des explorations archéologiques. Il paraissait désigné pour écrire l'histoire de la mosaïque romaine.

L'œuvre qu'il préparait sur ce sujet était attendue avec une légitime impatience. Il est profondément triste que la mort ait brisé si tôt une carrière déjà si bien remplie. J. TOUTAIN.

— Le Centenaire de la naissance de Louis BLANC a été célébré le 28 novembre dernier, à la place Monge, où s'élève la statue du célèbre écrivain et homme politique. M. Steeg, qui présidait au nom du gouvernement, a surtout loué en Louis Blanc l'auteur de *l'Organisation du travail*. Il considère que, par les mesures prises en faveur de l'enseignement et de l'assistance aux travailleurs, par la création du ministère du Travail, la troisième République a réalisé une partie du programme de Louis Blanc. On n'a peut-être pas, dans cette cérémonie, assez parlé des mérites de l'écrivain à qui nous devons *l'Histoire de Dix ans* et *l'Histoire de la Révolution* et surtout les *Lettres sur l'Angleterre* où Louis Blanc a montré des qualités d'observateur politique de tout premier ordre.

— Le Cercle de la librairie va fêter le centenaire de la *Bibliographie de la France*. C'est le 1<sup>er</sup> novembre 1911 que, en vertu d'un décret de Napoléon daté d'Amsterdam le 14 octobre, la direction générale de l'imprimerie et de la librairie fit paraître, par les soins de F. Pillet, une *Bibliographie de l'Empire français*. M. Paul DELALAIN publie une notice sur la *Bibliographie de la France* où il énumère les publications du même genre qui l'ont précédée depuis la *Bibliographia parisiensis* qui fut publiée de 1643 à 1653 par un religieux carme et qui contenait le catalogue de tous les livres imprimés en France.

— Le Comité France-Amérique, dont le siège social est à Paris (rue Cassette, n° 21), a ouvert une souscription publique dans le dessein de faire participer notre pays aux manifestations qui, depuis plusieurs années, se sont succédé aux États-Unis en l'honneur de la France et des Français. La circulaire est conçue en ces termes : « A l'occasion du troisième centenaire de Champlain, les États de New-York et de Vermont érigent un monument en l'honneur de l'illustre initiateur qui conçut le projet d'une vaste domination, une « Amérique française », s'étendant de la Louisiane au Canada par le cours du Mississippi. C'est le territoire sur lequel se développa par la suite la grande République des États-Unis d'Amérique. Cette commémoration, si honorable pour nous, la France ne peut la laisser sans y prendre part, et le Comité France-Amérique a décidé d'offrir aux États-Unis un buste en bronze, représentant la France, que l'illustre sculpteur Rodin vient de terminer. Cette œuvre d'art sera placée au pied du phare monumental qui va être élevé en l'honneur de notre compatriote sur les bords du lac qui porte son nom. »

Le Comité fait appel au concours de tous ceux, Français ou amis de la France, qui veulent répondre à l'initiative américaine par un témoignage d'affection et de gratitude au moment où va être célébrée la mémoire d'un grand Français.



— Un décret en date du 14 décembre 1911 a réorganisé, comme suit, les Archives nationales : Art. 1<sup>er</sup>. Les Archives nationales sont divisées, au point de vue des documents qu'elles renferment, en deux sections : 1<sup>o</sup> la section ancienne, comprenant les archives antérieures à 1790. Elle a un chef qui prend le titre de conservateur des archives anciennes et deux sous-chefs qui prennent le titre de conservateur adjoint; 2<sup>o</sup> la section moderne, comprenant les archives postérieures à 1790. Elle a un chef qui prend le titre de conservateur des archives modernes et deux sous-chefs qui prennent le titre de conservateur adjoint. — Art. 2. Une autre section est chargée du service administratif des Archives nationales et du service des archives départementales, communales et hospitalières. Elle a un chef qui a titre de conservateur et un sous-chef qui a titre de conservateur adjoint. — Art. 3. L'article 2 du décret du 8 avril 1903 est modifié comme suit : « Le cadre du personnel des Archives nationales comprend trois conservateurs, cinq conservateurs adjoints, etc. Le reste comme précédemment. »

— Ceux de nos lecteurs qui ont parcouru le programme de l'*Agrégation d'histoire et de géographie* pour 1912 ont certainement été frappés par le fait suivant : l'histoire de l'Italie du commencement du x<sup>v</sup> siècle à 1559 (et non, comme une faute d'impression nous l'a fait dire, 1539) est rangée parmi les sujets d'histoire du « moyen âge ». Nous comprenons que l'on n'ait pas voulu morceler un sujet à cheval sur deux périodes. Il n'en est pas moins bizarre d'expulser de l'histoire moderne les guerres d'Italie. Pratiquement, on peut se demander quel sera, dans les Facultés, le professeur chargé de guider les étudiants dans la préparation de cette question, celui d'histoire du moyen âge ou celui d'histoire moderne.

— A la liste des prix décernés en 1911 par l'Académie des inscriptions que nous avons déjà donnée, il faut joindre les ouvrages suivants : E. Lemaire, *Archives anciennes de la ville de Saint-Quentin*; baron de Bonnault d'Houet, *Compiègne pendant les guerres de religion*; Lennel, *Calais au moyen âge*; A. Huguet, *Histoire d'une ville picarde, Saint-Valéry, de la Ligue à la Révolution*; Mgr Fuzet et le chanoine Jouen, *Comptes, devis et inventaires du manoir archiépiscopal de Rouen*; L. Celier, *les Dataires du XV<sup>e</sup> siècle et les origines de la daterie apostolique et le Catalogue des actes des évêques du Mans jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle*; A. Feuillerat, *John Lily, contribution à l'histoire de la Renaissance en Angleterre*; E. Berteaux, *l'Exposition rétrospective de Saragosse de 1908*.

— Parmi les communications faites à la Société nationale des Antiquaires de France pendant les mois de novembre et décembre 1911, citons : un important mémoire de M. Pallu de Lessert sur l'origine des colonies romaines qui portent le nom de *Julia*; un travail de M. le commandant Lefebvre des Noëttes sur les attelages antiques; une

note de M. Dieudonné sur l'origine et les variations du denier parisis et de la livre tournois; une note de M. Prou sur les résultats des fouilles pratiquées par M. le professeur Stuckelberg de Bâle à Disentis; de M. Chapot sur les titres de *superior* et *inferior* attribués aux provinces romaines; de M. Mayeux sur une reproduction d'un *Agnus Dei* du XIII<sup>e</sup> siècle provenant de l'église de Dreux et de M. Couetil sur un atelier de poterie gallo-romaine à Illéville-sur-Monfort. M. Prinnet a démontré que les armoiries des chevaliers chrétiens du moyen âge ne pouvaient provenir des armoiries des orientaux qui leur sont postérieures en date. M. Héron de Villefosse a communiqué de la part de M. Merlin deux fragments d'inscription trouvés dans le sud tunisien et de la part du R. P. Delattre l'annonce de la découverte à Carthage de deux sarcophages en marbre; enfin M. Homolle a étudié le temple dit hypétre, c'est-à-dire ouvert à l'intérieur.

— La Société des Recherches historiques de Vaucluse, à qui l'on doit la publication des *Recherches historiques et documents sur Avignon, le Comtat-Venaissin et la principauté d'Orange*, va faire paraître, à partir du 15 janvier 1912, une revue trimestrielle intitulée les *Annales d'Avignon et du Comtat-Venaissin*.

— M. Paul GROUSSAC, directeur de la Bibliothèque nationale de Buenos-Aires, a fait à la Sorbonne, dans l'amphithéâtre Richelieu, le 9 décembre, sous la présidence de M. G. Clemenceau, une conférence sur un Français vice-roi de la Plata : *Jacques de Liniers, comte de Buenos-Aires (1753-1810)*.

— L'entreprise dont M. H. Fabre a eu l'initiative mérite d'être signalée. Sous le titre général de *Portraits d'hier*, il publie régulièrement depuis trois ans des biographies consacrées aux personnalités les plus remarquables de la politique, des sciences, des lettres et des arts en France et à l'étranger. Toutes ces biographies n'ont pas la même valeur : elles sont dues à des auteurs qui n'ont pas tous les mêmes qualités, ni les mêmes défauts; certaines sont écrites en une langue prétentieuse et décadente qui énerve le lecteur. Mais, dans l'ensemble, avec leurs illustrations et leurs bibliographies, elles sont méritoires et souvent utilisables. Actuellement, les *Portraits d'hier* comptent cinquante-huit numéros groupés en dix séries; les plus remarquables de ces biographies sont celles de Bakounine et de Heine par M. A. Dunois, de Dalou par M. P. Cornu, de L. Cladel par M. G. Normandy, de R. Wagner et de Liszt par M. Prod'homme, de Tchernichewsky par M<sup>me</sup> V. Starkoff, de Carducci par M. Mignon, de Copée par M. Buet. D'autres séries sont en préparation : Mazzini et Garibaldi en particulier seront traités dans la collection. Nous regrettons que ces brochures soient insuffisamment connues et répandues; elles pourraient, surtout dégagées des fioritures inutiles d'une littérature trop poussée, servir à l'éducation morale de la démocratie, sur qui les individualités fortes, plus que les théories abstraites, ont une puissante action.

G. BN.

— Les historiens pourront faire grand profit de l'article de M. René RODOUANT paru dans le n° de juillet 1911 de la *Revue d'histoire littéraire de la France*, sur l'*Éloquence militaire au xvi<sup>e</sup> siècle*. On y trouvera la démonstration que même chez les chroniqueurs, mémorialistes et historiens les plus scrupuleux du xvi<sup>e</sup> siècle, les discours sont affaire de rhétorique, et que les auteurs y expriment à leur façon tantôt les idées supposées des personnages qu'ils mettent en scène, tantôt leurs propres idées.

— En rendant compte du livre si curieux de MM. BOPPE et BONNET sur les *Vignettes emblématiques sous la Révolution* (*Rev. hist.*, t. CVIII, p. 406), j'ai dit que M. Bonnet avait réuni la collection de vignettes et que M. Boppe avait rédigé le texte qui les commente et les explique. Ainsi présentée, la part de chacun des auteurs est inexactement déterminée, car le texte lui-même résulte de l'intime collaboration des deux signataires de l'ouvrage. Une erreur, — qui est une injustice involontaire, — eût été évitée si, dans la préface du volume, les auteurs s'étaient plus nettement expliqués sur ce point. Voilà qui est fait. *Suum cuique*.  
Ch. S.

**Belgique.** — Le prix quinquennal d'histoire nationale<sup>1</sup> a été décerné à notre éminent collaborateur M. Paul FREDERICO, professeur à l'Université de Gand, pour l'ensemble de son œuvre scientifique et spécialement pour ses travaux sur l'histoire de l'Inquisition dans les Pays-Bas.

**Grande-Bretagne.** — Voici l'indication des rapports et inventaires publiés depuis 1907 par la *R. Commission on historical mss.*, pour faire suite au dépouillement donné dans la *Revue historique*, t. XCIV, p. 221-223 : *Calendar of the Stuart papers preserved at Windsor castle*, t. III et IV (1907-1910) ; le t. IV s'arrête au 31 août 1717, mais il contient en outre bon nombre de pièces qui auraient dû figurer dans les volumes précédents et qui ont été retrouvées seulement depuis leur apparition. — *House of Lords mss.*, nouv. série, t. IV et V (1908, 1910), relatifs aux années 1695-1704. — *Calendar of the mss. of the most hon. marquis of Salisbury preserved at Hatfield* ; le t. XII (1910), se rapporte à l'année 1602. — *Report on the mss. of the marquess of Ormond preserved at Kilkenny castle*, t. III (1904) à VI (1911), collection de première importance, comme on sait, pour les affaires d'Irlande au xvii<sup>e</sup> siècle sous Charles I<sup>er</sup> et sous Charles II. — *Report on the mss. of the duke of Portland preserved at Walbeck abbey*, t. VI (1901) à VIII (1907), suite du dépouillement des papiers de Harley jusqu'en 1708. — *Calendar of the mss. of the marquis of Bath preserved at Longleat, Wiltshire*, 3 vol. (1904-1908) ; outre la suite des papiers de Harley, si intéressants pour le règne d'Anne, le t. III contient ceux de Prior, qui fut activement employé, comme on sait, dans les négociations des traités de Rys-

1. Ce prix est de 5,000 francs.

wyck et d'Utrecht (1685-1713). — *Report on the mss. of J. R. Fortescue preserved at Dropmore*; le tome VI (1908) contient la correspondance de Grenville, si importante pour l'histoire de la première et de la seconde coalition contre la France; il s'arrête à la paix de Lunéville et à la démission de Pitt (1801). — *Report on the mss. of the earl of Egmont*, t. II (1709); l'examen des papiers de la famille Perceval est continué par ceux de Sir Edward, qui joua un certain rôle à la cour de la reine Anne. — *Report on the mss. of the earl of Ancaster preserved at Grimsthorpe* (1907); on conserve là les archives de deux familles : les Willoughby d'Eresby et les Bertie; le rapport est intéressant surtout pour les années 1550-1651. — *Report on the mss. of Mrs. Stopford Sackville at Drayton House, Northamptonshire*, t. II (1910), relatif à la guerre de l'Indépendance américaine, aux affaires du Canada et des Indes occidentales pendant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. — *Report on american mss. in the Royal Institution of Great Britain*, t. III (1907); suite des opérations militaires pendant la guerre de l'Indépendance américaine (1782-1783). — *Report on the mss. of the duke of Buccleugh and Queensberry at Montagu House, Whitehall*, t. II (1903); correspondance de Charles Talbot, comte, puis duc de Shrewsbury, qui joua un rôle politique notable sous Guillaume III, ayant été deux fois secrétaire d'État, en 1689 et en 1694. — *Report on the mss. of the duke of Buccleugh and Queensberry at Drumlanrig castle, Dumfriesshire*, t. II (1903) : lettres d'Alexandre, comte de Moray (1682-1685) et lettres adressées par J. Drummond de Lundin, secrétaire d'État pour l'Écosse, à William, marquis (puis duc) de Queensberry (1682-1685). — *Report on mss. in the welsh language*, le 4<sup>e</sup> fasc. du t. II (1910) est consacré aux mss. gallois du British Museum. — *Report on mss. in various collections*, t. IV-VI (1907-1909); on y relève des documents anciens provenant de l'évêché de Salisbury, de l'évêché et du chapitre d'Exeter, des archives municipales de Salisbury (t. IV); des papiers relatifs aux ambassades de Sir Nicolas Throgmorton en France et en Écosse sous Elisabeth, à la guerre civile et à la République (t. V); des lettres de Lord Bute, d'Horace Mann, de Lord Talbot (1717-1762), la correspondance de William Knox, sous-secrétaire d'État à l'office colonial depuis 1770 jusqu'à sa suppression en 1782, et celle de l'amiral Cornwallis, 1761-1818 (t. VI). — *Report on the mss. of Lord Polwarth preserved at Mertoun House, co. Berwick*, t. I (1911); on y trouve la correspondance d'Alexandre Lord Polwarth, deuxième comte Marchmont, qui fut plénipotentiaire à la cour de Danemark de 1716 à 1725. Ce présent inventaire complète les « Marchmont papers » publiés en 1831. — *Report on the mss. of the earl of Denbigh preserved at Newnham Paddox, Warwickshire*, t. V (1911); on y trouve de nombreuses lettres en français adressées à Isabelle, comtesse de Denbigh, soit par son amie Lady Bolingbroke, soit par son cousin, J. de Pestiers (1735-1750). — *Report on the mss. of*

*Lord Middleton, preserved at Wollaton Hall, Northamptonshire* (1911); intéressant pour l'histoire de la famille Willoughby; on note des lettres intéressantes, surtout à cause de leur valeur littéraire, de Cassandra, fille du philosophe naturaliste François Willoughby, qui vivait au temps d'Élisabeth. On conserve en outre à Wollaton des chartes originales des rois d'Angleterre Henri II et de Henri III, des recueils de poésies françaises du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle. Ce rapport est l'œuvre de J. W. Stevenson. Ch. B.

— *The Cambridge medieval history*, planned by J. B. BURY, edited by H. M. GWATKIN, J. P. WHITNEY. Vol. I : *The christian roman Empire and the foundation of the teutonic kingdoms* (Cambridge, at the University Press, 1911, in-8°, xxii-754 p.; prix : 7 sh. 6 d.). — Nous nous contenterons aujourd'hui d'annoncer le présent volume et d'en donner la table des matières. Chapitre I. Constantin et la fondation de Constantinople, par H. M. GWATKIN; ch. II. Réorganisation de l'Empire, par J. S. REID; ch. III. Les successeurs de Constantin jusqu'à Jovien et la lutte contre l'empire perse, par N. H. BAYNES; ch. IV. Le triomphe du christianisme, par le Rév. T. M. LINDSAY; ch. V. L'arianisme, par H. M. GWATKIN; ch. VI. L'organisation de l'Église, par C. H. TURNER; ch. VII. L'expansion germanique avant 378, par M. BANG; ch. VIII. La dynastie de Valentinien et Théodose le Grand, par N. H. BAYNES; ch. IX. Les migrations des peuples germaniques, 378-412, par le Dr M. MANITIUS; ch. X. Les royaumes germaniques en Gaule, par le Dr L. SCHMIDT et Chr. PFISTER; ch. XI. Les Suèves, les Alains et les Vandales en Espagne et en Afrique, par le Dr L. SCHMIDT; ch. XII. Les peuples de l'Asie centrale, par T. PEISKER, et Attila, par L. SCHMIDT; ch. XIII. La Bretagne au temps des Romains, par F. J. HAVERFIELD, et la conquête de la Bretagne par les Anglo-Saxons, par F. G. M. BECK; ch. XIV. L'Italie et l'Occident, 410-476, par N. Ernest BARKER; ch. XV. Le royaume d'Italie sous Odoacre et Théodoric-le-Grand, par Maurice DUMOULIN; ch. XVI. Les provinces orientales de l'Empire d'Arcadius à Anastase, par E. W. BROOKS; ch. XVII. Le schisme religieux au V<sup>e</sup> siècle, par M<sup>lle</sup> Alice GARDNER; ch. XVIII. Le monachisme, par dom E. C. BUTLER; ch. XIX. Situation sociale et économique de l'Empire romain au IV<sup>e</sup> siècle, par Paul VINOGRADOFF; ch. XX. Pensées et idées du temps, par le Rév. H. F. STEWART; ch. XXI. L'art chrétien primitif, par W. R. LETHABY. — Ce volume est imprimé avec des caractères et une disposition typographiques semblables à ceux de la *Cambridge modern history*. La bibliographie est renvoyée à la fin et il y a un Index. Une heureuse innovation doit être signalée. Chaque volume doit être accompagné de cartes, publiées à part dans un carton. Le carton annexe au tome I en contient quatorze. Ch. B.

**Russie.** — Un Institut français vient d'être créé à Saint-Petersbourg et placé sous la direction de M. Réau, professeur à l'Université de



Nancy. Au programme de l'année 1912 figurent un cours d'histoire de l'art français (la peinture française au XIX<sup>e</sup> siècle, par M. Réau), un cours d'histoire de France (la civilisation française du XVIII<sup>e</sup> siècle, par M. Hauteœur, agrégé de l'Université, ancien membre de l'Ecole française de Rome), un cours sur l'enseignement féminin en France, par M<sup>lle</sup> Tollemer, professeur agrégé au lycée Racine à Paris; enfin, un cours d'histoire byzantine (Constantinople au moyen âge, la cour et la ville, par M. Ebersolt, docteur ès lettres).

L'Institut français de Saint-Pétersbourg ne sera pas seulement un centre d'enseignement supérieur d'histoire et de littérature française, il se propose aussi d'être un centre de hautes études slaves. C'est ainsi que l'Institut attribuera tous les ans à des savants, à des étudiants français des missions et des bourses d'études en Russie, il mettra à leur disposition une bibliothèque où seront réunis les principaux ouvrages relatifs à la Russie. Enfin, il entreprendra la publication d'une collection de travaux qui portera le nom de Bibliothèque de l'Institut français de Saint-Pétersbourg.

**Suisse.** — A l'occasion du 400<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Pierre Viret, le collaborateur et l'ami de Farel et de Calvin, l'Eglise nationale du canton de Vaud a organisé des fêtes solennelles qui ont eu lieu du 24 au 26 octobre. Les églises réformées de Suisse et de France, les facultés de théologie protestantes de la Suisse romande, de Paris et de Montauban, avaient été invitées à s'associer, par l'envoi de délégués, à l'hommage rendu au réformateur vaudois dont l'activité s'est aussi exercée au dehors des frontières de son pays natal, à Neuchâtel, à Genève et dans plusieurs des églises de France. Les fêtes du centenaire ont été ouvertes par la cérémonie annuelle de consécration des nouveaux pasteurs de l'église vaudoise, à la cathédrale de Lausanne : c'est sous ces mêmes voûtes qu'eut lieu, en octobre 1536, la dispute publique qui servit de prélude à l'établissement officiel de la Réformation dans le pays de Vaud par les Bernois, dispute où, pour la première fois, Farel, Viret et Calvin se trouvèrent réunis pour soutenir la cause des doctrines nouvelles.

Dans ce trio, que Théodore de Bèze appelle le *trépied* de la Réforme, le dernier venu, Calvin, ne tarda pas à occuper le premier rang. La figure plus effacée de Viret, son fervent disciple, n'en méritait pas moins d'être remise en lumière. Elle l'a été avec beaucoup de justesse au cours de ce jubilé. A la séance commémorative tenue à Lausanne, en l'église Saint-François où Viret prêcha au début de son ministère dans cette ville, le président de la Commission synodale vaudoise, M. le professeur L. ÉMERY a montré en Viret l'enfant du pays, plus apte par cela même que les *prédicants* étrangers à faire pénétrer dans l'âme nationale les principes de la Réformation que beaucoup de ses compatriotes avaient acceptée passivement en même temps que la domination bernoise. M. Edm. ROSSIER, recteur de

l'Université, a parlé du professorat de Viret à l'Académie naissante de Lausanne; M. le professeur Ph. BRIDEL, de l'activité de Viret comme pasteur de Lausanne (1536-1559), de ses efforts persévérants pour que la réforme religieuse aboutisse à une réforme profonde des mœurs. Sous l'influence de Calvin, une partie du clergé vaudois, avec Viret pour chef, chercha à faire prévaloir le principe de l'autorité spirituelle de l'Eglise dans le domaine de la doctrine, du culte et des mœurs, tandis que Berne avait fait sienne la conception zwinglienne de l'Eglise d'Etat, où le magistrat garde le dernier mot dans les choses de la religion et de la morale. Viret, mal secondé par ses compatriotes, devait succomber dans la lutte inégale née de ce conflit, dont l'issue porta un coup redoutable à l'église vaudoise et à l'académie de Lausanne, en éloignant de l'une et de l'autre des personnalités d'élite. L'exil et les exigences d'une santé compromise par un labeur excessif amenèrent Viret à consacrer la fin de sa carrière aux Eglises de France. C'est cette période de la vie du réformateur (1561-1571), la moins connue jusqu'ici, que le dernier orateur de Saint-François, M. E. Doumergue, a traitée dans un éloquent discours. Le doyen de la Faculté de Montauban a décrit l'action prodigieuse exercée par Viret, prédicateur et pasteur, à Nîmes, à Montpellier, à Lyon, en Béarn, et le rôle qu'il a joué comme organisateur des églises réformées, comme président du quatrième synode national, enfin, en un moment « où le sort religieux et national de la France se décide », comme directeur politique des protestants français, auxquels il donne des conseils de modération et de tolérance remarquables pour l'époque<sup>1</sup>.

Le dernier acte du jubilé s'est déroulé à Orbe, la ville natale de Viret. Dans l'église restée presque intacte, où, cédant aux adjurations de Farel, Viret fit son apprentissage du ministère évangélique, M. le professeur CHAVAN évoqua la jeunesse et les débuts du réformateur, et, grâce aux récits pittoresques d'un témoin oculaire, resté fidèle à la religion de ses pères, le banneret de Pierrefleur, il fit revivre à ses auditeurs les scènes tumultueuses qui accompagnèrent l'introduction du culte réformé dans la paisible petite cité vaudoise.

L'œuvre littéraire de Viret est considérable. Elle n'est pas inconnue en France, grâce aux études que lui ont consacrées MM. Sayous (*Réformateurs de langue française*) et Lenient (*la Satire en France au XVI<sup>e</sup> siècle*). Tandis que Calvin s'adresse à une élite, c'est pour le peuple que Viret écrit, et, pour se faire comprendre, il se fait à lui-même la langue dont il a besoin, usant « d'aucuns mots qui ne seraient pas reçus de ceux qui s'étudient à la pureté de la langue française » et qu'il emprunte au parler local, ce qui a permis à M. Philippe Godet de distinguer en lui le premier écrivain national

1. Une partie de ce discours a été imprimée dans le numéro du 20 novembre de *Foi et Vie*, où l'on trouvera aussi un article du même auteur sur *Viret, la liberté de conscience et la réformation*.

de la Suisse romande<sup>1</sup>. Très appréciés au XVI<sup>e</sup> siècle, ses ouvrages sont devenus fort rares. Aussi la Société vaudoise de théologie a-t-elle été bien inspirée en publiant, à l'occasion du centenaire, une série de pages extraites des œuvres du réformateur et un choix de ses lettres (*Pierre Viret d'après lui-même*. Lausanne, Bridel, 1911, in-8°, viii-341 p.). Ce recueil, dû à la collaboration de MM. SCHNETZLER, H. VUILLEUMIER, A. SCHROEDER, Eug. CHOISY et Ph. GODET, est composé très judicieusement et rendra grand service aux historiens comme aux théologiens.

Parmi les travaux parus au moment du jubilé ou peu avant, il convient de signaler encore les deux biographies de Viret dues à MM. H. VUILLEUMIER et J. BARNAUD. Sous une forme concise et populaire, et avec une sympathie qui n'exclut pas la clairvoyance, le savant professeur de l'Université de Lausanne a tracé du réformateur vaudois un portrait excellent et bien en place dans son cadre historique (*Notre Pierre Viret*. Lausanne, Payet, 1911, in-12, 264 p.). Malgré l'absence de tout appareil critique, on s'aperçoit aisément que ce volume est fondé sur l'information la plus sûre et la plus étendue. L'ouvrage très détaillé de M. le pasteur Barnaud témoigne d'un travail considérable et consciencieux (*Pierre Viret, sa vie et son œuvre, 1511-1571*, Saint-Amans, Carayol, in-8°, 703 p.). Il apporte en particulier des lumières nouvelles à l'histoire des dernières années de Viret, de sa carrière en France et en Béarn. Il semble que l'auteur, qui fait preuve de quelque inexpérience dans l'emploi de ses sources, aurait pu condenser certains chapitres, — et obtenir ainsi plus de clarté, — en évitant des répétitions et en sacrifiant des développements qui ne rentraient pas nécessairement dans le plan d'une biographie. Mais ces réserves ne doivent pas faire méconnaître la valeur réelle de ce bel ouvrage, auquel l'auteur a donné un utile complément en publiant, d'après les originaux conservés à Neuchâtel, Genève et Zurich, et en les accompagnant de notes, *Quelques lettres inédites de Pierre Viret* (Saint-Amans, 1911, in-8°, 156-4 p.).

V. v. B.

1. Ph. Godet, *Pierre Viret*. Lausanne, 1892, in-16.

---

*L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.*

---

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

